

L'UNION DÉMOCRATIQUE
DU CENTRE:
UN PARTI, SON ACTION,
SES SOUTIENS

Sous la direction de
Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux et Cécile Péchu

ABEF
GHIJKLM
NOPQS
UDCTVW
XYZ

ANTIPODES

LE LIVRE POLITIQUE - CRAPUL

**L'UNION DÉMOCRATIQUE DU CENTRE :
UN PARTI, SON ACTION, SES SOUTIENS**

« LE LIVRE POLITIQUE - CRAPUL »

Collection dirigée par le Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne. Elle accueille des travaux de sociologie du politique, sans exclusive de méthodes, portant en particulier sur les rapports diversifiés à l'univers politique, les mobilisations collectives, la construction des problèmes publics et l'analyse des institutions politiques.

Elle vise à favoriser une meilleure compréhension de la société dans ses dimensions politiques.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage a bénéficié du soutien de l'Office de la statistique du canton du Tessin, du Fonds des publications de l'Université de Lausanne, de la Société académique vaudoise, de la Fondation Chuard-Schmid de l'Université de Lausanne, de la Fondation du 450^e anniversaire de l'Université de Lausanne.



MISE EN PAGE

Claudine Daulte, cl.daulte@bluewin.ch

Les annexes électroniques mentionnées dans les articles sont consultables à l'adresse internet www.antipodes.ch ou sur la page CRAPUL, www.unil.ch/iepi



Ce texte est sous licence Creative Commons: elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur-e, la source et l'éditeur original, sans modification du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

© 2007, Éditions Antipodes
École-de-Commerce 3, 1004 Lausanne, Suisse
www.antipodes.ch – editions@antipodes.ch
DOI: 10.33056/ANTIPODES.46987
Papier, ISBN: 978-2-940146-98-7
PDF, ISBN: 978-2-88901-928-1

L'UNION DÉMOCRATIQUE DU CENTRE : UN PARTI, SON ACTION, SES SOUTIENS

Sous la direction de
Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux et Cécile Péchu

INTRODUCTION

OSCAR MAZZOLENI, PHILIPPE GOTTRAUX ET CÉCILE PÉCHU

Pourquoi consacrer un livre à l'Union démocratique du centre (UDC, ou Parti populaire suisse, SVP, en langue allemande)? Une première raison est suggérée par les aléas de la vie politique nationale. Elle tient à l'avancée électorale d'envergure de l'UDC, lui conférant le statut de premier parti suisse en termes de suffrages et de sièges, à l'issue des élections du Parlement fédéral de 2003. Ce qu'il est convenu de nommer le « succès » politique de ce parti dans le contexte helvétique ne peut qu'interpeller le politiste. Si nous ne pensons pas que le questionnement sociologique doit être dicté directement et mécaniquement par l'actualité, nous jugeons toutefois pertinent de nous emparer scientifiquement d'un thème qui agite de multiples manières l'espace public suisse, mais qui interpelle également les commentateurs et les scientifiques bien au-delà de l'Helvétie: la discutée progression de la droite dite populiste en Europe, à laquelle l'UDC est d'une manière ou d'une autre associée. Il nous paraît dès lors légitime d'avancer des jalons dans la compréhension de ce parti, qui s'avèreront autant d'éléments utiles pour saisir son succès, pour entrevoir les retombées du « phénomène » sur la politique et la société suisses, mais aussi, tout simplement, pour comprendre les logiques de fonctionnement du parti et l'engagement en son sein.

Une deuxième raison qui préside à la publication de ce livre tient au fait que, pour l'heure, rares sont les travaux qui abordent l'UDC en combinant dans le même ouvrage plusieurs approches et angles d'attaque, pourtant présents en science politique, pour analyser ce type d'objet d'étude. Depuis quelques d'années, l'UDC a certes été au cœur d'études et a été incluse dans un nombre croissant d'analyses comparées internationales, devenant ainsi le parti suisse le plus étudié. Mais la littérature scientifique disponible, à

l'exception de rares tentatives de synthèse, suit les lignes de la spécialisation académique, traitant de l'un ou l'autre aspect du phénomène, au détriment des autres possibles. Tendanciellement, soit elle se focalise sur l'électorat (sa composition sociale, ses orientations de valeurs, etc.)¹, soit elle prend pour objet la spécificité idéologique du parti (programme, prises de position, discours)². Dans ces diverses approches, utiles mais séparées, l'objet parti, envisagé dans sa complexité, tend à disparaître. Notre ouvrage entend quant à lui se situer, même modestement, dans une démarche qui privilégie une lecture plurielle et qui décloisonne et rapproche des traditions de questionnement encore trop souvent séparées.

Étudier l'UDC permet du même coup de revenir sur la question de ce qu'est un parti politique, en général, et sur la manière de l'appréhender, tant au niveau du questionnement que sous l'angle de la méthode. Sur le plan du questionnement tout d'abord, nous pourrions schématiquement distinguer trois axes dans l'étude des partis : l'organisation même du parti, le rapport de celui-ci aux postes électifs et à la conquête du pouvoir, ainsi que la question de ses supports électoraux. Les deux premiers se situent du côté de « l'offre » partisane, le troisième plutôt de la « demande » exprimée par les électeurs. Nous pensons quant à nous qu'il est nécessaire d'explorer simultanément ces trois axes, en montrant leur complémentarité.

Du côté de l'« offre », on oscille tendanciellement entre deux options souvent présentées comme contradictoires. Pour certains, le parti est principalement saisi en tant qu'association ou comme

1. Parmi les analyses qui s'intéressent à la dimension électorale, Sibylle Hardmeier et Adrian Vatter, « Synthese-Die Ursachen des SVP Wahlerfolgs » in Pascal Sciarini, Sibylle Hardmeier et Adrian Vatter (Hg.), *Schweizer Wahlen 1999/Élections fédérales 1999*, Berne; Stuttgart; Vienne: Haupt, 2003, pp. 427-456; Anthony J. McGann et Herbert Kitschelt, « The Radical Right in the Alps. Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ », *Party Politics*, Vol. 11, N° 2, 2005, pp. 147-171; Hanspeter Kriesi et al. (Hg.), *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*, Zurich: NZZ Verlag, 2005.

2. Pour ce qui est des études qui privilégient la composante idéologique au sens large, voir notamment Hans-Georg Betz, *La droite populiste en Europe. Extrême ou démocrate*, Paris: Cevipof/Autrement, 2004; Michaël Girod, « L'Union démocratique du centre: les raisons d'un succès », in Pierre Blaise et Patrick Moreau (éds), *Extrême droite et national populisme en Europe de l'Ouest. Analyse par pays et approches transversales*, Bruxelles: CRISP, 2004, pp. 413-441; Frank Decker, *Der neue Rechtspopulismus*, Wiesbaden: VS-Verlag, 2004; Olivier Geden, *Diskursstrategien im Rechtspopulismus. Freiheitliche Partei Österreichs und Schweizerische Volkspartei zwischen Opposition und Regierungsbeteiligung*, Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften, 2006; Damir Skenderovic, « Das rechtspopulistische Parteienlager in der Schweiz. Von den Splitterparteien zur Volkspartei », *Traverse. Zeitschrift für Geschichte – Revue d'Histoire*, Vol. 14, N° 1, 2007, pp. 45-63; Hans Ulrich Jost, « Tradition und Modernität in der SVP », *Traverse. Zeitschrift für Geschichte – Revue d'Histoire*, Vol. 14, N° 1, 2007, pp. 25-44.

« une communauté » d'individus engagés³. Il serait le résultat d'un « recrutement associatif, (formellement) libre, d'individus ayant pour objet de procurer du pouvoir à leurs dirigeants et des possibilités idéelles et/ou matérielles aux adhérents actifs pour la réalisation du but objectifs ou d'avantages personnels »⁴. Cet angle d'attaque met l'accent sur l'organisation et les logiques internes plurielles, mais aussi, chez certains auteurs⁵, sur les militants et leurs caractéristiques, ainsi que sur les effets du parti sur ses membres, en tant que lieu de socialisation secondaire et vecteur d'intégration sociale⁶. D'autres approches conçoivent plutôt le parti dans son rapport au champ politique (le système politique, les échéances électorales, etc.). Dans ce cas, il est alors défini comme « une équipe qui vise le contrôle des institutions gouvernementales par la conquête de postes durant des élections ponctuelles »⁷. On insistera alors sur le parti comme « moyen de conquête » dans la sphère électorale, sur sa capacité à canaliser et « structurer » le vote des citoyens⁸ et sur la capacité des représentants du parti, en tant qu'entrepreneurs politiques, d'influer sur la distribution des postes de pouvoir, mais aussi sur les processus de décisions publiques⁹.

Face à ces approches situées du côté de l'« offre » partisane se situent des démarches qui focalisent sur l'étude des votants et de leur rapport à la société (à ses clivages, aux déterminants sociaux ou de valeurs, etc.). Même si les électeurs sont à l'intersection de l'« offre » et de la « demande », les approches qui privilégient la

3. Cf. Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris: Armand Colin, 1981, p. 20 (1^{re} édition 1951).

4. Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft. Grundriss der Verstehenden Soziologie*, Tubingen: J. C. B. Mohr, 1980, p. 167 (1^{re} édition 1921), notre traduction.

5. Par exemple: Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris: Presses de la FNSP, 1989; Henri Rey et Françoise Subileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris: Presses de la FNSP, 1991. Cette perspective dépasse une lecture quantitative de l'adhésion partisane, comme elle figure par exemple dans Andreas Ladner et Michael Brändle, *Die Schweizer Parteien im Wandel. Von Mitgliederparteien zu professionalisierten Wählerorganisationen?* Zurich: Seismo, 2001.

6. Sigmund Neumann (ed.), *Modern Political Parties*, Chicago: University of Chicago Press, 1956, pp. 395 ss.

7. Antony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, New York: Harper and Row, 1957, p. 6.

8. Leon D. Epstein, *Political Parties in Western Democracies*, New York: Praeger, 1967, p. 9. Pour une synthèse récente des débats autour de la définition du parti politique, cf. John Kenneth White, « What is a Political Party? » et Richard S. Katz, « Party in Democratic Theory », in Richard S. Katz et William Crotty (eds), *Handbook of Party Politics*, Londres: Sage, 2006, pp. 5-15 et 34-46.

9. Sur ce dernier aspect, cf. Frédéric Sawicki, « Du parti à l'assemblée régionale. L'itinéraire d'un professionnel de l'intermédiation », in Olivier Nay et Andy Smith (dir.), *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris: Economica, 2002, pp. 23 ss.

demande négligent la pratique effective du parti (mobilisation, campagne) et ses ressources organisationnelles et militantes. Au point qu'un éminent politiste américain pouvait souligner, il y a déjà près de vingt ans, que l'étude des partis semblait se réduire pour certains chercheurs à celle de ses électeurs¹⁰. Dans les faits, l'extrême spécialisation qui s'est installée dans la science politique fait que souvent les chercheurs se contentent d'adopter l'une ou l'autre approche, de se situer sur l'un ou l'autre axe. Tout se passe comme si nous rencontrions, sur la question des partis, un travers répandu et dénoncé plus récemment par un mouvement interne à la science politique américaine: la tendance à croire que le phénomène à expliquer se réduirait au schéma théorique (angle d'attaque spécifique) qu'on a l'habitude de lui «appliquer»¹¹.

Ces cloisonnements théoriques apparaissent renforcés par une opposition méthodologique discutable. Les politistes ont en effet tendance à se départager entre ceux qui utilisent (et connaissent) des méthodes d'analyses quantitatives, autrement dit statistiques, et ceux qui adoptent des méthodes qualitatives (entretiens, observation, analyse textuelle, études monographiques de cas, etc.). Les raisons qui expliquent cette division du travail institutionnalisée dans la science politique sont multiples, et ce n'est pas le lieu ici d'en discuter. Ce qui importe pour nous est de constater le risque produit par une extrême spécialisation méthodologique, redoublant pour partie un cloisonnement théorique: en utilisant une seule méthode, on perd du même coup de vue la complexité du parti politique, laissant croire que la méthode privilégiée, par exemple l'étude par sondage de l'électorat, suffirait pour en saisir les logiques et les dynamiques globales.

D'où le choix dans cet ouvrage d'une approche méthodologique à la fois critique et plurielle. Les textes réunis interrogent ainsi les catégories employées, usent autant d'outils quantitatifs que qualitatifs, dans une optique réflexive sur les instruments d'observation eux-mêmes et les données qu'ils permettent de produire. Nous jugeons par exemple nécessaire de relativiser les indicateurs utilisés, lorsque nous utilisons les données de sondage pour analyser l'électorat UDC. De même, les instruments qualitatifs mobilisés,

10. Joseph A. Schlesinger, *Political Parties and the Winning of Office*, Ann Arbor: The University of Michigan Press, 1991, pp. 8-10.

11. Kristen R. Monroe (ed.), *Perestroika! The Raucous Rebellion in Political Science*, New Haven: Yale University Press, 2005.

comme l'entretien approfondi et l'observation directe, autorisent des analyses compréhensives nécessaires et permettent de répondre à des questions que le « quantitatif » peut difficilement résoudre. Cela ne nous conduit pas pour autant à négliger les précautions nécessaires dans cette approche qualitative, comme par exemple celle d'intégrer dans l'analyse les effets de l'interaction d'enquête sur les propos tenus par les activistes. Enfin, le détour par l'analyse de la propagande iconographique (par exemple les affiches) trouve sa raison d'être dans l'optique de relativiser le rôle du « langage verbal » comme source unique d'appréhension de la réalité sociale et plus spécifiquement des activités partisans : une telle analyse souligne en effet la force du visuel dans l'énonciation d'un parti.

Ce livre consacré à l'UDC tente ainsi d'apporter sa contribution à l'explication des « phénomènes partisans », en postulant, au moins comme horizon, la nécessité de dépasser les alternatives réductrices, en termes de questionnement comme en termes de méthode. Sans évidemment nier l'apport respectif des diverses spécialisations, nous plaçons pour une sociologie des logiques plurielles (idéologiques, sociales et organisationnelles) caractérisant les partis politiques comme des phénomènes complexes. Le parti, et l'UDC pour ce qui nous concerne ici, est dans cet esprit un objet multidimensionnel et « en mouvement », parcouru par des tensions, des rapports de force internes et soumis à des contraintes externes, objet qui doit être compris à la fois dans sa genèse, ses rapports avec les adhérents et ses composantes internes, mais aussi avec les institutions et les acteurs actifs dans les différentes sphères publiques (étatiques, médiatiques, etc.).

Voici plus concrètement les interrogations principales présentes dans les chapitres de ce volume. Comment définir ce parti ? Quelles sont les difficultés et quels sont les enjeux méthodologiques que nous devons prendre en compte dans l'étude de ce parti ? Comment expliquer sa capacité à se situer à la fois en posture de gouvernement et d'opposition ? Comment son action a-t-elle influencé et tiré parti de la mutation du paysage politique suisse ? Qui sont ses électeurs ? Comment s'exprime sa propagande politique ? Comment se décline la diversité de valeurs de ses militants ? Pour tenter de répondre à ces questions, l'ouvrage est organisé en trois parties.

Une *première partie* de l'ouvrage porte sur la *manière de parler* scientifiquement de l'UDC en tant que parti politiquement controversé. La réflexivité est ici particulièrement de mise, dans la

mesure où un tel objet, moins anodin que d'autres en Suisse, risque d'induire spontanément des manières réductrices d'aborder la question.

Un premier chapitre commence par discuter des enjeux autour de la classification et de la labellisation de l'UDC, à la fois sur un plan politique et scientifique. Réfléchir à la manière dont un parti est désigné, dans le lexique, est un préalable indispensable à toute posture rigoureuse d'analyse. En matière politique, les désignations sont enjeu de luttes de classements dans le monde social, et il n'est pas anodin, pour ce qui nous occupe ici, de qualifier l'UDC de parti d'« extrême droite », de formation de « droite populiste » ou tout simplement de parti « bourgeois » ou de « droite conservatrice ». Les étiquettes attribuées par les adversaires politiques ou les médias, de même que les qualificatifs auto-désignants que les agents eux-mêmes endossent et assument, sont de véritables armes politiques symboliques qu'il importe de percevoir comme telles, et donc, du point de vue du chercheur, de manier avec précaution. L'auteur aborde notamment ces questions de manière diachronique, en montrant les transformations de la désignation de l'UDC par la presse, et les enjeux de légitimation qui sont rattachés à l'étiquetage de ce parti.

Un second chapitre aborde les répercussions sur un plan méthodologique de l'image controversée de l'UDC et du stigmatisme attribué à ce parti, au moins par une partie des acteurs de l'espace public. Les auteurs partent du principe que, dans une perspective compréhensive, il importe de suspendre les croyances et les préconstruits sociaux que ces images inévitablement véhiculent. Ils rapportent leur expérience d'enquête de terrain auprès de militants souvent marqués par une image négative qui leur colle à la peau. Dans un tel contexte de stigmatisation, la question du contrôle préalable et si possible constant par le chercheur de ses propres penchants idéologiques, distants de l'UDC, est décisive. Les auteurs abordent également la question de la conquête de la confiance des militants interrogés, celle de la difficile gestion de l'empathie nécessaire à l'interaction d'enquête, tout comme ils évoquent les difficultés que rencontre le chercheur dans l'interprétation et l'écriture, du fait de la crainte d'être mal compris par des lecteurs aux attentes fort diverses.

Une *seconde partie* aborde le parti par le biais de *ses activités et de ses positionnements* dans le champ politique suisse. Le niveau d'analyse retenu est ici celui du collectif: le parti est appréhendé comme entrepreneur politique agissant en tant que groupe.

Ainsi, le troisième chapitre du volume se penche sur le rapport ambivalent que l'UDC entretient avec le système politique suisse, en tension qu'elle est entre une forme d'extériorité contestataire et de participation effective et efficace à ses instances de décisions. L'UDC représente à cet égard un cas original en Europe, par rapport aux partis analogues, dits «populistes»: sa capacité à se maintenir au pouvoir, sans perdre pour autant en force protestataire, ni payer son intégration gouvernementale par des conflits internes d'envergure débouchant le cas échéant sur des scissions. Les auteurs mettent au jour les éléments permettant d'expliquer un tel paradoxe, notamment en rappelant quelques jalons historiques rendant possible l'acceptation, sans trop de résistance, de ce qu'ils nomment la «nouvelle» UDC par ses partenaires de la coalition gouvernementale. La mobilisation de ressources financières importantes, ainsi que la transformation du fonctionnement interne et du leadership du parti, sous l'impulsion de l'aile zurichoise blocherienne, concourent également, pour les auteurs, à placer de fait l'UDC sur le registre de l'«innovation» politique dans le champ partisan helvétique, à en faire un entrepreneur politique moderne, expliquant pour une part son succès. Les auteurs, enfin, analysent l'usage des règles qui organisent l'accès et la participation au gouvernement, entre respect et détournement, ainsi que les effets sur l'orientation de la politique en Suisse. Ils montrent notamment le poids croissant, de 1995 à 2003, de l'influence de l'UDC sur les autres forces politiques en matière de politique migratoire.

Ensuite, le quatrième chapitre se centre sur la production discursive officielle du parti, identifié par ses affiches de propagande, destinées aux campagnes politiques ou de votation. Les messages pris en compte concernent l'Europe, les étrangers et la classe politique. Les auteurs soulignent par exemple la récurrence d'un univers anxigène dans la communication graphique du parti. L'accent mis à la fois sur la forme rhétorique (iconographique et texte) et sur les cibles désignées à la vindicte, démontre qu'un parti comme l'UDC, s'il ne saurait pour sûr être désigné par des

qualificatifs réducteurs, tel « parti d'extrême droite », flirte néanmoins objectivement, par moments et au gré de ses campagnes d'affiches, avec la propagande diffusée par des partis situés bien plus à droite sur l'échiquier politique. Ce constat conduit une fois de plus à complexifier la perception que nous nous devons d'avoir de l'UDC : un parti de fait en tension entre les référents de la droite classique et des traits identitaires finalement guère éloignés de ceux que présentent les partis dits d'extrême droite.

Une *troisième partie* oriente l'analyse sur le niveau individuel, en s'attardant alors sur *les supporters du parti*, qu'il s'agisse d'un soutien provenant de l'« extérieur » (les électeurs et leurs caractéristiques), ou d'un engagement symbolique et pratique en son sein (les militants et leurs valeurs).

Le cinquième chapitre analyse le rôle des dimensions socio-professionnelles dans le vote pour l'UDC. À partir d'enquêtes post-électorales portant sur les élections fédérales de 1999 et 2003, une pluralité d'indicateurs est mise à l'examen. L'analyse montre le poids croissant des dimensions socioprofessionnelles dans l'explication. Le vote UDC ne s'explique plus principalement par les clivages linguistiques, religieux ou d'habitat qui ont traditionnellement été mis en avant dans le passé pour rendre compte du comportement électoral en Suisse. L'analyse confirme le caractère socialement composite et interclassiste du vote UDC : à côté de sa base traditionnelle, constituée d'agriculteurs et de petits indépendants, la part des travailleurs peu qualifiés s'est accrue. Des aspects distincts de la profession comme, par exemple, la situation au regard de l'activité salariée, jouent aussi un rôle dans ce vote. De ce point de vue, la réceptivité particulière des femmes au foyer au vote UDC a été mise en évidence. Sur le plan méthodologique, les auteurs démontrent également, à partir de tests directs, le caractère relatif des indicateurs utilisés dans l'étude des variables « lourdes » visant à rendre compte de la position socioprofessionnelle des individus.

Le sixième chapitre approfondit les traits des électeurs UDC. Les études de régression visant à hiérarchiser les déterminants du vote montrent que les transformations stratégiques, idéologiques et programmatiques qu'a subies l'UDC depuis les années 90

s'accompagnent d'une évolution rapide des déterminants sociopolitiques de son soutien électoral. Mais les sondages post-électoraux Selects de 1995, 1999 et 2003 permettent aussi de mesurer l'hétérogénéité de l'électorat de l'UDC si on leur applique les méthodes d'analyse des correspondances et de classification. Il apparaît ainsi que le sexe, l'âge, le niveau de compétence politique et le positionnement vis-à-vis des politiques publiques forment des lignes de partage entre les diverses composantes de l'électorat. Des classes d'électeurs concrets émergent, sortes de profils combinant de manière parfois inattendue des propriétés auparavant envisagées séparément. Des classes pourtant peu visibles par le raisonnement par variables, «toutes choses égales par ailleurs», jouent un rôle important dans la progression électorale du parti. Les proximités de certaines classes avec les électorats des autres partis et des abstentionnistes mettent en évidence des directions de conquête au sein de l'espace électoral général. L'hétérogénéité sociopolitique des électeurs de l'UDC apparaît à la fois comme l'écho de ses ambivalences idéologiques et stratégiques, et comme une condition de sa croissance.

Le dernier chapitre se place au niveau des militants, dans l'optique de regarder dans la «boîte noire» qu'est l'UDC, trop souvent réduite au discours de ses leaders. Il prend pour objet l'unité et la diversité du système de valeurs présent chez les militants, en sélectionnant deux aspects parmi d'autres possibles: le rapport à la «question de l'immigration» et le positionnement face au libéralisme économique. L'analyse d'entretiens approfondis met au jour une suspicion généralisée envers les étrangers, fonctionnant comme un thème fédérateur des militants aux profils par ailleurs divers. Il souligne tout autant que ce thème se décline selon des modalités et des intensités variables, dépendant du contexte et des caractéristiques sociales des individus. Les entretiens montrent par contre que le libéralisme économique, thème emblématique du parti, échappe à l'entendement d'une partie de ses militants, et que certains sont même très réticents à son encontre. Ces résultats attestent qu'en changeant de focale d'analyse, en passant du niveau collectif (le parti comme organisation) à celui des individus engagés dans le parti, l'image de l'UDC va se complexifier. Ainsi, les discours des supporters ne recourent pas nécessairement les orientations défendues officiellement par l'UDC. Il serait erroné, en conséquence, de rapporter les motifs

d'engagement à l'UDC à ce qui pourrait être déduit de l'analyse du discours autorisé du parti, tel qu'il peut par exemple s'exprimer dans la propagande analysée dans le quatrième chapitre.

Nous ne pouvons terminer la présentation de cet ouvrage sans remercier les institutions qui ont rendu possible la production de ces résultats: le Fonds national suisse de la recherche scientifique (PNR 40+, 404040-101047), l'Office de la statistique du canton du Tessin et la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne.

Nous remercions également les personnes engagées à l'UDC, dont les expériences et les témoignages ont nourri cet ouvrage, pour la confiance qu'ils nous ont accordée.

I. PARLER DU PARTI

DÉFINIR LE PARTI: UN ENJEU SCIENTIFIQUE ET POLITIQUE

OSCAR MAZZOLENI

«**D**éfinir» un parti politique est une opération nécessaire, pourtant ni simple ni neutre. Cette opération devrait permettre de l'appréhender en tant que phénomène sociopolitique, de fournir des explications de sa présence, de son succès ou insuccès électoral, ainsi que de son influence dans le champ politique, mais aussi le comparer avec d'autres phénomènes situés dans d'autres contextes, notamment nationaux. Cependant, cette tâche rencontre de multiples obstacles. Une littérature impressionnante vise à classer les partis dans des «types» ou des «familles», mais les politistes sont très loin d'un quelconque consensus sur les critères théoriques nécessaires au classement; au surplus, les politistes se limitent le plus souvent à une opération taxonomique, sans véritablement mener à un travail de définition¹. Comme l'ont souligné Peter Mair et Cas Mudde, les familles partisanes «sont souvent traitées comme des catégories auto-évidentes, qui ne demandent ni de justification ni de spécification»².

Comment alors procéder à la définition d'un parti pris comme acteur collectif? Relever ce défi peut s'avérer particulièrement crucial dans l'étude de la mouvance des partis européens, qu'on désigne sous des vocables variables: «extrême droite», «droite radicale», «droite radicale-populiste», etc.³. Les étiquettes utilisées par

1. Pour une approche critique, cf. Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris: PUF, 2006 (1^{re} édition 1987).

2. Peter Mair et Cas Mudde, «The Party Family and its Study», *Annual Review of Political Science*, Vol. 1, 1998, p. 15.

3. Des tentatives de réflexion sur les enjeux définitionnels se retrouvent dans la science politique française, en particulier à propos du Front national: cf. A. Collovald, «Le «national-populisme» ou le fascisme disparu. Les historiens du «temps présent» et la question du déloyalisme politique contemporain», in Michel Dobry (éd.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris: Albin Michel, 2003, pp. 279-321; Jacques Le Bohec, *Sociologie du phénomène Le Pen*, Paris: La Découverte, 2005. Pour une réflexion plus générale, cf. Alfio Mastropalo, *La mucca pazza della democrazia. Nuove destre, populismo, antipolitica*, Torino: Bollati Boringhieri, 2005.

les politistes foisonnent : il n'y a aucun consensus ni sur le choix de labels, ni sur les critères théoriques qui les justifieraient⁴. De plus, contrairement aux familles partisans européennes dites classiques (libérale, démocrate-chrétienne, socialiste), il est également ardu de savoir si ces partis forment une « nouvelle » famille politique. S'interroger sur les raisons de ce phénomène nous amène à rendre compte de l'usage des catégories d'analyse et, plus généralement, du rapport entre le politiste et son « objet ». Un rapport à l'« objet » qui passe par une relation complexe avec l'environnement scientifique, culturel et politique. Les politistes se trouvent face à des « labels » et des « étiquettes » véhiculés par leurs propres collègues, mais aussi par les acteurs eux-mêmes (les représentants du parti lui-même, les adversaires, les divers commentateurs, etc.). Les labels (étiquettes, dénominations) qui se veulent « scientifiques » adoptent *de facto* une terminologie, un langage qui font référence et sens dans des univers qui dépassent largement la sphère scientifique. Le savant est de fait intégré au « monde de la vie ordinaire », même si souvent il aime croire (et faire croire) que son travail s'effectue en dehors, sans en subir l'influence. C'est pourquoi le travail de définition, et d'abord de labellisation, devrait inclure une réflexion critique sur les catégories utilisées, notamment sur leurs conditions de production et de réception. Ces catégories concourent en effet à faire que tel parti, à un moment donné, peut être défini d'une certaine manière plutôt que d'une autre. L'effort de labellisation et de définition scientifique participe ainsi, volontairement ou involontairement, à la construction de l'image publique du parti, à le faire « exister », favorisant par exemple sa « centralité » ou sa « marginalité » politique. Sans compter que le choix d'un label donné pour « enfermer » la réalité complexe et mouvante d'un parti politique empêche de se focaliser sur des aspects qui peuvent s'avérer essentiels pour en comprendre la présence et la portée. Le but de ce chapitre est précisément d'entamer un travail réflexif sur la manière dont les divers discours (scientifiques, journalistiques, politiques) ont appréhendé un parti politique suisse, l'Union démocratique du centre (UDC). Ce travail réflexif est d'autant plus utile que ce dernier est doté d'une « image » scientifique et publique particulièrement incertaine, produite par une labellisation qui se caractérise

4. Cf. Cas Mudde, « The War of Words: Defining the Extreme Right Party Family », *West European Politics*, Vol. 19, N° 2, 1996, pp. 225-248; voir aussi Cas Mudde, *The Ideology of the Extreme Right*, Manchester; New York: Manchester University Press, 2000.

par l'ambigu et l'incertitude. Nous allons donc essayer de voir en quoi ces ambiguïtés sont à la fois le reflet de la position et du rôle de ce parti dans le champ politique, et le résultat de logiques et enjeux propres au travail scientifique, politique et médiatique de labellisation.

Cette contribution est organisée de la manière suivante. En premier lieu, nous illustrerons la manière dont les politistes ont labellisé l'UDC depuis quelques années, afin de relever la genèse de ces labellisations et des oscillations qui existent à l'heure actuelle. Ensuite, nous essaierons de montrer les diverses raisons qui font obstacle à la quête d'une dénomination univoque de ce parti, en particulier dans le monde politique et journalistique. Dans ce sens, nous allons nous appuyer sur le travail de labellisation développé par deux quotidiens suisses durant deux années électorales. Enfin, nous essaierons de voir en quoi ce travail réflexif peut fonder une perspective théorique qui vise à définir, dans son contexte, un parti politique comme l'UDC.

DES LABELS MULTIPLES

Essayons pour commencer de voir comment l'UDC est labellisé par les politistes. Nous constatons d'abord que le regard scientifique change aux alentours des élections nationales de 1999, lorsque l'UDC connaît sa plus importante avancée électorale. Avant les élections nationales de 1999, la plupart des politistes classent l'UDC en dehors de la mouvance de la « droite radicale », « populiste » ou « extrême ». Par exemple, en 1998, Gentile et Hanspeter Kriesi parlent de partis suisses de la « droite radicale », sans prendre en compte l'UDC⁵. Dans son étude sur les partis de la « droite populiste » en Autriche et en Suisse, Ludger Helms explicite son choix de ne pas inclure l'UDC dans cette catégorie du fait que « l'opinion dominante » ne l'accepterait pas, même si l'évolution constatée depuis la moitié des années 90 met en discussion son classement de parti « conservateur de la classe moyenne »⁶.

5. Pierre Gentile et Hanspeter Kriesi, « Contemporary Radical-Right Parties in Switzerland: History of a Divided Family », in Hans-Georg Betz et Stefan Immerfall (eds), *The New Politics of the Right. New Populist Parties and Movements in Established Democracies*, Londres: MacMillan, 1998, pp. 125-142.

6. Ludger Helms, « Right-Wing Populist Parties in Austria and Switzerland: A Comparative Analysis of Electoral Support and Conditions of Success », *West European Politics*, Vol. 20, N° 2, 1997, p. 39 et p. 50.

Altermatt et Skenderovic sont parmi les premiers qui adoptent l'expression de parti «populiste de droite», mais se référant à la section zurichoise de l'UDC⁷, tandis que Jean-Yves Camus, dans le même ouvrage, affirme que «dans une certaine mesure la faction «Blocher» de l'UDC suisse» serait à inclure sous le label de «extrême droite «postindustrielle», reprenant le concept introduit par Piero Ignazi⁸. Après les élections nationales de 1999, un tournant s'opère, touchant l'UDC nationale dans son ensemble, bien que les étiquettes restent variables. Des auteurs tels que Christopher T. Husbands, Francesca Poggia-Mileti et Oliver Geden adoptent désormais le concept de parti «populiste de droite» ou de la «droite populiste»⁹. Yannis Papadopoulos et Hanspeter Kriesi usent quant à eux du terme de «national-populisme»¹⁰. Skenderovic recourt aux notions de «droite radicale» et de «droite populiste», considérées grosso modo comme synonymes¹¹, notions que Hans-Georg Betz, l'un des politistes les plus reconnus internationalement dans ce domaine, synthétise dans le concept de «populisme radical de droite», également pour désigner l'UDC¹². La variabilité des étiquettes utilisées concerne aussi les mêmes auteurs dans l'espace de peu années. Dans un travail comparé sur les campagnes, qui date de 2004, Hanspeter Kriesi et Romain Lachat classent l'UDC parmi le plus important comme parti de la «droite conservatrice» helvétique¹³. En 2006, les deux mêmes

7. Urs Altermatt et Damir Skenderovic, «Suisse», in Jean-Yves Camus (éd.), *Les extrémismes en Europe: état des lieux en 1998*, La Tour d'Aigues: L'Aube et CERA, pp. 363-376.

8. Jean-Yves Camus, «Introduction. Les extrémismes en Europe en 1998: bilan et perspectives», in Jean-Yves Camus (éd.), *Les extrémismes en Europe, op. cit.*, p. 6. De Piero Ignazi, voir notamment *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford: Oxford University Press, 2004.

9. Christopher T. Husbands, «Switzerland: Right-Wing and Xenophobic Parties, from Margin to Mainstream?», *Parliamentary Affairs*, N° 53, 2000, pp. 501-556; Francesca Poggia-Mileti et al., *Modern Sirens and their Populist Songs. A European Literature Review on Change in Working Life and the Rise of Right-Wing Populism*, Vienne; Neuchâtel: EDES, 2002; Oliver Geden, *Diskursstrategien im Rechtspopulismus. Freiheitliche Partei Österreichs und Schweizerische Volkspartei zwischen Opposition und Regierungsbeteiligung*, Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften, 2006.

10. Yannis Papadopoulos, *National-populism in Western Europe: An Ambivalent Phenomenon*, Lausanne: Institut d'études politiques et internationales, Université de Lausanne, 2000; Hanspeter Kriesi, «Politische Folgen nationaler Identität. Das Beispiel der Eidgenössischen Wahlen von 1999», in Catherine Bosshart-Pflüger, Joseph Jung et Franziska Metzger (Hg.), *Nation und Nationalismus in Europa. Kulturelle Konstruktion von Identitäten. Festschrift für Altermatt*, Frauenfeld: Huber & Co., 2002, pp. 565-587.

11. Damir Skenderovic, *The Swiss Radical Right in Perspective. A Reevaluation of Success Conditions in Switzerland*, Paper for ECPR Joint sessions, Grenoble, avril 2001; *The Radical Right in Switzerland. Postwar Continuity and recent Transformations*, Thèse de doctorat, Faculté de lettres, Université de Fribourg, 2004.

12. Hans-Georg Betz, *La droite populiste en Europe. Extrême ou démocrate*, Paris: Cevipof/Autrement, 2004.

auteurs, avec d'autres collaborateurs, dans une réélaboation du précédent travail, désignent cette fois ce parti comme « droite populiste »¹⁴. En 2005, toujours les mêmes auteurs, dans la plus importante analyse systématique sur l'électorat UDC dont nous disposons à l'heure actuelle, oscillent entre les dénominations de parti de la « droite populiste », « national-conservateur » ou « bourgeois »¹⁵, sans pour autant négliger la référence aux travaux d'Herbert Kitschelt, qui adopte le terme de « droite radicale » pour étudier l'UDC¹⁶. D'autre part, Passy et Giugni partent du concept d'« extrême droite », entendu dans une acception large, comme « combinaison de nationalisme xénophobe et attrait populiste », et jugent que l'UDC ne peut pas, en tant que telle, être classée sous un tel label¹⁷, à l'exception du thème de l'immigration et des relations ethniques. La déclinaison de ces labellisations savantes, dont la liste ne se veut pas exhaustive, montre toute la difficulté de s'accorder sur l'un ou l'autre des termes ou combinaison de termes.

Si, d'une part, l'étude de l'UDC s'insère de plus en plus dans des analyses qui optent pour l'une ou l'autre des labellisations fournies par des comparatistes, notamment Piero Ignazi (« extrême droite »), Herbert Kitschelt (« droite radicale ») et Hans-Georg Betz (« populisme radical de droite »)¹⁸, de l'autre, les doutes et les incertitudes sur ces désignations persistent. Les politistes attribuent à l'UDC l'ensemble des étiquettes utilisées pour désigner les autres partis européens, à l'exception notable de parti « conservateur », « national-conservateur » et « bourgeois ». Pourquoi ces variabilités et oscillations ? Doit-on simplement les imputer à une démarche « conventionnaliste », qui ne cherche pas de véritable

13. (Note de la p. 20.) Hanspeter Kriesi et Romain Lachat, *Globalization and the Transformation of the National Political Space: Switzerland and France Compared*, EPFZ et Université de Zurich, CIS Working Paper, N° 1, 2004.

14. Hanspeter Kriesi et al., *Globalization and the Transformation of the National Political Space. Six European Countries Compared*, Zurich: Cahiers Pacte, Working Paper N° 1.

15. Hanspeter Kriesi et al., *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*, Zurich: NZZ, 2005.

16. Anthony J. McGann et Herbert Kitschelt, « The Radical Right in the Alps. Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ », *Party Politics*, Vol. 11, N° 2, 2005, pp. 147-171 ; « Die Dynamik der Schweizerischen Neuen Rechten in komparativer Perspektive: Die Alpenrepublik », in Pascal Sciarini, Sibylle Hardmeier, Adrian Vatter (Hg.), *Schweizer Wahlen 1999/Elections fédérales 1999*, Berne; Stuttgart; Vienne: Haupt, 2003, pp. 183-216.

17. Marco Giugni et Florence Passy, *La citoyenneté en débat. Mobilisations politiques en France et en Suisse*, Paris: L'Harmattan, 2006, pp. 140-141.

18. Voir en particulier Hans-Georg Betz, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, New York: St. Martin's Press 1994 ; Herbert Kitschelt, *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor: University of Michigan Press, 1995 ; Piero Ignazi, *Extreme Right Parties in Western Europe*, op. cit.

justification à la labellisation, ou alors à l'impact de la « guerre de chapelles » courante dans le champ académique ? Aucune des recherches mentionnées ne se pose cette question.

Le problème tient d'abord, comme nous l'avons déjà signalé, à la difficulté de définir la « famille politique » à laquelle l'UDC devrait appartenir selon la plupart des politistes. Certes, nous pouvons difficilement inclure des partis comme le Front national français ou le Vlams Belang flamand dans les principales familles politiques démocratiques (démocrate-chrétienne, socialiste et libérale) qui ont dominé l'Europe occidentale de l'après-guerre. Leur programme, leur discours et leur style possèdent des caractères originaux. En même temps, malgré quelques liens formels (notamment par la création de groupes communs dans le Parlement européen), ils ne se reconnaissent pas dans une « nouvelle famille ». Ainsi, en l'absence de contenus précis et quelque peu partagés, il est difficile de savoir si cette « famille » existe, même si un « air » de famille apparaît évident. Par ailleurs, si nous admettons que cette « famille » existe, il n'est pas évident de savoir quels sont les critères qui permettent l'inclusion d'un parti en son sein. Or, souvent les spécialistes retiennent dans leur travail de labellisation un ou deux critères uniquement, concernant en particulier l'offre idéologique (programme, prises de position, etc.) ou les caractéristiques de l'électorat. La tendance sera alors de mettre en lumière les éléments qui confirment telle ou telle attribution. Si on prend en compte l'offre idéologique, on retiendra, plus ou moins explicitement, les éléments de cohérence entre le programme, les prises de position des dirigeants, la propagande électorale, etc., tout en minimisant les « incohérences ». En focalisant sur l'analyse électorale, on sera porté à minimiser l'hétérogénéité de la composition (sociale, culturelle, etc.) de l'électorat, à partir d'un usage de coefficients statistiques qui valorise les tendances dominantes, même si ces dernières sont à peine évidentes. Cependant, si l'objet d'étude est d'abord de comprendre la présence et le poids de l'un ou l'autre parti, et pas uniquement de le classer, on devra s'interroger sur les limites intrinsèques de cette quête d'« univocité ». C'est d'autant plus décisif pour des partis dont on souligne la présence de mots d'ordre parfois éphémères, de composantes idéologiques variables, de liens ambigus avec l'héritage fasciste de l'entre-deux-guerres, mais également de rapports ambivalents à la participation institutionnelle et aux

régimes démocratiques, etc. C'est pour cette raison que plusieurs études qualifient ces partis de « populistes », mettant ainsi l'accent sur l'« efficacité » politique et électorale de leur « style »¹⁹.

En ce qui concerne précisément l'UDC, nous pouvons nous demander quels sont les critères d'attribution de labels qui permettent à la fois de « classer » le parti, mais aussi de saisir son avancée électorale et sa « place » dans la politique suisse. En général, si on adopte plusieurs critères simultanément, la probabilité d'identifier une « cohérence » générale se réduit, de même que la « comparabilité ». C'est le cas si on retient à la fois l'origine idéologique, le programme électorale, l'agenda, le style de communication, l'auto-positionnement de l'électorat sur l'échelle gauche-droite, mais aussi des militants et des élites, ainsi que la position plus ou moins marginale ou centrale des élus dans le champ politique (local, régional, national). À la croisée de ces critères, l'analyse peut mettre en évidence que l'ancrage historique d'un parti, notamment en termes de clivages sociaux et culturels fondateurs, ne correspond guère à l'offre idéologique qu'il présente aujourd'hui. Pourtant, il peut s'avérer que simultanément des éléments anciens persistent. Si, par exemple, le nom reste inchangé, la prise en compte simultanée de l'origine historique et des prises de position actuelles conduit à des « incohérences » qui font obstacle à la tentative de labelliser et de définir le parti de manière univoque. C'est le cas de l'UDC suisse, comme ancien parti agrarien qui depuis longtemps fait partie du « bloc » des partis « bourgeois » gouvernementaux, et qui a récemment évolué vers une offre idéologique valorisant la défense de l'intégrité nationale, une vision négative de l'immigration et des étrangers, ainsi qu'un néolibéralisme économique radicalisé, tout en développant une posture « *anti-establishment* ». Malgré cette évolution, nous doutons toutefois de la possibilité de saisir la « nouvelle » UDC sans prendre en compte le long héritage de ce parti « modéré » dans la politique suisse²⁰.

19. Cf. par exemple, Yves Mény et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris: Fayard, 2000; Paul Taggart, *Populism*, Buckingham: Open University Press, 2000, chap. 7; «New Populist Parties in Western Europe», *West European Politics*, Vol. 18, N° 1, janvier 1995, pp. 34-51.

20. Le terme de « nouvelle » UDC entre guillemets se réfère à la fois à la nouveauté constituée par les orientations « blochériennes » (du nom de son leader Christoph Blocher) qui s'imposent dans les années 90, et à la persistance de traits traditionnels, y compris le nom.

UNE POSITION AMBIVALENTE

Devons-nous alors croire que les incertitudes et les oscillations des politistes sont uniquement en relation avec les raisonnements scientifiques et non pas aussi avec les spécificités de l'«objet» lui-même? Notre hypothèse est que, de ce point de vue, le cas de l'UDC ressemble moins à celui du Front national français ou du Vlaams Belang flamand, qu'à celui d'un parti comme Forza Italia, pour lesquels la classification apparaît plus ardue, en raison de sa forte assise électorale et sa participation gouvernementale. Il est important de souligner qu'en 2003, l'UDC est devenu le premier parti national helvétique en termes de suffrages et de sièges parlementaires. Toujours en 2003, son leader, Christoph Blocher, s'est imposé comme candidat au gouvernement fédéral, et son élection a significé le doublement des sièges de l'UDC dans l'exécutif.

Fondamentalement se pose le problème de l'appréhension de l'UDC comme un seul et unique parti politique. L'UDC constitue une exception, dans cette mouvance ouest-européenne, parce qu'il ne présente pas une dénomination officielle unique sur l'ensemble du territoire national. Dans la partie alémanique de la Suisse, le parti s'appelle «Parti populaire suisse» (*Schweizerische Volkspartei*). La différence est donc nette par rapport à l'appellation officielle latine (française et italienne), qui insiste sur le caractère «démocratique» et de «centre». La combinaison de plusieurs dénominations n'est pas propre à l'UDC/SVP, et ne tient pas seulement au caractère multilingue de la Suisse. La structure fédéraliste du pays influence aussi profondément les structures partisanes, et en particulier les rapports entre le parti national et les sections cantonales. Les principaux partis suisses, notamment ceux qui sont définis comme «bourgeois», tirent leur origine de fédérations de partis cantonaux. Ainsi, nous pouvons nous demander dans quelle mesure les partis suisses peuvent être considérés comme des véritables partis nationaux, en raison de leur fragmentation très élevée, ce qui du reste complique les analyses comparées et parfois exclut la Suisse de telles études. Dans ce sens, la question du caractère plus ou moins «univoque» du label scientifique du parti se pose de manière tout à fait particulière en Suisse, en comparaison avec d'autres expériences européennes.

Le processus de réorganisation du parti récemment impulsé par le nouveau leadership de Christoph Blocher n'a pas supprimé cette structuration fragmentée. Celle-ci constitue du reste une des

conditions essentielles sur lesquelles se fonde l'ambivalence de l'UDC, en tension entre sa « radicalisation » des années 90 et le maintien de son représentant « modéré » dans le gouvernement national helvétique. L'UDC est présente de manière ininterrompue au Conseil fédéral (où siègent actuellement des représentants de partis d'origine libérale, démocrate-chrétienne et socialiste) depuis 1929²¹. L'autre importante caractéristique du système de gouvernement helvétique, qui s'est imposée entre le XIX^e et le XX^e siècles, est le style dominant qui règle les rapports interpartisans et le fonctionnement des gouvernements (cantonaux et fédéraux), fondé sur la collégialité, la concordance et la cooptation des minorités politiques. Cette caractéristique confère une ample légitimité aux forces politiques qui savent négocier des compromis avec les adversaires, tout en se répercutant sur les rapports entre majorités et minorités internes aux partis politiques. Or, l'avancée du courant « radicalisé » dans l'UDC n'a pas impliqué de fractures internes, de scissions ou l'exclusion des composantes les plus « modérées », pourtant fortement affaiblies. Elle n'a pas non plus empêché que le parti reste représenté dans le gouvernement fédéral, avec les autres partis « bourgeois » et le Parti socialiste suisse (PSS). On peut aussi affirmer que l'autonomie cantonale, ainsi que la persistance de courants qui ne s'inscrivent pas dans la logique de la radicalisation, non seulement contribuent à expliquer le succès politique de l'UDC dans les années 1990 et 2000, mais freinent également la quête d'une labellisation « univoque » de ce parti.

L'IMAGE ET LA LÉGITIMITÉ

À cela s'ajoute un problème qui, au-delà de l'objet spécifique, relève de la démarche proprement scientifique : comme pour d'autres partis, la quête d'étiquettes analytiquement opératoires ne saurait être totalement détachée de toute posture normative. Prenons le cas du terme « extrême droite ». Il apparaît le plus répandu pour désigner les partis de cette mouvance, notamment dans la langue anglaise. Cependant, comme le souligne Cas Mudde, s'il n'y a pas de consensus sur une définition précise du terme, c'est parce qu'il n'appartient pas uniquement à la sphère scientifique,

21. Oscar Mazzoleni, *Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la « nouvelle » UDC*, Lausanne : PPUR, 2003, chap. 6. Sur ces aspects, voir aussi la contribution de Skenderovic et Mazzoleni dans ce volume.

mais qu'il «est aussi utilisé à des fins politiques. Plusieurs auteurs définissent l'extrême droite comme une sorte d'antithèse à leurs propres idées politiques, et y voient même parfois leur principal adversaire politique.» Mudde avance que «même les chercheurs qui sont animés par un souci d'objectivité ne parviennent pas à s'accorder sur une définition commune minimale»²². Nous pouvons, dans le même sens, penser que ce «souci d'objectivité» n'est pas en soi suffisant pour que le travail des politistes échappe à l'influence du contexte politique, social et culturel où il est inséré. Le chercheur n'est qu'un des multiples acteurs qui participent à la production et à la reproduction de discours sur les partis politiques dans la sphère publique. Par la production et la diffusion de son discours, le chercheur participe, à côté d'autres instances, à un travail d'étiquetage qui est *aussi* une arme polémique, surtout s'il s'agit de partis associés à des thématiques d'actualité «brûlante», et dont les options incitent à la dramatisation politique et médiatique. Par conséquent, si nous admettons que les catégories scientifiques participent de la définition de la réalité sociale et des enjeux où interviennent les acteurs «extra-scientifiques», il s'avère dès lors important de connaître quels sont ces enjeux, les camps qui s'affrontent, et le rôle rempli par les divers labels.

La construction incertaine ou oscillatoire de l'image publique de l'UDC est ainsi le résultat du discours du parti sur lui-même, des lectures opérées par ses alliés et adversaires politiques, ainsi que du travail journalistique et des analystes scientifiques. Nous voyons par exemple que le label de «conservateur» est redevable de la tentative de l'UDC elle-même, notamment sous le leadership de Christoph Blocher, de se présenter comme un parti «libéral-conservateur», mais aussi de s'affirmer comme le parti le plus crédible du camp bourgeois et de la droite, au nom de la défense des classes moyennes («*Mittelstand*»)²³. Il faut également considérer que depuis sa première radicalisation dans le canton de Zurich durant les années 80, les représentants de l'UDC ont entretenu un rapport ambivalent tant avec les autres partis principaux qu'avec le champ médiatique helvétique. Pour ce qui concerne les «médias

22. Cas Mudde, «The War of Words», *op. cit.*, cité par Gilles Ivaldi, *L'extrême-droite en Europe occidentale*, Paris : La Documentation française, 2000, pp. 11-12.

23. Sur la volonté de Blocher de se présenter comme «libéral-conservateur», cf. Catherine Cossy, «Le tribun zurichois s'appuie sur ses expériences de manager», *Le Temps*, 4 novembre 2003.

officiels», notamment publics, les dirigeants ont souvent critiqué la «marginalisation» et la «stigmatisation» dont ils seraient l'objet, tout en tentant une offensive de légitimation pour se débarrasser de l'image de parti «protestataire» ou «extrême», analogue à celle qui est accolée aux partis dirigés par Le Pen en France ou Haider en Autriche²⁴. D'autre part, les médias suisses, pris dans leur ensemble, ont joué un rôle également ambigu, empruntant à la fois une logique «critique» (en particulier, mais pas uniquement, dans les périodiques situés vers la gauche) et une logique de «spectacularisation» relativement complaisante envers le parti, ses succès ou certaines de ses thématiques. D'une part, le parti subit une stigmatisation en raison de sa critique de l'establishment et surtout de sa stratégie faite de suspicion et d'intolérance envers les étrangers, de l'autre il exerce une certaine fascination, notamment par son style de communication «moderne», qui rompt avec la «langue de bois» attribuée aux représentants politiques. Ainsi, si l'UDC a contribué à introduire des nouvelles méthodes de communication politique, son avancée a rencontré un terreau favorable dans la transformation du paysage médiatique, de plus en plus caractérisé par la logique de la concurrence et la quête continue de «nouveau»²⁵. Pourtant, ce paysage reste différencié et les enjeux qui le traversent ne sont pas uniquement d'ordre marchand. Les dirigeants des partis «bourgeois» classiques ont en effet récemment critiqué les attitudes des médias, tels certains programmes de la télévision publique, supposés coller à la logique imposée par l'UDC. Mais aussi parce que les politiques éditoriales de médias sont redevables de sensibilités politiques diverses, voire conflictuelles, qui participent également à la construction symbolique et à la définition publique de l'UDC.

24. Voici la réponse de Blocher à un journaliste du *Financial Times*: «Vous savez, ces étiquettes ont été fabriquées en Suisse par la presse et par les autres partis dont je suis la tête de turc depuis des années. Moi je ne connais ni Le Pen ni Haider et je ne partage pas toutes leurs opinions»; cité dans *Ibid.*

25. Cf. Andreas Ladner, «Die Parteien in der politischen Kommunikation. Mediendemokratie: Herausforderungen und Chancen für die politischen Parteien», in Patrick Donges (Hg.), *Politische Kommunikation in der Schweiz*, Berne: Haupt, 2005, pp. 57-73.

UN TRAVAIL DE LABELLISATION JOURNALISTIQUE

Les journaux, notamment les quotidiens dits « d'information », sont des plates-formes « multiples », qui se présentent à la fois comme sources d'information et comme lieux où agissent des logiques commerciales, éditoriales et politiques spécifiques. Ces logiques s'expriment tant au travers des prises de position explicites mais aussi par la sélection et la valorisation d'« informations » d'origines diverses (dépêches d'agence; discours rapportés: de spécialistes, d'autres sources journalistiques, de propos plus ou moins polémiques des acteurs partisans; etc.). Résultant d'une politique éditoriale plus ou moins reconnaissable, ce travail n'est pas neutre, dans le sens qu'il contribue à définir la position de chaque média dans la sphère publique.

Pour tenter de fournir quelques jalons sur la manière dont l'UDC est labellisée et plus généralement présentée dans le monde journalistique suisse, nous retenons ici deux quotidiens s'adressant à un public dit « avisé », dont on imagine que de nombreux politistes se retrouvent parmi le lectorat habituel, la *Neue Zürcher Zeitung* (par la suite *NZZ*) et *Le Temps*. Presse « de qualité », ces titres sont parmi ceux qui bénéficient d'une forte « autorité morale » dans les deux principales aires linguistiques du pays, et tous les deux peuvent être, sur le plan de leur orientation idéologique, qualifiés de « droite éclairée » et proche du monde de la finance²⁶. La *NZZ* est l'un des plus vieux quotidiens du monde, historiquement proche du Parti radical-démocratique suisse²⁷. *Le Temps*, édité à Genève, résulte de la fusion du *Nouveau Quotidien* et du *Journal de Genève*, fondé au XIX^e siècle et proche des courants libéraux. Ces orientations idéologiques favorisent l'étude de l'« ambiguïté » de l'image de l'UDC pour deux raisons: la première est que ces quotidiens devraient percevoir l'UDC avec une certaine « distance critique », du fait que cette dernière a pu se renforcer grâce à l'appui de l'électorat provenant du PRD, mais aussi en raison de ses discours « anti-élites » et d'intolérance vis-à-vis des étrangers; deuxièmement, on peut aussi identifier une affinité éventuelle dans la valeur attribuée au marché et à la compétition pour faire face aux défis de la Suisse²⁸. Nous cherchons à comprendre comment ces deux quotidiens ont contribué à produire une définition publique

26. Une analogie avec la France indiquerait *Le Monde* et *Le Figaro*.

27. Cf. Conrad Meyer, Thomas Maissen, *Die Geschichte der NZZ und das Unternehmen NZZ von 1780-2005*, Zurich: NZZ, 2005.

de l'UDC, notamment lors des échéances électorales. Nous retenons la période du 1^{er} août au 31 décembre, en 1999 et en 2003, qui anticipe et accompagne les élections du Parlement et de l'exécutif fédéraux. Le recensement concerne l'ensemble des articles publiés et disponibles dans les archives électroniques des deux quotidiens, sous les rubriques éditorial, opinions ou lettres des lecteurs.

AUTOUR DES ÉLECTIONS DE 1999

En 1999, nous constatons que le terme « extrême droite » n'est jamais utilisé par les journalistes des deux quotidiens, mais il apparaît dans des discours rapportés, telles les prises de position de lecteurs ou de personnalités extérieures à la rédaction. Ainsi, bien que le refus d'assimiler l'UDC blochérienne à l'« extrême droite » domine, les deux quotidiens ouvrent leurs pages à des commentaires externes pratiquant cet étiquetage. Durant cette période, le terme « extrême droite » revient rarement dans la *NZZ*, et, le cas échéant, c'est en lien avec les prises de position d'autres journaux, étrangers ou suisses, que l'on cite. C'est le cas de la reprise de commentaires, rapportés dans une dépêche d'agence, de *Libération* et *El País* sur les résultats des élections fédérales ou dans un article qui fait état de prise de position du Parlement d'Israël, à propos de la « montée des partis d'extrême droite en Suisse et en Autriche »²⁹. Moins d'un mois avant les élections fédérales suisses, le Freiheitliche Partei de Jörg Haider s'était imposé en Autriche comme parti de gouvernement, ce qui avait déclenché une polémique touchant les institutions européennes. Peu avant les élections fédérales, la *NZZ* évoque dans une dépêche, avec une certaine distance, les termes du « scandale » qui a touché Christoph Blocher : des périodiques suisses allemands (les journaux « de boulevard » *Sonntags-Blick* et *Blick*, ainsi que le *Tages Anzeiger*) mettent en cause ses liens supposés avec les « cercles extrémistes de droite », en raison d'un entretien accordé dans le passé à un périodique proche du parti Deutsche Volksunion³⁰. Reprenant

28. (Note de la p. 28.) La sélection d'un quotidien « de gauche » aurait impliqué, plus facilement, une labellisation plus résolument stigmatisante, comme c'est le cas du quotidien romand *Le Courrier*, qui tend à classer l'UDC comme un « parti d'extrême droite ». Cf. par exemple, Didier Estoppey, « L'UDC ou l'art de manier le bazooka », *Le Courrier*, 16 novembre 2006.

29. G. Szpiro, « Aufklärungsarbeit in der Knesset/Die Botschafter Berns und Wiens vor israelischen Abgeordneten », *NZZ*, 4 novembre 1999.

30. « Blocher-Interviews/in rechtsextremen Zeitungen », *NZZ*, 20 décembre 1999.

d'autres dépêches, la *NZZ* relaie les critiques du PDC et du PS, à propos de l'éloge que Blocher aurait fait de l'ouvrage d'un auteur négationniste, tout en publiant les démentis explicites du futur conseiller fédéral. La *NZZ* relaiera également la prise de position du groupe parlementaire du Parti socialiste qui, suite aux résultats des élections fédérales, critique la revendication d'un deuxième siège UDC au gouvernement fédéral, en raison d'une prise de distance jugée insuffisamment claire de l'UDC face aux « cercles d'extrême droite »³¹. Le terme « extrême droite » revient quelques fois dans le quotidien *Le Temps*, mais, comme pour la *NZZ*, les journalistes donnent l'impression, dans l'ensemble, d'être réticents à l'utiliser en propre, et partant à l'assumer directement. L'association de l'UDC avec l'« extrême droite » apparaît lorsqu'on reporte les commentaires sur l'élection du Conseil fédéral publiés dans quelques journaux alémaniques³². On rencontre pourtant, mais plus rarement, des formulations d'éditorialistes donnant à penser à une analogie entre Jörg Haider et Christoph Blocher, comme deux expressions des « extrêmes »³³.

C'est plutôt le terme de « populisme » qui est utilisé dans un des rares « articles de fond » publiés avant les élections fédérales de 1999, mais uniquement pour désigner le « populisme de Blocher » : dans le même article, on souligne également comment le parti serait en voie de « devenir la plus puissante force bourgeoise (« *bürgerliche Kraft*») du pays »³⁴. Pour le reste, les représentants de l'UDC « blochérienne » sont présentés comme des « figures de proue du mouvement national-conservateur »³⁵. Les termes de « conservateur » et de « droite nationale » sont de mise dans un

31. « Reaktionen zum Blocher-Brief/Gemeinsame Erklärung von CVP und SP », *NZZ*, 19 octobre 1999; « SP Fraktionsvorstand gegen zweiten SVP-Bundesratssitz », *NZZ*, 28 octobre 1999. Quelques jours avant, le secrétaire général de la section genevoise de l'UDC, Pascal Junod, présentait sa démission, sous la pression du parti national menaçant la section genevoise d'une procédure d'exclusion si elle ne se débarrassait pas de son encombrant secrétaire. Junod était au centre d'une campagne de presse, menée notamment par la *Sonntags-Blick*, qui l'accusait de liens avec des groupes néonazis. Cf. « Pascal Junod gibt Austritt/aus der SVP Genf/Kein Ausschlussverfahren gegen Sektion », *NZZ*, 24 décembre 1999.

32. Par exemple, Lutz Lückner, « Rebuffade pour Christoph Blocher. Aura-t-il une deuxième chance ? La revue de presse », *Le Temps*, 18 décembre 1999. La source, la *Neue Luzerner Zeitung*, affirmait que la « gifle administrée à Blocher » pouvait signaler « un tournant pour le climat politique du pays : l'entêtement à l'extrême droite peut profiter aux forces de la raison ».

33. Jean-Jacques Roth, « Haider, Blocher, l'automne des extrêmes », *Le Temps*, 21 septembre 1999.

34. M. Saxer, « Näher beim Bundesrat als beim Volk/SVP vor weiteren Gewinnen », *NZZ*, 14 septembre 1999.

35. P. Stücheli, « Arena der nationalen Protagonisten/Ausgangslage für die Nationalratswahlen im Kanton Zürich », *NZZ*, 24 août, 1999.

reportage sur les prises de position des dirigeants du PRD du canton de Zurich, qui déclarent vouloir se distancier autant des socialistes que de l'« idéologie de la conservation conservatrice » de l'UDC et de « l'occupation comme <droite nationale> de concepts émotionnels tels que la <patrie> et la <liberté> »³⁶. La *NZZ* publie aussi un compte rendu critique d'un livre consacré aux discours publics de Blocher, tenus notamment lors de l'assemblée annuelle du parti zurichois dans la localité de Albisgüetli. Le journaliste souligne les limites de l'« acrimonie » envers le leader de l'UDC que manifeste l'auteur, un ancien élu du PRD, qui ne tiendrait pas suffisamment compte du fait que des postures « populistes » seraient aussi présentes chez d'autres hommes politiques suisses³⁷. *Le Temps* oscille également entre les termes de « droite » et de « populisme ». À l'issue des élections au Conseil national, dans son éditorial, le rédacteur en chef Éric Hoesli interprète le succès de l'UDC comme un succès de « la droite » : « Depuis hier, la droite est renforcée au Parlement, au sein de la droite l'UDC gagne en puissance, et au cœur de l'UDC elle-même, c'est bien l'aile blochérienne qui prend le dessus. Le tribun zurichois est désormais le leader de la droite suisse. »³⁸ De manière explicite, le rédacteur fait la distinction entre l'UDC et les partis d'« extrême droite », tels les Démocrates suisses ou le Parti de la liberté³⁹. Nous croisons également des articles où le flou catégoriel domine. Le flottement se situe déjà dans les discours rapportés par le journal, comme celui de Rudolph Strahm, député socialiste à Berne, à qui *Le Temps*

36. M. Neuenschwander, « Freisinnige Abgrenzung gegenüber Blochers SVP/Offen für Schaffung einer neuen Vertrauensbasis », *NZZ*, 22 octobre, 1999.

37. M. Frenkel, « Blocher-Rede unter der Lupe/Stilkritische Analyse Andreas Itens », *NZZ*, 2 septembre 1999, commentant Andreas Iten, *Blochers Populismus und Widerspruch*, Zurich: Werd-Verlag, 1999. Le quotidien zurichois tente aussi de se montrer « équilibré » dans la distribution de la parole au sein de sa rubrique des lecteurs. On y trouve, entre autres, une critique implicite à la campagne « unilatérale » contre l'UDC (Daniel Furter, « Ein Zeichen für unsere Demokratie setzen! », *NZZ*, 19 octobre 1999), des prises de position partagées soulignant « les tendances populistes de ses représentants », mais qui ne devraient pas empêcher pour autant de voir dans l'UDC une « perspective raisonnable », de par certaines propositions de politique financière et sociale (Peter Straub et Matthias Dreier, « Bedenkliches », *NZZ*, 24 décembre 1999); ou au contraire, mais surtout avant les élections fédérales, des lettres qui dénoncent les sympathies de candidats de l'UDC avec des « idées fascistes » (Linus Good, « Briefe an NZZ », *NZZ*, 10 août 1999), ou le populisme « à bas frais » du parti, qui promet une réduction de 20 % des impôts (Markus Hess, « Billigster Polit-Populismus », *NZZ*, 27 août 1999).

38. Éric Hoesli, « Un nouveau leadership pour la Suisse », *Le Temps*, 25 octobre 1999.

39. Éric Hoesli, « Conseil fédéral : l'occasion manquée », *Le Temps*, 14 décembre 1999; dans la même veine, Agnès Wuthrich, « Les cantons alémaniques entre statu quo et choix conservateurs », *Le Temps*, 26 octobre 1999.

donne la parole dans la rubrique « opinion » : ce représentant politique parle de « bloc d'extrême droite de l'UDC », renchérit en mentionnant qu'« à l'extrême droite, il n'y a plus que l'UDC », tout en signalant par ailleurs que l'UDC faisait partie d'« un bloc conservateur de droite et nationaliste »⁴⁰. L'énonciation propre du journal, dans un éditorial précédant les élections fédérales, tente de définir un « populisme alpin », et utilise les termes de « droite nationale » ou « droite – ou extrême droite populiste » comme des équivalents⁴¹. Tandis que l'ambiguïté semble dominer dans cette opération d'étiquetage, les variations tendent à se présenter comme des alternatives au terme « extrême droite ». Nous pouvons supposer que cette opération relève d'un double enjeu : la nécessité de se démarquer des concurrents médiatiques suisses, tout en faisant face à l'image négative de la Suisse à l'étranger, qu'une désignation trop « radicale » et péjorative de l'un des principaux partis suisses contribue à péjorer ultérieurement. Un commentaire d'une chroniqueuse régulière, externe à la rédaction mais proche de la ligne éditoriale du quotidien, va dans ce sens :

« La presse internationale s'est inquiétée de la montée de l'extrême droite en Suisse en reprenant le discours des médias locaux qui ont rivalisé d'emphase dans leurs gros titres. Depuis, de nombreux observateurs ont relevé combien l'analyse du « raz-de-marée » était superficielle, mais le mal est fait ! Si les journalistes qui se plaignent sans arrêt de la mauvaise image de la Suisse à l'étranger voulaient bien en chercher l'origine, ils se découvriraient sans doute comme dans un miroir ! »⁴²

Or, le contexte est défavorable : comme relève le quotidien, non seulement Blocher avait déjà été accusé d'antisémitisme, mais les autorités diplomatiques helvétiques elles-mêmes avaient dû réagir aux « préoccupations » exprimées par Israël⁴³. L'image de la Suisse était déjà atteinte, en raison des fonds en déshérence ayant appartenu aux Juifs persécutés ou exterminés par les nazis, et déposés dans les banques helvétiques depuis la fin de la Deuxième Guerre

40. Rudolf H. Strahm, « Un raz-de-marée UDC ? À regarder les chiffres, rien n'est moins sûr ! », *Le Temps*, 10 novembre 1999.

41. Jean-Marc Béguin, « L'irruption d'un populisme alpin », *Le Temps*, 4 octobre 1999.

42. Marie-Hélène Miauton, « Les élections en huit leçons », *Le Temps*, 18 novembre 1999.

43. François Modoux et Serge Ronen, « L'ambassadeur suisse s'explique en Israël », *Le Temps*, 4 novembre 1999.

mondiale⁴⁴. Un tel contexte a poussé le responsable de la politique étrangère, le conseiller fédéral Joseph Deiss, à prendre position face à des journalistes anglais – quelques journaux britanniques avaient utilisé le terme de parti «néo-nazi» – pour souligner qu'on ne pouvait pas «forcément comparer la poussée de l'extrême droite de Jörg Haider dans le pays voisin avec celle de l'UDC en Suisse»⁴⁵.

AUTOUR DES ÉLECTIONS DE 2003

Comme nous l'avons mentionné, les élections fédérales de 2003 imposent l'UDC comme premier parti suisse en termes de suffrages et de sièges parlementaires. Blocher est élu par la majorité du Parlement comme membre de l'exécutif. Ce changement se reflète aussi sur les postures de la *NZZ* et du *Temps*. En comparaison avec 1999, dans la période août-décembre 2003, la tendance à éviter le label «extrême droite» se renforce. Certes, la *NZZ* rapporte l'inquiétude du Conseil de l'Europe sur la présence de partis extrémistes en Europe, où l'UDC est mentionnée⁴⁶. Par ailleurs, le journal donne aussi la parole à l'ancien président du PRD, Franz Steinegger, qui souligne combien le «populisme» de l'UDC «reprend les instruments de l'extrémisme politique». Mais cet homme politique préfère ouvertement désigner l'UDC comme «droite populiste» plutôt que d'opter pour une étiquette qui risque, selon lui, d'évoquer le fascisme⁴⁷. Le terme de «populisme de droite» revient dans le passage en revue des commentaires de la presse étrangère sur les résultats des élections fédérales, dont ceux émis par le quotidien français *Le Monde*⁴⁸, mais aussi dans des journaux allemands, comme la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*⁴⁹ ou autrichiens⁵⁰. Au Royaume-Uni, la presse utilise les termes de

44. Maria Pia Mascaro, «Les Israéliens se demandent ce qui se passe en Suisse. Le président du Congrès juif mondial ne cache pas que la polémique autour de Blocher nuit à l'esprit de l'accord global», *Le Temps*, 4 novembre 1999.

45. Serge Enderlin, «Joseph Deiss: «La Suisse n'est pas l'Autriche», *Le Temps*, 9 novembre 1999.

46. H. Hausmann, «Der Europarat warnt vor Extremismus. Radikale Parteien als Gefahr für die Demokratie in Europa», *NZZ*, 30 septembre 2003.

47. M. Merki, «Ich weiss, dass es völlig anders laufen kann». Bundesratskandidat Franz Steinegger über seine Chancen», *NZZ*, 25 octobre 2003.

48. U. Müller, «Niedergang der Schweiz». Französische Stimmen zum SVP-Triumph», *NZZ*, 21 octobre 2003.

49. E. Gujer, «Deutschland: Zeichen des Schweizer Selbstbewusstseins», *NZZ*, 21 octobre 2003.

50. C. Ritterband, «Ein «Schweizer Haider»?», *NZZ*, 21 octobre 2003.

«droite», de «populisme» et de «nationalisme» pour décrire l'UDC⁵¹. Élu conseiller fédéral, Blocher est décrit comme le «chef d'une droite populiste et néonationaliste» par le quotidien italien *Il Sole-24 ore*, rattaché à la principale association des industriels italiens⁵².

Dans les commentaires propres de la *NZZ* sur l'élection de Blocher, le ton demeure ambivalent. Le quotidien zurichois décrit l'UDC comme un parti de la classe moyenne «moderne», qui mélange «national-conservatisme» et «libéralisme économique», avec un programme qui «dépasse» néanmoins «les bornes du populisme»⁵³. Lors d'un commentaire sur les résultats des élections du Conseil des États, du canton de Vaud cette fois, l'UDC est à nouveau classée parmi les «partis bourgeois» et décrite comme le plus fort «parti de droite»⁵⁴. Enfin, dans le sillage des élections au Parlement, alors que l'UDC revendique un siège gouvernemental pour Blocher, la *NZZ* publie un article rédactionnel appuyant cette option en arguant que son élection représenterait une chance pour un tournant libéral en économie⁵⁵. Tout se passe comme si, finalement, le point de vue exprimé par la rédaction de la *NZZ* aboutissait à se démarquer de la lecture effectuée par la presse européenne, par l'attribution d'une image plus modérée à l'UDC. Cette logique se retrouve également dans le quotidien romand. Le label «droite-extrême droite» est présent dans *Le Temps*, mais est utilisé par des intervenants extérieurs à la rédaction. Un invité prône ainsi la création d'un groupe parlementaire centriste, faisant référence au parti de Blocher de manière implicite⁵⁶. L'association indirecte à l'«extrême droite» revient également dans un entretien avec Christiane Brunner, présidente du PSS de l'époque⁵⁷. L'association à l'extrême droite est contredite par des chroniqueurs extérieurs à la rédaction comme par les rédacteurs eux-mêmes. Ainsi, une habituée des pages «Opinions», externe au journal, peut souligner, en évoquant des études universitaires sur le comportement

51. M. Alioth, «Britten sehen kleinliche, introvertierte Schweiz», *NZZ*, 24 octobre 2003.

52. N. Tzermias, «Blocher ist kein Faschist», *NZZ*, 12 décembre 2003.

53. S. E., «Als Oppositioneller gibt er seinen Abschied. Christoph Blocher in der Regierungsverantwortung», *NZZ*, 11 décembre 2003.

54. CBI, «SVP bringt Liberale und FDP zusammen. Waadtländer Ständeratswahlen unter neuen Vorzeichen», *NZZ*, 27 octobre 2003.

55. G. Schwarz, «Chancen für einen marktwirtschaftlichen Ruck», *NZZ*, 25 octobre 2003.

56. Edgar Fasel, «Il faut un programme fondateur pour constituer une troisième force au centre», *Le Temps*, 5 novembre 2003.

57. Yves Petignat, «Les crises favorisent l'extrême droite», *Le Temps*, 9 octobre 2003.

des députés lors des votes parlementaires, que les représentants de l'UDC seraient moins «extrêmes» que les «roses-Verts»⁵⁸. Par ailleurs, les journalistes du quotidien s'opposent de manière explicite au rapprochement avec l'extrême droite, apparemment autorisés à le faire par le «succès» des élections fédérales de l'automne. Une rédactrice compare l'accès au Conseil fédéral de la «nouvelle» UDC à celui des femmes au gouvernement: «Christoph Blocher est moins perçu comme un politicien d'extrême droite que comme un vainqueur d'obstacles, l'homme qui ouvre la perspective d'un poste au Conseil fédéral à une force politique nouvelle. Il est dans une situation comparable à celle de Christiane Brunner en 1995: la place qu'elle visait était celle des femmes, des exclues aspirant à s'inclure.»⁵⁹ Désormais, dans les éditoriaux domine le label de «droite nationale», quelquefois «droite conservatrice». Le succès du parti de Blocher, depuis peu implanté en Suisse romande ou en forte progression aux élections cantonales, serait «l'expression d'un besoin de fermeté, de décision, de direction» dont la Suisse, en mal d'immobilisme, aurait besoin⁶⁰. Par ailleurs, dans le choix de Blocher comme conseiller fédéral, les «chances» prévaudraient sur les «risques»⁶¹. Un texte souligne également la «banalisation récente» de l'UDC, légitimant celle opérée par le journal lui-même, «banalisation» qui aurait touché les autres partis de gouvernement, y compris le Parti socialiste, qui percevait désormais l'UDC comme un «parti de droite comme les autres»⁶². Signalons enfin que *Le Temps*, comme le quotidien zurichois, devient plus circonspect dans l'usage du concept de «populisme» par rapport à l'année 1999, laissant pourtant affirmer à l'ancien président du PS Peter Bodenmann que l'UDC doit être classé parmi les partis «populistes de droite européens»⁶³.

58. Marie-Hélène Miauton, «L'équilibre gauche-droite est bancal!», *Le Temps*, 17 octobre 2003.

59. Joëlle Kuntz, «À la conquête du poste», *Le Temps*, 26 novembre 2003.

60. «Radicaux et PDC n'ont pas senti ce besoin de rénovation, de profil nouveau, de définition des priorités, et ils ne sont sans doute pas les seuls à avoir sous-estimé la frustration générale», Éric Hoesli, «Le choix du mouvement», *Le Temps*, 20 octobre 2003.

61. Éric Hoesli, «Plus de chances que de risques», *Le Temps*, 13 décembre 2003.

62. «Mis sous forte pression par l'UDC, radicaux et démocrates-chrétiens hésitent de plus en plus à se «compromettre» dans des alliances avec la gauche qui lui vaudront les sarcasmes du parti de Christoph Blocher. Le déclin du modèle de la «coalition de la raison», comme on l'appelle dans le jargon bernois, s'explique toutefois aussi par des raisons inhérentes à la gauche. Peu à peu, la «coalition de la raison» se transforme en reliquat de l'époque où l'UDC blochérienne était, si ce n'est plus extrême, du moins considérée comme telle et donc largement diabolisée. Ce verrou mental a sauté dans bien des esprits ces dernières années. Y compris au Parti socialiste. Ennemi absolu de la gauche hier, l'UDC n'est plus aujourd'hui qu'un parti de droite parmi d'autres.» Stéphane Zindel, «Liaisons dangereuses entre PS et UDC», *Le Temps*, 4 septembre 2003.

63. Peter Bodenmann, «Face à l'UDC, les partis doivent changer leur personnel politique», *Le Temps*, 22 octobre 2003.

Cette courte présentation des articles publiés dans deux quotidiens suisses réputés permet de réfléchir aux enjeux qui caractérisent l'usage apparemment anodin des divers labels pour désigner l'UDC. Ces journaux constituent des plates-formes de production et de diffusion de dénominations de ce parti, où se stabilise une hiérarchie d'importance des labels, variable dans le temps. Certains labels, plus que d'autres, tel « extrême droite », tendent à délégitimer la place acquise par l'UDC. L'élargissement du succès électoral, notamment en Suisse romande, ainsi que l'élection de Christoph Blocher a renforcé la tendance à banaliser le phénomène UDC : soit pour défendre l'image de la Suisse dans le monde, soit pour en faire un acteur, voire un nouveau leader, capable de relever les supposés défis de la modernisation socio-économique du pays. Une telle lecture contraste avec l'image véhiculée dans la presse européenne, où dans la période récente dominent les labels de « droite populiste » ou « nationaliste », et avec celle d'autres médias, de « boulevard » ou « de gauche », où nous retrouvons plus fréquemment l'emploi du terme « extrême droite ».

Plus généralement, la prise en compte du discours médiatique pointe deux questions : qu'est-ce qui est commun au travail de labellisation journalistique et scientifique ? Comment peut-on distinguer les deux manières de travailler ? L'analyse de deux quotidiens suggère que malgré les nuances, le travail de labellisation se réalise suivant une posture dominante évocatrice : les termes, variables, ne sont que très rarement associés à des explications quant à leur signification, mais sont présentés comme s'ils étaient évidents, comme des signes évoquant des référents culturels et politiques transparents, et ne nécessitant donc pas plus de précision. Ces termes prennent ainsi un caractère décontextualisé et atemporel, comme c'est souvent le cas lorsque la labellisation scientifique suit une logique « conventionnelle ». Un autre point commun est l'absence courante d'explication du pourquoi certains choix sont opérés au détriment d'autres possibles : pourquoi l'UDC est classée dans la mouvance des « droites populistes », « radicales », « extrêmes », etc. seulement à la suite des élections fédérales de 1999, alors que le processus de « radicalisation » du parti national a commencé depuis quelques années déjà.

Devrait-on conclure que c'est le succès électoral de l'UDC, et en particulier sa visibilité internationale, qui a incité les politistes à changer de classification ? Cette hypothèse conduit à une série de

problématiques que nous ne pouvons approfondir ici, en particulier sur la circulation des idées entre l'univers scientifique et celui des médias⁶⁴. Dans la mesure où les discours scientifiques sont relayés et font autorité dans la sphère publique et médiatique, où ces discours peuvent être instrumentalisés par les acteurs politiques dans la lutte politique, il importe alors de rendre compte des contraintes objectives du métier de politiste. Le degré d'autonomie scientifique du politiste dépend largement du degré d'imbrication de sa position avec les sphères politiques, citoyennes et médiatiques. Et l'imbrication est d'autant plus importante que la légitimation scientifique passe aujourd'hui toujours plus par la valorisation médiatique des résultats scientifiques, ce qui oblige le chercheur à faire face à la demande de ces médias, et le pousse parfois à reproduire même partiellement le « sens commun » relayé et produit par ces médias, y compris à reprendre des terminologies réputées plus légitimes que d'autres.

DES ENJEUX DE LANGAGE

L'usage concurrentiel de la production de labellisation, ainsi que la « porosité » de modes d'appréhension propres à la science politique (ou à la sociologie), nous interrogent également sur les espaces de réception. Nous formulons l'hypothèse que pour les politistes, la difficulté de trouver un consensus sur le choix et le contenu des labels tient aussi au fait que tout travail de labellisation s'adresse à un public marqué par des cadres d'expérience et d'interprétation variables. Ces cadres influencent à leur tour la manière de travailler du politiste, et peuvent partiellement en expliquer les ambiguïtés. La désignation d'un parti comme l'UDC est comprise dans le cadre de significations communément acceptées, mais également incertaines ou controversées, qui varient certes en fonction des constructions « savantes » et « indigènes » du parti en question, mais aussi plus largement en fonction d'héritages socio-historiques. Comme l'avancent les linguistes Sperber et Wilson, lorsqu'un sujet interprète un énoncé, il est amené à mobiliser une « mémoire conceptuelle », un « savoir préconstitué »⁶⁵.

64. Pour des réflexions dans ce sens, axées sur l'exemple du sondage, cf. Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris : Minuit, 1990 ; Loïc Blondiaux, *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris : Seuil, 1997.

65. D. Sperber et D. Wilson, *Relevance, Communication and Cognition*, Oxford : Blackwell, 1986 (traduction française, Paris : Minuit 1989).

Dans cette optique, le travail de labellisation scientifique prend sens dans le cadre d'expériences redevables de contextes nationaux, régionaux et/ou linguistiques spécifiques. Dans un pays multilingue comme la Suisse, cette interrogation, bien que rarement posée, est loin de jouer un rôle secondaire dans la construction symbolique des objets politiques. Concernant les désignations des partis, nous ne disposons d'aucune étude sur les mots ou les expressions qui circulent d'une langue à l'autre, notamment l'allemand et le français, et comment les non-dits des diverses connotations culturelles attachées à ces mots peuvent affecter la production et la réception d'études politiques. De même, il nous manque des travaux qui prendraient en compte comment les mots utilisés dans la communauté scientifique francophone sont profondément marqués par les expériences nationales distinctes, et par là introduisent des incertitudes, voire des malentendus dans la communication.

Nous avons vu que l'UDC est régulièrement nommé «parti bourgeois» par la presse suisse. De quelle manière ce label serait-il compris par un lecteur de l'Hexagone? Tout laisse à penser que l'interprétation serait différente de celle qui aurait cours en Suisse romande. Il s'agit d'une expression qui, malgré la communauté de langue, ne désigne pas la même chose en France et en Suisse. Si, en France, ce vocable possède une connotation accusatrice ou péjorative, renvoyant à la défense des intérêts «bourgeois» ou des personnes aisées, en Suisse ce terme tend à avoir un sens bien plus ambivalent. En effet, en Suisse, le «parti bourgeois» peut être synonyme de parti de centre-droite ou de droite, tout en gardant une signification plus ancienne, d'avant la Révolution française, lorsque le «bourgeois» était le «citoyen d'un bourg», mais aussi le membre de la «bourgeoisie», institution médiévale qui persiste aujourd'hui dans certains cantons suisses comme forme d'un droit de cité hérité, donnant accès à certains privilèges matériels. La spécificité de l'usage helvétique tient à l'influence de la langue allemande. En allemand, «bürger» garde tant le sens de bourgeois dans sa dimension socio-économique (au sens français) que de citoyen. Ce donc n'est pas un hasard si l'UDC même utilise le label de «parti bourgeois» pour s'autodésigner. Cet exemple illustre comment, par l'usage d'un «simple» label, les enjeux politiques et de légitimation peuvent prendre des formes et significations différentes selon le contexte. En Suisse, l'appropriation ou l'attribution du label de «parti bourgeois», notamment pour un parti qui, au surplus n'a jamais réellement songé à biffer les mots «populaire» ou

«démocratique» de son nom officiel, assure une légitimité à un degré bien supérieur qu'il aurait ailleurs.

Le caractère multilingue de la Suisse peut aussi ouvrir des espaces d'ambivalence ou de malentendu, entre autres parce que l'offre médiatique, mais aussi les styles et les débats, dépassent largement les frontières nationales. De manière générale, les référents intellectuels romands dépendent largement de ce qui provient de la France (et de Paris en particulier), tandis que ceux de la Suisse alémanique proviennent plutôt de l'Allemagne. Or, définir un parti comme «d'extrême droite» ou encore de «nationaliste» n'a pas la même connotation en France et en Allemagne. En France, le terme «extrême droite» fait référence à une plus grande pluralité de sens, se référant à l'ensemble de mouvements de pensée et de partis qui ont été, par le passé ou dans le présent, assimilés à la famille «fasciste», mais pas nécessairement. Ainsi, dans la science politique française, l'«extrême droite» pourrait plus facilement se justifier à partir d'un raisonnement d'ordre purement «topographique», donc sur le principe d'un positionnement «extrême» d'un parti ou de son électorat sur l'axe gauche-droite. Par ailleurs, si certains auteurs en soulignent la connotation inévitablement péjorative et stigmatisante⁶⁶, d'autres en justifient l'usage par «commodité»⁶⁷.

Pour des raisons historiques, en Allemagne, et plus largement dans l'aire germanophone, le terme a une connotation plus immédiatement antidémocratique, dans le sens d'«anticonstitutionnelle». Dans ce contexte, le terme extrême droite (*rechts-extremismus*) est proprement stigmatisant, vu l'influence du travail de labellisation officiel accompli directement par l'État allemand. L'article 21 de la Constitution fédérale allemande de 1949 interdit tout parti qui, par son programme ou l'action de ses membres, s'oppose aux fondements de l'ordre libéral démocratique, ou porte atteinte à l'existence de la République fédérale. Les débats sur le passé allemand, ainsi que l'action des Offices de la protection de la Constitution, ont pu ainsi contribuer, à partir des années 70, à faire en sorte que dans les sciences sociales et politiques allemandes, le terme de «parti extrémiste» devienne synonyme d'«antidémocratique». De même, définir un parti comme «nationaliste» revient de facto à lui imputer une

66. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*, Paris : Flammarion, 1999, p. 15.

67. Jean-Yves Camus, *L'extrême droite aujourd'hui*, Toulouse : Milan, 1998, p. 4.

connotation d'extrême droite, donc antidémocratique⁶⁸. Ce n'est donc pas un hasard si les politistes de langue allemande (comme Herbert Kitschelt) préfèrent le label de «droite radicale» pour décrire les partis qui font de la sphère institutionnelle, principalement électorale, leur lieu privilégié d'action, qui excluent la violence physique de leurs pratiques, mais qui néanmoins véhiculent d'une manière ou d'une autre des thématiques jugées «douteuses» sans être ouvertement antidémocratiques.

Même le concept de «radicalisme», qui s'est répandu surtout dans la littérature germanophone et anglo-saxonne, pose problème. Originaire de l'Angleterre du XVIII^e siècle, il a pris au cours des siècles des connotations différentes en fonction des expériences nationales. Encore aujourd'hui, ces différences pèsent, et l'on a pu affirmer qu'«en anglais ou en allemand, le «mot» radical a conservé une connotation extrémiste qu'il a perdue en France», en raison de l'importance assumée dans le pays francophone pour désigner la tradition républicaine, mais aussi d'une connotation plus large, propre à «ceux qui vont à la racine des choses»⁶⁹. Cette connotation plutôt positive et en même temps aussi rattachée à un courant bien précis, vaut aussi pour la Suisse, où le radicalisme a été un pilier idéologique et politique du système politique moderne, en raison de la centralité du Parti radical démocratique. Cela permet de comprendre pourquoi les politistes suisses (mais aussi les journalistes), notamment dans leurs textes en langue allemande, française ou italienne (les principales langues nationales) font moins appel au terme de «radical» pour désigner l'UDC. Pour cette raison, peut-être, les deux termes les plus répandus, y compris dans la presse, sont ceux de «droite» et de «populisme», mais aussi de «conservatisme».

EN QUÊTE D'UNE PERSPECTIVE DÉFINITOIRE

Qu'on le veuille ou non, l'effort que le politiste développe pour analyser un parti politique se fait dans un contexte très «encombré», complexe, traversé d'enjeux scientifiques, politiques, journalistiques, pesant d'une manière ou d'une autre sur la manière de

68. Richard Stöss, *Die extreme Rechte in der Bundesrepublik. Entwicklung-Ursachen-Gegenmaßnahmen*, Opladen: Westdeutscher Verlag, 1989.

69. Gérard Baal, *Histoire du radicalisme*, Paris: La Découverte, 1994, p. 3, cité in Uwe Backes, «L'extrême droite: les multiples facettes d'une catégorie d'analyse», in Pascal Perrineau (éd.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube, p. 17. Voir aussi, Uwe Backes, *op. cit.*, p. 18.

percevoir les acteurs politiques, et donc aussi les partis. L'appréhension des enjeux liés à la production et à la réception des dénominations (labels, étiquettes) est une condition pour que le chercheur, dans son travail de définition scientifique, puisse « prendre distance »⁷⁰ vis-à-vis de son objet en connaissance de cause.

Montrer en quoi le travail du politiste est redevable de labels ou de définitions « indigènes » n'est pourtant qu'une condition préalable. Il importe ensuite de se demander comment une terminologie, voire une définition du parti peut s'élaborer. Faut-il dès lors se contenter d'un usage conventionnel de l'un ou de l'autre des labels, et négliger la définition de son contenu? En principe, rien ne l'empêche, et dans les écrits scientifiques nous en trouvons de nombreux exemples, mais telle n'est pas notre option. En quoi des perspectives « conventionnalistes » ou « relativistes » sont-elles insuffisantes à nos yeux? Elles classifient sans définir de manière réflexive, et par là même dépendent des définitions attribuées par d'autres à ces labels (acteurs politiques, médias, etc.). Elles tendent de toute façon à ne pas distinguer deux moments, le travail de labellisation et celui de définition, et empêchent de saisir le lien nécessaire qui les relie. En ce sens, la classification d'un parti à l'aide d'une étiquette ne devrait pas constituer une fin en soi, mais un moyen : les termes utilisés, une fois théoriquement définis sous la forme de concepts, devraient ensuite constituer une grille de lecture pour comprendre le phénomène dans sa complexité et son historicité. La réalité « objective » du parti ne se réduit bien sûr jamais à un concept, pas plus qu'un parti ne constitue une entité socialement, culturellement et politiquement parfaitement homogène. Cela nous engage donc dans la construction de « types idéaux » selon l'acception proposée par Max Weber.

S'engager dans une telle perspective a notamment l'avantage de poser la question des frontières du parti en question par rapport aux autres partis, sans pour autant imposer une représentation figée du phénomène partisan. Par exemple, affirmer que l'UDC est « populiste » peut laisser croire que les partis concurrents ne le sont guère. Refuser un point de vue relativiste postulant que tous les labels et les définitions se valent ne signifie pas qu'on doive du même coup accepter un court-circuit « essentialiste ». Affirmer

70. Norbert Elias, *Engagement et distanciation : contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris : Fayard, 1993.

qu'un parti déterminé est «populiste» peut impliquer que les autres «étiquettes» soient jugées a priori inadéquates. Nous voyons bien que le but n'est pas d'imposer une étiquette sélectionnée dans le marché scientifique des labels disponibles, mais de vérifier en quoi une étiquette, préalablement définie, permet de comprendre, par exemple, le pourquoi du «succès» électoral d'un parti et ses conséquences sur le système politique. Le problème est alors de vérifier tant sa puissance heuristique que ses limites. Cela signifie, par exemple, que si on adopte le «populisme» comme concept pour appréhender le succès de l'UDC entre les années 1990 et 2000, on doit à la fois en tenter une définition opératoire et demander en quoi le phénomène UDC ne se réduit pas à cette définition. Des concepts concurrents, comme «droite radicale» ou «extrême droite», pourraient s'avérer pertinents, pour peu que nous en définissions les contenus et les limites. Cette perspective justifierait aussi l'adoption de critères de classification multiples, prenant en compte l'idéologie actuelle, l'électorat, mais aussi la position et le «style» de comportement du parti dans le champ politique. Plus généralement, l'adoption d'une définition d'un ou de plusieurs concepts serait associée à un travail de va-et-vient entre dimension théorique et cas étudiés⁷¹.

De plus, ne pas réduire le parti à une étiquette donnée autorise également une prise de distance d'un usage immédiatement polémique du label. Nous savons que le terme de «parti populiste» peut à la fois être repris et banalisé par les tenants de ces partis, qui se légitiment de la sorte comme les «vrais» défenseurs du peuple, ou par ses détracteurs pour tenter d'imposer leur supériorité⁷². Dès lors, on pourrait croire que toute «définition» de ce qu'est l'UDC aujourd'hui pourrait être hors propos, vu le caractère à la fois complexe et mouvant du phénomène partisan. Les mots, quels qu'ils soient, sont susceptibles d'être instrumentalisés, mais précisément parce que les qualifications publiques agissent dans la construction symbolique de l'image de l'UDC indépendamment du travail politiste, se soustraire à une quelconque définition serait une sorte d'abdication. Dans notre esprit toutefois, l'usage d'un quelconque label implique la nécessité de définir ses limites.

71. Une perspective avancée notamment par Yves Mény et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, op. cit.

72. Alfio Mastropaolo, *La mucca pazza della democrazia*, op. cit., pp. 48 ss.

Nous allons donc tenter de définir ou, mieux, de préciser quelques concepts qui pourraient servir pour comprendre le phénomène de la « nouvelle » UDC. Pour cela, nous partons des concepts les plus souvent associés par la littérature scientifique à ce parti : « droite », « populisme », et « nationalisme ». Nous avons déjà mentionné la difficulté de définir d'une manière « consensuelle » ces concepts, inévitablement liés à des enjeux symboliques et idéologiques. Pourtant, il s'avère essentiel de préciser les contenus des termes utilisés si nous voulons en faire un usage réfléchi. L'emploi du terme « droite » et de ses diverses labellisations (« droite radicale », « droite populiste », « droite nationaliste », « droite extrême » ou « extrême droite ») pose d'abord la question de la signification de « droite », et donc de l'axe gauche-droite. Sans entrer dans un débat complexe, sociologique, philosophique et historique, nous entendons ici distinguer deux aspects. Le premier est le recours à ces catégories pour classer les autres ou se positionner soi-même dans le champ politique. Les catégories de « droite » et de « gauche » sont, dans les sociétés démocratiques contemporaines, une sorte de boussole pour s'orienter dans le monde complexe qu'est la politique⁷³. Sorte de principes d'intelligibilité, elles sont capables de « fonctionner » et de se légitimer sans devoir être objectivement fondées, comme des sortes de « classifications totémiques », au sens de Lévi-Strauss⁷⁴. Tant pour les élites que pour les citoyens « ordinaires », elles sont donc des catégories qui, en dépit des polémiques politiques et intellectuelles sur leur légitimité, ne peuvent que très difficilement être écartées pour définir un parti politique. Un deuxième aspect concerne les « contenus » de ces termes. Les usages fluctuants de ces catégories n'interdisent certes pas pour autant de leur donner un contenu « invariant ». À l'heure actuelle, nous pouvons prendre en compte l'hypothèse formulée notamment par le philosophe Norberto Bobbio, qui voit dans la « gauche » une valorisation de l'« égalité » entre les individus et dans la « droite » une valorisation de la « liberté » et de la « responsabilité » individuelle⁷⁵. Ce classement s'applique autant aux dimensions « économiques » (comme le rôle de l'État dans l'économie et dans la société) et

73. Dieter Fuchs et Hans-Dieter Klingemann, « The Left-Right Schema », in Kent M. Jennings et al. (eds), *Continuities in Political Action. A Longitudinal Study of Political Orientations in Three Western Democracies*, Berlin ; New York : de Gruyter, 1990, pp. 203-234.

74. Jean-Marie Denquin, *La politique et le langage*, Paris : Houdiard, 2007, pp. 126-127.

75. Norberto Bobbio, *Destra e sinistra: ragioni e significati di una distinzione politica*, Roma : Donzelli, 1994 (édition française, Paris : Seuil, 1996).

«culturelles» (en particulier, dans les rapports «indigènes»/étrangers), ce qui autorise un rapprochement du terme «droite» avec le vocable «national» ou plutôt «nationaliste», au sens de défense de l'«intégrité nationale» et de l'identification d'une ou plusieurs «cibles», accusés de remettre en question cette «intégrité». La définition politique de ces «cibles» passe par une «suspicion» envers les étrangers ou des groupes d'étrangers, qui peut prendre la forme de la xénophobie, du racisme ou, plus largement, de l'hétérophobie⁷⁶.

Le concept de «populisme» ou de «néo-populisme», bien que controversé, peut selon nous être défini de manière opératoire dans la mesure où on en délimite la signification pour désigner certaines dimensions qui caractérisent les partis politiques contemporains. Pour tenter de définir un idéal-type, nous retons ici trois moments⁷⁷: 1) le «populisme» comme valorisation de l'«homme de la rue», du «peuple souverain», qui serait à lui seul le titulaire ultime de la légitimité politique dans la communauté démocratique; 2) le «populisme» en tant que réaction critique envers la démocratie représentative et les élites (politiques, économiques, etc.), soupçonnées, voire accusées d'avoir trahi les idéaux démocratiques et le peuple, et d'avoir ainsi perdu leur légitimité (par corruption, inefficacité, etc.). Cette critique s'adresse à «l'establishment politique» pris comme un «tout», comme un ensemble indifférencié (posture «anti-système»), ce qui la distingue d'une stratégie de «démarquage» concurrentiel de l'un ou l'autre acteur politique; 3) le «populisme» comme appel à la reconquête de la souveraineté «trahie», par l'aspiration à un renouveau radical du régime politique, par une valorisation de formes de démocratie directe et par la prétention des acteurs dits populistes de se présenter comme les seuls véritables interprètes de la volonté populaire. Dès lors, les acteurs caractérisés par une forte «composante populiste» entretiennent un rapport stratégiquement ambivalent aux systèmes politiques démocratiques: les institutions représentatives demeurent un moyen nécessaire d'accès au pouvoir, tout en étant critiqué. Cette ambivalence stratégique débouche sur un équilibre précaire entre attaque et acceptation des règles du jeu institutionnelles.

76. Albert Memmi, *Ce que je crois. Dominant dominé*, Paris: Grasset, 1985.

77. Pour cette tripartition, nous nous sommes inspirés de Margaret Canovan, *The People*, Cambridge: Polity Press, 2005, pp. 78 ss. Pour une réflexion proche, mais qui préfère le concept de «antipolitique», cf. Alfio Mastropaolo, *La mucca pazza della democrazia*, op. cit., chap. 5.

« Droite », « nationalisme », « populisme » : en quoi ces labels peuvent-ils devenir des instruments conceptuels pour saisir l'UDC ? En premier lieu, nous pouvons affirmer que la position de l'UDC s'est progressivement déplacée vers la droite durant les années 90, et que cette orientation s'est consolidée par la suite. Nous postulons que cette radicalisation à droite autorise l'usage du label « droite radicalisée » ou « droite radicale », en ce qu'il renvoie à une part significative de l'idéologie de l'UDC. L'analyse du programme du parti, l'opinion des « experts », l'étude des prises de position des députés fédéraux, ainsi que les enquêtes sur l'auto-positionnement des électeurs situent l'UDC comme le parti suisse d'envergure nationale le plus à droite de l'échiquier partisan⁷⁸. Les trois moments que nous avons définis comme relevant d'une posture populiste permettent dans une large mesure d'appréhender la manière d'agir du parti (compris ici comme un ensemble de cadres et de dirigeants) : valorisation de la souveraineté « populaire » contre la démocratie représentative, critiques quelquefois véhémentes des élites politiques et bureaucratiques, usage ambivalent et corrosif des institutions représentatives, pratique oppositionnelle par le recours aux institutions référendaires. Quant au concept de « nationalisme », son emploi se justifie du fait que les questions de la défense de l'intégrité nationale et les enjeux relevant du rapport des Suisses avec l'étranger et les étrangers constituent certainement le cœur de son agenda, tant sur l'arène référendaire que dans le champ électoral⁷⁹.

Cependant, ces concepts ne rendent pas à eux seuls compte de la complexité de ce parti. Ils ne permettent pas en soi de saisir pleinement l'impact politique de son avancée électorale, impact redevable pour une part à l'importance de son capital politique accumulé historiquement en tant que force partisane intégrée dans un gouvernement « de concordance ». Dès lors, l'adjonction à notre raisonnement du concept de « conservateur » peut permettre d'appréhender le lien entre le défenseur de l'identité et de

78. Simon Hug et Tobias Schulz, « Left-Right Positions of Political Parties in Switzerland », *Party Politics*, Vol. 13, N° 3, pp. 305-330. Pour l'autopositionnement des électeurs, cf. Hans Hirter, *Wahlen 1999*, Berne; Genève; Zurich: Swiss Electoral Studies, 2000. Ce qui signifie aussi que le seul autopositionnement des électeurs n'est pas un critère en soi suffisant pour classer un parti sur l'échelle gauche-droite.

79. Pour l'usage du concept de « nationalisme » pour les partis suisses, cf. Damir Skenderovic, « Nation, Nationalismus und politische Parteien. Die Schweiz – keine Insel in Europa », in Csaba Szalo (dir.), *On European identity: Nationalism, Culture and History*, Brno: Masaryk University, 1998, pp. 131-179.

l'autorité et le rapprochement du parti au «néo-conservatisme» américain, dans lequel on trouve un conservatisme moral, mais aussi un néolibéralisme économique poussé⁸⁰. Par ailleurs, passer à côté de cette dimension néo-conservatrice empêche de comprendre pourquoi des journaux parmi les plus prestigieux et reconnus de la Suisse, proches du monde de l'économie et de la finance, peuvent voir dans la «nouvelle» UDC un leadership «national» capable de s'approprier des tâches qui étaient jadis dévolues à la «droite classique», pour «moderniser» la Suisse. On ne comprendrait pas plus sa force, son succès et son influence sur la politique suisse.

La tâche du politiste est de tenter de rendre compte des «objets» dits politiques. Pour ce faire, il utilise nécessairement des mots et développe un discours qui contribue à la construction de l'image de son objet d'étude dans la sphère scientifique et souvent au-delà. Lorsqu'il travaille sur les partis, et particulièrement sur des partis au cœur de la polémique publique, l'usage et le sens des mots deviennent dès lors un enjeu scientifique et politique crucial. Le chercheur se retrouve à attribuer des étiquettes prises dans un monde «indigène» où elles ont des significations normatives et polémiques.

En définissant un parti, le politiste participe ainsi, plus ou moins directement, aux luttes symboliques et politiques présentes dans le champ politique. Les luttes partisans n'ont pas seulement comme but d'imposer un programme dans le marché électoral, afin de récolter les voix nécessaires à la conquête des postes, mais aussi de satisfaire les conditions par lesquelles cette capacité peut se fonder et se reproduire: parmi lesquelles, celle d'être reconnu comme acteur collectif légitime à participer à cette conquête.

Nous avons donc été conduits à prendre en compte le rapport du politiste à son objet, souvent considéré comme un problème «épistémologique» n'intervenant guère sur la définition des partis politiques. Aussi avons-nous montré que de ces labels «indigènes» nous pouvons faire un usage spontané, oubliant leur charge normative, ou en faire un usage réfléchi, rompant avec leur caractère d'évidence. Certes, il serait erroné d'exagérer le poids du politiste dans cette affaire, tant la reconnaissance ou la stigmatisation d'un

80. Oscar Mazzoleni, *Nationalisme et populisme*, op. cit., pp. 73 ss.

parti est le résultat d'une configuration complexe, où interviennent les discours, les actions et la position du parti dans le système politique; la manière dont les autres partis qui peuvent compter sur une forte légitimité interagissent avec lui et le jugent; l'ampleur des soutiens électoraux; la manière dont le monde des médias intervient et désigne ce parti. Cependant, si l'attribution d'une appellation peut contribuer à la promotion ou à la dévalorisation de l'UDC dans le champ politique et dans l'espace public, la multiplication et la diffusion des labels renforcent une image ambiguë et incertaine du parti, que le politiste ne peut ignorer. Nous avons également montré que la difficulté d'attribuer un label univoque tient aussi à la position et au rôle spécifique de ce parti dans le champ politique: l'UDC oscille entre radicalisation et maintien dans la grande « coalition » gouvernementale, tire sa légitimité de sa force électorale tout en déployant un discours « conservateur » et néolibéral, le propulsant au rôle de « substitut » possible de la « droite classique ».

En somme, le politiste se trouve face à une image publique de l'UDC qui est le fruit de constructions et de labellisations diverses. C'est précisément cela que nous avons essayé d'objectiver pour tenter ensuite de proposer nos propres classements et de définir une configuration conceptuelle apte à cerner scientifiquement le phénomène UDC.

APPRÉHENDER UN PARTI ET DES ENGAGEMENTS CONTROVERSÉS

PHILIPPE GOTTRAUX ET MICHAEL GIROD

Tout travail sociologique se heurte à une prédéfinition sociale de son objet¹ avec laquelle il faut rompre, et celle-ci est d'autant plus pernicieuse et moins aisément contrôlable qu'elle touche une question politiquement sensible. Ainsi en est-il de l'étude de l'UDC qui en Suisse, mais aussi hors des frontières du pays, est entourée d'une image parfois sulfureuse et souvent négative, en dépit de la légitimité que lui confèrent ses succès électoraux. Cette image découle pour l'essentiel du fait que ce parti est désigné comme porteur de logiques excluantes (xénophobes ou autres), par une partie des médias notamment, sans compter que la littérature politologique internationale le rattache, de près ou de loin, à la « droite populiste » ou plus rarement à l'« extrême droite »². Ces attributs divers débouchent sur un discrédit et une stigmatisation qui, s'ils n'équivalent en rien à ceux subis par des forces politiques plus à droite (le Front national – FN – en France par exemple), n'en sont pas moins bien réels.

Il est dès lors décisif de réfléchir aux répercussions proprement *scientifiques* d'une telle stigmatisation *sociale*. Sur la base de notre expérience de recherche auprès de militants UDC, et en nous référant accessoirement à des expériences d'enquête portant sur des partis plus marqués à droite, nous tenterons de mesurer les effets principalement méthodologiques qu'induit ce qui est parfois désigné, au regard des principes démocratiques contemporains, comme un déficit de légitimité de ces partis et engagements.

1. Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Paris: Mouton, 1983 (1^{re} édition 1968); Rémi Lenoir, «Objet sociologique et problème social», in Patrick Champagne et al., *Initiation à la pratique sociologique*, Paris: Dunod, 1996, pp. 51-100.

2. Voir Mazzoleni dans ce volume.

Nous partons en effet de l'idée qu'existe dans nos sociétés, au moins depuis l'après-guerre, un large consensus, désigné comme démocratique, pour rejeter dans les marges de l'espace politique l'extrême droite et tout ce qui lui est de près ou de loin associé, à tort ou à raison. Même si ce consensus peut prendre des formes et des intensités variables suivant les contextes nationaux ou les moments, il traverse la société de part en part, au point de constituer la norme et d'orienter les représentations de la majorité des acteurs sociaux. L'évidence de ce consensus condamne d'emblée les forces d'extrême droite traditionnelles (fascistes, néonazies, etc.), tout en se répercutant, mais bien plus modérément, sur les formations politiques moins extrêmes, et parfois bien intégrées dans le jeu politique, comme c'est le cas de l'UDC en Suisse. La force de ce consensus conduit dès lors à lire les bons scores électoraux de ces partis sur le mode de l'étonnement, et pour les cas les plus radicaux, sur le registre du traumatisme³. Les ressorts de ce consensus sont à chercher dans la prégnance de l'idéal démocratique, mais aussi dans l'affirmation généralisée de la tolérance qui se décline souvent, au moins formellement, par l'antiracisme. Tout cela concourt à une condamnation au moins verbale de l'extrême droite par la majorité des acteurs dotés d'une parole légitime (médias, politiques, intellectuels, associations antiracistes, etc.), et contribue *in fine* à rendre illégitimes, au sens de dévalorisées socialement, les valeurs, les idéologies, les pratiques et les organisations qui s'en rapprocheraient, sur un plan ou un autre.

La stigmatisation qui découle de ce consensus démocratique et antiraciste produit des effets, indépendamment de la situation d'enquête, sur les acteurs sociaux en général. Pour les sympathisants ou partisans de ces courants, la conscience d'une image négative les contraint à la gérer, à « faire avec » sous plusieurs modalités possibles. Ils sont affublés d'une *identité assignée et plus ou moins discréditée*, avec laquelle ils doivent composer. Ce discrédit, variable selon les organisations et relativement modéré dans le cas de l'UDC, peut aller jusqu'à la sous-déclaration du vote ou à la crainte de déclarer publiquement son engagement partisan (réticence à figurer sur les listes électorales), une présentation de soi tronquée ou discrète, défensive, ou inversement offensive, par un

3. Voir la stupeur consécutive à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles françaises en 2002.

retournement du stigmate (provocation, affirmation ostentatoire de l'étiquette, etc.). Il se traduit aussi par une lutte sur les mots, le vocabulaire et les étiquettes, comme l'attestent les systématiques récusations par les militants et les dirigeants des vocables qu'on leur colle (extrême droite, droite populiste, etc.) et le choix d'une terminologie propre et assumée (vraie droite, droite conservatrice, etc.).

Quand nous nous rendons comme chercheurs sur le terrain, nous sommes donc précédés de toute cette construction. Les identités sont déjà définies de l'extérieur et partiellement discréditées. D'autres « enquêteurs » (les journalistes) sont déjà passés avant nous, produisant quelques effets, les militants antiracistes affûtent leurs critiques et engagent leurs luttes, les concurrents politiques et les intellectuels portent leurs jugements au nom de la démocratie. Bref, notre démarche d'enquête doit être contextualisée dans cet ensemble de faits qui sont autant de contraintes qui contribuent à limiter ses potentiels déploiements.

On pourrait objecter que nous avons succombé aux présupposés normatifs associés à l'extrême droite en abordant l'UDC dans ce registre de préoccupation. Dans cette optique, attribuer à ce parti une situation de « stigmatisation » sociale, sinon similaire, du moins proche de celle vécue par un parti comme le FN en France, pourrait apparaître comme un peu exagéré. Cette critique pourrait au surplus se prévaloir du fait que l'UDC est perçue en Suisse de manière ambivalente : à la fois critiquée dans une partie significative de l'espace public pour ses dimensions dites « populistes » ou « xénophobes », mais aussi reconnue à part entière comme partie intégrante du système de concordance et de l'univers du pensable helvétique.

À cela, il convient de répondre que la perception sociale de l'UDC s'est transformée depuis le début de notre recherche. Il nous semble en effet que cette lecture de l'UDC en termes de parti stigmatisé était plus visible au moment où nous entamions nos investigations qu'à l'heure où nous publions ces lignes ; ou, pour le dire vite, que l'acceptabilité du parti et de ses thèses s'est accrue ces derniers temps, en rapport à ses succès électoraux fédéraux, confirmés en 2003 et couronnés par l'entrée de Christoph Blocher au Conseil fédéral, mais peut-être surtout dans le sillage du vote de 2006 des lois sur l'asile et les étrangers, largement inspirées de sa philosophie, et approuvées par une part significative des citoyens

qui se sont déplacés aux urnes. Cela autorise du même coup une partie non négligeable des élites suisses (notamment médiatiques) à progressivement banaliser ce parti et ses thématiques, notamment sur la « question de l'immigration »⁴.

Il n'en reste pas moins que par ailleurs, ses propres militants se perçoivent eux-mêmes, surtout à Genève, comme mal compris ou porteurs de stigmates (xénophobes, populistes, voire fascistes ou nazis)⁵. Une telle perception, quelle que soit sa part de réalité, doit être intégrée dans l'analyse, et justifie les questionnements méthodologiques posés ici.

Il importe dès lors d'aborder les effets sur la recherche de ce *pré-construit* social entourant l'extrême droite, et concernant l'UDC, de l'avis répandu qu'elle a objectivement un rapport, même éloigné, avec cette dernière. Trois problèmes se posent : le contrôle du rapport à l'objet UDC ; les difficultés inhérentes à la posture compréhensive nécessaire à l'enquête ; les retombées du préconstruit sur le plan de l'interprétation. Ces trois points doivent être pensés dans une perspective réflexive, comme condition nécessaire à l'enquête, en opposition à ce que d'aucuns nomment « l'enquête mécanique »⁶. Cette exigence de réflexivité s'impose d'autant plus que l'enquête porte sur un « sujet sensible »⁷, en l'occurrence un parti controversé.

4. Le fait qu'un éditorialiste influent du pays puisse applaudir à l'entrée de Christoph Blocher au Conseil fédéral (Éric Hoesli, « Plus de chances que de risques », *Le Temps*, 13 décembre 2003), au nom d'une nécessité proclamée de moderniser le pays, en jugeant du même coup secondaires les logiques de suspicion envers les étrangers présentes au cœur même du parti, n'en est qu'un anecdotique signe.

5. Au point que nous avons entendu des formules du genre : « Vous savez, on ne nous aime pas beaucoup », suivies ou précédées de démarcations spontanées et explicites d'avec les « xénophobes ». (Notes de terrain, observation au Grand Conseil genevois, 16 décembre 2004.)

6. L'enquête mécanique « ne se donne pas pour objet les conditions de production de ses données (ce sont de purs *data*), tandis que la seconde (enquête réflexive) soumet constamment ses données à la réflexion et à la critique (qu'il s'agisse des indicateurs et des catégories statistiques ou des faits ethnographiques) » (Stéphane Beaud et Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris : La Découverte, 1977, p. 15. Voir aussi Daniel Bizeul, « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause », *Revue française de Sociologie*, Vol. 39, N° 4, 1998, pp. 751-787 ; Daniel Céfai, « Post-face », in *L'enquête de terrain*, (textes réunis, présentés et commentés par Daniel Céfai), Paris : La Découverte, 2003 ; et Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Le « je » méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, Vol. 41, N° 3, 2000, pp. 417-445.

7. Claire Renzetti et Raymond M. Lee (eds), *Researching Sensitive Topics*, Londres : Sage, 1993. Voir aussi Magali Boumaza et Aurélie Campana, « Enquêter en milieu « difficile », *Revue française de science politique*, Vol. 57, N° 1, 2007, pp. 5-26, ainsi que l'ensemble du numéro consacré à cette question.

PRÉPARER L'ENQUÊTE ET CONTRÔLER LE RAPPORT À L'OBJET

Travailler sur un tel terrain supposait une préparation autant théorique, méthodologique que technique. Nous délaissions ici le problème théorique pour nous centrer sur des questions de méthodes.

CONTRÔLER UNE PRÉ-CONSTRUCTION SOCIALE DE L'OBJET

Notre souci constant était d'anticiper les effets négatifs, sur le plan de la connaissance, de l'image de l'UDC. Nous étions d'autant plus conscients du problème que la prise en compte des travaux similaires semblait indiquer une insuffisante prise en charge de la difficulté.

Évoquant les nombreuses études consacrées au Front national français, Violaine Roussel semblait en effet douter que ce souci réflexif soit systématique. Elle indiquait que «la charge normative d'un tel objet n'est (...) pas sans rapport avec le choix massif d'adopter, dans les recherches, des méthodes et des outils théoriques exceptionnels, à la mesure de la nécessaire «exceptionnalité» politique de l'objet. La posture intellectuelle à l'égard de l'extrême droite est alors dictée discrètement par l'exigence d'un positionnement éthique et politique vis-à-vis d'elle.» Ce constat la poussait à préférer des outils méthodologiques débarrassés de leur ancrage même discrètement normatifs, et appelait à «une *normalisation méthodologique* de l'objet «FN», qui se sépare du registre politique – légitime *par ailleurs* – de la controverse sur la «banalisation»/«dramatisation» de l'extrême droite⁸.» Elle préconisait alors l'usage des «mêmes instruments théoriques et méthodologiques qui servent à comprendre le discours et l'action des militants dans d'autres organisations».

Nous avons fait nôtre cette attitude de rupture avec les pré-construits sociaux⁹. Dans les faits, nous avons d'emblée cherché à ne pas enfermer les militants de l'UDC dans ce qui leur colle spontanément à la peau. Il s'agissait de suspendre les croyances initiales associées par le sens commun à ce parti et à ces engagements

8. Violaine Roussel, «Labels politiques et construction de l'identité militante: le cas du Front national», in Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris: Albin Michel, 2003, p. 239.

9. Attitude présente du reste dans d'autres enquêtes, notamment: Guy Birenbaum, «Élites «illégitimes», élites illégitimées: les responsables du FN», in Samy Cohen (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris: PUF, 1999, pp. 133-161; Daniel Bizeul, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris: La Découverte 2003; Pascal Duret, *Les larmes de Marianne. Comment devient-on électeur du FN*, Paris: Armand Colin, 2004; Bert Klandermans et Nonna Mayer, *Extreme Right Activists in Europe, Through the Magnifying Glass*, Londres: Routledge, 2005.

militants. Ainsi, si la xénophobie était une attitude facilement attribuée à ces personnes, il nous semblait nécessaire de ne pas la considérer comme évidente ou acquise. Dans cette perspective, nous avons par exemple décidé, après mûre réflexion, de ne pas solliciter ces personnes en entretien par une consigne abordant directement la «question des étrangers», ou de «l'immigration», pour éviter de susciter auprès des enquêtés le sentiment de la question attendue (vu leur expérience malheureuse avec la presse par exemple). On cherchait du même coup à voir si ce thème surgirait spontanément, et, le cas échéant, sous quelle forme. Notons bien que cette suspension initiale et méthodologique des croyances n'interdira en rien, au bout du travail de recherche, de (re)trouver certains aspects suggérés sans véritables preuves par ces mêmes croyances. Le fait de ne pas réduire au départ l'UDC à son discours anti-étrangers ne nous a pas pour autant empêchés de prendre acte, sur la base de résultats empiriques, d'une suspicion généralisée envers les étrangers très diversement exprimée par ces militants¹⁰.

LE CONTRÔLE DE NOTRE PROPRE RAPPORT À L'UDC

Nous étions dès le départ conscients que la clarification de notre rapport à l'UDC constituait un pré-requis indispensable. Pierre Bourdieu a bien montré la nécessité épistémologique d'objectiver son rapport à l'objet, comme condition du travail d'objectivation lui-même: «Le sociologue n'a quelque chance de réussir son travail d'objectivation que si, observateur observé, il soumet à l'objectivation non seulement tout ce qu'il est, ses propres conditions sociales de production et par là les limites de son cerveau, mais aussi son propre travail d'objectivation, les intérêts cachés qui s'y trouvent investis, les profits qu'ils promettent.»¹¹ Nous n'avons à ce titre à aucun moment mésestimé les conséquences potentielles de notre perception de citoyens sur l'UDC. Nous avions d'emblée conscience que notre positionnement idéologique, ainsi que les émotions qui ne manqueraient pas de surgir face à un tel objet, devaient être contrôlés au mieux dans leurs effets. Nous étions convaincus qu'un contrôle insuffisant de ces aspects nous pousserait subrepticement à

10. Voir Gottraux et Péchu dans ce volume.

11. Pierre Bourdieu, «Sur l'objectivation participante. Réponses à quelques objections», *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 23, 1978, p. 68.

utiliser l'enquête non pas comme outil de connaissance mais comme arme euphémisée dans la lutte idéologique. Nous ne voulions en aucun cas nous comporter comme si, par déficit de réflexivité, la critique de l'UDC allait de soi et, surtout, ne posait pas problème, d'un point de vue méthodologique s'entend. Avant même de rencontrer ces militants, nous avions ironisé sur la posture d'une chercheuse qui, par aversion morale naïvement affichée pour l'extrême droite, l'avait conduit, de son propre aveu, à ne pas mener d'observation participante auprès du Front national pour, au-delà de raisons pratiques (coût, temps), ne pas avoir de compte à rendre à ce dernier, ou ne pas l'aider dans son entreprise honnie¹².

Dans cet appel à la réflexivité sur nous-mêmes, nous nous trouvions en bonne compagnie: celle des chercheurs qui avaient mené une réflexion sur leur rapport personnel à l'objet, en précisant comment ils avaient concilié leur positionnement personnel avec les contraintes méthodologiques, comment ils avaient jonglé par exemple entre une appartenance de chercheur mû idéalement par une posture de neutralité axiologique, d'un côté, et un ancrage de citoyen, voire de militant, de l'autre. Magali Boumaza, qui a travaillé par entretiens et observation directe sur l'engagement des jeunes dans le Front national, engageait ainsi un stimulant travail d'autoanalyse de sa posture singulière, en tant que «femme, issue d'un couple mixte» dans «un univers viril, mixophobe, sexiste», positionnement à la fois objectif et subjectif auquel s'ajoute, de son propre aveu, un «engagement politique et militant contre le Front national», apparemment public ou supposé l'être pour des enquêteurs curieux¹³.

Nous cherchions aussi à contrecarrer les effets produits insidieusement par une forme de sociocentrisme de classe¹⁴ qui aurait pu par exemple se traduire par le jugement hâtif de propos xénophobes,

12. Marit Ann Bertson, *Daughters of Jeanne d'Arc: Women in the French Front National*, Thesis, University of Minnesota, 2000; et la critique: Michaël Girod et Philippe Gottraux, «Le poids des pré-constructions normatives de l'objet «extrême droite». Libre cheminement sur les manières d'aborder méthodologiquement un objet socialement stigmatisé», Colloque AFSP-ASSP, «Regards croisés sur l'extrémisme politique de droite en Europe aujourd'hui». Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 16 et 17 septembre 2004.

13. Magali Boumaza, «L'expérience d'une jeune chercheuse en «milieu extrême»: Une enquête au Front national», *Regards sociologiques*, N° 22, 2001, p. 106. Voir aussi Daniel Bizeul (*Avec ceux du FN...*, *op. cit.*, pp. 23-69) qui s'est penché sur les répercussions de ses attributs sociaux et idéologiques dans les divers moments de son enquête, et qui a clarifié les raisons qui l'ont poussé à investir scientifiquement cet objet; ou encore Pascal Duret, *Les larmes de Marianne...*, *op. cit.*

14. Voir par exemple la critique de Willy Pelletier, «Description d'une militance et ethnocentrisme: l'implicite normatif du «témoignage» d'Anne Tristan», *Critiques sociales*, N° 2, 1991, pp. 50-56, au sujet du best-seller d'Anne Tristan, *Au front*, Paris: Gallimard, 1987.

tenus parfois sans retenue par des enquêtés de milieux populaires. Un certain sens commun considère en effet les classes populaires comme étant à la source des sentiments xénophobes, en désignant ces dernières plus ou moins ouvertement comme moins sophistiquées (jusqu'au mépris de classe: des «rustres») ou comme portées tendanciellement à des formes d'autoritarisme. À ne pas rompre avec cette vision, on se serait interdit dès lors de décoder les formes euphémisées de suspicion présentes chez des enquêtés mieux dotés en ressources sociales et culturelles, suspicion que nous avons bel et bien rencontrée. Il va sans dire que les études sur le rapport des classes populaires à ce genre de courants politiques ont tout à gagner d'une auto-objectivation menée, par le chercheur lui-même, à la fois sur ce qu'il est (un «intello» cultivé) et sur son rapport citoyen à ces partis.

Finalement, l'auto-objectivation de notre rapport à l'UDC supposait la conscience, la connaissance et le contrôle de nos propres attributs sociaux et idéologiques, comme préalables aux opérations concrètes d'enquête, et aux interprétations des données recueillies. Nous avons tout particulièrement cherché à traquer les biais inhérents à notre positionnement idéologique «à gauche», lors de notre stratégie de présentation de la recherche et de nous-mêmes, mais plus généralement à tous les moments de la recherche, y inclus dans la phase interprétative et d'écriture. Nous n'avons pas échappé, ce faisant, à une logique de «double casquette», endossant parfois celle, spontanée, du citoyen en désaccord avec l'UDC, et celle, distanciée, du chercheur mû par une ambition scientifique. La prise en compte de cette contradiction, et notamment de nos penchants politiques, nous a d'une certaine façon rendus d'autant plus précautionneux dans l'appréhension de notre objet.

Pour autant, une telle précaution méthodologique a par moments pu être prise en défaut. Ce fut le cas, un soir d'observation, quand les propos entendus lors d'un cercle de réflexion¹⁵ consacré à l'islam nous ont conduits à fuir la soirée. La casquette citoyenne l'emporta ce jour-là, malgré l'injonction méthodologique à rester pour observer, tant le discours de l'orateur et les réactions de la salle, où se construisait sous nos yeux, dans l'entre-soi, une cohésion interne forte, nous sont apparus insupportables, de par leur caractère ouvertement «islamophobe».

15. Lieu interne à l'UDC Genève, organisé autour d'une conférence-débat, suivie d'un repas pris en commun assurant une socialisation interne forte.

MAÎTRISER LES OBJECTIFS EXTRA-SCIENTIFIQUES DE L'ENQUÊTE

Lorsque l'enquête est initialement orientée par des considérations explicitement normatives ou exigeant des résultats pratiques (fournir des « recettes » pour combattre l'extrême droite ou réduire le racisme, etc.), le contrôle des effets du préconstruit social sur le processus de connaissance peut potentiellement s'en trouver affaibli. Cela aurait pu être notre cas, dans la mesure où notre recherche était financée par un Programme national de recherche (PNR 40+) dont l'intitulé ne camouflait pas son optique prophylactique : « Extrémisme de droite : causes et contre-mesures. » Au-delà d'une manne bienvenue pour mener l'enquête, un tel ancrage nous inquiétait. Même si nous avons décidé de nous débarrasser d'une définition pré-construite de l'objet, le seul titre du programme contribuait de fait à cadrer, au moins publiquement, notre objet : la simple association de l'UDC à un programme de recherche ainsi labellisé ne manquerait pas de faire problème. Nous n'avons ainsi pas fait état de ce financement, de peur de ne pas trouver d'explications suffisamment convaincantes pour expliquer aux enquêtés les méandres de l'organisation de la recherche en Suisse, et partant de voir le terrain d'emblée se fermer¹⁶.

Plus largement, il importe de mesurer les effets des présupposés normatifs découlant de la demande sociale en général, qu'elle soit gestionnaire, militante ou simplement morale. Face à la demande militante par exemple, on pourrait concevoir une logique intellectuelle qui assume l'objectif politique de combattre ce parti, mais qui se dote pour ce faire de moyens scientifiques visant la compréhension comme préalable indispensable, et donc qui met à distance provisoirement, le temps de l'enquête, la stigmatisation. « Comprendre pour combattre » pourrait être la formule qui résumerait cette posture¹⁷. Quant à nous, nous ne nous fixions pas pareille ambition, même si nous n'avons jamais douté des retombées possibles, y inclus politiques, de notre travail d'analyse, et de son instrumentalisation possible tant par l'UDC elle-même que par ses adversaires politiques.

16. À l'exception de deux situations, à Zurich, où l'enquêteur, questionné explicitement sur le financement de la recherche, a mentionné le Fonds national sans plus de précision, pour rétablir une confiance momentanément perturbée.

17. C'est l'option de Pascal Duret, *Les larmes de Marianne...*, op. cit., et de Kathleen M. Blee, *Inside Organized Racism. Women in the Hate Movement*, Berkeley: University of California Press, 2002, p. 21.

CONQUÉRIR LA CONFIANCE

Conduire l'enquête nécessitait évidemment la participation des militants UDC et leur acceptation de nos demandes d'entretiens, ainsi que de notre présence parmi eux, comme observateurs. Nous étions prévenus d'une complication possible à faire reconnaître la légitimité de l'enquête sociologique, voire même à accéder aux enquêtés¹⁸. Sur la base de nos lectures rapportant des expériences d'enquêtes proches, nous présumions que face à l'image négative associée à l'UDC, ses adhérents risquaient d'osciller entre deux extrêmes, avec toutes les variations intermédiaires: soit un rejet pur et simple de l'enquête, soit un souci de parler, profitant ainsi de l'opportunité qui leur était offerte de casser, par la prise de parole, une telle image. La réponse apportée à la sollicitation de l'enquêteur devait appeler, en tous les cas, une gestion individuelle non seulement de l'image problématique qui entoure le parti, mais également de son propre stigmat. Finalement, nous avons anticipé une réflexion sur les intérêts des enquêtés à parler ou à se taire, à ouvrir ou à fermer le terrain à l'enquêteur. Multiples, ils méritaient une analyse attentive préalable de notre part. Dans les faits, la crainte initiale d'une possible résistance à notre regard a été pour l'essentiel démentie: l'acceptation de notre enquête s'est faite sans aucun problème.

Contrairement aux observateurs qui, pour étudier de manière ethnographique l'extrême droite, avaient dû choisir entre une « observation clandestine » ou « à découvert »¹⁹, nous n'avons quant à nous jamais hésité à jouer franc jeu. C'était du reste imposé par notre volonté de recueillir des entretiens auprès de ces militants, mais aussi par une réflexion préalable qui nous portait à penser que la transparence pouvait constituer une ressource paradoxale dans notre négociation auprès des enquêtés. Nous nous sommes donc présentés comme universitaires, et plus précisément comme politologues étudiant l'engagement politique à la droite de l'échiquier politique. Notre stratégie de présentation de l'enquête jouait sur l'image négative entourant l'UDC, en visant précisément à la

18. Par exemple Marit Ann Berntson, *Daughters of Jeanne d'Arc... op. cit.*, p. 73.

19. Henri Peretz, *Les méthodes en sociologie, l'observation*, Paris: La Découverte, 1998. La plupart des chercheurs qui travaillent sur le terrain de l'extrême droite le font à découvert, alors que les enquêtes d'investigation journalistiques menées par Anne Tristan (*Au front, op. cit.*) et Raymond Joly (*Virage à droite. Deux ans sous le capot du Parti des automobilistes*, Lausanne: Éditions d'En Bas, 1991) ont été entreprises clandestinement.

contourner : « Nous savons que vous êtes souvent caricaturés, notamment dans les médias ou par les associations antiracistes, etc., mais nous sommes là pour comprendre ce que vous êtes, au-delà des clichés. » Une telle présentation s'autorisait de l'univers académique, de la science et de la neutralité qui lui sont associées, en précisant explicitement vouloir se démarquer des observateurs et commentateurs hostiles. Cette modalité de présentation de l'enquête aux enquêtés nous a accompagnés durant toute la recherche, avec dans l'ensemble une certaine efficacité pour construire la confiance, nécessaire à la prise de parole.

Cette posture d'observateur neutre n'était pourtant pas systématiquement perçue sans réticences ou distance, comme l'attestent les quelques remarques mi-humoristiques, mi-ironiques, traduisant un sentiment d'être observés comme une tribu exotique : « Ah ! c'est vous qui venez nous observer à la loupe ! »²⁰ Nous avons aussi rencontré des personnes qui, tout en prenant acte de la revendication du statut de politologue de l'enquêteur et de son souci de scientificité, n'idéalisaient pas pour autant la neutralité axiologique. Ainsi, à Zurich, une militante exprimait ouvertement à l'enquêteur son doute quant à la possibilité que tous les scientifiques puissent demeurer objectifs²¹. Cette méfiance entre en écho avec le discours critique que l'UDC zurichoise a déployé depuis des années sur les scientifiques et leur supposée posture de gauche, à l'image des nombreuses attaques formulées envers les auteurs dudit Rapport Bergier²².

En endossant la casquette de chercheur, nous n'avons par contre guère vécu le bizarre sentiment ressenti par d'autres chercheurs d'être ouvertement instrumentalisés par les personnes observées. Boumaza avait souligné notamment que la stigmatisation médiatique et politique du Front national pouvait pousser les militants à se servir de l'enquête « pour promouvoir [les] idées, expliquer le programme du parti »²³. Le caractère plus modéré de la suspicion

20. Note de terrain, Genève, 4 avril 2005.

21. Note de terrain, Zurich, 22 mai 2005.

22. Commission indépendante d'experts Suisse-Deuxième Guerre mondiale (Jean-François Bergier et al.), *La Suisse et les réfugiés à l'époque du national-socialisme*, Paris : Fayard, 2000.

23. Magali Boumaza, « L'expérience d'une jeune chercheuse... », *op. cit.*, p. 110. Blee constate aussi que certaines femmes membres d'organisations racistes américaines ont pu ainsi se sentir flattées de donner leurs opinions à une professeure universitaire, voyant là une opportunité unique de présenter au public leurs idées, notamment sur la politique raciale, pour contrer l'image très dépréciative donnée par les médias (Kathleen M. Blee, « Becoming a Racist. Women in Contemporary Ku Klux Klan and Neo-Nazi Groups », *Gender and Society*, Vol. 10, N° 6, 1996, p. 686).

pesant sur l'UDC, et notamment le fait que les thèses de ce parti ont un accès plus qu'aisé à l'espace public helvétique, expliquent cette différence avec maintes études portant sur des organisations nettement plus radicales et déconsidérées, où la prise de parole face au chercheur est souvent ressentie comme un moyen de diffuser des opinions socialement marginalisées.

La présentation de l'enquête rejaillissait sur celle du chercheur. Nous avons décidé de jouer la carte académique en déclinant notre ancrage en science politique, dans un institut au statut légitime: « Nous sommes des chercheurs en science politique de l'Université de Lausanne. » Une telle déclinaison s'est toujours avérée suffisante, au moins initialement. Curieusement, et contrairement à nos craintes, aucune demande de précisions sur nos penchants idéologiques ou sur notre éventuelle appartenance partisane ne nous a été adressée, qu'il nous aurait fallu combler comme condition de l'acceptation de l'entretien. Nous nous attendions aussi à ce que nous soyons précédés, d'une manière ou d'une autre, d'une image de gens de gauche, et que cela poserait problème.

Au moment de la prise de contact, ces considérations semblaient ne pas intéresser nos interlocuteurs. Du moins n'en faisaient-ils pas état, pas même les dirigeants rencontrés que l'on aurait pu supposer plus curieux. Par contre, il est arrivé que lors d'échanges advenus à la suite de l'entretien, ou lors de nos observations, nous ayons été directement sollicités sur cette question. On nous demandait alors de nous prononcer sur l'UDC, de nous positionner sur une question précise, ou de décliner nos attributs politiques. Nous avons décidé de rester vagues (« je ne partage pas vraiment les convictions de l'UDC »), et, si nous étions pressés de préciser, nous avons convenu d'user d'une formule demeurant floue (« je suis plutôt de gauche »), pour éviter la dissimulation éthiquement condamnable ou les mensonges qui finissent toujours par être sus. En règle générale, cette réponse peu précise satisfaisait nos interlocuteurs. À une occasion, un militant a cuisiné longuement une chercheuse de notre équipe pour obtenir plus de précisions, apparemment plus par curiosité politique et volonté de montrer sa connaissance fine des clivages à gauche, que par méfiance indélébile ou par refus de principe de l'interaction. Mais, dans ce dernier cas, insatisfait de la réponse imprécise fournie, le militant rappela polémiqument à la chercheuse le statut qu'elle revendiquait, en la sommant de démontrer ses compétences

expertes: «Et vous, en tant que politologue, qu'est-ce que vous préconisez pour sortir de la crise genevoise?»²⁴

La clarification contrainte de nos choix normatifs s'est avérée rare et jamais handicapante. Dans un contexte plus difficile, Boumaza avait déjà expérimenté le fait que son parcours de militante à gauche, qu'elle dévoilait si on la questionnait à ce sujet, suscitait paradoxalement du respect auprès de jeunes frontistes, de par la ressemblance entrevue, malgré tout ce qui les oppose, respect lié au statut commun de militant: «Une sorte de proximité liée à l'habitus militant.»²⁵ Et finalement, une seule situation s'est avérée périlleuse pour la poursuite de l'enquête: celle où l'un d'entre nous avait été confondu, en raison d'une confusion de nom, avec un militant du parti vert local combattant publiquement la section zurichoise de l'UDC. Nous avons dû alors dissiper la confusion de personne pour poursuivre l'enquête.

De manière générale, et quelle que soit la présentation que le chercheur donne de lui-même et de l'enquête, les enquêtés vont le classer dans l'espace social en lui attribuant une identité construite à la fois autour de «traits physiques» et sur «les actions, les façons d'être, qui permettent d'inférer, à tort ou à raison, l'identité de classe ou de culture du chercheur». Ainsi, l'âge, le nom, le sexe, la couleur de peau, l'habillement, la coiffure, le vocabulaire utilisé, la gestuelle, l'identité de classe ou de culture sont des «indices corporels et comportementaux»²⁶ qui peuvent jouer en notre faveur ou en notre défaveur. Nous avons bien sûr été confrontés à cette situation classique de la recherche de terrain. Lors d'une de nos observations, un militant, après avoir obtenu du chercheur une précision sur son ancrage à gauche, lui a par exemple indiqué qu'il l'avait de toute manière deviné à notre seule tenue vestimentaire, que l'on avait pourtant volontairement cherché à neutraliser au mieux²⁷.

En outre, le statut de chercheur en science politique, la démarche et ses objectifs n'ont pas toujours été clairement perçus du côté des enquêtés, même une fois l'entretien accepté. Un militant zurichois âgé semblait par exemple mélanger totalement les statuts, et parler à l'enquêteur comme s'il était de son bord, engagé

24. Notes de terrain, Cercle de réflexion Genève, 22 septembre 2005.

25. Magali Boumaza, «L'expérience d'une jeune chercheuse...», *op. cit.*, p. 109.

26. Daniel Bizeul, «Les récits des conditions...», *op. cit.*, 1998, pp. 754-755.

27. «Un look de quelqu'un de gauche», selon ses termes. (Notes de terrain, Cercle de réflexion Genève, 26 mai 2005.)

à l'UDC, au point d'énoncer sans retenue une violente hostilité envers les étrangers et même des propos antisémites. Plus courant, notre posture d'observateur scientifique revendiquée a par moments été confondue avec d'autres types d'observations extérieures. Certaines personnes peu dotées en capitaux scolaires ne distinguaient pas toujours clairement le journaliste du chercheur scientifique²⁸. Lors d'un cercle de réflexion, Pierre (ouvrier à la retraite), qui nous avait accordé un entretien peu de temps auparavant, nous a par exemple présenté comme journaliste à l'une de ses connaissances²⁹. Mais bizarrement, dans ces situations, la vision plutôt négative du monde des médias présente globalement chez ces militants ne rejaillissait pas (ou peu) directement sur le chercheur au statut mal compris.

Une confusion feinte pouvait aussi advenir: un militant rencontré à plusieurs reprises, et donc qui savait pertinemment qui nous étions, nous a une fois provoqué: «Rappelez-moi qui vous êtes, ah! oui, vous êtes journaliste.»³⁰ Cet épisode traduisait en fait autant une forme d'ironie face à notre mode de présentation qu'une confiance pas totalement acquise. Une interaction antérieure avec cette personne, en début d'enquête, ne s'était en effet pas bien passée, en raison d'une maladresse du chercheur pour désigner l'UDC («ce parti» et non «votre parti»), ce qui l'avait heurté³¹.

Quant aux refus de répondre à notre sollicitation, ils furent peu nombreux en fin de compte. Et nous ne pouvons pas franchement les attribuer directement aux effets de l'image négative entourant le parti, ou à la réticence à devoir assumer publiquement une appartenance stigmatisante, l'anonymat étant garanti. Ce qui a plutôt joué est la crainte formulée par les enquêtés, et traditionnellement observée dans d'autres enquêtes, de ne pas être à la hauteur de la sollicitation («pourquoi moi, j'ai rien d'intéressant à dire»; «demandez à nos députés», etc.). Les refus de l'enquête ont été finalement moins nombreux que prévu, ou que ceux rapportés par des chercheurs ayant travaillé sur des formations politiques plus

28. Une étude a montré dans un autre contexte que cette confusion pouvait porter certains enquêtés à ne pas censurer leur «rage» face à un interlocuteur supposé journaliste et susceptible, de ce fait, de porter cette dernière sur la place publique (Jacques Le Bohec, «Analyse d'entretiens. Refondation de l'explication des votes FN», *Mots*, N° 58, 1999). Cf. aussi, pour un autre terrain, Cécile Péchu, *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris: Dalloz, 2006.

29. Notes de terrain, Cercle de réflexion Genève, 14 avril 2005.

30. Notes de terrain, Cercle de réflexion Genève, 24 février 2005.

31. Notes de terrain, observation au Grand Conseil genevois, 16 décembre 2004.

radicales. Nous pouvons dès lors nous demander si nous n'avons pas paradoxalement succombé, sur cet aspect, à la préconstruction sociale de l'image de l'UDC, en surestimant la difficulté d'accès à un tel terrain.

LA DÉLICATE ALCHIMIE DE LA COMPRÉHENSION

Il n'existe pas de posture idéale pour un chercheur engagé dans une étude qualitative de ce genre, dans la mesure où il est pris dans une *tension* entre une attitude faite d'*empathie*, pour parvenir à la compréhension de l'univers étudié, et une exigence de *distanciation*, propre au travail scientifique et nécessaire à l'objectivation visée. Dans le cas présent, nos propres valeurs, fort éloignées de celles de l'UDC et de ses militants, ont compliqué évidemment la tâche. La difficulté dans la gestion de l'empathie était double. Elle se posait à nous dans la relation d'enquête proprement dite, dans l'interaction de face à face avec les enquêtés. Elle se donnait également dans le rapport que nous entretenions et entretenons toujours avec des personnes extérieures à l'interaction d'enquête, dont les collègues, dans la mesure où le travail de recherche subit nécessairement le regard de la communauté scientifique, mais aussi avec divers acteurs de la société.

L'EMPATHIE OBLIGÉE ET SES COÛTS

L'empathie nécessaire pour travailler sur l'UDC ne nous était pas donnée a priori. Comme l'indique Blee, c'est en effet une chose de vouloir comprendre la conception du monde d'une personne pour laquelle vous avez de la sympathie, c'en est une autre de développer de l'empathie pour des individus qui portent des idées que vous ne partagez absolument pas³². Nous avons constamment été ballottés par des injonctions contradictoires. Le maintien de notre accès au terrain et la quête de paroles des enquêtés nécessitaient d'un côté un rapport suffisamment proche et empathique à ces derniers. Notre conception du métier de sociologue, de l'autre, nous enjoignait à ne pas sombrer dans le relativisme ou la complaisance. Et, bien sûr, les effets induits par nos propres valeurs nous poussaient plus ou moins consciemment à

32. Kathleen M. Blee, *Inside Organized Racism...*, op. cit., 2002, p. 13.

rejeter les enquêtés, quels que soient par ailleurs les efforts de distanciation entrepris. Les tensions découlant de ces injonctions contradictoires appelaient une gestion loin d'être simple. Cet équilibrisme, pour trouver ce que Zunigo a appelé la « bonne distance »³³ sur un terrain distant des valeurs personnelles du chercheur, ou sur un objet que Duret a qualifié de « surinvesti normativement »³⁴, n'était pas sans coûts psychologiques³⁵.

Comme maints chercheurs se penchant sur ce pôle de l'univers politique, nous avons notamment été confrontés à ce que Birenbaum a appelé des propos « inaudibles », en regard de notre propre vision du monde : des propos hostiles aux étrangers, antisémites ou homophobes principalement. Dans ces situations, nous avons surtout cherché à maintenir la posture de neutralité axiologique, et partant à encaisser en restant stoïques. Berntson, dans ses rencontres avec des femmes frontistes, avait elle aussi décidé de rester silencieuse face aux propos agressifs envers les Arabes et les Juifs, et de refuser d'argumenter ou d'émettre une opinion³⁶. Birenbaum abondait dans le même sens, sans pour autant ériger ce choix circonstanciel en règle de méthode³⁷. Nous avons quant à nous procédé également de la sorte, même si les situations limites s'avéraient plus rares et en règle générale moins pesantes, du fait d'une certaine « modération » des militants UDC qui, s'ils sont très largement mus par une suspicion envers les étrangers, la déclinent en règle générale sur des modes euphémisés, ou du moins, éloignés d'un racisme doctrinaire ou d'une xénophobie exacerbée. Pour autant, nos silences face à des propos ou raisonnements heurtant nos choix de valeurs n'étaient pas sans coûts psychologiques, au point de nous demander parfois : « Mais comment ai-je pu laisser dire cela sans réagir ? »

33. Xavier Zunigo, *Volontaires auprès de Mère Teresa. Auprès des plus pauvres d'entre les pauvres*, Paris: Belin, 2003, p. 145).

34. Pascal Duret, *Les larmes de Marianne...*, *op. cit.*

35. Plus largement, cf. Sherry Kleinman et Martha A. Copp, *Emotions and Fieldwork*, Londres: Sage, 1993.

36. Cette option n'a pas été sans répercussions psychologiques dues à l'autocensure mal vécue de ses propres opinions (Marit Ann Berntson, *Daughters of Jeanne d'Arc...*, *op. cit.*, pp. 96-97).

37. Il s'agissait de propos négationnistes (Guy Birenbaum, « Élités « illégitimes »... », *op. cit.*, p. 157). Boumaza, par contre, revendique clairement la posture de « savant qui fait de la résistance », présentée comme un « moyen de défense », dans des situations qu'elle considère comme « limites » (Magali Boumaza, « L'expérience d'une jeune chercheuse... », *op. cit.*, pp. 117-119), au risque de rompre avec les préceptes méthodologiques classiques de l'écoute non interventionniste. Pour autant, cela n'aurait pas fragilisé son crédit de chercheuse, ni la qualité des informations glanées. Face à la stigmatisation du discours frontiste qui peut induire des discours convenus, cette attitude lui a permis au contraire d'obtenir des « propos neufs, non routinisés » sur les pratiques et les rhétoriques des acteurs étudiés (*ibid.*, pp. 116-117).

**« MON MONDE S'ÉBRANLE :
JE SUIS CHEZ L'ENNEMI ET L'ENNEMI EST GENTIL »³⁸**

Pour nous défaire de notre positionnement normatif sur l'UDC, nous avons pu être conduits à développer par moments un surplus d'empathie au risque de perdre en distance objectivante, ou de manifester un brin de complaisance envers les enquêtés. La plupart des chercheurs ayant travaillé sur des objets socialement peu valorisés, en regard de leur système de valeurs propre, ont du reste évoqué le problème: se surprendre à développer des perceptions inattendues des enquêtés fréquentés, plus favorables à celles initialement pressenties. Berntson, par exemple, n'avait pas caché son étonnement d'avoir trouvé les entretiens chaleureux et les enquêtées ouvertes et agréables³⁹, impression qui détonnait avec les stéréotypes qu'elle partageait elle-même au début de sa recherche. Ces étonnements que nous avons nous aussi ressentis au contact de militants UDC, plus « touchants » que prévu, est un effet prototypique du préconstruit social entourant ce parti, et notamment de notre propre préconstruit. Cette surprise de découvrir des personnes ne se réduisant pas à nos a priori nous a conduits parfois à ne guère entrevoir, sur le moment de l'entretien, la forte suspicion manifestée par l'enquêté envers les étrangers, que l'analyse à froid des entretiens a révélée par la suite.

Ainsi, le parti pris méthodologique de suspendre notre jugement normatif sur l'UDC ne s'est pas avéré suffisant dans les faits pour supprimer nos réflexes pré-construits associant inconsciemment ces enquêtés à des personnes « peu humaines », ou du moins pas humaines « comme nous ». Nous succombions probablement à une appréhension de ces personnes au prisme réducteur du discours sur les étrangers produit par leur parti. L'enseignement méthodologique que nous pouvons en tirer est limpide: la volonté de normaliser méthodologiquement son rapport à l'objet est certes nécessaire, mais pas facile à atteindre malgré toute la bonne volonté déployée. Au-delà d'un problème de méthode, cette expérience de terrain a une portée plus ample: la diabolisation des militants dits « xénophobes » ou d'« extrême droite », par le déni d'une commune humanité qu'on est spontanément porté à pratiquer, interdit de voir que les attitudes, les pratiques et les politiques

38. Anne Tristan, *Au Front*, *op. cit.*

39. Marit Ann Berntson, *Daughters of Jeanne d'Arc...*, *op. cit.*, p. 102.

d'exclusion (sans même évoquer les grands mots: le « fascisme ») s'ancrent paradoxalement et nécessairement dans l'humanité de ceux qui les portent. La banalité du mal, en quelque sorte, au sens de Hannah Arendt⁴⁰. Nous avons ainsi plusieurs fois quitté ces militants, après un entretien ou une observation, en nous demandant, un brin naïvement, comment ces personnes affables, souvent même sympathiques, pouvaient par ailleurs tenir des propos porteurs d'exclusion ou stigmatisant des minorités ou des groupes fragilisés, propos qui heurtaient frontalement nos convictions citoyennes.

LES RETOMBÉES DE LA SUSPENSION MÉTHODOLOGIQUE DES CROYANCES

Nous avons vu que la posture empathique s'était accompagnée de coûts psychologiques, certes anticipés, mais néanmoins pesants. À cela, il conviendrait d'ajouter que notre méthodologie d'endosser les préconstruits sociaux complexifiait notre rapport citoyen à l'UDC. Il nous devenait de plus en plus difficile de parler de ce parti et de ses supporters sur le mode employé avant de le prendre pour objet, dans le registre normatif et quasi naturel qui était le nôtre. Banni dès lors, au nom de notre choix méthodologique, mais aussi de la complexité surgissant des premiers résultats d'enquête, l'usage des classements polémiques ayant courts dans l'espace social qui est le nôtre, fortement critique envers ce parti et sa politique (parti d'extrême droite, militants xénophobes, « fachos », etc.). Nous avons aussi, le temps de l'enquête, opté pour la mise entre parenthèses de toute intervention citoyenne et militante sur des thèmes pouvant perturber le travail de terrain. Ainsi, l'entrée dans l'enquête a coïncidé avec la décision d'éviter une apparition publique sur des questions qui nous sont pourtant chères (les droits des migrants et des sans-papiers par exemple), lors des manifestations de rue notamment, de crainte d'être reconnus, via les médias, par les enquêtés. Tout s'est donc passé comme si une certaine complexification du rapport à l'UDC s'était produite, relativisant par moments la posture citoyenne qui est la nôtre.

40. Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, Paris: Gallimard, 1991.

Mais c'est aussi face à l'extérieur que la posture compréhensive envers l'UDC, nécessaire, le temps de la recherche, posait problème. Notre degré d'engagement dans l'enquête, ainsi que sa durée, ont conduit de fait à une certaine perturbation des rapports à notre entourage. Bizeul avait déjà relevé que son travail ethnographique approfondi avait produit une perte de distance à son objet d'étude, une «accoutumance aux militants du FN»⁴¹, qui s'était répercutée sur les relations avec son entourage, professionnel et personnel, qui lui reprochait d'être complaisant. Finalement, les chercheurs disposés à ne pas reproduire dans leur démarche la condamnation a priori des enquêtés, et qui pour ce faire se mettent en situation de forte empathie compréhensive, sont souvent suspectés de perdre leur distance critique, voire même accusés d'être victimes du syndrome de Stockholm⁴². Nous n'avons quant à nous pas été confrontés à pareille accusation, même si les précautions prises et le refus des jugements péremptoires sur ce parti et ses militants n'étaient pas toujours bien compris, ou nécessitaient une explication auprès de nos proches, parfois coûteuse, pour dépasser l'incompréhension, parfois plus légère, quand les remarques se déroulaient sur le registre de la plaisanterie⁴³.

LES MARGES ÉTROITES DE L'INTERPRÉTATION

Si l'on part du principe méthodologique banal, mais pas toujours suivi d'effets concrets, que la nature des données et leur qualité ne sont pas sans rapport avec leurs conditions de production, alors il devient légitime de s'interroger sur les contraintes à la fois contextuelles et interactionnelles de la relation d'enquête qui influent sur l'interprétation du matériau recueilli.

Pour ne citer qu'un exemple, nous avons évidemment tenu compte, pour interpréter l'expression embarrassée et modérée d'une suspicion envers l'immigration d'un enquêté, à la fois de ses ressources personnelles (compétence politique et aisance discursive) et de sa perception (supposée) de l'enquêteur, des effets proprement

41. Daniel Bizeul, *Avec ceux du FN...*, op. cit., 2003, p. 44.

42. James A. Aho, *The Politics of Righteousness. Idaho Christian Patriotism*, Seattle; Londres: University of Washington Press, 1990, p. 29; Guy Birenbaum, «Élites «illégitimes»...», op. cit., p. 158.

43. L'un d'entre nous subissait régulièrement les boutades de sa famille du fait qu'il «fréquentait ceux de l'UDC», qu'il allait adhérer, ou pouvoir trouver un emploi au sein du parti dans le futur.

sociaux de censure s'exerçant sur l'énonciation trop manifeste d'un tel thème, ainsi que de l'importance à ses yeux de ne pas conforter l'image convenue de l'UDC. Dans le cas présent, l'enquêté contrôlait parfaitement le dicible face au chercheur, s'entourait de précautions discursives pour appuyer ses dires, notamment par l'usage d'arguments d'autorité. Il déchargeait ainsi partiellement sa responsabilité énonciative en attribuant à un parti politique de gauche un raisonnement supposé similaire à celui de l'UDC (lien entre le taux chômage et une forte présence de frontaliers), tout comme il appuyait son argumentation sur un article d'un grand quotidien romand dont l'orientation était censée lui donner raison (distinction entre «immigration humanitaire» et «immigration économique»). Pour autant, le propos recueilli dans un tel entretien n'était pas un simple artefact. Son interprétation supposait par contre la conscience réflexive des contraintes contribuant à le produire (préconstruit, ressources du militant) et leur intégration fine dans l'analyse⁴⁴. Au-delà du cas cité, nous avons évité de constituer le discours recueilli en retranscription brute, susceptible de subir une analyse comme «simple» texte, indépendamment de son contexte d'énonciation. L'image sociale négative de l'UDC, dont l'enquêté cherchait à se défaire, participe d'un tel contexte.

De même devons-nous, comme signalé plus haut, prendre toute la mesure des effets du préconstruit social sur notre appréhension des situations analysées et dans l'interprétation des entretiens, pour éviter de passer à côté d'éléments inattendus. Notre effort initial de suspendre les croyances toutes faites ne nous garantissait pas pour autant d'y parvenir. Les restes de nos a priori sont par exemple apparus dans la surprise qui nous a saisis à la rencontre, certes rare dans notre échantillon, de femmes UDC si ce n'est féministes, du moins échappant aux clichés sur les engagements féminins dans un tel parti (femmes soumises aux hommes, qu'ils soient dirigeants masculins ou maris; entrée en politique sous l'influence du conjoint; femmes partageant une vision particulièrement conservatrice des rapports de genre, etc.). En l'absence de consignes la portant à développer ce thème, une militante de Zurich a par exemple évoqué à plusieurs reprises les difficultés vécues par les femmes en politique, notamment dans son propre

44. Pour un exemple réussi de réflexivité dans l'analyse d'un entretien auprès d'un jeune frontiste, voir Emmanuel Bourdieu, «L'esprit de contradiction», in Pierre Bourdieu (dir.), *La misère du Monde*, Paris: Seuil, pp. 763-776.

parti. C'est l'analyse approfondie de l'entretien qui a mis au jour ce qui se rapproche d'une sensibilité «féministe», que la première impression, au sortir de l'entretien, n'avait tout simplement pas entrevue. Nous étions pourtant partiellement avertis, dans la mesure où des chercheuses inscrites dans une perspective de genre avaient déjà souligné que les idées toutes faites sur les courants à la droite de l'échiquier politique conduisaient à une mauvaise compréhension du rapport que les femmes pouvaient entretenir à leur engagement, et notamment à exclure la paradoxale présence chez certaines militantes de questionnements «féministes»⁴⁵.

UNE SÉRIE DE CONTRAINTES POUR L'ENQUÊTEUR : LES ENQUÊTÉS ET LA SOCIÉTÉ

Il est enfin illusoire de supposer que le rapport à un terrain comme le nôtre puisse se résumer à une relation purement instrumentale, où ce dernier ne serait qu'un simple réservoir de données à collecter, et un espace à oublier le plus vite possible une fois cette collecte terminée. Nous avons vu précédemment combien une posture de totale distance méthodologique et émotionnelle envers les enquêtés était impossible. Au moment de l'analyse et de l'écriture, cela se traduit par «l'inquiétude de trahir la confiance de ses hôtes»⁴⁶, sentiment courant⁴⁷ mais inattendu, en regard de notre jugement citoyen sur l'UDC, qui eût été plus évident envers des acteurs sociaux plus proches de nos convictions politiques.

Rien n'autorisait donc à penser que nous nous trouvions libres de déployer nos analyses sans contraintes. Une fois de plus, nous étions soumis à des injonctions contradictoires, sources de tensions à gérer. Nous étions ainsi pris dans un réseau d'influences où jouaient au moins trois types d'acteurs : les enquêtés ou les groupes étudiés, la communauté des chercheurs et, plus généralement, l'entourage dans ses diverses dimensions (la demande sociale, l'«opinion publique», les commanditaires de l'étude, les politiciens et les militants antiracistes, les intellectuels, mais aussi nos proches et nos connaissances). La perception anticipée de ces

45. Pour le cas des organisations d'extrême droite américaine, voir Kathleen M. Blee, *Inside organized Racism...* et «Becoming a Racist...», *op. cit.* Sur l'engagement des femmes au Front national, Marit Ann Bertson, *Daughters of Jeanne d'Arc...*, *op. cit.*

46. Selon une expression de Daniel Bizeul, *Avec ceux du FN...*, *op. cit.*, 2003, p. 49.

47. Daniel Cefai, «Postface», *op. cit.*, et Cécile Péchu, *Droit au logement...*, *op. cit.*

diverses lectures interfère sur la manière de rapporter les événements, sur les interprétations engagées, sur l'écriture, ou sur d'éventuelles autocensures.

Nous courons le risque d'être mal compris d'abord par les enquêtés que notre démarche d'objectivation pourrait heurter, du fait qu'elle se défait nécessairement de l'empathie déployée pendant la phase du travail de terrain. L'écriture polémique n'est évidemment pas possible, tant d'un point de vue classiquement méthodologique que par honnêteté envers les enquêtés qui nous ont accordé leur confiance et fait accéder à une part de leur vie, sur la base d'une demande bien précise: « Nous cherchons à vous comprendre au-delà des clichés, des jugements hâtifs, etc. » L'idée au demeurant que la suspension méthodologique des croyances initialement opérée pourrait autoriser, l'enquête s'achevant, le retour à une posture de critique et de combat, ou de dérision, est tout autant exclue.

Écrire de manière non polémique sur l'UDC, comme le commande la démarche scientifique qui est la nôtre, va par contre poser doublement problème, au chercheur lui-même, de par ses propres penchants idéologiques, et à qui attend un positionnement moral et politique sans ambiguïté face à un tel parti. Nous craignons ainsi tout autant que notre retenue soit, de ce côté, jugée comme trop bienveillante envers l'UDC. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont rapporté une expérience analogue de tension, liée à leur terrain d'étude, la haute bourgeoisie, objet fort éloigné de leur univers de référence, celui de chercheurs de sciences sociales insérés dans un milieu décrit par eux comme plutôt porté à gauche. Ils disent ainsi avoir ressenti le poids du regard des collègues sur leur travail, parfois soupçonné de complaisance ou de fascination pour un milieu social peu analysé par les sociologues. Ce regard méfiant, doublé d'une crainte de trahir les enquêtés, se manifestait jusque dans l'écriture: « Le double sentiment de malaise envers les enquêtés et envers le milieu professionnel pourrait trouver une issue positive, soit dans une écriture hagiographique qui viendrait atténuer ce sentiment vis-à-vis des familles de la haute société, soit dans une écriture qui manipulerait l'ironie et la dérision pour être mieux reçue par les pairs. » Ils ont tranché le dilemme en engageant une restitution qui se voulait « honnête, rigoureuse, mais aussi respectueuse bien que sans concession »⁴⁸.

Quant à nous, nous craignons tout autant la double critique: celle de complaisance envers l'UDC, qu'on n'oserait désormais plus «vraiment» critiquer, et celle de se livrer à un règlement de comptes post-terrain, le maintien de la relation d'enquête avec les enquêtés n'étant plus à l'ordre du jour. Espérons que notre conscience du problème, au moment où nous rédigeons ces lignes, et dans la prévision d'un futur ouvrage⁴⁹, empêchera ces travers opposés et nous aidera à trouver la juste focale nécessaire pour parler d'un objet controversé, scientifiquement et d'abord politiquement.

48. (Note de la page 70.) Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, «Enquête en grande bourgeoisie. L'implication du chercheur et les difficultés de l'engagement comme trahison des enquêtés», in Philippe Fritsch (textes réunis par), *Implication et engagement. En hommage à Philippe Lucas*, Lyon: PUL, 2000, p. 137.

49. *Militer à l'UDC*, à paraître.

II. LE PARTI

ENTRE GESTION ET PROTESTATION

CONTESTER ET UTILISER LES RÈGLES DU JEU INSTITUTIONNEL¹

DAMIR SKENDEROVIC ET OSCAR MAZZOLENI

La trajectoire de l'Union démocratique du centre (UDC) suisse pose un défi essentiel: la présence dans le gouvernement fédéral de ce parti dans les années 1990 et 2000 semble contredire ceux qui soutiennent qu'une force d'opposition devrait passer, plus ou moins mécaniquement, par un processus d'adaptation, en cas de participation durable au pouvoir gouvernemental. L'exemple de l'UDC montre qu'un parti virant vers la protestation et la radicalisation à droite peut jouer un rôle actif, non seulement en résistant à certaines règles régissant différentes arènes institutionnelles, mais en les modifiant, dans la mesure où elles servent la consolidation de son propre pouvoir.

Depuis les années 90, l'UDC a été marquée par la radicalisation de son programme d'action et de son style, en particulier dans les domaines de l'asile et de l'immigration, ainsi que par l'émergence d'un discours *anti-establishment*. Les études électorales ont également montré que ce processus de radicalisation a sensiblement contribué à sa progression électorale². Depuis 1999, après avoir été pendant des décennies le plus petit des quatre partis de la coalition gouvernementale, il est devenu le premier parti de Suisse, passant de 11,9% des votes au Conseil national, en 1991, à 26,7% en 2003; dans le même laps de temps, il a doublé le nombre de ses

1. Ce chapitre s'inspire de notre article «The Rise and Impact of the Swiss People's Party: Challenging the Rules of Governance in Switzerland», in Pascal Delwit et Philippe Poirier (éds), *Extrême droite et pouvoir en Europe – The Extreme Right Parties and Power in Europe*, Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007 pp. 85-116. Les auteurs remercient Philippe Blanchard pour la traduction. Certains résultats inclus dans cette contribution sont inspirés par des recherches que les deux auteurs ont menées dans deux projets distincts dans le cadre du PNR 40+ du Fonds national suisse pour la recherche scientifique.

2. Anthony J. McGann et Herbert Kitschelt, «The Radical Right in the Alps. Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ», *Party Politics*, Vol. 11, N° 2, 2005, pp. 147-171; Hanspeter Kriesi et al. (Hg.), *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*, Zurich: NZZ Verlag, 2005.

députés, de 25 à 55 sur un total de 200 membres. En 2003, l'avancée électorale valut à l'UDC un deuxième siège dans l'exécutif fédéral et l'élection de son leader, Christoph Blocher. Il s'agit là d'un changement historique dans l'attribution des sièges gouvernementaux, bouleversant la règle de distribution partisane des sièges datant de plus de quarante ans, connue sous le nom de « formule magique », qui avait fait peut-être de la Suisse le plus stable des régimes démocratiques du monde. En même temps, la participation gouvernementale de Christoph Blocher, architecte et moteur de la radicalisation du parti dans les années 90, n'a pas déclenché de crises politiques ou gouvernementales majeures. Bien que de nombreuses controverses aient émergé et que le principe suisse du gouvernement par le consensus ait été maintes fois remis en cause, la nouvelle composition gouvernementale est restée stable et aucun des partis représentés n'a décidé de la quitter. Si ceci semble à première vue confirmer la capacité proverbiale du système institutionnel suisse à intégrer les opposants et les minorités sans nuire à sa stabilité politique, nous allons voir aussi que ce parti, en tant que membre du gouvernement, s'est retrouvé dans la posture de contribuer à mettre en crise les règles du jeu traditionnelles.

Dans ce chapitre, nous allons essayer de montrer pourquoi l'UDC a pu se présenter comme une formation qui, tout en prenant part au gouvernement et se faisant accepter par ses partenaires, a pu remettre en question certaines règles d'accès et de fonctionnement gouvernementales. Nous allons examiner les traits caractéristiques de l'UDC et les propriétés des différentes arènes institutionnelles suisses qui servent ce jeu ambivalent. Ceci inclut la question de savoir comment, contrairement à la majorité des autres partis d'Europe occidentale que nous pouvons inclure dans la mouvance populiste de droite, l'UDC a réussi à renforcer sa position sans devoir affronter de conflits majeurs, internes ou externes. Enfin, nous allons mesurer comment, depuis 2003, la position de l'UDC s'est renforcée dans les différentes arènes institutionnelles, en particulier dans le gouvernement et le Parlement.

INTÉGRATION SANS DÉRADICALISATION ?

L'émergence et la progression électorale des partis que nous pouvons qualifier de « droite populiste » en Europe occidentale ont fait l'objet d'une abondante littérature internationale³. Désormais, le problème n'est pas seulement de s'interroger sur le soutien électoral de ces partis, mais aussi de suivre des pistes de recherche encore peu approfondies qui concernent les conditions d'accès, la participation institutionnelle des représentants de ces partis et de ses conséquences, mais aussi les tentatives de faire face à une participation au gouvernement tout en mettant en discussion les règles institutionnelles et politiques établies⁴.

Une des questions qui se posent est celle des rapports entre le succès électoral et politique de ces partis, leur capacité de garder une certaine radicalité idéologique et leur participation aux diverses arènes institutionnelles. Une hypothèse assez largement répandue voudrait que ces partis ne rencontrent un durable succès que dans une position d'opposition parlementaire. Selon cette hypothèse, en raison des contraintes institutionnelles des régimes démocratiques contemporains, et du fait que la plupart des gouvernements des pays occidentaux s'organisent autour de coalitions qui incluent des partis plutôt modérés, la participation gouvernementale des partis

3. Nous utilisons ici l'expression de partis de la « droite populiste » afin de dégager plusieurs dimensions de stratégie et d'idéologie qui caractérisent ces partis : par le concept de « populisme » nous renvoyons d'un côté à une dimension stratégique de ces partis, qui opère un appel au « peuple » et qui se sert d'une rhétorique *anti-establishment* ; de l'autre côté, nous mettons en évidence la présence d'une offre idéologique qui projette une vue manichéenne sur le monde et met l'accent sur un antagonisme dans la société entre deux groupes homogènes, « le vrai peuple » et « une élite malhonnête ». Par ailleurs, le « populisme » se combine en général à d'autres idéologies : dans le cas du « populisme de droite », cela s'exprime dans une vision du monde qui est fondée principalement sur l'exclusion et se manifeste non seulement par la croyance nationaliste et une forte valorisation d'une politique d'identité, mais aussi par la suspicion envers les étrangers, en particulier sous la forme d'une stratégie visant à évoquer des attitudes xénophobes dans la population. En plus, dans la déclinaison de droite du populisme, nous incluons aussi le « néo-libéralisme », à partir d'une conception qui met au centre la responsabilité individuelle et une profonde valorisation de la compétition sociale, inspirée d'une vision néo-darwiniste de la société. Cf. Pierre-André Taguieff, *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris : La Découverte/Gallimard, 1988 ; Yves Mény et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris : Fayard, 2000 ; Paul Taggart, *Populism*, Buckingham : Open University Press, 2000 ; Cas Mudde, « The populist Zeitgeist », *Government & Opposition*, Vol. 39, N° 3, 2004, pp. 541-556 ; Jean-Pierre Rioux (dir.), *Les populismes*, Paris : Perrin, 2007.

4. Cf. Martin Schain, Aristide Zolberg et Patrick Hossay (eds), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York ; Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2002 ; Elisabeth L. Carter, *The Extreme Right in Western Europe: Success or Failure?* Manchester ; New York : Manchester University Press, 2005 ; Pippa Norris, *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*, Cambridge : Cambridge University Press, 2005 ; Susanne Frölich-Steffen et Lars Rensmann (Hg.), *Populisten an der Macht. Populistische Regierungsparteien in West- und Osteuropa*, Wien : Braumüller, 2005.

de la droite populiste entrerait inévitablement en contradiction avec leur idéologie. Une fois au pouvoir, ces partis seraient tentés par une modification, voire une « déradicalisation » de leur stratégie et de leur programme d'action, avec comme conséquence une défaite électorale⁵.

Une autre hypothèse moins tranchée avance qu'un parti venu des marges de la droite de l'échiquier politique avec une posture protestataire vis-à-vis du système politique peut se développer dans au moins trois directions, une fois qu'il accède au pouvoir gouvernemental⁶. Soit il suit l'option de l'intégration et de l'ajustement aux règles existantes, adoptant alors la manière, le style et les usages formels et informels du fonctionnement du gouvernement, acceptant également les principes fondamentaux qui déterminent la relation entre les acteurs politiques et les arènes institutionnelles. Sur le long terme, le parti abandonne son attitude « anti-système » ou « contestataire », ce qui débouche dans la plupart des cas sur une « déradicalisation » au moins partielle de son idéologie et de ses priorités. Ce type d'évolution est illustré par la transformation du Mouvement social italien (MSI) dans l'Alliance nationale (AN) et par les efforts qu'il a déployés en tant que partenaire de la coalition conservatrice menée par Berlusconi⁷. Une deuxième direction consiste pour un parti de la droite populiste à résister d'une manière ou d'une autre au processus d'adaptation et de conformation, à conserver une attitude intransigeante et radicale envers le système et ainsi à compromettre sa cohabitation au sein de la coalition. Dans une certaine mesure, c'est ce qui est arrivé au Parti de la liberté (FPÖ) en Autriche⁸ : après son entrée dans la coalition gouvernementale en 1999, il a refusé de collaborer sans réserve avec le Parti autrichien du peuple (ÖVP), conservateur, entraînant plusieurs conflits internes à l'organisation de Jörg Haider, jusqu'à ce que ce dernier finisse par fonder un nouveau parti dissident,

5. Reinhard Heinisch, « Success in Opposition – Failure in Government: Explaining the Performance of Right-Wing Populist Parties in Public Office », *West European Politics*, Vol. 26, N° 3, 2003, pp. 91-130.

6. Pour ces trois types, cf. Alexandre Dézé, « Between Adaptation, Differentiation and Distinction: Extreme Right-Wing Parties Within Democratic Political Systems », in Roger Eatwell et Cas Mudde (eds), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, Londres ; New York: Routledge, 2004, pp. 119-140.

7. Cf., par exemple, Piero Ignazi, *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford: Oxford University Press, 2003, chap. 3.

8. Kurt Richard Luther, « The FPÖ: from Populist Protest to Incumbency », in Peter H. Merkl et Leonard Weinberg (eds), *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, Londres ; Portland: Frank Cass, 2003, pp. 191-219.

l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ). La troisième et dernière possibilité voit un parti de la droite populiste arrivé au pouvoir gouvernemental s'accommoder des règles de fonctionnement de la coalition en place, sans renoncer à son image et à sa rhétorique «anti-système», ni subir de scission interne. Ce scénario est principalement celui de l'Union démocratique du centre (UDC) suisse et de la Ligue du Nord italienne (LN), malgré leurs différences: la LN s'est comportée en partenaire mineur du gouvernement Berlusconi de centre-droit, tandis que l'UDC est parvenue à renforcer sa position dans l'exécutif.

Le constat d'une relative pluralité des trajectoires des partis dits de la droite populiste incite ainsi à suivre une perspective d'analyse qui focalise de près sur le rôle de ces partis après leur éclosion et leur percée électorale, dégage les raisons de la (non-)réussite de leur participation gouvernementale et met en évidence l'ampleur de leur impact sur le système politique⁹. Plus généralement, une telle perspective devrait montrer que la question de la participation parlementaire de ces partis, et surtout gouvernementale, est décisive pour comprendre leur évolution dans les différents contextes, appelant ainsi à une démarche «non déterministe», «relationnelle», qui suppose que les acteurs politiques ont des marges d'action stratégique et des possibilités d'influencer les conditions «structurelles»¹⁰. Il devient alors nécessaire de rendre compte des influences réciproques entre l'acteur «contestataire», les autres partis, adversaires ou alliés, et l'environnement institutionnel plus large. D'un côté, le parti en question subit certaines contraintes formelles et informelles de la part des différentes arènes institutionnelles relativement autonomes, dont les arènes électorales, parlementaire et gouvernementale. D'un autre côté, il est possible que, sous certaines conditions, un parti «contestataire» contribue au déclenchement ou à l'approfondissement d'une crise politique et qu'il parvienne finalement à modifier, dans une certaine mesure, les règles du jeu au sein des différentes arènes institutionnelles.

9. Cf. Martin Schain, Aristide Zolberg et Patrick Hossay (eds), *Shadows over Europe...*, *op. cit.*, en particulier les articles de Martin Schain, Michael Minkenberg et Ted Perlmutter de la quatrième partie; cf. aussi Michael Minkenberg, «The Radical Right in Public Office: Agenda-Setting and Policy Effects», *West European Politics*, Vol. 24, N° 4, 2001, pp. 1-21.

10. Pour une approche de ce type, cf. Margaret S. Archer, *Realist Social Theory: The Morphogenic Approach*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996; Colin Hay, *Re-Stating Social and Political Change*, Buckingham: Open University Press, 1996.

LE CAPITAL « HISTORIQUE » DE L'UDC

Ce qui explique en partie la force de l'UDC dans sa capacité de ne pas infléchir de manière significative sa posture de parti de contestation, tout en étant dans le gouvernement, tient précisément à sa longue position gouvernementale et au savoir-faire accumulé au sein du système politique suisse de la part de ses représentants. En contraste avec la plupart des partis issus de la droite populiste en Europe de l'Ouest, l'UDC a déjà une longue histoire de parti établi intégré au gouvernement¹¹. Depuis des décennies, l'UDC est représentée dans les parlements et les gouvernements aux niveaux municipal, cantonal et national, et s'est de la sorte fait une réputation de partenaire fiable. Ce capital politique accumulé historiquement est décisif pour comprendre, sur le plan national, sa relation avec les autres partis de gouvernement et son acceptation relativement aisée comme partenaire de coalition dans les années 1990 et 2000, en dépit de sa radicalisation. L'UDC a pu ainsi tirer parti de sa reconnaissance de partenaire institutionnel qui accepte les règles du jeu, et qui a largement contribué à la construction en Suisse du système de concordance d'après guerre.

Les origines de l'UDC renvoient à la fin des années 10, lorsque des partis de paysans furent fondés dans plusieurs cantons ruraux de la Suisse germanophone protestante¹². En 1929, un représentant du parti cantonal de Berne fut élu au gouvernement fédéral, amorçant la longue tradition de présence du parti bernois parmi les sept membres du Conseil fédéral. En 1936, le parti national fut fondé sous le nom de Parti des paysans, des artisans et des bourgeois (PAB), représentant des intérêts de l'agriculture et du petit commerce. Conçu pour rassembler les classes moyennes et les populations rurales, le programme politique du parti se voulait le fer de lance de l'opposition non seulement à la gauche socialiste et communiste, mais aussi au grand commerce et au capital international, tous deux considérés comme des menaces pour les agriculteurs suisses de souche et les commerçants locaux.

11. Sur l'histoire de l'UDC, cf. Damir Skenderovic, *The Radical Right in Switzerland. Postwar Continuity and Recent Transformations. A Study of Politics, Ideology, and Organizations*, thèse de doctorat, Université de Fribourg, Fribourg, 2005, pp. 204-271.

12. À propos de la genèse de l'UDC, cf. Erich Gruner, *Die Parteien in der Schweiz*, Berne: Francke, 1977; Erich Wigger, *Krieg und Krise in der politischen Kommunikation. Vom Burgfrieden zum Bürgerblock in der Schweiz 1910-1922*, Zurich: Seismo, 1997; Werner Baumann et Peter Moser, *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918-1968*, Zurich: Orell Füssli, 1999.

En même temps, quelques dirigeants du PAB montraient une certaine affinité envers des mouvements de droite radicale qui font surface dans les années 30¹³.

Dans les années 30, le PAB consolide sa position dans le gouvernement et joue son rôle de partenaire stable du bloc bourgeois, qui comprend par ailleurs le Parti radical-démocratique (PRD) et le Parti conservateur catholique, l'actuel PDC. Dans la même période, le système de gouvernement et des partis politiques entre dans un processus d'intégration institutionnelle large et durable visant à incorporer de significatives portions de l'opposition de gauche, en particulier les socialistes et les syndicats. Deux déterminants importants de ce processus seront la signature, en 1937, d'un « accord de paix du travail » par des syndicats soucieux de montrer leur volonté de passer d'une stratégie de confrontation à une stratégie de coopération, ainsi que la dénommée « défense spirituelle nationale », qui, en tant qu'idéologie de l'unité nationale, favorisera les conditions d'émergence d'une entente interpartisane¹⁴.

Les étapes suivantes seront l'élection du premier socialiste au gouvernement en 1943, puis, en 1959, la mise en place de la dénommée « formule magique ». Cette entente entre partis pose, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les bases d'une logique gouvernementale dotée d'une stabilité qu'on pourra qualifier d'exceptionnelle¹⁵. Pendant plus de quarante ans, la grande coalition s'appuiera sur la « formule magique » comprenant deux membres du PRD, deux du PDC, deux du Parti socialiste suisse (PSS) et un du PAB, répartition correspondant assez fidèlement à la proportion de voix aux élections et de députés à la chambre basse du Parlement. Les élections au Conseil national de l'après-guerre enregistreront un soutien très élevé aux quatre partis au pouvoir, et donc à la « coalition » gouvernementale, avec une moyenne de 70 à 80%. En conséquence, depuis les années 60, le système parlementaire et gouvernemental suisse n'a aucune expérience réelle d'une opposition partisane mettant en question l'entente quadripartite et les règles informelles du gouvernement.

13. Cf. Hans Ulrich Jost, « Tradition und Modernität in der SVP », *Traverse. Zeitschrift für Geschichte – Revue d'Histoire*, Vol. 14, N° 1, 2007, pp. 25-44.

14. Josef Mooser, « Die ‹Geistige Landesverteidigung› in den 1930er Jahren. Profile und Kontexte eines vielschichtigen Phänomens der schweizerischen politischen Kultur der Zwischenkriegszeit », *Revue suisse d'Histoire*, Vol. 47, N° 4, 1997, pp. 685-708.

15. Arend Lijphart, *Democracies: Patterns of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-One Countries*, Londres: Yale University Press, 1984; Wolf Linder, *Swiss Democracy: Possible Solutions to Conflict in Multicultural Societies*, Londres; New York: Macmillan/St. Martin's Press, 1998 (2^e édition).

Le principe de collégialité entre des forces idéologiquement hétérogènes devient la règle dans les coalitions gouvernementales, à tous les niveaux politiques (notamment sur le plan cantonal), bien qu'en général la position des partis de gauche, en particulier du PS, apparaît « subalterne » en relation aux partis du « bloc bourgeois »¹⁶. Au sein de l'exécutif, comme membre de ce bloc, le PAB conserve un rôle de partenaire mineur en appuyant la plupart des politiques gouvernementales. En dépit de quelques orientations spécifiques (en particulier sur les questions agricoles et un anti-socialisme plus marqué), ce parti partage les principes politiques et idéologiques majeurs du PRD et du PDC¹⁷. En termes de support électoral, le PAB restera stable jusqu'au début des années 90, même si, vers la fin des années 50, dix nouvelles sections cantonales se créent¹⁸. Entre 1947 et 1991, le parti rassemble 10 à 12 % des voix aux élections au Conseil national. Durant cette période, la section bernoise atteint le meilleur score cantonal et est de loin la plus influente au niveau fédéral.

Au début des années 70, l'organisation et le programme politique du PAB évoluent profondément. Le parti fusionne avec les Partis démocrates issus des cantons de Glaris et des Grisons en 1971 et devient l'Union démocratique du centre, soit en allemand le *Schweizerische Volkspartei* (Parti suisse du peuple). La fusion avec les deux partis démocrates cantonaux, qui défendent des idées socio-libérales et se positionnent plutôt au centre-centre droit de l'échiquier politique, vise à élargir l'électorat et à faire appel à d'autres groupes sociaux, en particulier les employés, les ouvriers et la classe moyenne inférieure¹⁹. La réorientation programmatique des années 70 engendre des débats entre les diverses factions qui animent le parti national. Ces premiers débats internes sur la ligne

16. Sur ces questions, cf. François Masnata et Claire Rubattel, *Le pouvoir suisse 1291-1991. Séduction démocratique et répression suave*, Lausanne: L'Aire, 1991 (1^{re} édition 1978).

17. Michael Brändle, « Konkordanz gleich Konvergenz? Die Links-rechts-Positionierung der Schweizer Bundesratsparteien, 1947-1995 », *Revue suisse de Science politique*, Vol. 5, N° 1, 1999, pp. 11-29; Regula Zürcher, « Von der mehrheitskonformen Standespartei zur oppositionellen Volkspartei. Die Positionierung der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei und späteren Schweizerischen Volkspartei von 1920-2003 », *Traverse. Zeitschrift für Geschichte – Revue d'Histoire*, Vol. 14, N° 1, 2007, pp. 65-81.

18. Francis Jacobs, « Switzerland », in Francis Jacobs (ed.), *Western European Political Parties. A Comprehensive Guide*, Harlow: Longman, 1989, pp. 636-673.

19. Erich Gruner, *Die Parteien...*, *op. cit.*, p. 304; Andreas Ladner, « Swiss Political Parties: Between Persistence and Change », *West European Politics*, Vol. 24, N° 2, 2001, p. 130; Hans Ulrich Jost, « Tradition und Modernität in der SVP », *op. cit.*, p. 37; Regula Zürcher, « Von der mehrheitskonformen Standespartei... », *op. cit.*, pp. 72-73.

politique à suivre vont vite faire émerger un contraste de plus en plus marqué entre les sections bernoise et zurichoise. Les Bernois développent un style politique modéré et appuient clairement une orientation du parti vers le centre, tandis que les Zurichois remodelent leur stratégie de campagne afin d'introduire des sujets controversés sur leur agenda politique. La section zurichoise commence également à prendre de la distance face au parti national, par l'adoption d'une ligne politique indépendante²⁰.

Comme la plupart des partis suisses²¹, l'appareil du PAB, puis de l'UDC est structuré de manière fédéraliste et très décentralisée, favorisant un degré élevé d'indépendance des sections cantonales. Dans leur majorité, les sections restent ainsi ancrées dans leurs particularités socioculturelles locales et régionales. En même temps, cette structure nationale «légère» est la condition qui permet à l'UDC zurichoise de développer ses propres orientations et qui confère au nouveau leadership des marges de développement. En mai 1977, Christoph Blocher, jeune directeur d'entreprise, membre du parti depuis à peine cinq ans, est élu à la présidence de la section du canton de Zurich, la région la plus industrialisée de la Suisse, où le déclin de la base paysanne est plus fort qu'ailleurs. Une nouvelle époque commence avec l'arrivée de Christoph Blocher, qui va remplacer avec ses proches la vieille direction du parti cantonal. Ainsi, la «nouvelle» section va créer son regroupement de jeunes, améliorer considérablement sa structure, multiplier les activités publiques, transformer l'organisation des campagnes²². Comme le montreront de nombreuses élections des années suivantes, le parti adopte un style volontairement conflictuel et durcit sa rhétorique dans le combat politique pour peser sur un paysage politique cantonal qui est parmi les plus concurrentiels du pays, notamment sur la droite de l'échiquier politique²³. Désormais les attaques contre la bureaucratie étatique et contre un *establishment* soi-disant indigne de confiance et incompétent, soumis à la «gauche étatiste», deviennent un axe stratégique des campagnes de

20. Hans Hartmann et Franz Horvath, *Zivilgesellschaft von rechts. Die Erfolgsstory der Zürcher SVP*, Zurich: Realotopia, 1995, pp. 34-55; Lukas Zollinger, *Der Mittelstand am Rande. Christoph Blocher, das Volk und die Vorstädte*, Berne: Institut für Soziologie, 2004, pp. 33-37.

21. Andreas Ladner, «Das Schweizer Parteiensystem und seine Parteien», in Ulrich Klöti et al. (Hg.), *Handbuch der Schweizer Politik*, Zurich: NZZ Verlag, 1999, pp. 213-259.

22. Hans Hartmann et Franz Horvath, *Zivilgesellschaft von rechts...*, *op. cit.*, pp. 123-133.

23. Oscar Mazzoleni, *Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la «nouvelle» UDC*, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes, 2003, pp. 32-34.

l'UDC zurichoise, tant dans l'arène électorale que référendaire. La question de l'asile, la politique de la drogue et le respect de la loi et de l'ordre deviennent des chapitres clés de l'agenda de la « nouvelle » section cantonale²⁴.

DEVENIR UN PARTI « CONTESTATAIRE »

Étant donné la structure du parti, nous ne devons pas être surpris si les changements introduits à Zurich n'ont pas d'effets immédiats sur l'UDC nationale. Au niveau fédéral, l'UDC continue de se comporter en parti « bourgeois », pleinement associé au système « consociationnel ». Le tournant s'opère dans les années 90. Sous l'impulsion de Christoph Blocher et de sa section du parti zurichoise, l'UDC nationale se radicalise politiquement et idéologiquement²⁵, en adoptant une rhétorique et un programme qui ressemblent à maints égards à ceux des autres partis de l'Europe occidentale dits de la droite populiste²⁶. Dans un certain sens, le processus est, sur ce point, similaire à celui vécu par le Parti de la liberté autrichien, après que Jörg Haider eut pris le pouvoir en 1986²⁷.

En évoluant vers un parti « contestataire », l'UDC commence à défier les règles et les accords traditionnels. Les campagnes électorales et référendaires du parti national sont de plus en plus marquées par le style *anti-establishment* et la rhétorique du ressentiment, recourant volontiers à l'agitation, aux sorties spectaculaires, à l'exagération, aux provocations calculées, allant souvent à l'encontre de tabous politiques et socioculturels. L'UDC met en avant l'antagonisme entre

24. Hans Hartmann et Franz Horvath, *Zivilgesellschaft von rechts...*, op. cit., pp. 145-159; Roland Hofer, Oliver Krömler et Curdin Seeli, « Zürich », in Hanspeter Kriesi et al. (Hg.), *Der Aufstieg...*, op. cit., pp. 64-66.

25. Oscar Mazzoleni, *Nationalisme...*, op. cit.; Frank Decker, *Der neue Rechtspopulismus*, Opladen: Leske + Budrich, 2004, pp. 85-96 (2^e édition révisée); Damir Skenderovic, « Das rechtspopulistische Parteienlager in der Schweiz. Von den Splitterparteien zur Volkspartei », *Traverse. Zeitschrift für Geschichte – Revue d'Histoire*, Vol. 14, N° 1, 2007, pp. 45-63; Damir Skenderovic, « Los partidos populistas de extrema derecha en Suiza: De la marginalidad a la corriente principal », in Miguel Ángel Simón (ed.), *La extrema derecha en Europa desde 1945 a nuestros días*, Madrid: Tecnos, 2007, pp. 447-472.

26. Hans-Georg Betz, *La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate?* Paris: Autrement, 2004; Oliver Geden, *Diskursstrategien im Rechtspopulismus. Freiheitliche Partei Österreichs und Schweizerische Volkspartei zwischen Opposition und Regierungsbeteiligung*, Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften, 2006; Susanne Fröhlich-Steffen, « Rechtspopulistische Herausforderer in Konkordanzdemokratien: Erfahrungen aus Österreich, der Schweiz und den Niederlanden », in Frank Decker (Hg.), *Populismus. Gefahr für die Demokratie oder nützliches Korrektiv?* Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften, 2006, pp. 144-164.

27. Ruth Wodak et Anton Pelinka (eds), *The Haider Phenomenon in Austria*, New Brunswick: Transaction, 2002.

l'élite politique et le peuple, et cherche à présenter le parti et ses dirigeants comme les seuls « véritables » représentants du peuple suisse²⁸. La « nouvelle » UDC nationale s'engage résolument dans la défense de l'« identité suisse ». Dans son programme de 1999, le parti insiste sur son but principal, qui est « de créer des références solides et une identité afin de donner un contrepoids politique à la globalisation »²⁹. Il se présente comme le dernier défenseur « véritable » de la souveraineté et de l'identité d'une Suisse qui, à son sens, fait face à des menaces croissantes venues de l'extérieur. Question plus saillante, en 1992, le rapprochement de la Suisse avec l'Union européenne devient le premier conflit majeur mettant en cause le rôle de l'UDC comme parti de gouvernement. Tandis que le gouvernement et la majorité des partis politiques soutiennent l'intégration à l'Espace économique européen (EEE), l'UDC entreprend une campagne d'opposition bien organisée³⁰. Le rejet de l'intégration par le vote populaire de 1992 et le maintien de la question de l'intégration européenne sur l'agenda politique renforceront considérablement le rôle d'opposition du parti dans la politique suisse³¹.

La ligne identitaire de la « nouvelle » UDC tournera également autour de la question migratoire, l'un des glissements majeurs par rapport aux années 70 et 80. Durant les années 1990 et 2000, le parti prend fréquemment la tête de campagnes politiques, affirmant que la Suisse est en réel danger de perdre son identité nationale par l'arrivée excessive d'étrangers, de requérants l'asile ou de naturalisés³². Ses prises de position tendent à véhiculer l'idée que les immigrants, en particulier ceux d'origine extra-européenne, seraient marqués par une distance culturelle insurmontable avec la nation suisse. De plus, le parti associe la présence de requérants d'asile à une variété d'enjeux, comme le déficit de l'aide sociale, la

28. Oscar Mazzoleni, « Unité et diversité des « national-populismes » suisses : l'Union démocratique du centre et la Lega dei Ticinesi » in O. Ihl et al. (éds), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris : La Découverte, 2003, pp. 184-197.

29. *Plate-forme électorale 1999 – SVP-UDC*, Secrétariat général UDC, Berne 1999, p. 3.

30. Hanspeter Kriesi et al., « Analyse der eidgenössischen Abstimmung vom 6. Dezember 1992 », *VOX*, N° 47, Adliswil : GfS, DSP, 1993 ; Petra Huth-Spiess, *Europäisierung oder « Entschweizerung » ? Der Abstimmungskampf der Schweiz um den Beitritt zum Europäischen Wirtschaftsraum*, Berne ; etc. : Peter Lang, 1996.

31. Clive H. Church (ed.), *Switzerland and the European Union*, Londres : Routledge, 2006.

32. Cf. par exemple les documents *Politique de migration. Crédible et ouverte sur l'avenir*, prise de position de l'UDC, mars 2003 ; *Nos règles sont valables pour tous*, document stratégique de l'UDC sur la politique d'asile et des étrangers, mars 2006 ; cf. aussi Regula Zürcher, « Von der mehrheitskonformen Standespartei... », *op. cit.*, pp. 71-77 ; Oliver Geden, *Diskursstrategien im Rechtspopulismus...*, *op. cit.*, pp. 94-108.

montée de la criminalité, les questions de drogue, l'insécurité dans les centres urbains et la violence dans les écoles et parmi les jeunes³³. Bien que les lois et les procédures donnant accès à l'asile se soient progressivement durcies depuis les années 80, l'arrivée de la « nouvelle » UDC s'est accompagnée d'une dénonciation de l'« échec » de la politique du gouvernement en la matière, avec pour effet de maintenir ces thèmes au cœur de l'agenda politique national³⁴.

Dans le même temps, l'agenda néolibéral de l'UDC des années 90 la mène à rechercher un « État à la main légère ». Elle réclame moins d'intervention étatique, une réduction fiscale et une diminution de la bureaucratie publique et des dépenses. Les activités de l'État devraient se limiter clairement à certains domaines, en particulier l'asile, les affaires étrangères, la sécurité sociale, les transports et l'appareil d'État³⁵. Dans ces domaines, l'État devrait également revoir substantiellement ses budgets à la baisse. Dans les prises de position de l'UDC, les principes du « laisser-faire » sont étroitement liés à une critique de l'intervention de l'État dans la sphère sociale et économique. À l'exception peut-être de la politique agricole, où le parti maintient une volonté relativement protectionniste, la « formule gagnante » de l'UDC, combine une défense de l'intégrité nationale et l'exclusion de ceux qui ne sont pas membres de la communauté nationale d'une part, et une politique néolibérale de l'autre³⁶. Au nom de la défense du *Sonderfall* suisse, le parti offre à ses électeurs un programme qui entend réduire les effets négatifs de l'économie libérale en mettant l'accent sur les composantes nationales et sur les mérites individuels, contre la vision « étatiste » de la gauche. Face à la menace de la libéralisation et de la perte de la sécurité socio-économique, l'UDC

33. Damir Skenderovic, « Immigration and the Radical Right in Switzerland: Ideology, Discourses and Opportunities », *Patterns of Prejudice*, Vol. 41, N° 2, 2007, pp. 155-176. Plus récemment, les thèmes de la naturalisation, ainsi que l'immigration musulmane et de l'islam ont surgi au cœur de l'agenda de l'UDC : cf. Damir Skenderovic, « Feindbild Muslime: Islamophobie in der radikalen Rechten », in Urs Altermatt, Mariano Delgado et Guido Vergawen (Hg.), *Der Islam in Europa. Zwischen Weltpolitik und Alltag*, Munich: Kohlhammer, 2006, pp. 79-95.

34. Sur la politique migratoire de la Confédération, cf. Hans Mahing et al., *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich: Seismo, 2005; Lorena Parini, *La politique d'asile en Suisse, une perspective systémique*, Paris: L'Harmattan, 1997. Pour une approche « extra-académique », cf. Alain Maillard et Christophe Tafelmacher, *Faux réfugiés? La politique suisse de dissuasion d'asile: 1979-1999*, Lausanne: Édition d'En Bas, 1999.

35. Cf. par exemple *Qualité suisse. Plate-forme électorale 2003 à 2007*, secrétariat général UDC, Berne, 2003.

36. Sur la notion de « formule gagnante », cf. Herbert Kitschelt (avec la collaboration de Anthony J. McGann), *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor: University of Michigan Press, 1995.

présente une solution qui tend à exclure une partie de la population tout en renforçant les dimensions culturelles de l'identité nationale.

INTÉGRATION ORGANISATIONNELLE, LEADERSHIP NATIONAL ET COHÉSION INTERNE

Dès la moitié des années 90, en dépit de la radicalisation de son idéologie et de son style, la « nouvelle » UDC cherche à ne pas compromettre sa position acquise dans les arènes institutionnelles. La nouvelle équipe dirigeante qui se réunit autour de Christoph Blocher est déterminée à rester au Conseil fédéral et n'empêche pas formellement l'ancien leadership de participer aux prises de décisions internes au parti. Parallèlement, des changements progressifs mais profonds contribuent à faire de l'organisation de ce parti quelque chose d'autre qu'un « simple » parti gouvernemental helvétique.

Comparé au traditionnel régime d'alternance entre coalitions gouvernementales, courant dans les régimes démocratiques contemporains, le modèle de gouvernement suisse demande un surplus d'autonomie de la part d'un parti ambitionnant de défier les accords inter-partisans et les règles anciennes qui les fondent. En effet, la stabilité exceptionnelle du gouvernement et la logique consociationnelle favorisent des phénomènes particulièrement puissants d'intégration politique et institutionnelle des partis contestataires. Comme c'était le cas des partis communistes dans l'Europe occidentale de l'après-guerre, les marges de manœuvre pour ce type de parti tiennent à l'autonomie organisationnelle. En général, un parti d'opposition prenant part à un gouvernement de coalition, s'il veut résister aux règles institutionnelles dominantes et ne pas se faire intégrer par le système, doit fortement miser sur l'appui de son organisation, qui à son tour, pour exercer ce rôle, doit accroître son autonomie vis-à-vis de l'environnement³⁷.

Dans le cas suisse, les partis politiques peuvent compter sur des organisations partisans concurrentes plutôt faibles³⁸, notamment en raison de la faible nationalisation électorale et du fait que la « formule magique » a longtemps assuré un niveau extrêmement bas de compétition partisane. Entre les années 60 et le début des

37. Sur ces aspects, cf. Angelo Panebianco, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge: Cambridge University Press, 1988.

38. Andreas Ladner et Michael Brändle, *Die Schweizer Parteien im Wandel. Von Mitgliederpartei zu professionalisierten Wählerorganisationen?* Zurich: Seismo, 2001.

années 90, tous les partis gouvernementaux ont respecté implicitement une règle de non-confrontation directe durant les campagnes, évitant ainsi le risque de mettre en péril leur place dans la distribution des sièges pour l'exécutif. Cela leur procurait le grand avantage d'exiger un investissement limité en termes de ressources, pour la gestion de leurs appareils respectifs et dans la mise en place de machines électorales dynamiques et coûteuses. Cet aspect explique par ailleurs la quasi-absence en Suisse de financement public direct des partis. Ce cadre constitue un réel atout pour la « nouvelle » UDC. Celle-ci, dans les années de radicalisation entre 1990 et 2000, peut compter sur d'importantes ressources internes (notamment grâce à Christoph Blocher), ce qui s'est traduit par un fonctionnement interne plus centralisé et par une cohésion idéologique accrue. Le parti évolue ainsi de la fragmentation à une plus grande intégration organisationnelle nationale³⁹. Dès lors, le parti peut gagner en autonomie vis-à-vis de son environnement externe, notamment face à l'arène gouvernementale, et en particulier envers les autres partis du « bloc bourgeois ».

Le processus d'autonomisation est également favorisé par une croissance de sections cantonales et communales qui se retrouvent autour des positions « blochériennes », renforçant du coup le leadership zurichois dans le parti national. Entre 1990 et 2001, les sections cantonales de l'UDC passent de 14 à 26, et la plupart des nouvelles soutiennent fidèlement le programme de droite populiste promu par les Zurichois, ce qui contribue considérablement à changer les rapports de force au sein du parti. Le parti cantonal bernois perd son ancienne prédominance, tandis que la section de Zurich renforce sa position par des alliances avec les nouvelles sections, réussissant de plus à placer des alliés aux postes clés et ainsi à accroître son pouvoir sur l'appareil national⁴⁰.

La mise en place d'un leadership national contribuera aussi à garantir une plus grande autonomie du parti. Le rôle de Christoph Blocher est d'autant plus marquant que, traditionnellement, la politique suisse manque, à quelques exceptions près, de leaders nationaux qui assument clairement la direction de leur parti ou

39. Damir Skenderovic, « Das rechtspopulistische Parteienlager », *op. cit.*, pp. 52-54.

40. Prenons l'exemple de l'assemblée nationale des délégués, qui joue un rôle central dans le processus de prise de décision au sein du parti (élection des responsables du parti, recommandations aux votes fédéraux, lancement d'initiatives fédérales, etc.). Depuis 1995, l'assemblée des délégués est dominée par la faction d'orientation zurichoise, au détriment de la faction conservatrice modérée, bernoise et grisonne, désormais minoritaire.

qui en appellent à un public national. Pour de nombreux électeurs UDC, il symbolise ce parti et devient un atout électoral décisif. Comme l'ont montré les études électorales, l'«effet Blocher» semble constituer un facteur non négligeable des succès électoraux remportés par le parti⁴¹. Christoph Blocher est aussi la figure de proue et le moteur du processus de centralisation du parti. Jusqu'à son élection au Conseil fédéral en 2003, il cantonne son action politique à la présidence du parti cantonal de Zurich et à sa fonction de parlementaire fédéral. Pourtant, il sait tirer profit de son expérience à la tête de la section du canton de Zurich, et de sa position de leader indiscutable du parti national. Au niveau de l'UDC suisse, il vient à bout de conflits avec certains responsables de son propre parti et survit aux duels pour le pouvoir⁴². Soutenu par ses associés et de quelques alliés proches, il dirige le parti dans le style d'un entrepreneur politique moderne, en s'inspirant du management d'affaires. Il montre aussi une grande capacité à rassembler, qualité nécessaire pour définir un leadership national et collectif soudé, ce qui se traduit par la propulsion de représentants zurichois à la tête du parti national. Par tradition, les postes importants, comme ceux de président et de secrétaire, tendaient à être détenus par des députés de la section bernoise et par ses alliés de droite modérée. En 1996 pourtant, Ueli Maurer, conseiller national du canton de Zurich, est élu à la présidence. Le poste de secrétaire général subit le même sort, avec l'élection en 2001 de Gregor A. Rutz, lui-même membre du parti zurichois.

L'OUVERTURE DES ARÈNES PARLEMENTAIRE ET RÉFÉRENDAIRE

La possibilité pour une organisation partisane de se comporter à la fois comme un parti de gouvernement et d'opposition n'est pas liée seulement à ses transformations internes, mais aussi à une configuration institutionnelle particulière et au rôle des autres acteurs politiques. Ainsi, les propriétés spécifiques aux arènes électorale, parlementaire, référendaire et gouvernementale suisses

41. Hanspeter Kriesi et al., *Der Aufstieg der SVP...*, op. cit.

42. La montée de l'aile zurichoise était accompagnée de quelques conflits personnels au sein du parti, qui en fin de compte ont renforcé la fraction blochérienne. L'opposition d'Adolf Ogi, ancien conseiller fédéral, envers les positions isolationnistes du parti est un exemple révélateur, comme les critiques avancées par l'ancien conseiller aux États Ulrich Zimmerli et la secrétaire générale du parti national entre 1994 et 1996, Myrtha Welti, qui, après avoir démissionné, dénonce la politique intransigeante du parti.

doivent être vues comme des conditions de possibilité essentielles pour comprendre la position ambivalente de la « nouvelle » UDC⁴³. La démocratie suisse offre aux partis trois types d'opportunités d'accès aux arènes électorales, parlementaire et référendaire.

En premier lieu, il faut considérer que l'élection au Conseil national est au scrutin proportionnel pour la plupart des cantons : sans seuil formel, l'accès y est relativement aisé. Si la taille des circonscriptions varie suivant la taille des cantons, on peut espérer gagner des sièges sans trop investir. L'UDC a largement bénéficié de la proportionnelle dans son processus de renforcement électoral et parlementaire national. En doublant presque le nombre de ses partis cantonaux depuis le début des années 90, il s'est retrouvé en course dans tous les cantons, et a pu finalement augmenter considérablement sa représentation au Conseil national.

En second lieu, la conquête parlementaire peut être encore plus facile si les concurrents directs ont peu de ressources à mobiliser. L'absence en Suisse du modèle dit du parti « bureaucratique de masse », qui caractérise la plupart des démocraties occidentales du XX^e siècle, fait que les grands partis ont relativement peu de ressources en personnel à plein-temps et en aides financières, et que le financement public est quasi inexistant⁴⁴. De plus, la structure fédérale du système partisan freine fortement la centralisation de campagnes à l'échelle du pays. De son côté, la « nouvelle » UDC a su tirer parti de ce que les économistes appellent un « différentiel concurrentiel ». Le parti professionnalise assez largement son travail politique, en s'appuyant sur des comités d'experts pour conseiller les permanents et les cadres du parti sur les politiques publiques, mais également sur des services spécialisés dans le

43. Dans une certaine mesure, ces opportunités institutionnelles et politiques permettent aussi au PS d'assumer le rôle de partenaire gouvernemental, tout en prenant parfois une posture de parti d'opposition sur une série de thèmes, notamment du domaine du social. Sur le rôle du PS, cf. Bernard Degen, *Sozialdemokratie: Gegenmacht? Opposition? Bundespartei? Geschichte der Regierungsbeteiligung der schweizerischen Sozialdemokraten*, Zurich : Orell Füssli, 1993.

44. Tiziano Balmelli, *Le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Entre exigences démocratiques et corruption*, Fribourg : Éditions Universitaires de Fribourg, 2001 ; Michael Brändle, « Die finanziellen Mittel der Parteien », in Andreas Ladner et Michael Brändle, *Die Schweizer Parteien im Wandel...*, op. cit., pp. 149-192. La faible professionnalisation tient aussi à ce que peu de députés sont des représentants politiques à plein-temps : cf. Reto Wiesli, « Schweiz: Milizsystem und unvollkommene Professionalisierung », in Jens Borchert (Hg.), *Politik als Beruf. Die politische Klasse in westlichen Demokratien*, Opladen : Leske et Budrich, 1999, pp. 415-438 ; Oscar Mazzoleni, « Critique et légitimation du professionnalisme parlementaire en Suisse », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, Vol. 19, N° 75, 2006, pp. 165-184.

marketing politique⁴⁵. Durant les années 90, parmi les quatre grands partis, l'UDC devient celui qui investit le plus en campagnes de communication⁴⁶. À plusieurs occasions, Christoph Blocher finance la distribution en masse dans tout le pays de brochures de propagande, accroissant la présence du parti dans l'arène publique. Le riche entrepreneur est en mesure de financer ses propres campagnes, celle du parti ou de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre, la puissante association qu'il préside jusqu'en 2003⁴⁷. Au surplus, les campagnes de l'UDC pour les élections nationales s'harmonisent et s'uniformisent durant les années 90. Tandis que la plupart des partis cantonaux mènent leurs propres campagnes pour le Conseil national en 1991 et 1995, l'UDC organise la sienne de manière plus uniforme dans tous les cantons en 1999. Par une amélioration réelle de ses campagnes politiques et de ses relations publiques, le parti s'efforce d'apparaître uni au niveau national⁴⁸.

En troisième lieu, la Suisse est le pays en Europe, et plus généralement dans le monde, avec de loin le plus grand nombre d'institutions de démocratie directe aux échelons communal, cantonal et fédéral⁴⁹. Les instruments de démocratie directe ont un pouvoir réel dans la menée des politiques publiques, réduisant significativement le degré d'autonomie du Parlement et du gouvernement. Depuis le début des années 90, l'arène référendaire devient le principal champ de bataille d'une « nouvelle » UDC, un lieu clé dans sa stratégie de conquête et d'accumulation de capital politique qu'il serait en mesure d'utiliser dans d'autres arènes, notamment électorales. Sa première initiative fédérale lancée en 1992, nommée

45. En 1979, peu après l'élection de Christoph Blocher à la présidence de l'UDC zurichoise, une agence de publicité zurichoise se charge pour la première fois de la campagne pour les élections cantonales. Par la suite, elle imprègne le style et l'iconographie utilisés dans les campagnes politiques l'UDC zurichoise, qui dans les années 90 suscitaient de fortes réactions du public pour ses contenus extrêmement polémiques et de tendance xénophobe; cf. Fredy Gsteiger, *Blocher. Ein unschweizerisches Phänomen*, Bâle: Opinio, Édition Weltwoche, 2002, pp. 161-172.

46. Dans la période 1996-1998, l'UDC a dépensé 8,8 millions de francs suisses en affiches et publicités, contre 5,8 au PRD, 4,6 au PSS et 2,8 au PDC. La différence est encore plus frappante dans le canton de Zurich, où la section UDC a dépensé 5,4 millions, contre 1,9 à celle du PRD et 1,8 à celle du PSS; cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 22 mars 2000.

47. Par exemple, Christoph Blocher a financé à hauteur de 600 000 francs suisses la distribution de la brochure « La Suisse et l'Europe. 5 ans après le rejet de l'EEE » (coût total de 840 000 francs), diffusée en 1997 par l'Action pour une Suisse indépendante et neutre; cf. l'interview de Christoph Blocher dans l'hebdomadaire *Facts*, 12 février 1998. Cf. aussi Fredy Gsteiger, *Blocher...*, *op. cit.*, pp. 109-111.

48. Hanspeter Kriesi et al., *Der Aufstieg der SVP...*, *op. cit.*

49. Voir, par exemple, Lawrence Le Duc, *The Politics of Direct Democracy: Referendum in a Global Perspective*, Toronto: Broadview Press, 2003.

«Contre l'immigration illégale», visait à imposer des restrictions sévères au droit d'asile. Bien que rejetée par les urnes en décembre 1996 par une majorité relativement étroite de 53,7%⁵⁰, les questions de migration, et les politiques d'asile en particulier, sont restées les nœuds de l'agenda de l'UDC en matière référendaire. Le parti enchaîne avec une initiative supplémentaire sur la politique d'asile posant des exigences encore plus drastiques que la précédente, et rejetée par 50,1% des voix en 2002, puis par une autre sur la procédure de naturalisation, en 2005. De plus, de nombreux référendums (sur l'Espace économique européen, l'intégration à l'Union européenne, le Traité de Schengen, etc.) sont l'occasion d'importantes campagnes contre les propositions soutenues par le gouvernement en matière de politique étrangère, qui permettront à l'UDC de se profiler comme le «champion» de la défense de l'intégrité nationale helvétique.

CONTRAINTES ET CHANGEMENT DES RÈGLES D'ACCÈS AU GOUVERNEMENT

Pourtant, les succès acquis dans les élections parlementaires et dans l'arène référendaire ne se traduisent pas automatiquement par une présence accrue dans la sphère gouvernementale. En contraste avec les arènes électorale, parlementaire et référendaire, l'accès au gouvernement suisse est traditionnellement plus difficile⁵¹. D'abord, la stabilité gouvernementale, en raison notamment de l'élection individuelle des membres de l'exécutif par le Parlement, est assurée par des règles informelles de partage des places qui se sont progressivement cristallisées parmi les élites partisans⁵². Eu égard à l'histoire politique suisse depuis le XIX^e siècle, ces règles prévoient que lorsqu'un parti atteint un certain poids durant un certain

50. Seuls les partis très marqués à droite de l'échiquier politique, le Parti de la Liberté, les Démocrates suisses, la Lega di Ticinesi et l'Union démocratique fédérale ont soutenu l'initiative fédérale de l'UDC. Une grande majorité des électeurs de l'UDC (75%) ont approuvé l'initiative contre une minorité des électors des trois partis gouvernementaux (PSS: 20%; PDC: 24%; PRD: 42%); cf. Sibylle Hardmeier, «Analyse der eidgenössischen Abstimmungen vom 1. Dezember 1996», *VOX*, N° 60, Zurich: GFS, IPZ 1997, p. 10.

51. Erich Gruner, *Die Wahlen in den Schweizerischen Nationalrat. 1848-1919*, Berne: Francke Verlag, 1978; Thomas Fleiner-Gerster, «Le Conseil fédéral», *Pouvoirs*, N° 43, 1987, pp. 49-64; Klaus Armingeon, «Die Vier-Parteien-Koalition in der Schweiz: Gründe für extreme Regierungsstabilität», in Sabine Kropp, Suzanne S. Schüttemeyer et Roland Sturm (Hg.), *Koalitionen in West- und Osteuropa*, Opladen: Leske + Budrich, 2002.

52. Gerhard Lembruch, *Proporzdemokratie: Politisches System und Politische Kultur in der Schweiz und Österreich*, Tübingen: Mohr, 1967; Erich Gruner, *Die Wahlen...*, op. cit.; Wolf Linder, *Swiss Democracy...*, op. cit.

temps, ses représentants peuvent intégrer ou avoir plus de poids dans le Conseil fédéral. La consolidation du soutien populaire du parti dans l'arène parlementaire nationale tend à s'associer, d'une manière ou d'une autre, avec une forme de pouvoir de veto référendaire; de même, le nouveau venu est tenu d'accepter de collaborer avec les partis en place afin d'être reconnu comme un partenaire légitime. Ces règles fondent aussi l'évolution vers la stabilité de la « formule magique » et sa consolidation dans le temps: l'accord entre les quatre partis de gouvernement a ainsi eu pour effet de réduire les rivalités électorales et parlementaires, tout en assurant la capacité d'action du gouvernement.

Les règles d'accès concernent tant les partis que les candidats. En dépit de la diversité des partis, le processus de recrutement a en général garanti une assez grande homogénéité des styles et des personnalités des candidats élus au gouvernement⁵³. Étant élus individuellement dans un cabinet qui ne prévoit pas de premier ministre, le Parlement prend en compte une série d'exigences: le candidat doit avoir un profil idéologique et partisan modéré, être capable de se faire accepter par les autres conseillers fédéraux et faire preuve de qualités de direction, mais surtout de pragmatisme, afin d'accepter la logique de négociation et de compromis⁵⁴. Cela explique les résistances du Parlement face à l'élection de quelques candidats au Conseil fédéral, notamment socialistes – jugés comme n'étant pas suffisamment intégrés aux contraintes de la concordance⁵⁵.

Les élections du Conseil fédéral, en décembre 2003, marquent un tournant dans l'application des règles d'accès. Si dans le passé la composition gouvernementale avait évolué de manière lente et progressive⁵⁶, deux avancées aux élections nationales, en 1999 et 2003, suffiront à l'UDC pour élargir sa participation au gouvernement. Au XIX^e siècle, le Parti conservateur, précurseur de l'actuel PDC, dut exercer une pression massive dans l'arène référendaire pendant

53. Urs Altermatt, « Schweizer Regierung. Sieben Bundesräte und kein Ministerpräsident », in Karl-Dietrich Bracher et al. (Hg.), *Staat und Parteien*, Berlin: Duncker & Humblot, 1992, pp. 237-251.

54. Urs Altermatt, « Bundesrat und Bundesräte. Ein historischer Abriss », in Urs Altermatt (Hg.), *Die Schweizer Bundesräte. Ein biographisches Lexikon*, Zurich; Munich: Artemis & Winkler, 1991, pp. 11-95.

55. Bernard Degen, *Sozialdemokratie...*, op. cit.

56. Ladina Caluori et Simon Hug, « Changes in the Partisan Composition of the Swiss Government. 1891, 1919, 1929, 1943, 1959, 2003...? », *Revue suisse de science politique*, Vol. 11, N° 3, 2005, pp. 101-121.

près de vingt ans avant que le PRD n'accepte finalement le principe du partage du pouvoir gouvernemental, ouvrant la voie à l'attribution d'un premier siège au Conseil fédéral pour le Parti conservateur en 1891⁵⁷. Le processus par lequel le PS eut accès au gouvernement fut encore plus complexe et long. Sa première participation, de 1943 à 1953, relève du contexte du temps de guerre et d'une volonté d'intégration en vertu de l'idéologie susmentionnée de la « défense spirituelle nationale ». Malgré cette expérience gouvernementale, ce n'est qu'après que le PSS se fait reconnaître comme partenaire pleinement « responsable », ayant « suffisamment » pris de la distance avec la lutte des classes et le communisme. En effet, le PSS dut attendre 1959 pour réintégrer le Conseil fédéral, avec deux sièges cette fois, du fait qu'il était finalement jugé assez loyal et apte à se conformer aux règles du gouvernement en place⁵⁸.

Les élections de 2003 signalent ainsi une remise en cause des critères traditionnels de désignation des membres du gouvernement. Pour la première fois dans l'histoire moderne de la Suisse, un parti parvenait à faire élire au Parlement son véritable leader national. En décembre 2003, la majorité des parlementaires s'accorde non seulement sur le principe d'accroître la présence au Conseil fédéral de l'UDC, en dépit de sa radicalisation idéologique et de sa posture *anti-establishment*, mais aussi entérine la désignation de son principal « meneur ». Élu au gouvernement à l'âge de 63 ans, Christoph Blocher pouvait compter sur une carrière à la fois d'homme d'affaires et de leader politique, et sur la reconnaissance d'être un des hommes politiques suisses les plus controversés de l'histoire politique du XX^e siècle.

LE RÔLE DES AUTRES PARTIS

L'UDC, de par son capital politique accumulé, a pu renforcer sa position gouvernementale grâce à l'attitude des trois autres partis siégeant dans l'exécutif. Les années 90 ont vu le PRD et le PDC adopter des démarches mixtes de cooptation et de démarcation vis-à-vis de l'UDC. D'une part, ils ont introduit certains des thèmes de l'UDC à leurs propres agendas (par exemple, la question de l'immigration), tout en critiquant le style « populiste » de l'UDC.

57. Leonhard Neidhart, *Plebiszit and pluralitäre Demokratie. Eine Analyse der Funktion des schweizerischen Gesetzesreferendums*, Berne: Francke, 1970, pp. 65-77.

58. Bernard Degen, *Sozialdemokratie...*, op. cit., pp. 55-87.

Cependant, aucun des partis de gouvernement, y compris le PSS, ne tenta sérieusement de marginaliser la « nouvelle » UDC. En effet, malgré les ambivalences, les partenaires continuent de percevoir l'UDC comme un parti somme toute lié à son passé historique, malgré les « dérapages » actuels. Notons que le nouveau leadership du parti ne dénonce jamais ouvertement l'héritage de l'ancienne UDC, bien qu'il exprime régulièrement sa désapprobation envers les attitudes excessivement accommodantes. Par ailleurs, dans sa rhétorique, la « nouvelle » UDC a souvent fait appel à la solidarité des ailes les plus droitières des autres partis bourgeois, notamment sur les réformes à orientation néolibérale. À cette fin, elle a dénoncé de manière récurrente la « tendance gauchiste » de la politique et de la société suisses, en appelant à un renforcement de la droite. Du même coup, l'UDC revendiquait le leadership sur la droite de l'échiquier.

De leur côté, la plupart des dirigeants des partis bourgeois ont manifesté une certaine ambivalence face à la course de l'UDC vers le gouvernement, dont le point culminant est la revendication d'un deuxième siège et la proposition d'une candidature unique de Christoph Blocher comme candidat officiel du parti. La revendication du siège supplémentaire était associée à la menace de quitter définitivement le gouvernement en cas de refus, sous-entendant que l'UDC aurait bloqué toute décision politique à travers l'arme référendaire. Ainsi, malgré les résistances internes des minorités bourgeois et l'opposition de la plupart des socialistes, ce qui semble avoir prévalu est la croyance dans la capacité du « système » d'absorber le nouveau venu, qui aurait dû, de toute façon, infléchir sa posture protestataire. En Suisse, l'héritage de la « formule magique » pousse vers ce genre de raisonnement. Plus encore, le fait d'avoir été au cœur du pouvoir institutionnel pendant plus d'un siècle favorise dans les deux principaux partis la croyance en leur rôle pivot, en dépit de leur relatif déclin aux élections nationales et cantonales depuis les années 80. Comme Peter Mair, Wolfgang Müller et Fritz Plassner le montrent, dans les systèmes partisans peu concurrentiels, les partis installés et touchés par un processus de désalignement électoral peuvent néanmoins juger faibles les risques de marginalisation politique⁵⁹. L'assurance des deux partis principaux semble avoir joué un rôle important en

59. Peter Mair, Wolfgang Müller et Fritz Plassner, *Political Parties and Electoral Change: Party Responses to Electoral Markets*, Londres: Sage, 2004, p. 10.

décembre 2003, lorsque les responsables et les parlementaires du PDC mais surtout du PRD acceptèrent la désignation au gouvernement de Christoph Blocher. Même les plus critiques envers cette candidature arguèrent que cette nomination entraînerait l'intégration progressive de l'UDC et la réduction de la pression hostile qu'elle et son leader exerçaient.

Cela dit, on ne saurait expliquer la présence élargie de l'UDC, ainsi que l'attitude des autres partis, sans considérer sa capacité de modifier les règles de la compétition politique. Dans la plupart des démocraties occidentales, les partis établis supportent mieux les attaques venues de leurs concurrents car la compétition est au fondement des élections: il s'agit pour chaque acteur de maximiser ses chances d'accéder au Parlement. En Suisse, du fait du système électoral et l'ancienneté de l'entente interpartisane, les stratégies électorales des quatre grands partis ne visaient qu'à défendre les positions acquises. Ainsi, des années 50 aux années 80, l'arène électorale nationale fut le lieu d'une compétition somme toute limitée: toute stratégie réellement offensive aurait défavorisé les quatre partis qui cherchaient uniquement à participer sans risque à la distribution des sièges gouvernementaux. Comme le montre aussi l'exemple du PSS, tout parti devait accepter cette règle avant d'intégrer l'exécutif. L'une des conséquences d'une participation continue et escomptée au gouvernement sera la faible incitation à développer des structures partisanes et des campagnes professionnalisées.

LA PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT: RÉUSSIR UN ACTE DE BALANCE

Accéder au gouvernement n'implique pas nécessairement une capacité d'y participer durablement. Comme nous l'avons mentionné, une hypothèse assez répandue voudrait que les partis dits de la droite populiste rencontrent de nombreuses contradictions une fois au gouvernement. La tension entre leur fort caractère et les règles institutionnelles, combinée à un déficit d'expérience et de professionnalisme, ruinerait leur capacité à travailler avec leurs partenaires de coalition. Dans le même temps, cette faiblesse, comme c'est par exemple le cas pour l'ancien Parti de la liberté autrichien mené par Jörg Haider, est susceptible d'offrir de nouvelles opportunités pour les partis de la droite classique⁶⁰. En Suisse, les choses semblent prendre une autre direction.

Les facteurs qui ont permis le maintien au sein de l'UDC de l'équilibre entre le pôle gouvernemental et le pôle d'opposition, depuis décembre 2003, sont étroitement liés aux conditions de sa présence renforcée dans le gouvernement.

Les ressources traditionnellement limitées des partis suisses en général et la crise montante de règles institutionnelles anciennes ont rendu la conjoncture politique incertaine et fluide, autorisant l'UDC à maintenir et même à conforter son rôle d'opposant, mais aussi de concurrent. L'entrée de son leader Christoph Blocher dans le gouvernement fédéral n'a point causé de réelles difficultés au parti. Au contraire, ce dernier a su prendre en charge, voire résoudre les désaccords internes qui tendaient à opposer la relative modération du parti bernois et la radicalité des Zurichois depuis le début des années 90. En contraste avec la plupart des partis de la droite populiste, la « nouvelle » UDC n'a pas eu à subir d'importante crise interne malgré sa présence accrue au gouvernement. Jusqu'à présent, les intérêts et les ambitions de ses députés n'ont pas paru contredire les objectifs contestataires du parti, certainement aussi du fait de ses résultats électoraux et référendaires qui sont restés en général positifs pour le parti, mais aussi par le fait que Christoph Blocher est demeuré le véritable leader du parti. À plusieurs reprises à la suite de son élection, il a réaffirmé son appartenance au parti. En janvier 2006 par exemple, il a prononcé le discours principal de la fête de l'Albisgütli, le meeting annuel de l'UDC zurichoise créé par Christoph Blocher lui-même, et devenu depuis un événement politique suisse, jouissant d'une couverture médiatique massive. Alors qu'il est commun que des conseillers fédéraux soient invités à y parler, l'édition 2006 a vu apparaître Christoph Blocher plus dans un rôle de leader de parti que de membre d'un gouvernement. En même temps, grâce à l'expérience parlementaire et gouvernementale déjà ancienne de l'UDC, ses responsables ont su exploiter leur savoir-faire de négociation avec les partenaires de coalition. De leur côté, les partis bourgeois traditionnels ne semblent pas avoir été en mesure d'exploiter la présence accrue de l'UDC au gouvernement pour infléchir significativement sa posture oppositionnelle sur une série de thèmes.

60. (Note de la page 96.) Reinhard Heinisch, «Success in Opposition...», *op. cit.*; cf. aussi Tim Bale, «Cinderella and Her Ugly Sisters: The Mainstream and Extreme Right in Europe's Bipolarising Party Systems», *West European Politics*, Vol. 26, N° 3, 2003, pp. 67-90.

Plus récemment, le parti a également relativisé sa rhétorique *anti-establishment*, réduisant ses critiques envers le gouvernement fédéral en tant que tel. Cependant, le changement rhétorique et langagier semble plus renvoyer à la nécessité de légitimer la position de Christoph Blocher, qu'à un véritable retournement de l'attitude du parti. L'UDC continue à s'opposer à la majorité gouvernementale, sans vraiment modifier sa « formule gagnante ». Le discours *anti-establishment* vise de plus en plus la « séparation des pouvoirs », sous la forme d'une défense du « peuple » face non seulement au gouvernement et au Parlement, mais aussi au pouvoir judiciaire, en particulier lorsque est en jeu la politique de naturalisation. En somme, le parti n'a pas fondamentalement modifié son programme, ni sa stratégie politique, où la participation gouvernementale se combine toujours avec une posture protestataire. Par ailleurs, l'UDC continue de lancer des initiatives populaires et des référendums, principalement à propos de l'intégration européenne et des politiques d'immigration, comme les lois sur la naturalisation et l'asile. De son côté, Christoph Blocher a largement contribué à maintenir ces enjeux au centre du débat public, aidant son parti, au moins indirectement, à poursuivre sa stratégie et son programme de défense de l'intégrité nationale et de pression à l'égard du gouvernement.

L'IMPACT SUR LA PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

S'il est peut-être trop tôt pour tirer des conclusions définitives quant à l'influence de Christoph Blocher et de l'UDC sur le gouvernement et son action, il existe cependant, presque quatre ans après son élection, des signes de l'impact considérable de la « nouvelle » UDC et de son chef sur les règles de la gouvernance et sur les politiques mises en œuvre. Le plus significatif est que l'intégration gouvernementale de Christoph Blocher a affaibli certaines règles de l'action gouvernementale. Par tradition, la prise de décision y est collégiale : la règle majoritaire s'applique à tous les votes internes au gouvernement, son résultat est confidentiel, mais toute décision prise se doit d'être défendue publiquement de manière solidaire par chaque membre, même par ceux ayant voté contre. Il arrive par conséquent que le conseiller fédéral en charge d'un sujet donné doive soutenir des positions qui contredisent son opinion personnelle ou celle de son parti. Du fait de cette responsabilité collective, le conseiller fédéral en charge d'une question soumise à

votation ne se démet pas en cas d'échec aux urnes. Ainsi, en comparaison avec les coalitions gouvernementales observables dans la plupart des démocraties occidentales, où le premier ministre détient le leadership et a le dernier mot sur les décisions, l'exécutif suisse fonctionne comme un groupe d'administrateurs politiques égaux entre eux, au moins formellement, et tenus à la loyauté envers leurs pairs plus qu'envers leurs partis respectifs⁶¹.

Par contre, à l'occasion de référendums traitant de l'intégration européenne et de l'immigration, Christoph Blocher a plusieurs fois suivi sa propre ligne sur ces enjeux et exprimé son désaccord avec les positions prises par ses collègues du gouvernement fédéral, rompant ainsi avec les règles de la collégialité. En cas de désaccord, Christoph Blocher a souvent réussi à manifester publiquement sa divergence. Ce fut par exemple le cas lors du référendum de 2004 sur deux propositions du Conseil fédéral visant à faciliter l'octroi de la citoyenneté aux étrangers de seconde et troisième génération. Tandis que les principaux partis soutenaient les nouvelles lois, l'UDC mena une campagne d'opposition agressive. Bien qu'en charge du dossier, Christoph Blocher se montra très réservé et ne soutint pas les propositions avec le même entrain que ses collègues. Une fois qu'elles eurent été refusées par le verdict populaire, il déclara que le gouvernement devait rester discret⁶².

Christoph Blocher rompra aussi la collégialité lors de la campagne référendaire pour le référendum sur l'extension des accords sur la libre circulation des personnes avec l'UE, dans une apparition publique sur le thème de l'histoire suisse, où il entreprend l'éloge de la «neutralité qui nous protège des attaques terroristes», exhorte les Suisses à «retrouver la liberté d'antan» et, surtout, appelle le peuple à «se méfier des alliances toutes faites avec plus grand que soi». Dans ce discours, tenu en mai 2005, Christoph Blocher expose sa conception du principe de collégialité :

«Il ne faut pas non plus abuser, de manière antidémocratique et contraire à la vérité, du principe de la collégialité. Je comprends que l'on ne publie pas la proportion des voix sur une décision gouvernementale – pour autant que la séance soit confidentielle,

61. Henry H. Kerr, «The Swiss Party System: Steadfast and Changing», in Hans Daalder (ed.), *Party Systems in Denmark, Austria, Switzerland, the Netherlands, and Belgium*, Londres: Frances Pinter, 1987, pp. 107-192; Hanspeter Kriesi, *Le système politique suisse*, Paris: Economica, 1998, pp. 200-223.

62. Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 27 septembre 2004.

ce qui ne devrait pas être à mon avis. J'admets aussi que la minorité se plie à la décision majoritaire et que l'on n'intervienne pas publiquement contre elle. Mais je n'ai pas la moindre compréhension pour la déclaration du Conseil fédéral selon laquelle le gouvernement «ferait bloc» autour d'une décision qui n'a pas été prise à l'unanimité, comme ce fut le cas lors de la conférence de presse sur Schengen. De la sorte, la majorité abuse du silence collégial des minoritaires et trompe l'opinion publique, ce qui est du poison pour la démocratie directe.»⁶³

La médiatisation croissante de la vie politique suisse a certainement contribué à définir les conditions de possibilité de succès de l'élection de Christoph Blocher au gouvernement, mais aussi de sa visibilité durant son mandat. Jusqu'aux années 90, les niveaux relativement bas de « mise en spectacle » et d'« américanisation » des campagnes électorales suisses étaient en quelque sorte en phase avec le choix de personnalités sans grand relief. Dans les années 90, la personnalisation et la quête du sensationnel se sont répandues, bien que dans une moindre mesure que dans la plupart des démocraties occidentales⁶⁴. Cette plus grande couverture médiatique a sans conteste un impact sur l'image du travail gouvernemental, tendant à renforcer la visibilité de chaque membre, au détriment de la dimension collective et confidentielle des décisions. Les désaccords et les conflits au sein du gouvernement sont plus facilement divulgués et conquièrent la une des médias. Christoph Blocher a su tirer avantage de cette logique médiatique, se démarquant des autres membres du gouvernement, et préservant du même coup sa réputation de leader de l'UDC.

La position confortée de l'UDC au législatif d'abord, et dans l'exécutif ensuite, semble avoir eu des conséquences considérables sur le fonctionnement du Département de justice et police, mais aussi, plus largement, sur l'agenda et sur les décisions du

63. Christoph Blocher, «Discours du 60^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale», *Rafz*, 8 mai 2005, *24 Heures*, 19 mai 2005.

64. Fritz Plasser et Gunda Plasser, *Global Political Campaigning: A Worldwide Analysis of Campaign Professionals and Their Practices*, Westport: Praeger, 2002; Sibylle Hardmeier (en collaboration avec Michael Brunner et Simon Libsig), «Amerikanisierung der Wahlkampfkommunikation? Einem Schlagwort auf der Spur», in Pascal Sciarini, Sibylle Hardmeier et Adrian Vatter (Hg.), *Schweizer Wahlen 1999. Elections fédérales 1999*, Berne; Stuttgart; Vienne: Paul Haupt, 2003, pp. 219-255; Andreas Ladner, «Die Parteien in der politischen Kommunikation. Mediendemokratie: Herausforderungen und Chancen für die politischen Parteien», in Patrick Donges (Hg.), *Politische Kommunikation in der Schweiz*, Berne: Haupt, 2005, pp. 57-73.

Parlement. À la tête de ce département – le « ministère » en charge de l'asile et de l'immigration – Christoph Blocher a mené une série de réformes administratives internes afin de réduire ultérieurement les marges pour les « abus » dans ces domaines, mais aussi de faire « maigrir » la bureaucratie jugée excessive. Les critiques rendues publiques de Christoph Blocher lui ont permis d'affermir sa réputation de « contestataire », mais aussi d'homme politique « cohérent » et de « manager ». Les élections parlementaires de 2003 accentuent la prédominance de l'aile zurichoise de l'UDC, elle-même encore renforcée par la participation gouvernementale de Christoph Blocher. Dès la moitié des années 90, la progression est nette : de 1995 à 1999, l'effectif des élus restait relativement faible, encore incomplètement soumis à l'influence blochérienne. À l'issue des élections de 1999, la représentation UDC augmente considérablement pour en faire le premier groupe parlementaire. Cette présence accrue s'associe également à un changement significatif du comportement des autres groupes partisans.

FACE AU PROCESSUS DE DÉCISION PARLEMENTAIRE

Avant les années 90, les groupes parlementaires bourgeois se caractérisent traditionnellement par une faible cohésion⁶⁵. Plus un parti dominait sur le plan gouvernemental et plus sa présence au Parlement était forte, plus faible était la cohésion de ses parlementaires. Seul le PSS échappait partiellement à cette tendance, qui est désormais mise à mal par la « nouvelle » UDC : plus ce parti accroît sa présence parlementaire, plus ses députés semblent voter de manière compacte, en particulier sur les questions de migration et d'asile, confirmant les effets du processus d'autonomisation et de renforcement de leur organisation partisane. Pour tenter de comprendre l'ampleur de l'impact de la présence de l'UDC sur le processus parlementaire, nous avons pris en compte l'ensemble des votes nominaux au Conseil national de 1995 à 2005, sur des thèmes centraux à l'agenda de la « nouvelle » UDC, la politique migratoire, de l'asile et des naturalisations⁶⁶.

65. Hans-Peter Hertig, « Party Cohesion in the Swiss Parliament », *Legislative Studies Quarterly*, Vol. 3, N° 1, 1978, pp. 63-81 ; Prisca Lanfranchi et Ruth Lüthi, « Cohesion of Party Groups and Interparty Conflict in the Swiss Parliament: Roll Call Voting in the National Council », in Shaun Bowler, David M. Farrell et Richard S. Katz (eds), *Party Discipline and Parliamentary Government*, Columbus: Ohio State Press, 1999, pp. 99-120.

Durant la législature 1995-1999, rares ont été les votations nominales sur ces thèmes (Tableau 1). Dans la plupart des cas, la

Votations nominales sur la politique de migration, de l'asile et des naturalisations. Conseil national (1995-2005)

Tableau 1

Législature	1995-1999	1999-2003	2003-2005
Proportion de votations où la majorité de la députation UDC est gagnante	83,3	10,7	63,3
Nombre de votations	6	28	55

Tableau 2

Groupe parlementaire	PRD			PDC			PSS			UDC		
	1995-1999	1999-2003	2003-2005	1995-1999	1999-2003	2003-2005	1995-1999	1999-2003	2003-2005	1995-1999	1999-2003	2003-2005
Moyenne des distances par rapport à l'UDC (pourcentage de « oui »)	20,1	45,2	33,9	27,0	67,2	49,9	55,7	86,4	90,1			
Moyenne des distances par rapport à l'UDC (pourcentage de « non »)	17,2	54,2	33,7	20,0	78,4	46,9	53,3	92,7	84,6			
Niveau de cohésion partisane (proportion de voix unanimes à au moins 95 %)	66,6	22,2	23,6	66,6	40,7	46,3	100,0	100,0	94,5	66,6	44,4	85,5
Proportion de majorités convergentes avec les députés UDC	83,3	35,7	67,2	83,3	3,5	50,9	50,0	0,0	5,4			
Nombre de députés en début de législature	45	43	40	34	35	28	58	53	52	29	44	56

Source: www.parlement.ch

66. (Note de la p. 101.) Comme nous le verrons, nos résultats semblent contredire ceux d'un rapport demandé par le Parlement, qui ne constate pas d'impact significatif de l'UDC dans le processus de décision parlementaire après 2003 (Daniel Schwarz, *Mehrheits- und Koalitionsbildung im schweizerischen Nationalrat 1996-2005. Studie im Auftrag der Parlamentsdienste der schweizerischen Bundesversammlung*, Berne: Institut für Politikwissenschaft/Université de Berne, 2006). Ces divergences peuvent être dues tant à l'ampleur du terrain d'analyse (nous nous limitons aux thèmes de l'asile et des étrangers), qu'au fait que l'étude mentionnée ne tient pas compte des votes où les groupes parlementaires sont fortement divisés, comme c'est effectivement le cas pour le PRD et le PDC sur les questions migratoires. Nous pensons, au contraire, que la prise en compte de la variable de la cohésion interne de chaque groupe est essentielle pour comprendre l'évolution de coalitions dans le Parlement suisse.

majorité du groupe parlementaire de l'UDC s'est retrouvée avec la majorité du Conseil national. Par contre, dans la législature suivante, où les votes ont été bien plus nombreux, passant de 6 à 28, la majorité du groupe UDC s'est trouvée presque toujours minoritaire. Les deux premières années de la législature 2003-2007 signalent un redoublement de votations, mais un retour de l'UDC parmi les « gagnants ». Qu'est-ce que cela signifie ?

Nous avons à ce propos construit un indicateur de « distance », qui mesure, en moyenne, durant la législature, la proportion de votants des trois autres partis du gouvernement qui se démarquent du vote (« oui » ou « non ») des députés UDC⁶⁷. Ainsi, en général, durant la législature 1995-1999, une grande majorité des députés du PRD et du PDC votent comme ceux de l'UDC (Tableau 2). En moyenne, la députation PRD vote « oui » comme l'UDC dans près de 80 % des cas, le PDC, dans 73 % des cas. Comme prévu, les députés PSS sont plus distants, mais dans une minorité significative de cas votent de manière analogue à l'UDC. Par contre, entre 1999 et 2003, toujours en moyenne, la distance entre la députation UDC et les autres partis de gouvernement augmente considérablement. Dans 86 % des cas, la majorité des députés PSS ne votent pas comme la majorité des députés UDC ; mais la tendance, bien que moins nette, se retrouve aussi chez les députés PDC et PRD : dans au moins deux tiers des votations la majorité des députés PDC votent autrement que l'UDC ; pour les députés PRD, c'est la moitié des cas.

Depuis l'élection de Christoph Blocher, la tendance s'est inversée. Si l'UDC gagne la majorité des 55 votes relatifs à l'immigration, ce n'est pas seulement à cause de l'augmentation de ses sièges : d'une part, la distance entre le vote de ce parti et les votes du PRD et du PDC se réduit de manière significative. La distance des députés (pour le « oui ») PRD baisse de 45 % en 1999-2003 à 34 % en 2003-2005, tandis que pour les députés PDC elle passe de 67 % à 50 %. Les députés de ces partis semblent donc plus facilement du même côté de l'UDC lors de votations sur ces thèmes. Au cours de la période 2003-2005, dans 67 % et 51 % des cas, la

67. La distance moyenne est calculée en utilisant la moyenne des proportions de « oui » dans la députation UDC, moins la proportion de « oui » des trois autres députations gouvernementales pour chaque votation. La distance minimale est donc « 0 » et la distance maximale est « 100 ». Nous avons aussi calculé la distance moyenne en relation au « non », afin de prendre en compte, pour le moins indirectement, les abstentions.

majorité respectivement des députés PRD et députés PDC se sont retrouvés sur les positions défendues par l'UDC. Par ailleurs, les députés UDC sont beaucoup plus unis, leur cohésion de vote ayant crû remarquablement⁶⁸ : Alors que dans la période 1999-2003, les votes UDC ne furent (quasi) unanimes que dans 44 % des cas, ce taux a pratiquement doublé depuis lors, atteignant 85 %. D'un autre côté, la cohésion de vote au sein des autres grands partis est restée très faible pour les partis bourgeois : dans la période 2003-2005, le PRD manifeste une unanimité dans le groupe lors de 24 % des votations seulement, ce taux montant à 46 % pour le PDC. Par contre, et cela confirme la tendance à la « polarisation » sur ces thèmes, les députés PSS se démarquent de manière nette des positions de l'UDC avec une cohésion interne même supérieure à cette dernière.

CONCLUSIONS

Le cas de l'UDC démontre comment un parti qui développe des visées d'opposition, voire de contestation populiste, une fois entré dans le pouvoir gouvernemental, n'est pas nécessairement contraint de s'adapter aux règles établies. Malgré la force des logiques de compromis et la stabilité propres au système politique suisse, l'UDC a dans les faits résisté au processus de normalisation. Le cas étudié ici montre que l'UDC a pu jouer un rôle actif, non seulement en résistant et en « jouant » avec les règles différentes qui régissent les arènes institutionnelles (gouvernementales, parlementaires, référendaires), mais aussi en les remettant pour partie en cause.

Cette possibilité, mise en pratique par l'UDC, tient d'abord à son inscription dans une longue tradition de participation au pouvoir, ce qui la différencie des partis de la droite populiste actifs dans d'autres démocraties occidentales. Le capital politique accumulé historiquement, ainsi que la persistance – bien que très minoritaire – de composantes internes plus pragmatiques, expliquent comment la radicalisation des années 90 n'ait pas remis en question la place de l'UDC comme partenaire légitime dans

68. Suivant Ozbudun, nous distinguons ici la cohésion partisane de la discipline partisane, bien que ces concepts soient quelquefois utilisés de manière indifférente dans la littérature. La cohésion partisane signifie que les membres œuvrent ensemble pour les objectifs du groupe, tandis que la discipline partisane met l'accent sur le rôle du leader, qui exerce une forte influence sur le comportement des membres; cf. Ergun Ozbudun, *Party Cohesion in Western Democracies*, Beverly Hills: Sage, 1970.

l'arène gouvernementale. La culture du compromis et de la cooptation a poussé les partis du gouvernement à mettre l'accent sur l'intégration du nouveau venu, à travers l'élection du leader Christoph Blocher comme deuxième représentant de l'UDC dans l'exécutif fédéral. À cela s'ajoute la croyance ancrée auprès des élites politiques que ce serait risqué de laisser un concurrent fort en dehors du pouvoir gouvernemental, notamment en raison de la menace référendaire.

L'UDC ne s'est pas uniquement adaptée aux règles de la participation au gouvernement, mais elle a aussi réussi, à partir de son autonomie croissante – organisationnelle et idéologique – vis-à-vis de ses alliés, de ses adversaires et du système politique en général, à introduire une phase d'incertitude dans des règles consolidées, contribuant par là à nourrir les conditions de sa durable radicalisation. Sur un plan organisationnel, l'UDC des années 90 a consolidé sa compétitivité dans un système partisan suisse longtemps caractérisé par un niveau faible d'organisation et de professionnalisation interne. Des ressources financières considérables, une expertise professionnelle et un savoir-faire managérial ont aidé l'UDC à lancer des campagnes politiques en rupture avec le style helvétique habituellement retenu en matière de communication politique, créant une organisation partisane plus soudée et autonome face aux pressions externes. Ce n'est pas le moindre des paradoxes qu'en rendant le système partisan plus concurrentiel et conflictuel, et en professionnalisant à ce point son appareil partisan, l'UDC – elle-même une farouche opposante à l'intégration européenne – ait contribué à une sorte d'«européanisation» du champ politique suisse.

Sur un plan idéologique, le parti a continué à jouer un rôle clé dans la construction politique d'enjeux comme la politique d'asile et l'intégration européenne, présentées comme des menaces pour l'identité nationale suisse et la place «unique» de la Suisse dans le monde (le «Sonderfall»). La direction emmenée par Christoph Blocher et ses proches fut cruciale non seulement pour poursuivre la radicalisation entamée dans les années 90 sans déclencher de frictions internes trop fortes, mais aussi pour bénéficier au mieux des nouvelles tendances en termes de médiatisation et de personnalisation de la politique suisse, affectant le champ médiatique. Ces évolutions associées à la position privilégiée acquise par Christoph Blocher – symbole et moteur de la «nouvelle» UDC – au sein du gouvernement sont capitales pour comprendre également

l'impact croissant du discours de l'UDC sur les politiques gouvernementale et parlementaire. L'impact de la « nouvelle » UDC ne se retrouve pas seulement dans le nombre croissant de parlementaires loyaux envers le parti zurichois, mais aussi dans la capacité d'imposer sa ligne sur les questions de l'asile et de l'immigration à d'autres groupes parlementaires, notamment le PRD et le PDC.

Le cas de la « nouvelle » UDC éclaire aussi l'intérêt heuristique d'une approche relationnelle et stratégique qui analyse le rôle des partis en prenant en compte leur environnement. Pour comprendre la présence et l'action d'un parti « contestataire », il importe de l'étudier dans un contexte multidimensionnel, avec ses spécificités, celles des diverses arènes institutionnelles, dont le gouvernement, le Parlement, les élections et les référendums. Cette approche nous a permis de démontrer comment la « nouvelle » UDC a réussi à entrer au gouvernement et à y participer durant plusieurs années. Il est probablement trop tôt pour parler de changements « systémiques » ou « sans retour » de la politique suisse et de tirer des conclusions quant aux perspectives à venir de ce parti. Cependant, nous pouvons affirmer que le succès de l'UDC depuis quinze ans incarne l'une des plus importantes évolutions politiques et institutionnelles que la Suisse moderne a connues depuis 1848.

LE SONDERFALL EN PÉRIL. LES FIGURES DE LA MENACE DANS LES MESSAGES GRAPHIQUES DE L'UDC¹

ALEXANDRE DÉZÉ ET MICHAËL GIROD

Mesdames et Messieurs, nous en venons maintenant au sixième secret de l'UDC, un facteur déterminant. L'UDC comprend la recette du succès de notre pays, la force du Sonderfall suisse [...] Quels sont donc ces secrets qui ont rendu la Suisse si forte? Comment se fait-il que la Suisse, ce petit pays, se porte encore mieux que la plupart des autres nations? J'ai souvent abordé cette question [...], la conclusion est toujours la même: c'est le Sonderfall.

Christoph Blocher, « Les sept secrets de l'UDC (strictement confidentiel) », discours de l'Albisgüetli, 2000.

Depuis le début des années 90, la défense du *Sonderfall* helvétique représente l'un des principaux axes programmatiques de l'Union démocratique du centre (UDC). Comme le rappelle Christoph Blocher dans son discours de l'Albisgüetli, le *Sonderfall* désigne cette combinaison sensible de règles de fonctionnement politique (démocratie directe, fédéralisme), de valeurs (neutralité armée, *Alleingang*²) et de mythes nationaux (Guillaume Tell, le serment du Grütli³, le héros martyr Winkelried⁴) qui fait toute la particularité helvétique (*Sonderfall* signifie littéralement « cas exceptionnel »). Or, pour l'UDC, cette exceptionnalité qui a

1. Ce texte est paru initialement sous une forme très légèrement différente dans la revue *Mots (Les langages du politique)*, N° 81, 2006, pp. 23-34.

2. Littéralement « Voie solitaire ».

3. Légende fondatrice de l'indépendance de la Suisse à laquelle est associé le personnage de Guillaume Tell. En août 1291, les habitants de la prairie du Grütli font le serment d'une alliance perpétuelle contre les Habsbourg. En 1891, le 1^{er} août devient le jour de la fête nationale suisse.

4. Au cours de la bataille de Sempach opposant les Confédérés à Léopold III d'Autriche en 1386, Arnold de Winkelried aurait crié: « Prenez soin de ma femme et de mes enfants » avant de se sacrifier en saisissant dans ses bras un grand nombre de lances ennemies, provoquant ainsi une trouée dans le front adverse et permettant à terme de remporter la victoire.

«rendu la Suisse si forte» serait menacée de disparition. Ainsi, comme l'affirme l'ancien président de l'UDC zurichoise, on chercherait à «détruire les mythes de la Suisse», à «démanteler les piliers» du pays et, partant, à «déstabiliser les citoyens»⁵. Quelle est la nature de ce péril et quelles sont les figures de la menace qui, selon l'UDC, guettent la nation et l'identité suisses? Pour le déterminer, nous avons choisi de procéder à une analyse du discours graphique de l'UDC. Le corpus (non exhaustif) que nous avons réuni dans cette perspective couvre la période 1992-2005⁶ et se compose d'affiches, de tracts, d'illustrations diffusées sur le site internet de l'UDC suisse (sections saint-galloise, bâloise et surtout zurichoise), d'annonces publicitaires, de pages publiées dans la presse et de fascicules recueillis sur les stands des réunions du parti. Sans exclure de l'analyse les conditions contextuelles de production et de réception de ces documents, nous nous sommes efforcés de «partir» des images (dans leur dimension scripto-iconique) en les considérant comme un matériau à part entière et non comme de simples illustrations⁷. Dans cette optique, nous avons travaillé la matérialité interne des documents en cherchant à déconstruire les opérations rhétoriques et thématiques permettant de donner corps et forme à ce péril qui, selon l'UDC, met en danger le *Sonderfall*. Occupant une place substantielle dans la production graphique que nous avons réunie, trois figures «ennemies» se font jour: l'Europe, l'étranger, la classe politique. L'analyse de leur traitement dans la propagande de l'UDC révèle en creux certains traits identitaires qui ne sont pas sans évoquer ceux des partis dits d'extrême droite.

UNE EUROPE «MONSTRUEUSE»

La Suisse est menacée. Telle est l'image qui transparait de l'iconographie politique de l'UDC. Une iconographie qui campe un univers anxiogène, sur la base d'un programme narratif essentiellement

5. Voir Christoph Blocher, «Les sept secrets de l'UDC (strictement confidentiel)», discours de l'Albisgüetli, Zurich, 2000, pp. 11-15.

6. Nous avons délibérément choisi de nous intéresser à cette période, car elle correspond à l'essor et au succès politique de l'UDC et de sa principale section, la section zurichoise.

7. Si l'image fixe constitue un objet d'étude à part entière en histoire, en sociologie, en sémiologie, elle demeure encore étonnamment absente des travaux de science politique, où elle conserve le «statut dévalorisé de l'illustration». Voir Pierre Favre, «Fixer l'événement. La représentation des manifestations dans la peinture au début du 20^e siècle», dans Yves Mény (dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris: Presses de la FNPS, 1991, p. 245.

dysphorique. L'une des figures les plus prégnantes de cette menace dans le discours graphique est sans conteste l'Union européenne, qui se trouve au cœur de la lutte « historique » de l'UDC contre le rattachement de la Suisse à toute forme d'organisation internationale. Après avoir remporté, en mars 1986, la campagne référendaire contre l'adhésion à l'ONU, Christoph Blocher et Otto Fischer⁸ créent en juin de la même année l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN)⁹, qui constitue le « bras associatif »¹⁰ de l'UDC zurichoise. Au début des années 90, l'ASIN, bien que divisée sur la question, s'oppose autour de Christoph Blocher à l'intégration de la Confédération helvétique dans l'Espace économique européen (EEE). Aujourd'hui, l'ASIN et l'UDC, noyauté par sa section zurichoise, luttent de concert contre toute ouverture internationale de la Suisse dans le but de défendre le respect de la « neutralité intégrale », de l'indépendance, des droits populaires et du multilatéralisme helvétiques.

À LA BOTTE DE L'EUROPE

L'Union européenne est tout d'abord représentée sous les traits d'une botte militaire, métonymie iconique classique de l'oppression et de la soumission. Sur une annonce publicitaire publiée par l'UDC zurichoise en 1995, une reproduction de cette botte, de taille démesurée et frappée du sceau de l'Europe, piétine une carte d'électeur tenue du bout des doigts par un petit bonhomme portant une calotte suisse. Dans un document issu de la récente campagne du « Comité d'action contre Schengen/UE-Dublin » piloté par l'UDC, cette même botte, de taille plus réduite, tient rivée au sol l'arbalète de Guillaume Tell, figure mythique de l'indépendance nationale suisse et de la « résistance » pour l'UDC¹¹. Ici, l'utilisation du symbole de la botte a bien pour vocation de signifier la nature

8. Ancien conseiller national bernois du Parti radical démocratique (PRD).

9. Christoph Blocher a cessé de présider l'ASIN à la suite de son élection au Conseil fédéral, en décembre 2003.

10. Michaël Girod, « L'Union démocratique du centre: les raisons d'un succès », dans Pierre Blaise et Patrick Moreau (dir.), *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Bruxelles: Crisp, 2004, p. 423.

11. Comme l'explique Christoph Blocher dans l'un de ses discours: « Rares sont les pays dont les mythes nationaux ont un sens aussi profond qu'en Suisse. La pomme de Guillaume Tell parle du droit de résister, de la force de résister au despotisme arbitraire et du droit, de la force, de se révolter contre la tyrannie arrogante. » Voir Christoph Blocher, « Les sept secrets de l'UDC... », *op. cit.*, p. 12.

«impérialiste», aux yeux des udécistes, de l'Union européenne. Cette interprétation se voit notamment confirmée par le slogan d'une autre affiche («Diktat de Bruxelles. Non», 1992), mais aussi par les propos de Christoph Blocher, pour lequel l'Europe est un «immense empire bureaucratique et centralisé»¹², et l'EEE un «traité colonial»¹³. Il n'est pas impossible, par ailleurs, que les propagandistes de l'UDC cherchent à jouer dans le discours graphique sur les connotations historiques du symbole¹⁴. Cette lecture ne paraît pas abusive si l'on considère que, pour Christoph Blocher, une «adhésion à l'UE ne signifie[rait] rien d'autre qu'un nouvel assujettissement de la Suisse à un nouvel impôt du Reich, à une nouvelle juridiction du Reich et à une politique de grande puissance européenne»¹⁵.

UNE UNION EUROPÉENNE QUI FAIT PEUR

Dans d'autres supports, l'Union européenne revêt les apparences d'un monstre. Sur une affiche diffusée en pleine campagne de l'EEE, en 1992, l'UE prend ainsi les traits d'un bureaucrate bruxellois géant (les étoiles du drapeau européen se reflètent sur le verre de ses lunettes), dont seul le visage, dessiné de profil et occupant un bon tiers de la surface de l'affiche, est représenté. Surplombant un minuscule bonhomme suisse qui tient entre ses bras un sac rempli d'argent, le géant laisse échapper un rictus d'avidité à la vue du pacotole. On aura évidemment compris le sens de ce court message: l'Union européenne menace la richesse économique de la Suisse. Il n'est cependant pas nécessaire de faire figurer graphiquement l'UE pour exprimer le danger qu'elle représente. Bâtie sur le mode de l'ellipse, une affiche de la campagne du Comité d'action contre Schengen de 2005 se contente ainsi de donner à voir, dans un style néoréaliste, le visage horrifié d'un homme¹⁶. La peur est ici

12. Voir Christoph Schilling, *Blocher. Aufstieg und Mission eines Schweizer Politikers und Unternehmers*, Zurich: Limmat Verlag, 1994, p. 125.

13. Christoph Blocher, «Point de la situation», 13^e Assemblée générale ordinaire de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), Berne, 9 mai 1998.

14. Les symboles peuvent avoir plusieurs significations, mais dans la propagande graphique contemporaine, la botte réfère assez clairement à la «botte nazie». À ce titre, une affiche de propagande anti-Front datant de 1935 utilise le symbole de la botte pour dénoncer la menace que représentent les mouvements d'inspiration fasciste ou national-socialiste (mouvements dits du «Printemps des Fronts») qui voient le jour en Suisse à cette époque. Sur cette affiche, une botte sur le talon de laquelle est inscrit le mot «Front» donne un coup de pied à une statue vacillante de Guillaume Tell et de son fils.

15. Voir ASIN, 1999, *Lettre d'information* 65.

16. Il existe une variante féminine de cette affiche.

retranscrite grâce à l'utilisation combinée de codes kinésiques et graphiques spécifiques. Dessiné au trait de couleur noire, l'homme se tient la tête dans les mains. Ses doigts sont enfoncés dans sa chevelure, ses traits sont creusés, son teint est pâle. Ses yeux, exorbités, fixent le récepteur. Sa bouche, grande ouverte, semble produire un hurlement. Pour comprendre la raison de cet effroi, il suffit de suivre le parcours de lecture cinétique tracé dans l'affiche, qui conduit le regard de l'illustration majeure vers la zone textuelle supérieure (« Perdre la sécurité? Perdre l'emploi? » imprimé en typographie de couleur blanche sur fond rouge), puis inférieure (« Schengen, non », imprimé en typographie de couleur rouge sur fond blanc).

SCHENGEN OU LA PROMESSE D'UNE INVASION TERRITORIALE

Un autre procédé utilisé par les propagandistes de l'UDC consiste à projeter, dans l'image, une situation anticipée donnant à voir les conséquences d'une éventuelle adhésion de la Suisse à l'UE ou à certains de ses traités. Le mode opératoire retenu consiste à jouer sur la peur d'une invasion territoriale. Deux documents permettent de l'illustrer. Le premier fait partie d'une brochure éditée en 2005 par le Comité d'action contre Schengen et montre le passage illicite de la frontière par des migrants. Sur ce dessin, un groupe d'individus, dont on ne distingue que les silhouettes légèrement recroquevillées, marche en file indienne dans la nuit. Manifestement armés (on perçoit ici le bout d'une barre, là la forme d'un pistolet), ils s'avancent en direction d'un poste frontière suisse abandonné, comme nous l'indiquent au premier plan l'écusson et la barrière du poste, brisés en deux à même le sol. Cette scène nous est rendue visible grâce à l'intervention, dans la composition iconique, d'un dispositif infrarouge : en témoignent les croix de cadrage formant un rectangle virtuel sur le fond duquel se détachent nettement les silhouettes blanches des membres du groupe. Ici, l'emploi de cet artifice très télévisuel n'accentue pas seulement l'effet de vérité recherché ; il permet également « d'activer la mémoire de scènes déjà vues dans les JT et dans la presse »¹⁷. Le slogan, situé dans la partie inférieure du support, finit d'explicitier

17. Éric Pedon et Jacques Walter, « Photographies et argumentation dans les documents électoraux du Front national », *Mots*, N° 58, 1999, p. 39.

le sens de l'action qui se joue tout en opérant une fonction de relais: «Non à l'espace d'insécurité de Schengen. Non à davantage de criminalité.» Le deuxième document recourt à un procédé plus simple, de nature métonymique. Dans ce dessin, également paru dans la brochure du Comité d'action contre Schengen, la Suisse est représentée sous les traits d'une maison traditionnelle helvétique (un écusson est accroché à sa façade), plantée entre deux collines vertes, et dont la clôture extérieure et la porte d'entrée ont été fracturées. Le faisceau d'une lumière jaune visible par l'une des fenêtres de l'étage semble attester la présence d'un cambrioleur.

Ces documents ont une fonction communicationnelle assez claire: signifier le danger que fait peser l'Europe sur l'intégrité du territoire national suisse, en développant l'un des thèmes centraux de l'arsenal discursif de l'UDC, pour laquelle une adhésion aux accords de Schengen, synonyme de suppression des contrôles frontaliers, serait source d'une criminalité et d'une insécurité croissantes¹⁸.

LES «NÈGRES» DE L'UDC

L'étranger représente une autre figure ennemie de la propagande graphique udéciste. Comme on le sait, l'UDC est devenue le parti qui exerce, sur les questions liées au droit d'asile et à l'immigration, un quasi-monopole de la représentation politique en Suisse. La thématique de l'*Überfremdung* (littéralement «surpopulation étrangère») remonte certes au début du XX^e siècle et ne constitue pas la propriété politique exclusive du parti de Christoph Blocher. Mais elle occupe, depuis le tournant des années 90, une place centrale dans son programme¹⁹ et dans son iconographie politique.

LES VISAGES DE L'AUTRE

En 2003, la presse alémanique parvient à se procurer, à la suite d'une indiscretion, l'une des affiches que l'UDC Saint-Gall envisage d'utiliser pour sa toute prochaine campagne électorale.

18. Voir par exemple Toni Brunner, «Ne plus rester les bras croisés», conférence de presse de l'UDC suisse, 21 août 2003. Toni Brunner est à cette époque conseiller national du canton de Saint-Gall, vice-président de l'UDC suisse. Notons que le thème de la 20^e Assemblée générale ordinaire de l'ASIN qui s'est tenue le 30 avril 2005 avait pour thème: «La Suisse doit rester maître de ses frontières.»

19. Pour une mise en contexte synthétique de la «question des étrangers» en Suisse, voir Michaël Girod, «L'Union démocratique du centre...», *op. cit.*, pp. 426-432.

L'affiche en question montre un homme à la mine maussade, aux traits négroïdes, un anneau dans le nez. Le slogan est le suivant : « Nous, les Suisses, sommes toujours plus les Nègres » (*Wir Schweizer sind immer mehr die Neger*). Cette affiche n'est pas sans avoir suscité « quelques violentes discussions et de solides colères », comme le reconnaît le conseiller national UDC, Toni Brunner. Dans la version française du texte que ce dernier publie à ce sujet sur le site internet de l'UDC, le traducteur de ce texte explique qu'il fallait entendre le mot *Neger* dans le sens du dicton allemand *Der Neger im Umzug* (littéralement « Le Nègre dans l'histoire »), qui désigne ici la personne dont on abuse, dont on se moque, le dindon de la farce en quelque sorte. Dans cette acception, le mot *Neger* de l'affiche udéciste n'aurait donc pas de « connotation raciste »²⁰. Pour d'autres, cependant, le sens premier du terme ne fait guère de doute. Suite à la publicisation de cette affiche, le parti des immigrés de Zurich, « Secondos Plus », a diffusé un support représentant un homme de couleur qui cligne malicieusement de l'œil, avec le slogan suivant : « Si de plus en plus de Suisses se sentent comme des nègres, il est temps pour le Conseil national d'en avoir un vrai. »

Le registre d'expression du discours graphique xénophobe de l'UDC n'est certes pas toujours aussi explicite. Mais les propagandistes udécistes mobilisent en général des représentations phénotypiques de l'étranger. C'est le cas, par exemple, dans cette affiche de septembre 2004 qui s'inscrit dans le cadre de la campagne de l'UDC contre la « naturalisation facilitée » pour les « étrangers de deuxième et de troisième générations ». Une affiche qui fonctionne sur le mode de la synecdoque, mais dont le sens ne fait aucun doute : au-dessus du slogan (« Naturalisations en masse ? 2 x Non »), sont dessinées plusieurs mains dont le teint de peau varie du foncé au très foncé et qui convergent vers une petite caisse ouverte remplie de passeports suisses²¹. Dans d'autres supports, le discours xénophobe passe uniquement par le texte. Il en va ainsi d'une affiche pour le référendum lancé par l'UDC zurichoise en 1998 contre la participation financière de la ville à un projet d'entraide visant à faciliter l'intégration des familles albanaises du Kosovo

20. Voir Toni Brunner, « Nous autres Suisses, nous sommes toujours les... », 2003, source : <http://svp.ch>

21. Les deux projets de naturalisation facilitée sont rejetés par la majorité du peuple et des cantons en septembre 2004.

dans les quartiers nord. La composition de l'affiche rappelle ici que le texte peut être aussi image: sur un fond noir qui occupe presque toute la surface du support, en dessous d'une première zone de texte («Réseau de contact pour les Albanais du Kosovo»), quatre lettres d'une épaisse typographie de couleur blanche indiquent: Nein («non»). Lors de ce référendum, le non l'emporte par 55,5% des voix.

«IMMIGRATION = INSÉCURITÉ = CHÔMAGE»

Il n'est sans doute pas inutile de préciser le contenu de l'annonce udéciste parue dans la presse à l'occasion de cette campagne référendaire zurichoise: «Empêchez que n'arrivent dans notre ville toujours plus de gens de cultures étrangères, que la criminalité gagne du terrain, que toujours plus d'argent soit bradé pour les groupes cibles [...]»²² En effet, l'UDC ne se contente pas de faire «figurer», dans ses documents graphiques, le visage de la menace étrangère. À l'instar de partis d'extrême droite comme le Front national français ou le Vlaams Belang (anciennement Vlaams Blok), l'UDC travaille la mise en équation des problèmes sociaux (insécurité, chômage, drogue) avec la présence sur le territoire d'une population étrangère qu'elle juge numériquement excessive. En février 1999, dans un contexte international marqué par la guerre en ex-Yougoslavie et l'arrivée de réfugiés kosovars, l'UDC lance une initiative intitulée «Contre les abus dans le droit d'asile»²³. Suscitant une véritable vague de protestations, l'affiche qui l'accompagne montre le dessin d'un homme qui surgit brutalement dans le support en déchirant le drapeau suisse qui en constitue le fond. Cet homme est vêtu d'un blouson dont le col est relevé; il porte des lunettes noires, des gants, ainsi que des moustaches; son teint de peau est légèrement mat, et l'expression de son visage dégage quelque chose de menaçant. Le cumul de ces indices laisse à penser qu'il s'agit d'un malfrat, d'origine étrangère, entrant par effraction en Suisse pour venir y exercer ses activités délictueuses. Cette mise en scène iconique ne constitue cependant qu'une partie

22. Voir *Tages-Anzeiger*, 13 mars 1998.

23. L'initiative propose de réduire au minimum les prestations destinées aux demandeurs d'asile, de limiter le regroupement familial et de stabiliser le nombre de résidents étrangers au même niveau que celui de 1998. Soumise au vote populaire le 24 novembre 2002, l'initiative est rejetée par 50,1% des électeurs.

du message, que complète le slogan: «Accueil oui... laisser-faire non.» L'interaction entre le texte et l'image produit ici l'effet de mise en équivalence recherchée, en installant sur le même plan asile, étranger et criminalité²⁴.

Dans une page récemment parue dans la presse, le principe de mise en équation fonctionne de manière encore plus directe. L'UDC y affirme notamment que «la criminalité a massivement augmenté ces dernières années. Surtout les délits graves comme les assassinats, les viols et les blessures corporelles. [...] Certains groupes ethniques dominent la statistique criminelle. Le trafic de drogues est contrôlé par des Albanais et des Noirs africains. Des requérants abusent sans gêne aucune de l'hospitalité suisse.» Au milieu de la page, trois encadrés sont disposés l'un à côté de l'autre: celui de gauche est titré «la peur et la violence», celui du centre «requérants d'asile sans gêne» et celui de droite «le nombre de délits explose». L'alignement de ces trois intitulés, imprimés dans une même typographie grasse, favorise la construction argumentative qui procède d'une mise en correspondance: la peur et la violence s'expliquent par des requérants d'asile sans gêne qui sont responsables de l'explosion du nombre de délits.

L'insécurité n'est cependant que l'un des volets thématiques de l'équation udéciste. Dans une annonce publicitaire parue dans le cadre de la campagne du Comité d'action contre Schengen, les propagandistes cherchent également à relier immigration et chômage. La formule mise au point est presque aussi directe que celle que propose le Front national français dans l'une de ses affiches («Trois millions de chômeurs, ce sont trois millions d'immigrés en trop!»). Ainsi l'annonce porte-t-elle le titre: «150700 chômeurs en Suisse, pourtant 3500 étrangers trouvent chaque mois un emploi en Suisse!»

Il y a quelque temps déjà que les rouages de ce simplisme xénophobe, fondements élémentaires de la rhétorique du national-populisme, ont été décryptés²⁵. Cette recette qui consiste à réduire la complexité sociale à quelques solutions primaires en jouant sur

24. La publication de cette affiche est à l'origine d'une plainte pour infraction à la législation antiraciste déposée contre l'UDC par le Parti ouvrier et populaire vaudois (POP) auprès du juge cantonal. Notons qu'une affiche de campagne de la section bâloise de l'UDC pour les élections nationales de 2003 représentait le visage d'Oussama Ben Laden, le doigt levé, derrière une croix helvétique en filigrane.

25. Pierre-André Taguieff, «La rhétorique du national-populisme. Les règles élémentaires de la propagande xénophobe», *Mots*, N° 9, 1984, pp. 113-139.

le ressentiment (« c'est la faute de... »)²⁶ constitue bien la marque de fabrique des partis de l'extrême droite contemporaine. Il est manifeste qu'elle fait également partie du dispositif argumentaire de l'UDC.

L'ANTIPOLITIQUE

Comme le remarque à juste titre Oscar Mazzoleni, « aucune autre force politique traditionnelle dans le continent, durant les vingt dernières années, ne s'est radicalisée en se servant d'un discours « national-populiste », tout en restant représentée sans interruption dans un gouvernement de coalition nationale »²⁷. Parti de gouvernement disposant depuis les élections fédérales de 2003 de deux sièges au Conseil fédéral²⁸, l'UDC présente en effet cette singularité d'être également un parti anti-partis et *anti-establishment*. La classe politique incarne ainsi une autre figure de l'ennemi et occupe là encore une place majeure dans le discours graphique.

RATS ET PIEUVRE : LE BESTIAIRE DE L'UDC

L'examen du discours graphique udéciste révèle la présence d'un véritable bestiaire politique par lequel transistent certaines des représentations négatives de la classe politique. Métonymie animale récurrente de la propagande graphique, la pieuvre géante²⁹ figure ainsi sur un dessin daté d'octobre 2004 visant à dénoncer les propositions du Conseil fédéral relatives à la mise en place d'une « taxe CO² » sur les carburants. Sur les tentacules de ce monstre, sont inscrits les noms des principales organisations écologistes internationales (Greenpeace, WWF), ainsi que ceux d'organismes helvétiques (l'Association Transports et Environnement, l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage). Les grands

26. *Ibid.*, p. 124.

27. Oscar Mazzoleni, *Nationalisme et populisme en Suisse*, Lausanne : PPUR, 2003, p. 30.

28. Entre 1959 et 2003, la répartition des sièges au sein du Conseil fédéral (l'exécutif helvétique) est restée inchangée : deux sièges pour le Parti radical-démocratique (PRD), deux pour le Parti socialiste (PS), deux pour le Parti démocrate-chrétien (PDC) et un pour l'Union démocratique du centre (UDC). En 2003, fort des résultats engrangés par l'UDC, Christoph Blocher fait son entrée au sein du Conseil fédéral en prenant la place de la démocrate-chrétienne Ruth Metzler, portant à deux le nombre de sièges gouvernementaux de l'UDC.

29. Pour une histoire des représentations de la pieuvre dans la propagande graphique, dont les premières illustrations politisées datent de la fin du XIX^e siècle, voir Fabrice D'Almeida, 1992, « La pieuvre, un essai d'interprétation », *L'image fixe. Lettre du groupe d'étude sur l'image fixe*, N° 1, 1992 (non paginé).

yeux froncés du mollusque, anthropomorphisé pour l'occasion, traduisent sa détermination : enserrant d'un tentacule le corps d'un père de famille devant sa femme et son bébé horrifiés, la pieuvre parvient à vider de la pointe d'un autre tentacule le fond de la poche du pantalon de sa capture et à extirper des pièces de monnaie. Cette mise en scène complexe a pour fonction de délivrer un message simple : le Conseil fédéral, pris entre les bras de la « mafia écologiste » (comme le stipule le slogan), oppresse fiscalement les ménages.

Animal moins attendu dans la composition de ce bestiaire, un rat apparaît avec sa meute sur le dessin d'une affiche datant de février 2004. Moins attendu car, comme on le sait, le rat est l'un des emblèmes des mouvements de jeunesse d'extrême droite. Rappelons que cet emblème fut initialement imposé par la propagande des groupements d'extrême gauche, pour lesquels le rat symbolisait la vermine (fasciste), la peste brune. Dans l'affiche de l'UDC, trois rats de couleur rouge rongent le contenu (billets et pièces) d'un porte-monnaie apparemment mécontent de son sort (ce porte-monnaie a deux sourcils froncés, deux yeux inquiets et une bouche dont les traits sont tirés vers le bas). Cette mise en scène est explicitée par le slogan : « La politique de la gauche ruine notre pays. Non à la hausse de la TVA. » Ainsi, les propagandistes de l'UDC ont procédé dans cette affiche à une inversion de la charge sémantique du symbole du rat, afin de signifier la façon dont la gauche grignote progressivement le budget du pays. Cette inversion n'est cependant pas restée sans réaction. La Jeunesse socialiste suisse a en effet répondu à l'UDC en élaborant sur le même modèle plusieurs affiches de contre-propagande³⁰. L'une d'entre elles représente trois rats de couleur gris foncé s'attaquant à une femme d'origine étrangère et à une personne en fauteuil roulant. Le slogan de cette affiche rétablit le sens initial du symbole en stigmatisant l'adversaire : « L'UDC propage la peste brune. Non au paquet fiscal, à la 11^e révision de l'AVS. »³¹

30. Cf. <http://www.juso.ch>

31. La 11^e révision de l'AVS (assurance vieillesse et survivants) et l'élévation de la TVA sont soumises au vote populaire le 16 mai 2004. L'UDC soutient la 11^e révision de l'AVS ainsi que l'augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes mais rejette toute augmentation de la TVA qui, selon elle, entraînerait une diminution du pouvoir d'achat des ménages et freinerait la croissance économique. L'affiche de l'UDC s'inscrit dans le cadre d'une pré-campagne en vue de la votation du 16 mai 2004, dont l'objectif avoué est de « sensibiliser les électeurs ».

L'utilisation de figures animalières pour dénoncer les forces de gauche n'est pas sans surprendre. Il s'agit ici de vieux procédés propagandistes³², assez éloignés des canons de la communication politique moderne. Il ne faudrait cependant pas sous-estimer l'efficacité communicationnelle de ce type d'opérateur synthétique. L'image du rat ou de la pieuvre est sans doute anachronique. Mais elle permet également de marquer les esprits. On notera à cet égard qu'un autre animal a été utilisé par les propagandistes de l'UDC pour dénoncer la classe politique. Une affiche de la campagne pour les élections nationales de 2003 représente ainsi le dessin d'une poule qui porte un béret suisse. Son bec est ficelé, ses pattes menottées, son corps se déplume au gré de battements d'ailes frénétiques, son regard exprime l'angoisse... autant de sèmes iconiques dont la combinaison a charge d'incarner, comme l'admettent les responsables de l'UDC, un «peuple suisse bâillonné, plumé et ligoté»³³. Le slogan stipule: «Ça, nous le devons aux autres partis.»

DÉNONCER LES «FATIGUÉS DE LA PATRIE»

La classe politique se trouve incontestablement au cœur du dispositif explicatif des maux qui menacent le *Sonderfall*. Dans une affiche que nous avons déjà évoquée (celle qui représente cette botte militaire européenne piétinant la carte d'électeur), l'UDC accuse tout d'abord la gauche et les *Heimatmüde*, les partis fatigués de défendre la patrie, de «vouloir conduire la Suisse dans l'UE», d'«abandonner la neutralité», de «sacrifier l'indépendance» et de «monnayer les droits populaires». Sur le dessin de cette autre affiche qui date de novembre 1993, une jeune femme tenant dans sa main gauche un trousseau de clés et portant en bandoulière un sac à main est poursuivie par l'ombre d'un homme qui la menace avec un couteau³⁴. Cette affiche est diffusée un mois après l'assassinat, précédé du viol, d'une jeune femme à Zurich. Le meurtrier, déjà emprisonné pour deux crimes à caractère sexuel, avait obtenu un congé par les instances médicales et judiciaires qui le considéraient comme guéri. Sur la moitié inférieure gauche de l'affiche, le

32. Sur l'utilisation des figures animalières en politique, on se reportera utilement à Paul Bacot, Éric Baratay, Denis Barbet, Olivier Faure et Jean-Luc Mayaud (dir.), *L'animal en politique*, Paris: L'Harmattan, 2003.

33. UDC, Conférence de presse, 21 août 2003.

34. On trouve une mise en scène similaire dans une affiche du Front national français datée de 1984.

slogan clame: «Ça, nous le devons à la gauche et aux ‹gentils› [les autres partis de droite]: plus de criminalité, plus de drogue, plus de peur.» La classe politique est en effet également rendue responsable des problèmes de drogue dans la ville zurichoise. En janvier 1994, l'UDC locale publie une annonce au titre évocateur: «La majorité de gauche à Zurich est coupable de cela: plus de drogues.» En arguant avoir prédit l'avènement de cette situation depuis des années, le document représente une seringue accompagnée d'un court texte dénonçant une politique de la drogue «sans objectif et sans conception», qui a pour conséquence d'engendrer dans la ville un «réseau organisé de criminalité». Le parti propose de fait de «démembrer», «avec force» les scènes de la drogue en «exécutant le droit».

Plus largement, les institutions politiques seraient également coupables d'un véritable complot. Sur un dessin récemment publié sur le site internet de l'UDC, et cosigné par l'ASIN, un sorcier ricanant, chapeau pointu, nez crochu, vêtu d'un long manteau noir, remue à l'aide d'une immense cuillère estampillée «Bureau de l'intégration» le contenu d'une grosse marmite sur laquelle figure l'inscription «Confidentiel. Info-concept Schengen/Dublin». Le texte du slogan dénonce la «soupe empoisonnée du Palais fédéral» et la «manipulation des votations populaires». Cette annonce s'inscrit dans le cadre d'une conférence de presse tenue quelques mois avant la votation sur Schengen/Dublin, conférence au cours de laquelle le président de l'UDC suisse ainsi que deux conseillers nationaux de l'UDC critiquent «la manipulation systématique des scrutins populaires par le Conseil fédéral et l'administration. L'opinion publique réelle coïncide de moins en moins souvent avec l'opinion publiée. Les sondages, les comptes rendus des médias, les prises de position du Conseil fédéral, les mots d'ordre du PRD, du PDC, du PS, des syndicats et des associations n'ont plus qu'un seul but: manipuler l'opinion publique.»³⁵

L'objectif de cette stratégie de dénonciation et de responsabilisation de la classe politique consiste bien à démontrer que l'UDC se pose comme la seule alternative politique crédible et l'unique rempart contre l'effondrement du *Sonderfall*. De fait, si le programme narratif du discours graphique udéciste est essentiellement de nature dysphorique, il n'en propose pas moins une solution

35. UDC, Conférence de presse, 4 octobre 2004.

euphorique: voter pour l'UDC, promesse d'un avenir radieux, comme le suggère l'un des logotypes du parti, qui représente un soleil se levant sur une Suisse «plus sûre», «dans la liberté», accompagné de la signature «Qualité suisse».

«Direct et clair!», clame le slogan d'une récente affiche-texte de l'UDC. On ne saurait effectivement mieux caractériser le discours graphique de la formation de Christoph Blocher. Un discours qui n'est pas sans évoquer celui d'un parti comme le Front national en France³⁶. D'un point de vue rhétorique, l'UDC procède bien en effet du même schéma: dénonciation d'un état de décadence, identification des responsables, solution miracle de l'équation sociale, proposition d'une méthode de salut. D'un point de vue thématique, plusieurs points communs sont également repérables: l'antipolitique, la xénophobie, l'hostilité à l'Union européenne, la défense de l'identité nationale. On aurait tort ici de négliger les caractéristiques d'une telle combinaison. Certes l'UDC participe depuis plusieurs décennies au gouvernement helvétique. Mais son discours graphique ne s'en apparente pas moins, par certains aspects, à celui d'un parti d'extrême droite. En cela, l'UDC représente bien, en Europe, un cas particulier.

36. Voir Alexandre Dézé, *La co-construction du sens dans l'affiche politique. Analyse de réception du discours graphique du Front national*, mémoire de DEA d'Études politiques, IEP de Paris, 1998 (dir. Pierre Favre).

III. LES ÉLECTEURS ET LES MILITANTS

DIMENSIONS SOCIOPROFESSIONNELLES ET EXPLICATION DU VOTE¹

OSCAR MAZZOLENI, MAURIZIO MASULIN ET CÉCILE PÉCHU

L'identification de la base sociale des électeurs des partis politiques européens dits de droite radicale, extrême, ou populiste est une préoccupation récurrente des analyses de sociologie politique. Nous allons ici explorer les déterminants socioprofessionnels du vote pour la « nouvelle » Union démocratique du centre (UDC), le parti qui a bouleversé depuis les années 90 le paysage politique suisse. Entre les élections fédérales de 1991 et celles de 2003, son score est en effet passé de 11,9 % à 26,7 % des suffrages sur le plan national.

Si, comme nous le verrons, nous disposons déjà de quelques éléments d'analyse, une étude approfondie de la composition socio-professionnelle de l'électorat de l'UDC, notamment à partir des résultats des dernières élections, reste à réaliser. Le premier objectif de cet article est de répondre aux questions suivantes : l'UDC mobilise-t-elle une part croissante des couches salariées, notamment les plus « défavorisées » ? Dans quelle mesure ce parti mobilise-t-il les classes moyennes « favorisées » (du point de vue du capital économique ou culturel), qu'on a qualifiées de « gagnants » dans le processus actuel de la modernisation capitaliste ?² Enfin, que reste-t-il de l'ancien électorat de l'UDC ? De manière plus générale, que peut-on dire des traits caractéristiques du vote UDC, à la lumière des caractéristiques de l'électorat d'autres partis de la « droite radicale et nationaliste », actifs dans d'autres pays européens ?

1. Cet article a été publié sous une forme légèrement différente dans la *Revue française de science politique*, Vol. 55, N° 4, août 2005, pp. 663-689 (titre original : « Dimensions socioprofessionnelles et explication du vote en faveur de l'Union démocratique du centre en Suisse »).

2. Cf. Hanspeter Kriesi, « Movements of the Left, Movement of the Right: Putting the Mobilization of Two New Types of Social Movements into Political Context », in Herbert Kitschelt et al. (eds), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999, pp. 398-423; Hanspeter Kriesi, « The Transformation of the National Political Space in a Globalizing World », in Pedro Ibarra (ed.), *Social Movements and Democracy*, New York: Palgrave Macmillan, 2003, pp. 195-210.

Le deuxième objectif de cette contribution est d'ordre théorique et méthodologique. À travers l'analyse du rôle joué par les dimensions socioprofessionnelles (ou « clivages de classe ») dans l'explication du vote, nous souhaitons soulever quelques questions souvent peu traitées dans le domaine d'étude des droites radicales, en l'espèce la relation qui lie choix méthodologiques, notamment les indicateurs et les procédures d'analyse sélectionnés, et résultats obtenus. Depuis quelques années, les hypothèses de l'École de Columbia, influencées par les travaux de Lazarsfeld³, qui mettaient en évidence l'effet prépondérant des variables socio-économiques « lourdes » sur le vote, ont été remises en question par un courant d'analyses qui a montré l'importance croissante et prépondérante des clivages « de valeurs ». Les approches centrées sur le rôle joué par les facteurs historiques, contextuels, et par les enjeux électoraux ont également contribué à cette remise en cause⁴.

Le débat est cependant encore ouvert et les analyses centrées sur les facteurs socioprofessionnels semblent retrouver une certaine actualité dans l'explication du choix partisan⁵. Cette perspective semble favorisée par le type de mobilisation qu'ont produit les partis de droite extrême ou radicale surgis en Europe occidentale durant la dernière décennie du siècle passé. L'hétérogénéité de ces partis ainsi que leur nature mouvante et complexe rendent difficile toute généralisation. Cependant, dans de nombreux cas, bien que de manière non systématique, on observe dans l'électorat de ces partis une surreprésentation de certaines couches sociales⁶. Certaines études sur la droite extrême, radicale ou national-populiste ont montré que, bien que la base sociale de ces partis se présente

3. Par exemple, Paul F. Lazarsfeld, et al., *The People's Choice*, New-York: Columbia University Press, 1968.

4. Cf. Jan W. Van Deth et Elinor Scarbrough (eds), *The Impact of Values*, Oxford: Oxford University Press, 1995; Mark Franklin, « The Decline of Cleavage Politics », in Mark Franklin et al., *Electoral Change Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*, Cambridge: Cambridge University Press, 1992.

5. Cf. Terry N. Clark et Seymour M. Lipset, *The Breakdown of Class politics. A Debate on Post-Industrial Stratification*, Baltimore: John Hopkins University Press, 2001; Geoffrey Evans, *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*, Oxford: Oxford University Press, 1999.

6. Herbert Kitschelt (en coll. avec Anthony J. McGann), *The Radical Right in Western Europe*, Ann Arbor: University of Michigan Press, 1995; Peter H. Merkl et Leonard Weinberg (eds), *The Revival of Right-Wing Extremism in the Nineties*, Londres: Franck Cass, 1997; Pascal Perrineau (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube, 2001; Piero Ignazi, *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford: Oxford University Press, 2003; Hans-Georg Betz, *La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate?* Paris: Cevipof/Autrement, 2004; Pippa Norris, *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*, Cambridge; New York: Cambridge University Press, 2005.

comme diversifiée et interclassiste, les petits indépendants, commerçants et artisans et, encore davantage, les ouvriers, y sont surreprésentés⁷. D'autres auteurs insistent sur la présence de catégories que nous pouvons généralement définir comme « défavorisées » (chômeurs, ouvriers et personnes ayant un bas niveau d'instruction)⁸. Rares sont toutefois les études, dans ce champ spécifique de l'analyse électorale du vote pour la droite radicale ou extrême, qui discutent et définissent avec une certaine précision ce que recouvrent les couches sociales à la base du vote pour ces partis⁹. En général, dans les études publiées dans ce domaine, l'impression est qu'il n'y a pas suffisamment de clarté s'agissant des catégories d'analyse adoptées. On peut se demander si l'analyse de leur base sociale ne pourrait s'enrichir non seulement de l'usage de différentes procédures statistiques, mais surtout d'une discussion méthodologique relative au choix des indicateurs de « couches sociales » utilisés¹⁰.

Notre démarche s'appuie sur le présupposé selon lequel les individus des sociétés contemporaines disposent d'attaches multiples; les processus de socialisations et de formation des préférences politiques suivent par conséquent des parcours complexes, qui se poursuivent, à travers leurs différents positionnements dans l'espace social, tout au long du parcours de vie des individus¹¹. Les clivages de « classe » dans les sociétés occidentales actuelles ne peuvent par conséquent que difficilement être appréhendés selon une simple dichotomie (opposant par exemple les travailleurs manuels aux autres catégories) et il faudra plutôt, comme le font certaines études, notamment françaises, essayer de combiner plusieurs dimensions à la fois (par exemple, ouvriers ou non-ouvriers, indépendants ou salariés, salariés du privé ou du public)¹². De même,

7. Cf. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris: Flammarion, 2002, pp. 296 ss.

8. Par exemple, Hans-Georg Betz, *La droite populiste en Europe...*, *op. cit.*

9. Avec des exceptions, comme dans le cas de: Yves de Weerd et al., *Turning Right? Socio-economic Change and the Receptiveness of European Workers to the Extreme Right. Report on the Survey Analysis and Results*, Louvain-Vienne: Siren, 2004.

10. Bruno Cautrès et Nonna Mayer, « Les métamorphoses du « vote de classe », in Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Science Po, 2004, pp. 145-160.

11. Daniel Gaxie, « Appréhension du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, Vol. 52, N° 2-3, 2002, pp. 145-178.

12. Daniel Boy et Nonna Mayer, « Les « variables lourdes » en sociologie électorale: état des controverses », *Enquêtes*, N° 5, 1997, pp. 109-122; Daniel Boy et Nonna Mayer, « Que reste-t-il des variables lourdes? », in Daniel Boy et Nonna Mayer (dir.), *L'électeur à ses raisons*, Paris: Presses de Sciences Po, 1997, pp. 101-138; Bruno Cautrès et Nonna Mayer, « Les métamorphoses du « vote de classe », *op. cit.*

il faut prendre en compte l'hétérogénéité de certaines catégories socioprofessionnelles, telles que les « indépendants » ou les « salariés ».

Dans un premier temps, nous ferons le point sur la manière dont les dimensions socioprofessionnelles ont été appréhendées dans l'analyse électorale, notamment dans le cas de l'UDC. Nous présenterons ensuite brièvement la manière dont l'analyse du rapport entre dimensions socioprofessionnelles et vote s'est récemment développée en Suisse. Puis nous exposerons les indicateurs utilisés dans notre analyse. Nous procéderons alors à l'analyse bivariable de différents indicateurs, sur la base des résultats des deux volets les plus récents de l'enquête post-électorale Selects. Enfin, une analyse multivariée nous permettra de mesurer l'effet sur le vote, et tout particulièrement sur le vote UDC, de ces indicateurs socioprofessionnels et des clivages religieux, linguistique et de résidence traditionnellement pris en compte dans les études électorales suisses.

LES DIMENSIONS SOCIOPROFESSIONNELLES DU VOTE UDC

Les recherches effectuées jusqu'ici sur le vote pour la « nouvelle » UDC ont confirmé en général le poids des couches défavorisées, notamment en termes de capital scolaire. Néanmoins, certaines questions restent ouvertes. Les premiers signes de la transformation du vote UDC se dessinent au cours des années 80 déjà¹³, mais c'est surtout depuis son avancée électorale en 1995 que l'on assiste à une modification de la composition structurelle de cet électorat. Traditionnellement présent dans le monde agricole et artisan, l'UDC a vu sa base sociale se modifier considérablement¹⁴. Par ailleurs, on a assisté à un affaiblissement progressif de l'importance des clivages traditionnels, notamment des clivages linguistiques, ville-campagne et religieux. Toujours depuis 1995, on voit s'accroître la part d'électeurs UDC en Suisse romande – même si la base électorale dominante reste alémanique – et dans les zones urbanisées. S'accroît aussi la part de l'électorat de confession catholique, de telle sorte que l'UDC apparaît de moins en moins

13. Claude Longchamp, Sibylle Hardmeier, *Analyse des élections au Conseil national 1991*, Berne: Gfs/Université de Berne, 1992.

14. Historiquement basé dans les cantons ruraux et de tradition protestante, les origines de ce parti remontent aux années 10. L'UDC se constitue officiellement sur le plan national en 1971. Cf. Oscar Mazzoleni, *Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la « nouvelle » UDC*, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes, 2003.

comme le parti typique des cantons de tradition protestante. Les études constatent également que les catégories qui disposent d'un faible capital scolaire restent surreprésentées dans l'électorat UDC, et ce avant même la phase de croissance électorale. Cette dernière caractéristique, du moins pour les années récentes, a été particulièrement soulignée dans l'explication de ce choix électoral¹⁵.

En revanche, en ce qui concerne le rôle des dimensions socio-professionnelles et économiques, les études fournissent une image moins claire, notamment s'agissant de son évolution récente. Une analyse conduite par Kitschelt et McGann¹⁶ sur les résultats des élections fédérales de 1999 montre que, outre les petits indépendants et les agriculteurs, qui constituaient l'électorat traditionnel de l'UDC, les «travailleurs manuels» sont également surreprésentés parmi ses électeurs; les catégories des employés et des dirigeants sont en revanche sous-représentées. Cette étude souligne plutôt la continuité, entre 1991 et 1999, de la base sociale de ce parti, à l'exception d'un soutien plus marqué de la part des «travailleurs manuels». En revanche, elle ne mesure pas l'éventuelle modification du poids des agriculteurs comparativement à d'autres catégories d'indépendants. On retrouve ce problème de spécification dans une autre étude, basée sur les mêmes données, pour l'année 1999, qui confirme le meilleur score réalisé par l'UDC auprès des «employés et ouvriers», avec un bas niveau de formation; les personnes ayant un haut revenu restent en revanche sous-représentées¹⁷. Ces données montrent que, malgré une présence encore significative, les indépendants, les agriculteurs, mais aussi les retraités voient leur poids dans le vote UDC diminuer face à l'importance que viennent d'acquérir les travailleurs salariés, notamment les «employés». Mais les résultats obtenus sont ici aussi tributaires de la procédure d'analyse choisie. Une analyse multivariée sur le choix électoral entre 1995 et 2003 montre que, jusqu'en 1999, une fois contrôlés les effets d'un ensemble de

15. Anke Tresch, *Le clivage entre perdants et gagnants et le vote pour l'Union démocratique du centre. Une analyse des élections au Conseil national de 1999*, mémoire de licence, Département de Science politique, Université de Genève, 2001; Peter Selb et Romain Lachat, *Élections 2003. Évolution du comportement électoral*, Zurich: Swiss Electoral Studies, 2004.

16. Herbert Kitschelt et Anthony J. McGann, «Die Dynamik der Schweizerischen Neuen Rechten in komparativer Perspektive: Die Alpenrepubliken», in Pascal Sciarini, Sibylle Hardmeier, Adrian Vatter (Hg.), *Schweizer Wahlen 1999/Élections fédérales 1999*, Berne; Stuttgart; Vienne: Haupt, 2003, pp. 183-216.

17. Hans Hirter, *Élections 1999. Composition et orientation politique de l'électorat lors des élections fédérales de 1999*, Berne; Genève; Zurich: Institut de Sciences politiques, 2000.

variables sociodémographiques (âge, sexe, niveau de formation, taille de l'habitat, religion) et économiques (revenu), les « travailleurs non qualifiés » ont moins de chances de voter pour l'UDC que la majorité des membres des classes moyennes, salariées ou indépendantes, y compris les agriculteurs¹⁸. La probabilité de voter UDC est significativement moins élevée pour une personne exerçant une profession de « spécialiste socioculturel », disposant d'un fort capital culturel et travaillant dans le monde de la santé, de l'éducation, du travail social ou du journalisme. Cette étude met aussi en évidence les changements intervenus entre 1999 et 2003. En effet, en 2003, la catégorie des « travailleurs non qualifiés », qui figurait en 1999 parmi celles qui avaient le moins de chances de voter pour l'UDC, comparable seulement de ce point de vue à la catégorie des spécialistes socioculturels, semble alors s'aligner sur la position des autres catégories socioprofessionnelles, qui ne se distinguent ni par un refus, ni par une acceptation nets (i.e. statistiquement significatifs) du vote pour l'UDC.

INDICATEURS ET CHOIX MÉTHODOLOGIQUES

Ce relatif manque de clarté quant au rôle de certaines catégories socioprofessionnelles tient vraisemblablement pour l'essentiel aux choix classificatoires, aux critères de mesure adoptés et, plus généralement, au manque de discussion sur le « contenu » spécifique de chaque catégorie. Ce questionnement concerne aussi la procédure d'analyse : une analyse bivariée ou une analyse multivariée ne produisent pas nécessairement des résultats directement comparables. Dès lors, l'étude de la base sociale de la droite radicale ou populiste doit s'enrichir du débat plus général sur l'impact du clivage de classe sur le vote, en grande partie lié au débat sur le choix des indicateurs socioprofessionnels (utilisation ou non de l'indice d'Alford¹⁹) et sur les procédés de mesure²⁰.

18. Peter Selb et Romain Lachat, *op. cit.*

19. L'indice d'Alford, dans sa version classique, est calculé en soustrayant la proportion de travailleurs manuels qui votent pour la gauche à celle de travailleurs « non manuels » qui votent pour la gauche. Cf. Robert R. Alford, « A Suggested Index of the Association of Social Class and Voting », *Public Opinion Quarterly*, N° 26, 1962, pp. 417-425.

20. Bruno Cautrès et Nonna Mayer, « Les métamorphoses du « vote de classe », *op. cit.* ; Élisabeth Dupoirier, « Dynamique de l'espace social et vote », in Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral : Les leçons du 21 avril 2002*, Paris : Presses de Sciences Po, 2004, pp. 185-206.

Il faudra donc expliciter les raisons du choix de certains indicateurs socioprofessionnels et de catégories de stratification sociale, et de surcroît souligner les particularités suisses de ce point de vue. Jusqu'à très récemment – notamment avant les travaux de Dominique Joye, René Levy et Martin Schuler²¹ – et à la différence de la plupart des pays européens, on ne disposait pas, en Suisse, d'études approfondies sur la stratification sociale et par conséquent d'indicateurs socioprofessionnels, construits à partir de ces études, susceptibles d'être opérationnalisés de manière satisfaisante et capables d'appréhender la complexité de la réalité sociale. À cela s'ajoute le fait que, jusqu'aux années 90, la Suisse n'avait pas été incluse dans les grandes enquêtes internationales et que, de ce fait, l'on ne disposait pas de séries de données longitudinales comparables à celles existant dans d'autres pays européens.

Jusqu'aux années 80, ces lacunes ont contribué à rendre l'analyse électorale en termes de vote « de classe » tout à fait marginale en Suisse. Lacune vraisemblablement attribuable, en partie, à l'interprétation prédominante dans les études sur le système partisan suisse. Ces études, en effet, essayaient surtout de circonscrire les conditions qui permettaient le niveau relativement élevé de stabilité politique du système politique suisse. Celui-ci était attribué à l'effet conjoint d'un nombre limité de clivages, notamment les clivages religieux, linguistique et ville-campagne, et c'est essentiellement sur la base de l'indice d'Alford que les analyses soulignaient alors le rôle secondaire du clivage de classe dans la structuration du système de partis helvétique²². Les caractéristiques de l'évolution du système politique suisse expliquent en bonne partie cet état de fait : l'évolution du champ partisan suisse depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle a été marquée par un contexte d'hétérogénéité socio-économique et de décentralisation institutionnelle particulièrement élevées, par l'introduction précoce du suffrage universel masculin au milieu du XIX^e siècle et par un fort gradualisme dans les transformations économiques ; on n'a pas assisté à l'apparition

21. Cf. Dominique Joye et Martin Schuler, *La structure sociale de la Suisse. Catégories socio-professionnelles*, Berne: Office fédéral de la statistique, 1995 ; René Levy et al., *Tous égaux? De la stratification aux représentations*, Zurich: Seismo, 1997.

22. Arend Lijphart, « Religious vs Linguistic vs Class Voting: The «Crucial» Experiment of Comparing Belgium, Canada, South Africa and Switzerland », *American Political Science Review*, N° 73, 1979, pp. 442-458 ; Henry H. Kerr, « The Swiss Party System: Steadfast and Changing », in Hans Daalder (ed.), *Party Systems in Denmark, Austria, Switzerland, the Netherlands and Belgium*, Londres: Frances Pinter, 1983, pp. 107-192.

de véritables partis «de masse», de même que l'on n'a pas vu émerger et s'imposer un véritable clivage «de classe» résultant de la révolution industrielle²³, ce qui semblait constituer une particularité de la Suisse par rapport aux grands pays industrialisés d'Europe occidentale, notamment la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Les années 90 marquent un tournant dans l'analyse électorale suisse. Une nouvelle vague d'analyses, rendue possible par le développement d'une série de grandes enquêtes nationales et internationales incluant le cas helvétique (notamment Selects et World Values Survey), revient plus précisément sur les clivages, socio-structurels d'une part, de valeurs d'autre part. Ce «nouveau départ» dans l'analyse électorale²⁴ a permis et stimulé des analyses comparatives et a abouti, grâce aux études notamment de Hanspeter Kriesi et de ses collaborateurs, à renouveler l'analyse des dimensions socioprofessionnelles du vote²⁵. Abandonnant donc l'indice d'Alford, qui ne tient compte que du rapport entre travailleurs «manuels» et «non manuels» dans les partis de gauche, Kriesi, s'inspirant de la théorie sur les classes sociales du sociologue américain Erik Olin Wright²⁶, construit un indicateur qui synthétise plusieurs facteurs: la formation, les compétences spécifiques, la position à l'intérieur de la profession ou le secteur d'activité. Cette élaboration lui permet ainsi de conserver la distinction de Wright entre ancienne et nouvelle classe moyenne, tout en distinguant de manière plus appropriée les professions traditionnelles des nouvelles professions. À travers cet indicateur de statut social, Kriesi essaie de montrer l'existence d'un double clivage «de classe»: d'une part entre les «perdants» (les travailleurs «non qualifiés») et les «gagnants» (en général, ceux qui disposeraient des ressources culturelles et sociales pour faire face au processus de mondialisation) et, d'autre part, au sein des catégories de la «nouvelle classe moyenne», notamment entre les spécialistes socioculturels et les cadres supérieurs²⁷. En généralisant cette perspective, cet auteur

23. David E. Bohn, «The Failure of Radical Left in Switzerland. A Preliminary Study», *Comparative Political Studies*, Vol. 19, N° 1, avril 1986, pp. 71-103.

24. Peter Farago, «Wahlforschung in der Schweiz. Der Neubeginn», *Schweizerische Zeitschrift für Politische Wissenschaft*, Vol. 4, N° 1, 1995, pp. 121-130.

25. Hanspeter Kriesi, *Political Mobilization and Social Change. The Dutch Case in Comparative Perspective*, Aldershot: Avebury, 1993; Hanspeter Kriesi, «The Transformation of Cleavage Politics. The 1997 Stein Rokkan Lecture», *European Journal of Political Research*, Vol. 33, N° 2, 1998, pp. 165-185.

26. Erik O. Wright, *Classes*, Londres: Verso, 1985.

27. Hanspeter Kriesi, *Le système politique suisse*, Paris: Economica, 1998.

fait l'hypothèse que les citoyens moins formés, peu qualifiés, actifs dans des secteurs orientés vers le marché national, sont les plus vulnérables aux déréglementations et aux privatisations qui se succèdent depuis quelques années dans les sociétés occidentales et, de ce fait, plus sensibles à l'appel des partis ou mouvements de la droite radicale et nationaliste²⁸. De plus, selon Kitschelt, les partis de la droite radicale, qui allient un programme néolibéral au niveau économique à un nationalisme sur le plan culturel, devraient réussir à coaliser l'ancienne classe moyenne (petits indépendants, commerçants, artisans) et les membres déqualifiés de la classe ouvrière, alors que Kriesi formule l'hypothèse que ces partis pourraient aussi mobiliser une partie des cadres supérieurs (managers et spécialistes techniques), séduits par le néolibéralisme associé à un conservatisme traditionnel et partiellement protectionniste au niveau économique²⁹. Jusqu'ici, les résultats des analyses sur le cas suisse n'ont pas confirmé cette hypothèse. Néanmoins, l'indicateur de Kriesi a pris beaucoup de place au cours des années 90, au point qu'il a été utilisé, au détriment de tout autre indicateur de statut socioprofessionnel, dans la plupart des études électorales suisses sur le rôle du clivage «de classe» dans l'explication du choix partisan³⁰. De même, à quelques exceptions près³¹, l'analyse de la composition sociale des partis suisses n'utilise, depuis 1995, que cet indicateur. Parmi les rares études qui n'en font pas usage, il faut mentionner l'étude, déjà citée, de Kitschelt et McGann qui, à l'indicateur construit sur le «groupe» professionnel, préfère celui qui relève de la «condition» socioprofessionnelle. À la différence des autres analyses, cette catégorisation alternative permet de mettre en évidence le rôle joué par les individus qui n'exercent pas de travail rémunéré, ainsi que l'influence que joue le secteur d'occupation, public ou privé, des salariés³². Ces résultats sont

28. Hanspeter Kriesi, «Movements of the Left, Movement of the Right», *op. cit.*

29. Hanspeter Kriesi, «The Transformation of the National Political Space...», *op. cit.*, p. 202.

30. Alexandre H. Trechsel, *Clivages en Suisse. Analyse des impacts relatifs des clivages sur l'électorat suisse lors des élections fédérales*, Genève: Département de Science politique, 1995; Alexandre H. Trechsel et Simon Hug, «Clivages et identification partisane», in Simon Hug et Pascal Sciarini (dir.), *Changements de valeurs et nouveaux clivages politiques en Suisse*, Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 207-236; Ruth Nabholz, «Das Wählerverhalten in der Schweiz: Stabilität oder Wandel? Eine Trendanalyse von 1971-1995», in Hanspeter Kriesi, Wolf Linder et Ulrich Klöti (Hg.), *Schweizer Wahlen 1995*, Berne; Stuttgart; Vienne: Haupt, 1998, pp. 17-44.

31. Daniel Schloeth, *Vor die Wahl gestellt. Erklärungen des Wahlverhaltens bei den Eidgenössischen Wahlen 1995*, Berne: Haupt, 1998; Hans Hirter, *op. cit.*; Peter Selb et Romain Lachat, *op. cit.*

32. L'indicateur comprend les catégories suivantes: cadres, petits indépendants et artisans, employés du public et du privé, retraités, travailleurs manuels, femmes ou hommes au foyer.

néanmoins difficilement comparables à ceux produits grâce à l'indicateur Kriesi. De plus, l'étude citée ne permet pas de comprendre l'effet spécifique joué par la « condition » socioprofessionnelle, en regard d'autres indicateurs socioprofessionnels ou économiques (par exemple, revenu, patrimoine) ou sociodémographiques (par exemple, âge, sexe), puisqu'elle ne met pas en œuvre de procédures multivariées.

MULTIDIMENSIONNALITÉ SOCIOPROFESSIONNELLE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE

Nous pensons donc que l'analyse des déterminants sociostructurels du vote et, dans notre cas, du vote UDC, gagnerait à profiter des multiples indicateurs que fournissent des enquêtes telles que Selects. Dans la mesure où nous voulons mesurer la dimension socioprofessionnelle, nous allons bien sûr retenir l'indicateur de statut social de Kriesi, en le comparant toutefois à d'autres indicateurs ou classifications : en l'espèce, nous allons tester la classification socioprofessionnelle Isco 88 (International Standard Classification of Occupations), que propose l'International Labour Office (1990). Malgré des affinités apparentes, les deux indicateurs, Isco et Kriesi, se distinguent clairement par la manière dont ils sont construits.

L'indicateur de « classe sociale » proposé par Kriesi, notamment dans le cadre des enquêtes Selects, est le résultat d'une élaboration et codification formelle de plusieurs caractéristiques : la formation, la profession déclarée, la situation professionnelle (indépendant, salarié) et la position dans la hiérarchie professionnelle (cadre/dirigeant ou employé/ouvrier). Outre le rôle, fondamental, de la formation, qu'il partage avec la classification Isco, les différentes dimensions retenues dans sa composition permettent d'autres types de distinctions. Ainsi, la position occupée est en fait définie aussi bien en relation au pouvoir décisionnel qu'elle confère – qui permet surtout d'isoler les *managers* – aux liens de loyauté à l'intérieur de la profession – qui caractérisent les professions techniques et socioculturelles – et à l'orientation « interne » ou au contraire « externe » (vers des « clients », au sens générique d'usagers externes) de la profession qui distingue ces deux dernières catégories. La classification Isco est construite essentiellement à partir de la profession déclarée par les interviewés et du niveau de compétences nécessaires

pour l'exercice de la fonction spécifique à l'intérieur de l'unité d'exercice de la profession. Si ces deux éléments permettent d'ordonner de manière quasi hiérarchique les diverses positions, cette classification ne prend pas en compte la dimension spécifique du prestige que revêtent leurs caractéristiques. Outre le niveau de formation requis et les compétences spécifiques à la fonction occupée, la profession ou le groupe de professions sont aussi définis selon la position occupée à l'intérieur de l'entreprise (dirigeant, employé, professions intellectuelles et scientifiques, ouvriers qualifiés et non qualifiés), et le secteur d'activité (c'est-à-dire secteur primaire, secondaire ou tertiaire)³³.

Si l'on peut s'exprimer ainsi, l'indicateur Isco reste une classification à but essentiellement « descriptif », du point de vue de la division sociostructurelle ou en « classes » de la société, alors que l'indicateur de Kriesi, du fait de la complexité de sa construction, et parce qu'il trouve son origine même dans une élaboration théorique basée sur des lectures plus récentes du concept de « classe sociale », fournit déjà en soi une classification de nature « analytique ». La combinaison des caractéristiques est finalisée et dépend de la nécessité de rendre compte d'une « nouvelle » dynamique de la stratification sociale qui caractériserait l'évolution récente des sociétés occidentales contemporaines, en raison du poids croissant de la formation et plus généralement du capital culturel et de l'apparition de nouvelles professions définissant de nouvelles divisions sociales. Ces évolutions modifient les positions des professions, leur conférant justement la dimension de « statut social » ou « classe ». Comme nous l'avons indiqué, l'un des principaux atouts de cet indicateur est, de ce fait, de distinguer, à l'intérieur de la classe moyenne, entre « ancienne » et « nouvelle » classe moyenne, en opposant les professions indépendantes (commerçants, fermiers, artisans) aux professions de la culture et du social.

D'autres indicateurs complémentaires, par ailleurs souvent adoptés dans l'étude du vote dans la littérature internationale et

33. Comme d'autres classifications proprement professionnelles, Isco permet plusieurs niveaux de classification, selon que l'on prend en compte plus ou moins de détails. À son niveau le plus générique – qui est celui qui nous intéresse ici – elle comporte 9 catégories plus une (les « membres des forces armées ») : ces catégories assument un caractère quasi ordinal, étant « ordonnées » d'après le nombre et la qualité des tâches à exercer, de celles qui demandent le moins de formation et de compétences de gestion ou de direction (ouvriers non qualifiés) à celles qui en exigent le plus (membres de l'exécutif). Voir Dominique Joye, Manfred M. Bergman et Paul S. Lambert, « Intergenerational Educational and Social Mobility in Switzerland », *Revue suisse de sociologie*, Vol. 29, N° 2, 2003, pp. 263-292.

dont certains, on l'a vu, sont déjà pris en compte par l'indicateur Kriesi et/ou l'indicateur Isco, devront néanmoins être analysés: le niveau de formation, la situation professionnelle (employés/ouvriers, cadres/dirigeants, indépendants, personnes au foyer, retraités, chômeurs), le secteur d'activité (public *vs* privé). Nous retenons aussi des indicateurs mesurant la dimension socio-économique, comme le revenu, la propriété (ou pas) du logement, la perception subjective de la condition économique. De plus, outre le sexe et l'âge, nous avons pris en compte la taille de la commune (comme indicateur du clivage «urbain» *vs* «rural»), la région linguistique, la confession religieuse (ces trois derniers indicateurs correspondant aux trois clivages «traditionnels» influençant le système partisan suisse). En somme, nous essaierons, à travers cette analyse, de cerner au plus près les diverses caractéristiques sociales, professionnelles et culturelles permettant d'analyser le vote UDC. Ceci nous permettra de déterminer si, contrairement aux années 90, où le succès de ce parti pouvait s'expliquer de manière satisfaisante par l'effet des principaux clivages, il faut maintenant attribuer une part de ce succès à un clivage «de classe».

Nous utiliserons comme indicateur du «choix partisan» la «déclaration de vote» (c'est-à-dire le parti auquel le répondant déclare avoir attribué le plus de suffrages lors des élections du Conseil national, la chambre basse du Parlement national suisse, élu à la proportionnelle, avec panachage possible). Dans notre échantillon, tiré de l'enquête post-électorale Selects, le score obtenu par les divers partis est assez représentatif de la distribution effective des suffrages aux élections fédérales de 2003: à l'exception du vote pour le Parti socialiste qui est ici surreprésenté de 6%, le vote pour les autres partis n'est en revanche que très légèrement sous-représenté – entre 0,9% et 1,5% (le vote UDC, en particulier est sous-représenté de 1,5% seulement). La situation est analogue pour l'échantillon de 1999. Pour cette raison, nous ne corrigerons pas nos données au moyen d'une pondération. À noter encore que nous avons exclu de l'échantillon national les électeurs du canton du Tessin: en effet, dans ce canton (le seul de langue italienne), l'UDC est en concurrence avec la Ligue des Tessinois, avec qui elle fait à peu près jeu égal³⁴. Tout en défendant des positions analogues à celles de l'UDC sur certains sujets nationaux, la Ligue

34. En 2003, dans ce canton, les deux partis ont rassemblé autour de 7% des suffrages.

prend en charge un certain nombre de thèmes propres à la position du Tessin dans la Confédération. D'autres spécificités de ce canton, notamment du point de vue des clivages sociaux et culturels, nous ont conduits à exclure ses électeurs de nos analyses³⁵.

UNE ANALYSE BIVARIÉE

Il s'agit donc d'analyser le rapport entre formation, positions socioprofessionnelle et économique et choix électoral (cf. Tableaux 1-2-3). On peut faire une première constatation, générale, s'agissant des relations entre le vote et les variables repérant ces trois aspects: dans la majorité des cas, la force de l'association (mesurée à l'aide du coefficient V de Cramer) s'est légèrement renforcée entre 1999 et 2003. Quant au rôle spécifique des dimensions socioprofessionnelles, l'indicateur Kriesi nous montre que les «spécialistes socioculturels», c'est-à-dire essentiellement les professions intellectuelles, sont, en 1999 comme en 2003, particulièrement rétifs à un vote pour l'UDC, tout comme les «managers». Par rapport aux résultats présentés par Selb et Lachat³⁶, la prise en compte de deux catégories d'indépendants et non d'une seule met au jour les différences existant entre, d'une part, les professions indépendantes «traditionnelles», essentiellement composées de membres des professions libérales, et, d'autre part, les «autres indépendants», qui constituent une catégorie plutôt hétérogène (Tableau 1). Les premiers ne votent pas réellement plus pour l'UDC que le reste de l'échantillon, tandis que les seconds constituent de fait la catégorie la plus favorable à ce parti, devant les agriculteurs, notamment en 2003. Si la surreprésentation des artisans dans l'électorat UDC est une constante en 2003 comme en 1999, les «spécialistes techniques» sont sous-représentés dans cet électorat en 2003 alors qu'ils étaient surreprésentés en 1999. Toujours selon cet indicateur, en 2003, les «professions de l'administration et du commerce» tendent aussi à perdre du terrain. En revanche, la catégorie des «employés/ouvriers (ou travailleurs) qualifiés» prend du poids entre 1999 et 2003, tandis que les «employés/ouvriers

35. Oscar Mazzoleni, «La dimension gauche-droite et le choix partisan. Une perspective comparée», in Pascal Sciarini, Sibylle Hardmeier et Adrian Vatter (Hg.), *op. cit.*, pp. 123-146; Oscar Mazzoleni, Boris Wernli, *Cittadini e politica. Interesse, partecipazione, istituzioni e partiti in Svizzera: Ginevra, Ticino e Zurigo a confronto*, Bellinzona: Ufficio di statistica, 2002.

36. Peter Selb et Romain Lachat, *op. cit.* Les auteurs utilisent quant à eux l'indicateur Kriesi en 7 catégories.

Tableau 1. Vote partisan en Suisse lors des élections fédérales de 2003 et de 1999, en relation avec la formation et deux indicateurs socioprofessionnels

	2003						1999						Total	V de Cramer			
	PRD	PDC	PS	UDC	PES	Autres partis	Abstention	Total	PRD	PDC	PS	UDC			PES	Autres partis	Abstention
Niveau de formation	%	4,4	6,6	7,0	15,2	2,4	15,2	11,6	6,5	14,9	7,5	14,1	4,9	6,5	18,3	13,0	0,189***
	%	31,9	46,1	41,9	50,8	30,5	29,6	50,6	38,8	50,4	32,6	57,8	36,6	47,8	54,4	48,1	
	%	36,8	27,5	28,9	22,9	32,9	37,6	22,3	31,5	24,8	30,7	19,6	24,4	28,3	20,9	24,6	
	%	26,9	19,8	22,2	11,1	34,1	17,6	11,6	23,3	9,9	29,2	8,5	34,1	17,4	6,4	14,3	
	n	182	167	370	323	82	125	741	1990	232	141	322	270	41	138	745	1889
Statut social (indice Kriesi)	%	0,0	1,4	0,6	5,5	0,0	0,0	1,4	3,3	2,4	0,3	7,6	0,0	2,4	1,7	2,5	0,147***
	%	2,5	4,9	0,9	2,1	2,8	0,0	1,1	2,9	0,8	2,7	1,3	5,4	1,6	0,6	1,5	
	%	14,5	7,7	9,3	16,6	8,5	8,7	10,6	15,7	10,3	8,2	14,8	10,8	12,8	11,0	11,7	
	%	33,3	25,2	19,5	14,1	22,5	29,8	13,4	24,8	17,5	23,6	13,9	16,2	20,8	10,0	16,2	
	%	8,8	8,4	9,9	12,8	8,5	7,7	9,1	7,6	14,3	8,2	13,1	10,8	10,4	11,5	10,8	
	%	3,8	4,2	4,4	1,4	5,6	4,8	2,0	3,8	3,2	6,5	4,6	2,7	2,4	2,6	3,7	
	%	10,7	11,2	7,3	6,2	8,5	9,6	8,8	12,9	9,5	5,8	8,0	5,4	8,0	6,9	7,9	
	%	6,9	8,4	17,2	5,2	23,9	18,3	9,1	7,6	7,1	19,2	3,8	16,2	12,8	7,6	9,6	
	%	17,6	22,4	24,2	27,2	18,3	14,4	30,5	18,6	23,8	18,5	25,3	24,3	24,0	35,3	27,0	
	%	1,9	6,3	6,7	9,0	1,4	6,7	14,1	2,9	11,1	6,8	7,6	8,1	4,8	12,8	9,0	
n	159	143	343	290	71	104	659	1769	210	126	292	237	37	125	662	1689	
Classification des prof. Iso	%	17,6	13,8	7,9	9,8	7,6	9,5	7,8	10,9	12,2	9,5	12,1	2,8	8,1	5,7	8,5	0,147***
	%	30,1	23,2	28,6	13,0	40,9	24,2	13,3	25,2	14,6	30,3	7,3	41,7	23,6	9,0	16,6	
	%	19,6	24,6	27,0	19,6	21,2	30,5	22,8	24,8	22	26,1	21,6	22,2	25,2	23,0	23,6	

	2003							1999									
	PRD	PDC	PS	UDC	PES	Autres partis	Abstention	Total	V de Cranmer	PRD	PDC	PS	UDC	PES	Autres partis	Abstention	Total
Employés de type admin. et vendeurs de magasin et de marché	9,8	13,8	13,2	11,2	12,1	15,8	16,3	13,9		14,4	17,1	12,7	8,6	11,1	11,4	18,8	14,9
Agriculteurs et ouvr. qual. de l'agriculture et de la pêche	7,8	10,1	7,5	15,1	12,1	8,4	16,5	12,6		9,4	7,3	5,6	14,7	13,9	11,4	15,6	12,0
Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal	2,0	2,2	1,6	7,7	0,0	1,1	3,4	3,3		4,5	4,9	1,8	10,3	0,0	2,4	3,1	4,1
Conduct. d'installations, machines, ouvriers d'assemblage	11,1	8,0	9,1	12,6	3,0	7,4	12,1	10,6		9,4	12,2	8,5	17,7	5,6	13,8	15,9	13,4
Ouvriers et employés non qualifiés	2,0	2,2	3,1	5,6	3,0	2,1	3,8	3,6		1,5	8,1	3,5	5,2	0,0	1,6	5,6	4,4
Total	0,0	2,2	1,9	5,3	0,0	1,1	4,0	3,0		0,0	1,6	2,1	2,6	2,8	2,4	3,4	2,4
n	153	138	318	285	66	95	626	1681		202	123	284	232	36	123	648	1648

* PRD: Parti radical-démocratique suisse; PDC: Parti démocrate-chrétien suisse; PSS: Parti socialiste suisse; UDC: Union démocratique du centre; PES: Parti écologiste suisse*

* n.s. = différence non statistiquement significative; * = p < 0,05; ** = p < 0,01; *** = p < 0,001 *

Source: Swiss Electoral Studies (Selects) 1999 et 2003

(ou travailleurs) non qualifiés», légèrement sous-représentés en 1999, s'alignent sur le reste de l'échantillon en 2003. En somme, selon cet indicateur, les catégories de « gagnants », suivant l'élaboration de Kriesi, c'est-à-dire les *managers*, les spécialistes techniques et les spécialistes socioculturels restent plutôt sous-représentés dans l'électorat UDC.

Avec l'indicateur Isco, pour certaines catégories professionnelles, les résultats sont très proches de ceux que l'on vient d'observer³⁷. Les « agriculteurs » – catégorie qui, dans cette classification, comprend les « agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture » – confirment leur surreprésentation dans le vote UDC en 1999 et en 2003. Les « professions intellectuelles et scientifiques », qui comprennent les professions libérales et les enseignants, une catégorie qui se situe à cheval entre les « *managers* » et les « spécialistes socioculturels » de l'indicateur Kriesi, sont sous-représentées en 1999 et en 2003, à l'instar de ces derniers. La tendance est apparemment la même pour les « employés administratifs » (essentiellement des employés de bureau) qui, dans la classification Kriesi, sont en partie classés parmi les membres des « professions de l'administration et du commerce », et surtout dans la catégorie des « ouvriers/employés qualifiés ». Sous-représentés dans l'électorat UDC en 1999, ils le sont plus encore en 2003.

Observons maintenant les divergences entre les deux indicateurs socioprofessionnels. La catégorie des « membres de l'exécutif et des corps législatifs » de l'indicateur Isco, qui regroupe essentiellement les dirigeants et les cadres supérieurs, était surreprésentée en 1999, mais ne l'est plus en 2003. Les « *managers* », catégorie qui lui est la plus proche dans l'indicateur Kriesi, puisqu'elle constitue près de la moitié des effectifs inclus dans la catégorie des « membres de l'exécutif », n'est surreprésentée ni en 1999 ni en 2003. La catégorie Isco des « membres de l'exécutif et des corps législatifs » est en effet composée de « *managers* », mais aussi de ceux que Kriesi classe parmi les « autres indépendants ». Ces derniers sont en partie classés dans les catégories « artisans » et « professions intermédiaires de la santé, techniques et de l'enseignement » de l'indicateur Isco. Cet indicateur nous permet ainsi de montrer que la catégorie « autres indépendants » de l'indicateur Kriesi est de fait

37. On peut également remarquer que la mesure d'association entre les deux indicateurs et le choix de vote n'est pas différente, aussi bien en 1999 qu'en 2003.

une catégorie très hétérogène, ses membres étant distribués ici dans plusieurs catégories.

La classification Isco nous permet de mettre également en lumière le comportement spécifique du « personnel des services et vendeurs de magasin et de marché », surreprésenté dans l'électorat UDC entre 1999 et 2003 et classé, dans l'indicateur Kriesi, essentiellement parmi les « travailleurs qualifiés » et, dans une moindre mesure, parmi les « travailleurs non qualifiés ». Les « artisans et ouvriers des métiers de type artisanal » (qui comprennent aussi les ouvriers du bâtiment), également surreprésentés en 1999 et 2003 dans l'électorat UDC, se distribuent dans l'indicateur Kriesi essentiellement entre les « artisans » et les « travailleurs qualifiés ». Les « conducteurs d'installations, de machines et les ouvriers d'assemblage », notamment les ouvriers d'usine, sont plus clairement surreprésentés en 2003 qu'en 1999 dans le vote UDC, et composent majoritairement la catégorie des « travailleurs qualifiés », mais également, pour un tiers, celle des « travailleurs non qualifiés » de l'indicateur Kriesi.

En somme, la classification Isco est à la fois complémentaire et alternative à l'indicateur de Kriesi. Tandis que ce dernier semble plus attentif aux distinctions internes aux classes moyennes, Isco permet de mieux cerner les catégories moins « favorisées » qui sont surreprésentées dans l'électorat UDC en 1999 et surtout en 2003. Dès lors, on peut se demander si la classification Isco, dans ce contexte, n'acquiert pas un statut « analytique », bien que sa procédure de construction soit plutôt d'ordre descriptif, et non liée à une théorisation structurée et explicite de la stratification socio-professionnelle des sociétés industrielles avancées. Nous reviendrons sur ce point après avoir observé les résultats issus de l'analyse multivariée.

Passons maintenant à la « position professionnelle », qui sépare les travailleurs salariés n'ayant pas de fonction dirigeante, la catégorie des cadres et dirigeants et les indépendants (Tableau 2). En général, les catégories de salariés dans leur ensemble restent sous-représentées dans l'électorat UDC, tandis que les indépendants sont surreprésentés aussi bien en 1999 qu'en 2003. Il faut aussi noter que si, dans l'ensemble de la population, les indépendants se composent, selon la classification Isco, à 45 % de professions libérales, d'ingénieurs, médecins, etc., les indépendants qui votent UDC sont essentiellement des agriculteurs et des responsables de

secteurs du commerce et de l'artisanat. Ce sont précisément ces indépendants qui constituaient la base traditionnelle de ce parti. Néanmoins, entre 1999 et 2003, l'analyse du point de vue de la hiérarchie socioprofessionnelle confirme un certain déplacement de l'électorat UDC vers les catégories du monde salarial moins favorisées. On constate ainsi³⁸ que si les travailleurs salariés en général votent moins pour l'UDC que ce qu'ils pèsent dans l'échantillon, l'écart se réduit entre 1999 et 2003. Cette augmentation du poids des salariés dans l'électorat UDC se fait aux dépens de la catégorie des cadres et dirigeants, surreprésentés en 1999, mais par contre clairement sous-représentés en 2003.

Les indicateurs observés jusqu'à maintenant fournissent néanmoins une vision partielle du rapport à la sphère socioprofessionnelle. Par exemple, ils ne prennent pas en compte le fait que la profession exercée peut affecter différemment le rapport à la politique et la préférence partisane selon qu'une personne est active ou au contraire à la retraite ou au foyer. L'indicateur de «situation occupationnelle» permet de prendre en compte l'exercice de l'activité professionnelle, puisqu'il distingue les enquêtés selon qu'ils sont retraités, exercent un travail domestique, travaillent à plein-temps ou au contraire à temps partiel, ou encore sont au chômage, invalides ou étudiants (catégorie «Autres»). L'analyse bivariée montre ainsi que les personnes travaillant à temps partiel sont sous-représentées en 1999 et en 2003 parmi les électeurs UDC, alors que les travailleurs à plein-temps votent UDC comme le reste de l'échantillon. On peut voir là, comme le faisaient Boy et Mayer à propos du vote FN, un effet de la variable sexe³⁹.

En revanche, les retraités sont surreprésentés parmi ces électeurs, aussi bien en 1999 qu'en 2003⁴⁰. Dans la dernière élection, on observe également une légère surreprésentation des personnes «au foyer», en particulier des femmes⁴¹. Ces résultats vont dans le sens de l'étude de Kitschelt et McGann, qui constatait en 1999 une surreprésentation dans le vote UDC des retraités et des femmes au foyer, les premiers étant encore sous-représentés en 1991, au contraire des secondes.

38. Cf. toujours le Tableau 1.

39. Daniel Boy et Nonna Mayer, «Que reste-t-il des variables lourdes?», *op. cit.*, pp. 132-135.

40. Contrairement à ce que constataient Daniel Boyet Nonna Mayer (*ibidem*) s'agissant du vote FN lors de la présidentielle de 1995.

41. Cette catégorie n'est, à notre connaissance, pas prise en compte dans les rares études électorales françaises traitant du rapport à l'activité salariée.

Tableau 2. Vote partisan en Suisse lors des élections fédérales de 2003 et de 1999: position, secteur et situation occupationnels

	2003						1999						V de Cramer	Total	
	PRD	PDC	PS	UDC	Verts	Autres partis	PRD	PDC	PS	UDC	Verts	Autres partis			Abstention
Position professionnelle	Ouvrier/employé %	30,2	41,3	52,8	44,1	56,3	51,0	55,4	49,4	49,4	49,4	0,155***	49,4	49,4	0,124**
	Cadre/dirigeant %	52,8	44,8	36,4	31,7	32,4	40,4	31,6	36,1	36,1	36,1		36,1	36,1	
	Indépendant %	17,0	14,0	10,8	24,1	11,3	8,7	13,1	14,5	14,5	14,5		14,5	14,5	
	Total n	159	143	343	290	71	104	659	1769	1769	1769		1769	1769	1691
Secteur d'occupation	Privé %	77,9	52,6	52,7	66,1	44,4	44,3	65,8	60,7	60,7	60,7	0,215***	60,7	60,7	0,176***
	Public %	22,1	47,4	47,3	33,9	55,6	55,7	34,2	39,3	39,3	39,3		39,3	39,3	
	Total n	182,0	167,0	370,0	323,0	82,0	125,0	741,0	1990,0	1990,0	1990,0		1990,0	1889,0	
	Situation occupationnelle														
Situation occupationnelle actuelle	Plein temps %	39,6	36,5	39,9	38,6	28,9	31,2	40,0	38,4	38,4	38,4	0,117***	38,4	38,4	0,107***
	Temps partiel %	13,7	18,0	27,0	14,2	38,6	22,4	21,8	21,2	21,2	21,2		21,2	21,2	
	domestique %	6,0	9,0	5,7	11,4	9,6	12,0	12,1	9,9	9,9	9,9		9,9	9,9	
	Retraité·e %	33,0	28,7	20,5	27,8	8,4	25,6	17,8	22,3	22,3	22,3		22,3	22,3	
Autre	Autre %	7,7	7,8	7,0	8,0	14,5	8,8	8,2	8,2	8,2	8,2		8,2	8,2	
	Total n	182	167	371	324	83	125	742	1994	1994	1994		1994	1894	

«(1) n.s. = différence non statistiquement significative; * = p < 0,05; ** = p < 0,01; *** = p < 0,001»
 Source: Swiss Electoral Studies (Sélects) 1999 et 2003

Le possible clivage entre secteur privé et secteur public n'a pas été très approfondi jusqu'ici dans l'analyse du vote en Suisse. On sait en revanche que des études sur la France ou la Grande-Bretagne, qui visent à montrer que la position socioprofessionnelle continue à jouer un rôle important dans les choix électoraux, soulignent l'impact de l'opposition entre salariés du public et salariés du privé⁴². Cette opposition reflète les diverses positions quant à la remise en cause de l'État-providence dans le cadre des politiques néolibérales, thème sensible dans la nouvelle UDC, qui s'est distinguée par une volonté de diminution du rôle de l'État dans divers domaines, aussi bien économiques que sociaux. Selon les enquêtes post-électorales Selects de 1999 et 2003, l'opposition entre travailleurs du secteur public et du secteur privé ne correspond pas de manière claire au clivage gauche-droite en Suisse. Par exemple, les salariés du secteur public choisissent aussi souvent le PDC, parti de centre-droite, que le PS. Et si les partis situés les plus à droite ont un électorat essentiellement actif dans le secteur privé, il n'en reste pas moins que le PRD est, parmi les partis de gouvernement, celui qui est le moins souvent choisi par les salariés du secteur public, moins encore que l'UDC.

Pour les élections fédérales suisses de 2003, le revenu est déterminant s'agissant de l'abstention, puisque l'on observe une relation quasiment linéaire entre revenu – calculé en fonction de la taille et des revenus de l'ensemble du ménage – et abstention : les personnes s'abstiennent, globalement, d'autant moins qu'elles déclarent de forts revenus (Tableau 3). Les faibles revenus (moins de 2500 francs suisses par mois) votent plus pour l'UDC que la moyenne. Cette relation est due à la présence marquée dans ce groupe des agriculteurs, mais aussi du personnel des services et des vendeurs de magasin et de marché, ainsi que, de façon plus générale, à la présence d'indépendants et de retraités qui votent UDC et qui déclarent un revenu plus bas que la moyenne de ces catégories votant pour les autres principaux partis. Les personnes à revenu moyen (de 4000 à 6000 francs suisses) semblent au contraire voter moins souvent pour l'UDC que le reste de l'échantillon, tout comme les revenus élevés (plus de 8000 francs suisses).

42. Pour la France, voir encore Daniel Boy et Nonna Mayer, « Les « variables lourdes » en sociologie électorale », *op. cit.* ; Daniel Boy et Nonna Mayer, « Que reste-t-il des variables lourdes? », *op. cit.* ; pour la Grande-Bretagne, Patrick Dunleavy et Christopher T. Husbans, *British Democracy at the Crossroads*, Londres : George Allen & Unwin, 1985.

Tableau 3. Vote partisan en Suisse lors des élections fédérales de 1999 et 2003: pouvoir d'achat «objectif» et «subjectif»

	2003										1999									
	PRD	PDC	PS	UDC	Vers	Autres partis	Abstention	Total	V de Cranmer		PRD	PDC	PS	UDC	Vers	Autres partis	Abstention	Total	V de Cranmer	
Revenu	%	9,3	14,5	9,7	20,4	6,7	12,5	21,4	16,0	0,109***	15,8	32,6	16,0	31,2	22,2	27,1	32,5	26,7	0,130***	
	%	11,2	24,6	20,3	24,0	16,0	21,4	24,6	21,8		20,8	29,5	26,3	32,1	33,3	36,4	30,1	29,1		
	%	32,9	34,8	35,2	30,1	34,7	36,6	33,2	35,1		30,2	28,7	29,7	23,6	25,0	19,5	23,7	26,4		
	%	26,7	13,0	20,9	17,9	29,5	17,9	17,6	11,4		22,8	5,4	21,5	9,5	16,7	12,7	8,5	12,8		
	%	19,9	13,0	13,8	8,3	13,5	11,6	8,1	11,4		10,4	3,9	6,7	3,8	2,8	4,2	3,4	5,0		
Total	n	161	138	349	279	75	112	627	1741		202	129	300	237	36	118	647	1669		
Propriété de la location	%	39,0	43,4	55,4	41,6	57,1	40,8	60,3	51,7		46,1	32,6	55,0	43,3	42,9	54,3	67,3	55,1	0,229***	
	%	61,0	56,6	44,6	58,4	42,9	59,2	39,7	48,5		53,9	67,4	45,0	56,7	57,1	45,7	32,7	44,9		
	Total	n	140	137	264	199	66	89	429	1324		178	86	224	166	29	89	427	1199	
Perception du revenu propre	%	78,7	83,0	71,5	62,6	81,5	71,2	58,4	67,2	0,123***	77,7	61,4	69,6	61,7	69,0	65,0	57,7	63,8	0,115***	
	%	15,7	14,5	22,5	32,7	13,6	23,2	31,7	26,0		17,9	34,3	28,0	30,1	28,6	28,5	33,0	29,5		
	%	5,6	2,4	6,0	4,7	4,9	5,6	9,8	6,8		4,4	4,3	2,5	8,2	2,4	6,6	9,3	6,7		
	Total	n	178	165	369	318	81	125	734	1970		229	140	322	269	42	137	740	1879	
Indicateur de déprivation économique subjectif	%	23,1	25,7	28,0	23,5	35,7	28,0	27,4	26,7	0,093***	22,7	30,0	26,5	24,4	28,1	37,7	29,1	28,1	0,079**	
	%	19,8	31,1	30,1	36,1	23,8	29,6	35,4	31,9		31,9	40,0	31,1	36,6	23,4	34,7	39,1	35,9		
	%	52,2	36,5	39,5	34,3	32,1	37,6	30,7	35,9		39,9	26,0	38,2	33,0	45,3	23,1	26,0	30,8		
	%	3,8	4,8	1,9	4,3	8,3	2,4	5,1	4,2		4,0	3,2	3,9	5,1	3,1	3,4	4,9	4,3		
	%	1,1	1,8	0,5	1,9	0,0	2,4	1,3	1,3		1,5	0,8	0,4	0,9	0,0	1,1	0,9	0,9		
	Total	n	182	167	372	324	84	125	745	1999		401	250	544	336	64	268	1246	3109	

(1) n.s. = différence non statistiquement significative; * = p < 0,05; ** = p < 0,01; *** = p < 0,001.
Source: Swiss Electoral Studies (Selects) 1999 et 2003. Pour les informations techniques, voir page 154.

En France, Capdevielle et Dupoirier ont montré l'importance d'un « effet patrimoine » dans le choix électoral⁴³. Leur indicateur était composé de plusieurs éléments, mais nous n'avons retenu, en fonction de nos données et des particularités de la société helvétique, que le fait d'être ou non propriétaire de la maison ou de l'appartement d'habitation pour mesurer cet « effet patrimoine ». En effet, alors qu'en France, plus de la moitié (56 % en 2002⁴⁴) des ménages sont propriétaires de leur logement, en Suisse, la majeure partie de la population vit en location: en 2000, selon le recensement fédéral de la population, 35 % des ménages seulement sont propriétaires de leur logement principal ou secondaire. Une analyse effectuée lors des élections fédérales de 1995 avait déjà montré que les personnes qui disposent d'une maison en propriété étaient surreprésentées dans le vote UDC⁴⁵. Sur la base de nos données, on constate que les propriétaires continuent en 1999 et en 2003 à voter plus souvent que la moyenne pour l'UDC.

Une logique tout aussi claire se dégage des deux indicateurs « subjectifs » de nature socio-économique que nous avons choisies. Il s'agit de questions qui permettent de cerner la manière dont les sondés perçoivent leur situation économique. L'un d'elles demandait au répondant s'il jugeait son revenu suffisant pour faire face à ses propres nécessités économiques. Dans l'ensemble de l'échantillon, un faible pourcentage seulement déclare ne pas pouvoir couvrir ses dépenses de base avec son revenu (6,8 % pour les deux années). Bien sûr, cette variable est fortement corrélée avec celle du revenu; en revanche, la corrélation avec les groupes socioprofessionnels (Kriesi et Isco) est faible⁴⁶. En 1999, les personnes jugeant leur revenu insuffisant sont surreprésentées à l'UDC; ce ne sera plus le cas en 2003. C'est auprès des abstentionnistes, surtout, et non des personnes qui déclarent avoir voté UDC, que nous constatons la plus forte concentration de personnes qui perçoivent un problème spécifique lié à leur revenu. En 2003, ce sont les personnes qui déclarent pouvoir « plus ou moins » couvrir leurs

43. Jacques Capdevielle et Élisabeth Dupoirier, « L'effet patrimoine », in Jacques Capdevielle et al. (dir.), *France de gauche, vote à droite*, Paris: Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1981, pp. 169-227.

44. Liliane Lincot et Christelle Rieg, « Les conditions de logement des ménages en 2002 », *INSEE Résultat*, N° 20, 2003.

45. Daniel Schloeth, *op. cit.*, pp. 139 ss.

46. Le coefficient Gamma avec le revenu est de 0,671 ($p < 0,001$); pour l'indicateur Kriesi 0,187 ($p < 0,001$); pour l'indicateur Isco 0,274 ($p < 0,001$).

dépenses qui votent le plus pour l'UDC. Les personnes déclarant ne pas avoir de problèmes avec leurs revenus sont en revanche sous-représentées dans l'électorat UDC, et ce plus que dans l'électorat de tous les autres partis de gouvernement. La configuration qui se présente en 2003 est certainement due à la présence parmi les électeurs UDC à la fois d'agriculteurs, mais également de personnels des services, qui choisissent plus que les autres groupes professionnels une réponse intermédiaire. Une autre question demandait aux interviewés de situer leur revenu par rapport à la moyenne nationale. On constate, dans l'électorat UDC de 1999, une légère surreprésentation de personnes déclarant que leur revenu est supérieur à la moyenne (33% des électeurs UDC, contre 30,8% de l'échantillon). En 2003, cette catégorie n'est pratiquement pas davantage présente dans l'électorat du parti de Blocher que dans le reste de l'échantillon. Ceux qui estiment que leur revenu est inférieur à la moyenne semblent un peu moins enclins à voter pour l'UDC (23,5% des électeurs UDC contre 26,7% de l'échantillon), alors que ceux qui estiment qu'il est équivalent à la moyenne nationale choisissent un peu plus souvent l'UDC (36,1% des électeurs UDC contre 31,9% de l'échantillon).

UNE ANALYSE MULTIVARIÉE

Nous pouvons maintenant nous demander si, du point de vue structurel, le vote UDC correspond à un clivage socioprofessionnel. Des éléments de réponse à cette interrogation nous seront fournis par une analyse multivariée (une régression logistique binomiale), qui nous permettra de vérifier l'impact spécifique de chacun des deux indicateurs de statut socioprofessionnel analysés. On l'a dit, le vote UDC a longuement été influencé par trois clivages structurels : la région linguistique (ce parti est surtout implanté en Suisse allemande), la confession (c'est un vote davantage protestant) et le milieu d'habitation (l'UDC ayant été jusqu'à récemment un parti essentiellement rural). Outre les dimensions socioprofessionnelles et socio-économiques, nous avons donc introduit des indicateurs de ces clivages afin de déterminer s'ils sont encore actifs dans le vote pour ce parti. On sait que l'âge et surtout le sexe peuvent jouer un rôle significatif dans le vote pour l'UDC⁴⁷, comme également pour

47. Peter Selb et Romain Lachat, *op. cit.*

d'autres partis de la droite radicale ou extrême en Europe⁴⁸ : nous allons donc également analyser leur effet éventuel, en introduisant dans notre modèle leurs indicateurs respectifs⁴⁹. Il importe aussi de ne pas s'arrêter aux résultats issus de la procédure multivariée, en proposant une analyse spécifique sur les variables en jeu les plus décisives.

Les quatre modèles présentés dans le tableau 4 essaient ainsi de tester l'impact sur le vote UDC en 1999 et en 2003 des dimensions socioprofessionnelles, en utilisant alternativement l'indicateur Kriesi et la classification Isco. Dans le modèle comprenant la classification Isco, on a introduit une variable composite que l'on a appelée « condition socioprofessionnelle », puisqu'elle résulte de l'assemblage de trois des indicateurs considérés lors de l'analyse bivariée : la situation professionnelle (indépendants *vs* salariés), la situation occupationnelle (distinguant les actifs exerçant une activité professionnelle, les retraités, les personnes au foyer et une catégorie « autres », comprenant les invalides, les chômeurs et les étudiants) et le secteur d'occupation des salariés (privé *vs* public)⁵⁰. La formation, en revanche, n'a été utilisée dans aucun des deux modèles : comme on l'a déjà indiqué, elle contribue à la construction des catégories de l'indicateur Isco, et il est déconseillé⁵¹ de faire un usage conjoint de ces deux variables dans une analyse multivariée (puisque l'on aurait des effets de multicollinéarité rendant peu fiables les coefficients de régression). Pour les mêmes raisons, la formation n'a pas été utilisée avec l'indicateur Kriesi, bien que d'autres auteurs aient procédé de la sorte⁵². Deux indicateurs,

48. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, *op. cit.*, pp. 129-144.

49. Dans l'analyse bivariée de nos échantillons (et que nous ne présentons pas ici), on constate aussi bien en 1999 qu'en 2003 une légère surreprésentation des plus de 50 ans parmi les électeurs UDC (+5,4 chez les 50-64 ans, +7,1% chez les plus de 65 ans, par rapport à la moyenne échantillon), tandis que les plus jeunes (18-29 ans), notamment en 2003, sont plutôt sous-représentés (-4%). La corrélation est de toute façon bien faible : variable âge en 4 catégories, V de Cramer = 0,111 (p<0,001). Les femmes sont en revanche clairement sous-représentées parmi les électeurs UDC, en 1999 comme en 2003.

50. Nous n'avons pas utilisé cette variable dans le modèle avec l'indicateur Kriesi : ce dernier tient déjà compte, dans sa construction, de la position socioprofessionnelle (indépendants, dirigeants/cadres, salariés). Pour ce qui concerne la distinction entre dirigeants/cadres et employés, il faut noter que les deux catégories supérieures de la classification Isco (membres de l'exécutif, professions intellectuelles et scientifiques) recourent essentiellement la catégorie des « dirigeants/cadres » : nous n'avons par conséquent pas introduit cette distinction dans la construction de cette variable de situation socioprofessionnelle.

51. Dominique Joye, Manfred M. Bergman et Paul S. Lambert, *op. cit.*

52. C'est le cas notamment de Peter Selb et Romain Lachat, *op. cit.*

Tableau 4. Analyse multivariée (4 modèles de régression logistique binaire) de l'impact des facteurs socio-démographiques et socio-professionnels sur le choix du vote UDC, en 1999 et 2003. Comparaison entre deux indicateurs socio-professionnels (Kriese et Isco 88).

Éléments qui diminuent la probabilité de vote pour l'UDC	Élections fédérales	Éléments qui augmentent la probabilité de vote pour l'UDC
Femme	1999 (Isco 88)	← Homme
Résidence en Suisse romande		← Résidence en Suisse alémanique
Professions intellectuelles et scientifiques		← Perception de son propre revenu comme insuffisant
Employés de type administratif		
Femme	1999 (ind. Kriese)	← Homme
Résidence en Suisse romande		← Résidence en Suisse alémanique
Spécialistes socio-culturels		← Perception de son propre revenu comme insuffisant
		← Agriculteurs
Femme	2003 (Isco 88)	← Homme
Résidence en Suisse romande		← Résidence en Suisse alémanique
Non-propriétaire de l'habitation		← Propriétaire de l'habitation
Membres de l'exécutif et des corps législatifs		← Perception de son propre revenu comme plus ou moins suffisant
Professions intellectuelles et scientifiques		← Indépendants
Prof. intermédiaires: sciences phys., techn., médéc., enseign.		← Au foyer
Employés de type administratif		
Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal		
Femme	2003 (ind. Kriese)	← Homme
Résidence en Suisse romande		← Résidence en Suisse alémanique
Non-propriétaire de l'habitation		← Propriétaire de l'habitation
Managers		← Perception de son propre revenu comme plus ou moins suffisant
Spécialistes techniques		
Prof. de l'administration et du commerce		
Spécialistes socio-culturels		

N.B.: Le tableau reproduit 4 modèles de régression logistique. Ne sont mentionnées que les variables statistiquement significatives. Le détail des modèles et la liste des variables utilisées sont disponibles à l'adresse internet www.antipodes.ch

choisis en fonction de l'ambivalence des résultats obtenus dans l'analyse bivariée, mesurent l'impact de la dimension socio-économique: la propriété de l'habitation et l'adéquation du revenu relativement aux besoins individuels. Le premier est un indicateur «objectif» et l'analyse bivariée indique qu'en moyenne, les électeurs UDC ne peuvent en soi être considérés comme économiquement «défavorisés». En revanche, le deuxième indicateur, qui introduit une composante – en partie du moins – subjective, met en évidence une certaine disparité des électeurs UDC quant au jugement porté sur leurs propres conditions économiques.

Les modèles nous montrent que, pour l'essentiel, les clivages «traditionnels» ont perdu leur pouvoir explicatif entre 1999 et 2003⁵³. Le clivage religieux, mesuré grâce à une variable combinant la confession et la pratique religieuse, n'a aucun effet sur les probabilités de vote UDC, ni en 1999, ni en 2003. Il en va de même pour la dimension «urbain-rural», que traduit une variable relative à la dimension de la commune de résidence. Le clivage linguistique conserve en revanche un pouvoir explicatif assez important: on a plus de chance de voter pour l'UDC si l'on réside en Suisse alémanique plutôt qu'en Suisse romande, mais l'effet de ce clivage diminue toutefois considérablement en 2003, ce qui correspond à la nouvelle implantation de ce parti. Les hommes ont toujours tendance à davantage voter UDC que les femmes, et ceci est vrai en 2003 comme en 1999 et quel que soit le modèle choisi. L'âge, en revanche, n'intervient guère dans l'explication de ce choix électoral. Dans l'ensemble, les caractéristiques sociodémographiques perdent quelque peu de leur pouvoir explicatif en 2003, bien que la configuration d'ensemble n'ait pas été modifiée entre 1999 et 2003.

En ce qui concerne les indicateurs relatifs à la propriété de la maison d'habitation ou au revenu, il ressort de l'analyse une relative ambivalence qui semble être le reflet de la double composition de l'électorat UDC. Les analyses bivariées montrent que les indépendants (y compris les agriculteurs) sont plus que les autres catégories (notamment les salariés peu qualifiés) propriétaires de leur logement. Et en effet, dans les deux modèles (Kriesi et Isco), mais seulement en 2003, les propriétaires ont significativement plus de probabilités de voter UDC que les personnes vivant en location.

53. Cf. tableau 2 et, pour le détail et les valeurs des 4 modèles de régression logistique complets, cf. www.antipodes.ch ou sur la page du CRAPUL sur www.unil.ch/iepi

En revanche, en 1999 comme en 2003, l'indicateur subjectif de privation économique confirme que les personnes estimant avoir un revenu suffisant ont moins de probabilités de voter pour l'UDC. On constate cependant une évolution entre les deux élections fédérales: si, en 1999, ce sont les personnes qui se sentent privées économiquement qui ont le plus de chances de voter pour l'UDC, en 2003 c'est la catégorie intermédiaire qui agit de la sorte. Il s'agit là d'un changement qui vaut d'être souligné: il signifie que c'est l'incertitude économique, si l'on peut dire, et non le fait de se sentir tout simplement défavorisé, qui alimente la propension à voter UDC. Il faut aussi relever qu'en 2003, à la diminution du pouvoir explicatif du groupe de facteurs sociodémographiques correspond une augmentation du pouvoir explicatif des indicateurs socio-économiques et surtout des indicateurs socio-professionnels, même si le modèle est légèrement moins explicatif en 2003 qu'en 1999 si l'on considère ensemble toutes les variables.

S'agissant des indicateurs socio-professionnels, les résultats obtenus varient selon le type d'indicateur utilisé, Kriesi ou classification Isco. L'électorat UDC se présente donc sous des éclairages qui, bien que voisins, nous montrent des réalités relativement distinctes et complémentaires. Considérons les détails, à partir d'une analyse où les ouvriers et employés constituent la catégorie de référence. Et d'abord, focalisons notre attention sur le modèle comprenant l'indicateur Kriesi. En 1999, les agriculteurs ont la plus forte probabilité de voter pour l'UDC, tandis que seuls les «spécialistes socioculturels» ont une probabilité significativement moins élevée que les ouvriers non qualifiés de voter UDC; les «*managers*», tout comme les «spécialistes techniques», les «professions de l'administration et du commerce», mais également les «autres indépendants» (la petite bourgeoisie), ainsi que les travailleurs qualifiés ne se distinguent guère de la catégorie de référence. En 2003, en revanche, cet indicateur scinde les électeurs en deux groupes: ceux qui ont significativement moins de chances que les ouvriers non qualifiés de voter pour l'UDC, c'est-à-dire, dans le sens d'une probabilité décroissante, les employés de l'administration et du commerce, suivis par les *managers*, les spécialistes socioculturels et les spécialistes techniques; ceux qui ne se distinguent pas de la catégorie de référence, et qui correspondent à l'électorat traditionnel de l'UDC, c'est-à-dire les agriculteurs et les indépendants (l'ancienne classe moyenne, dans la typologie de

Wright), mais aussi les « autres indépendants » ainsi que les « travailleurs qualifiés ». En somme, le modèle ne nous indique donc pas clairement l'existence de catégories socioprofessionnelles spécifiques ayant de manière statistiquement significative plus de probabilités de voter pour l'UDC. Il nous indique seulement que le second groupe de professions n'a ni plus ni moins de probabilités de voter pour ce parti que la catégorie de référence. Le modèle semble finalement nous indiquer qu'il y a eu une extension de la base électorale de ce parti, qui séduit en 2003 des catégories socioprofessionnelles qu'il n'attirait pas auparavant, mais qui ne se caractérisent pas par une propension élevée au vote UDC. S'il y a donc des continuités entre 1999 et 2003, on constate également l'existence d'un changement : à côté de l'électorat traditionnel, les membres des couches professionnelles moins favorisées (travailleurs qualifiés et non qualifiés) augmentent leur probabilité de vote UDC.

Passons maintenant au modèle comprenant la classification Isco, dans lequel nous avons mesuré, distinctement, l'apport de la variable « situation socioprofessionnelle ». Les « employés et ouvriers non qualifiés » constituent la catégorie de référence pour la variable Isco, tandis que nous avons choisi la catégorie des « employés et cadres du secteur privé » pour la variable qui mesure la situation socioprofessionnelle. De manière analogue à ce que montre l'indicateur Kriesi, l'appartenance aux « professions intellectuelles et scientifiques » diminue la probabilité de voter pour l'UDC, en 1999 comme en 2003. En 1999, outre cette catégorie, seuls les employés de type administratif se distinguent des autres professions par une moindre probabilité de vote UDC. Pour les autres catégories, il n'y a pas de différence significative avec la catégorie de référence. En 2003, comme l'indicateur Kriesi, la classification Isco met en évidence un groupe plus consistant de catégories professionnelles ayant une faible probabilité de vote UDC, c'est-à-dire, les professions intellectuelles et scientifiques, les membres de l'exécutif et des corps législatifs, les professions intermédiaires, les employés de type administratif et les artisans et ouvriers artisans. La configuration mise au jour par Isco en 2003 ressemble davantage à celle qui apparaissait avec l'indicateur Kriesi en 1999.

Pour 1999, l'indicateur de situation socioprofessionnelle ne nous fournit pas d'indications complémentaires. En revanche, en 2003, cette seconde variable fournit des indications que le seul

usage de la classification Isco ou de l'indicateur Kriesi laissait dans l'ombre. Elle met en évidence la part considérable nouvellement prise par les personnes qui ne participent pas au monde du travail, en l'espèce les personnes « au foyer », dans l'électorat UDC. Celles-ci ne semblaient pas, en 1999, montrer de propension particulière au vote UDC. En 2003, en revanche, la catégorie des femmes au foyer (plus de 90% des personnes au foyer sont de sexe féminin) a une probabilité beaucoup plus élevée de voter UDC que la catégorie de référence des « salariés (cadres/dirigeants et employés/ouvriers) du privé ». Cette disponibilité spécifique des femmes au foyer (qui confirme les résultats de l'analyse bivariée) frappe d'autant plus que les femmes dans leur ensemble ont tendance à moins voter pour l'UDC. De surcroît, le vote de cette catégorie ne semble pas directement lié à sa situation socio-économique: en effet, les femmes au foyer votant UDC n'ont pas de revenu inférieur et/ou ne perçoivent pas davantage un problème lié à leur revenu mensuel que les femmes au foyer votant pour les autres principaux partis suisses.

Toujours en 2003, les indépendants se démarquent également des salariés, quelle que soit la profession exercée, par une plus forte probabilité de voter UDC. De plus, on a constaté que la catégorie des artisans, dans le modèle construit avec la variable Isco, avait une probabilité moindre de voter pour l'UDC. Et cela paraissait en contradiction avec le résultat fourni par l'analyse du modèle Kriesi. Or, l'usage conjoint de la profession et de la situation professionnelle nous permet de distinguer les artisans selon qu'ils sont indépendants ou salariés. Les premiers, qui correspondaient à l'électorat traditionnel de l'UDC, confirment ainsi leur présence persistante parmi les électeurs de ce parti. Encore faut-il remarquer que, pour 2003, les indépendants votant pour l'UDC (agriculteurs, commerçants et artisans) ont un revenu clairement moins élevé que les indépendants qui composent l'électorat des autres principaux partis, même si, dans leur perception subjective (en termes d'adéquation du revenu mensuel), ils ne se distinguent guère des autres.

Pour les retraités et les salariés du public, la probabilité de vote UDC n'est pas significative, ce qui était déjà le cas en 1999. L'analyse bivariée avait montré que le vote UDC attirait davantage les travailleurs du secteur privé que ceux du secteur public. Or ceci n'est pas confirmé par l'analyse multivariée. On peut alors faire l'hypothèse que le clivage principal oppose de ce point de vue les

« cadres/dirigeants » aux « employés/ouvriers », opposition qui est déjà prise en charge par les deux indicateurs socioprofessionnels utilisés. Mais on peut également chercher d'autres explications à ce fait. D'abord, d'autres partis de la droite traditionnelle, et tout particulièrement le PRD, attirent, plus encore que l'UDC, les salariés du privé. Ensuite, la variable de l'adéquation subjective du revenu peut également jouer un rôle important. En effet, la proportion de travailleurs du secteur public votant UDC et qui tendent à déclarer un revenu suffisant est plus basse, comparativement à la même catégorie d'électeurs des autres principaux partis, y compris les socialistes⁵⁴.

CONCLUSIONS

Il s'agissait ici de faire le point sur la relation entre dimensions socioprofessionnelles et vote pour la « nouvelle » UDC en Suisse, à partir des résultats des élections fédérales de 1999 et 2003. Si maintes études ont jusqu'ici montré que le capital scolaire a un impact spécifique dans l'explication du vote UDC, nous avons ici focalisé notre attention, à l'aide de deux vagues d'enquêtes post-électorales, sur une série d'indicateurs socioprofessionnels et économiques. En partant des enjeux théoriques et méthodologiques qui traversent le débat sur le rapport entre clivages de classe et vote, on a comparé les résultats fournis par deux indicateurs socioprofessionnels. On a ainsi démontré l'apport de cette démarche à l'analyse de la base sociale des partis de la droite populiste, extrême ou radicale.

Les résultats montrent que, comme pour d'autres partis de ce type actifs en Europe, l'électorat UDC est socialement composite et interclassiste. Cependant, ce parti est principalement soutenu par les petits indépendants, commerçants et artisans, ou agriculteurs, mais aussi par les salariés n'ayant pas une fonction de cadre ou de dirigeant. Plus particulièrement, on a constaté, sur la base de deux types de classification des groupes professionnels, que la proportion de salariés les moins qualifiés s'accroît entre 1999 et 2003, tandis que diminue celle des cadres et dirigeants. L'opposition entre secteur privé et secteur public joue aussi un rôle, les salariés

54. 87% des travailleurs du secteur public votant PS jugent que leur revenu mensuel est suffisant, contre 57% des travailleurs de ce secteur votant UDC (et 67% des abstentionnistes).

actifs dans le secteur privé étant surreprésentés dans le vote UDC. Toutefois, d'autres partis, en particulier ceux de la droite modérée, attirent cette catégorie plus encore que l'UDC. De plus, on a montré que les femmes au foyer ont plutôt tendance à voter UDC en 2003, contrairement à la catégorie des femmes en général. Ce phénomène pourrait sans doute être mieux compris en intégrant les dimensions idéologiques à l'analyse, puisque l'UDC est un parti qui défend de manière marquée les valeurs de la famille traditionnelle. Même si elles sont moins décisives que les aspects socio-professionnels, d'autres dimensions semblent par ailleurs jouer un rôle dans le vote pour l'UDC, comme la richesse économique, le patrimoine, et la perception subjective de la condition économique du ménage. Enfin, l'analyse multivariée montre que la dimension socio-professionnelle a un poids significatif et croissant dans l'explication du vote UDC entre les élections de 1999 et celles de 2003, indépendamment des facteurs traditionnellement explicatifs de ce vote – et qui correspondent aux anciens clivages (langue, habitat, confession) – et des dimensions sociodémographiques, qui perdent une partie de leur poids explicatif. Ces résultats sont importants puisque entre 1999 et 2003, le score de ce parti a augmenté de 6% environ: il s'agissait donc de fournir des éléments éclairant la logique sociostructurale de cette mutation.

D'un point de vue méthodologique, notre démarche a montré de manière concrète le caractère relatif des indicateurs utilisés dans l'étude des variables « lourdes » du vote. Pourtant, on constate que ce « relativisme » n'est pas absolu. La comparaison montre que les deux indicateurs que nous avons considérés semblent se compléter plutôt que s'exclure mutuellement. L'indicateur Kriesi permet une analyse fine du vote des couches « moyennes » et « supérieures ». Néanmoins, il est partiellement insuffisant pour mettre en valeur, à lui seul, la spécificité du vote UDC et ses transformations, et ne permet pas une prise en compte du caractère composite des couches socialement plus défavorisées. Si l'avantage du modèle construit avec la classification Isco semble être un gain d'explication de la variance globale du vote, son apport tient surtout dans le supplément d'information qu'il donne quant à l'impact de chaque catégorie socio-professionnelle. Il n'en reste pas moins que les deux indicateurs fournissent chacun un éclairage propre sur une réalité complexe, éclairage qu'ils n'auraient pu donner seuls.

Note technique

Sur la base d'une comparaison entre la classification Isco et l'indicateur Kriesi, issue d'une analyse de correspondances, nous avons choisi comme catégorie de référence, pour les deux indicateurs, les ouvriers et employés sans qualification, catégorie qui comprend pour une large part le même groupe d'individus dans les deux classifications. Cette catégorie ne subit qu'une légère variation sur le premier axe de la réduction opérée par l'analyse des correspondances (qui «explique» 67% de la variance) entre un indicateur et l'autre; la contribution à l'inertie (et par conséquent à la part de variance expliquée) est très faible, aussi bien pour la catégorie constituée par l'indicateur Kriesi que pour celle issue de la classification Isco; sa contribution au second axe (16% de variance) est par contre nulle.

Les coefficients de corrélation multiple pour la régression logistique, lorsque l'on introduit comme variables explicatives uniquement le premier groupe de variables sociodémographiques, sont, pour 1999, respectivement égaux à 0,077 (pseudo R2 de Cox & Snell) et 0,116 (pseudo R2 de Nagelkerke), et pour 2003 à 0,041 (Cox & Snell) et 0,060 (Nagelkerke). Les facteurs socio-économiques contribuent de manière relativement faible à l'explication du vote surtout pour 1999 où les valeurs sont de 0,011 (Cox & Snell) et 0,016 (Nagelkerke), alors que pour 2003 ils doublent (Cox & Snell 0,026 et Nagelkerke 0,039), même s'il s'agit de valeurs somme toute assez modestes. C'est seulement avec les indicateurs socioprofessionnels que les coefficients augmentent de manière conséquente, davantage lors de l'utilisation de la classification Isco conjointement à la variable de statut socioprofessionnel, que lors du seul usage de l'indicateur Kriesi. Les valeurs pour l'ensemble du modèle sont les suivantes: avec l'indicateur Kriesi, pour 1999, les pseudo R2 sont égaux à 0,121 (Cox & Snell) et 0,184 (Nagelkerke); pour 2003, ils sont égaux à 0,112 (Cox & Snell) et 0,165 (Nagelkerke); pour la classification Isco, ils sont égaux à 0,150 (Cox & Snell) et 0,227 (Nagelkerke) pour 1999 et à 0,136 (Cox & Snell) et 0,198 (Nagelkerke) pour 2003.

Nous basons notre lecture de l'impact des facteurs sur les valeurs des «odds ratio» (exp B). S'agissant de variables nominales, l'interprétation est relativement simple et directe, et se base sur la catégorie de référence. Les exp (B) nous fournissent la proportion de l'augmentation ou diminution des probabilités de voter UDC lorsque la valeur de la variable indépendante augmente de 1: dans le cas de variables indicatrices, il suffit de lire la valeur de l'exp (B_{x_i}) comme différence de exp (B_0) (qui équivaut à 1) pour connaître la proportion (le pourcentage) de probabilités en plus ou en moins par rapport à la probabilité de voter UDC de la catégorie de référence. Dans le cas de variables nominales polytomiques nous avons créé (k-1) variables indicatrices: la catégorie de référence restant la même pour toutes les catégories, la lecture se fait comme pour une variable indicatrice dichotomique: une valeur plus grande ou plus petite que 1 (valeur de la catégorie de référence) nous indique la proportion ou, mieux, le pourcentage de probabilités en plus ou en moins que la catégorie en question a de voter UDC par rapport à la catégorie de référence. En ce qui concerne la comparaison de l'importance relative des variables indépendantes entre elles, par contre, nous nous sommes basés sur le changement de variance expliquée par le modèle au moment de l'insertion de chaque variable (cf. note suivante). On peut néanmoins obtenir une comparaison plus directe de l'importance respective des variables entre elles en examinant la table des coefficients de vraisemblance maximale (-2loglikelihood) pour chaque variable: l'importance de la variable dans le modèle est inversement proportionnelle à la valeur prise par ce coefficient.

«NOUVELLE» UDC: NOUVEAUX ÉLECTEURS? ÉVOLUTION DE 1995 À 2003*

PHILIPPE BLANCHARD, AVEC LA COLLABORATION DE CÉCILE PÉCHU

Dans les années 90, la stratégie, le programme, le style politique et la rhétorique de l'Union démocratique du centre se transforment. Le parti radicalise son programme, perturbe le fonctionnement traditionnel de la politique suisse (collégialité, solidarité gouvernementale), modernise ses campagnes électorales et référendaires (levée de fonds, techniques de *marketing*, rhétorique, posture protestataire), rénove son appareil (centralisation, *leadership*, entretien de la cohésion militante) et s'approprie certains enjeux qu'il contribue à mettre au centre de l'agenda politique (immigration, identité nationale, anti-étatisme, refus de l'Europe). Il se rapproche ainsi de la mouvance des partis européens dits de droite radicale populiste¹. Sous l'impulsion de la « nouvelle UDC », si nous pouvons résumer par cette expression les transformations en cours, sont réunies les conditions d'un processus de désalignement et de réaligement entre les partis, les programmes et les électors du champ politique suisse. La réussite électorale de ce parti laisse penser qu'il a au total gagné des électeurs de trois origines : des électeurs nouveaux, jeunes adultes ou Suisses nouvellement naturalisés, par le renouvellement continu de l'électorat ; des électeurs qui auparavant (et éventuellement de nouveau par la suite) s'abstenaient ; un solde positif dans les transferts de votants avec ses concurrents. Nous nous intéressons dans ce chapitre aux modifications que ces voix gagnées entraînent dans la composition sociologique et idéologique de l'électorat de l'UDC.

* Merci à Dominique Joye (Université de Lausanne), Oscar Mazzoleni et Philippe Gottraux pour leurs remarques sur des versions antérieures à ce texte.

1. Voir : Skenderovic et Mazzoleni, dans ce volume ; Anthony McGann, Herbert Kitschelt, « The Radical Right in the Alps. Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ », *Party Politics*, Vol. 11, N° 2, pp. 147-171, en particulier pp. 153-154.

Trois dates de sondages des *Swiss Electoral Studies (Selects)* disponibles, 1995, 1999 et 2003, balisent correctement une période d'étude adaptée à la question. Une partie notable des trois questionnaires est identique, sur la base de trois échantillons suffisamment représentatifs, bien que d'ampleur inégale², autorisant un suivi assez fiable sur les huit années considérées. Il ne s'agit cependant pas d'un panel. Ne pouvant tracer les parcours individuels et cerner les profils des personnes, suivant qu'elles maintiennent leur vote ou en changent, ou suivant qu'elles évoluent entre impossibilité de voter (mineurs, étrangers), abstention et participation, nous nous en tiendrons à une comparaison des propriétés des électorats agrégés d'une date à l'autre³.

Les méthodes qui vont être mobilisées s'appuient sur les mêmes données, mais ressortissent à différentes traditions de statistiques appliquées aux sciences sociales. Elles sont toutes multivariées : prenant acte des limites de l'examen des variables une à une (statistiques monovariées) ou deux par deux (statistiques bivariées), elles prennent en charge conjointement un grand nombre de variables dans une approche à la fois synthétique (elles produisent des résumés des données) et précise (elles rendent compte précisément des réductions opérées pour faire émerger des lignes de force). Parmi elles, l'analyse de régression, qui traite de l'influence précise de variables dites indépendantes sur une variable dite dépendante, vise principalement à hiérarchiser les déterminants du vote. Par contraste, l'analyse de données dite à la française⁴, à laquelle nous aurons principalement recours, étudie les individus en tant que combinaisons originales de propriétés particulières. Elle hérite

2. Le corpus comprend 12237 individus dont 7561 en 1995, 3258 en 1999 et 1418 en 2003. Au total, l'analyse compare 1102 électeurs UDC avec 5912 personnes ayant choisi un autre parti et 5223 s'étant abstenues ou n'ayant pas donné leur vote à l'enquêteur (refus, oublis, réponses insensées). Les enquêtes Selects comprennent des suréchantillons pour certains cantons, qui sont ici intégrés au même titre que l'échantillon national. Nous utilisons la base de données Selects harmonisée dans le temps établie par Peter Selb, Marie-Christine Fontana et Romain Lachat (*Electoral Surveys in Switzerland, 1971-2003. Cumulative Dataset*, Neuchâtel: SIDOS, 2007).

3. Un panel Selects couvre cependant la deuxième partie de notre étude, de 1999 à 2003, ce qui permet d'étudier les mouvements d'une date à l'autre, comme le font par exemple Romain Lachat et Peter Selb (*Élections fédérales. Évolution du comportement électoral*, Zurich: Institut de science politique de l'Université de Zurich, 2004). Mais, comme le notent les auteurs, une majorité des répondants de 1999 ne purent être interrogés de nouveau en 2003. Le panel permet à tout le moins aux auteurs de prendre la mesure de l'imperfection du souvenir des répondants, avec une tendance à rectifier le vote précédent de manière à le conformer au dernier vote. Nous n'utiliserons donc pas la question, pourtant présente dans chaque vague de l'enquête, sur le fait d'avoir voté et sur l'orientation du vote lors des précédentes élections fédérales.

4. Par souci de simplicité, elle sera nommée par la suite « analyse de données ».

notamment des travaux menés dans les années 60 par Jean-Paul Benzécri⁵, prolongés et diffusés au niveau international par Ludovic Lebart, Alain Morineau et Marie Piron⁶, et continués sous le terme d'analyse géométrique des données par Brigitte Le Roux et Henry Rouanet⁷.

La régression a l'avantage de la clarté du raisonnement, à la mesure de l'abstraction idéalisante des propriétés sociologiques et politiques des individus. L'analyse de données, quant à elle, est en mesure de rendre compte de la quasi-unicité des profils d'électeurs et de leur singularité. Elle restitue une consistance sociologique à la description de la masse électorale mobilisée. Les portraits types d'électeurs qu'elle dresse ont l'avantage de laisser imaginer les positions et les carrières sociales concrètes qui les sous-tendent.

Dans un premier temps, nous récapitulons brièvement les acquis des analyses par régression réalisées à ce jour, c'est-à-dire les propriétés démographiques, scolaires, professionnelles et politiques présumées déterminer le vote pour l'UDC. Puis nous élaborons des classes d'électeurs, c'est-à-dire des profils typiques, construits au plus près de la combinaison réelle des propriétés sociologiques et politiques, et qui fournissent des repères dans la diversité foisonnante des profils réels. Ceci permet de préciser la complexité des profils concrets qui contribuent à chacune des propriétés discriminantes du vote UDC isolées précédemment. L'évolution de la part de chacun de ces profils dans le temps (figures 1 et 2) permet ensuite de préciser quels profils d'électeurs ont le plus contribué au développement politique rapide du parti. Ces profils éclairent d'un nouveau jour le phénomène de désalignement et de réalignment électoral se déroulant entre 1995 et 2003. Ces profils sont finalement replongés dans l'espace multifactoriel de l'ensemble de la population suisse dotée du droit de vote. Cet espace, dont les structures diffèrent de celles de l'espace des seuls électeurs de l'UDC, permettra de préciser la spécificité des soutiens de l'UDC et leur distance aux autres électorats et aux abstentionnistes (figures 3, 4 et 5).

5. Jean-Paul Benzécri, *Histoire et préhistoire de l'analyse des données*, Paris: Dunod, 1982; *Correspondence Analysis Handbook*, New York; Bâle: M. Dekker, 1992.

6. Ludovic Lebart et Alain Morineau, Marie Piron, *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Paris: Dunod, 1995.

7. Henry Rouanet et Brigitte Le Roux, *Analyse des données multidimensionnelles: statistique en sciences humaines*, Paris: Dunod, 1993; pour une version anglaise légèrement remaniée: Brigitte Le Roux et Henry Rouanet, *Geometric Data Analysis: from Correspondence Analysis to Structured Data Analysis*, Dordrecht: Kluwer Academic Publ., 2004.

CLIVAGES GÉNÉRATIONNELS ET ÉCARTS DE COMPÉTENCE POLITIQUE

UNE DÉSINGULARISATION SOCIOLOGIQUE PARTIELLE

En huit ans, les facteurs qui déterminent le vote pour l'UDC ont évolué de multiples points de vue par comparaison avec ceux de l'électorat des autres partis⁸. Le vote pour l'UDC s'est partiellement émancipé de son ancrage alémanique. Il conserve son enracinement rural, tout en progressant en milieu urbain, et surtout dans les grandes villes. Ses racines protestantes restent très présentes, bien qu'il s'élargisse aux catholiques peu ou pas pratiquants, les sans-religion restent à distance. La variable âge ne joue plus le rôle qu'elle a encore en 1995 et l'âge moyen des électeurs diminue.

En revanche, être un homme reste un facteur favorable sur la période. Le fossé scolaire, très net, s'approfondit: à l'exception d'un début de recrutement chez les diplômés du supérieur (qui émergera de nouveau dans la classification, cf. *infra*), les parcours scolaires courts accroissent de plus en plus les chances de voter pour l'UDC. La profession prend une importance croissante, et évolue. Les agriculteurs et les indépendants sont toujours aussi sur-représentés. Les femmes au foyer sont de plus en plus présentes, ainsi que les ouvriers non qualifiés, ralliés dès 1995, et les ouvriers qualifiés et contremaîtres, dès 2003. L'électorat UDC se popularise, ce que confirme la place des faibles revenus par foyer, surtout en 1999. Cependant, la propriété du logement, élément peu ou pas significatif au début de la période étudiée, s'impose en 2003, marquant à la fois l'attachement au thème de la défense du patrimoine privé et la possession de richesses objectives autres que le seul revenu.

8. Voir: Romain Lachat, Peter Selb, 2004, *Élections fédérales...*, *op. cit.*, pp. 16-23; Romain Lachat, Peter Selb, «Schweiz», in Hanspeter Kriesi, Romain Lachat, Peter Selb, Simon Bornschieer, Marc Helbling, *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*, Zurich: NZZ Verlag, 2005, pp. 41-58; Simon Bornschieer et Marc Helbling, «Stabilität und Wandel von Parteiensystemen und die Konfliktlinie zwischen Öffnung und Abgrenzung: der theoretische Ansatz», in Hanspeter Kriesi et al., *Der Aufstieg...*, *op. cit.*, pp. 11-40; Anthony McGann, Herbert Kitschelt, «The Radical Right...», *op. cit.*, pp. 155, 170; Mazzoleni, Masulin, Péchu, dans ce volume. Voir aussi notre analyse, complémentaire des précédentes, mais basée sur un plus grand nombre de variables et de modalités, et comparant l'électorat de UDC avec celui de l'ensemble des autres partis et avec les abstentionnistes: «Annexe I: Explication du vote pour l'UDC par les propriétés sociopolitiques des individus». Les annexes sont consultables sur le site de l'éditeur: www.antipodes.ch ou sur la page du CRAPUL sur www.unil.ch/iepi

Sur le plan du rapport à la politique, l'électorat de l'UDC se distingue par la combinaison entre un intérêt notable pour la politique et une relative méconnaissance de celle-ci. Dans le même temps, une fraction connaissant bien la politique en 1999, très bien en 2003, se démarque de la majorité peu connaisseuse. Ces deux éléments préfigurent des contrastes que la typologie devra préciser. Du point de vue du positionnement politique, l'électorat UDC devient le plus à droite des partis bourgeois, avec un refus de plus en plus marqué de l'intégration européenne et surtout du principe de l'égalité des chances entre Suisses et étrangers.

En définitive, le parti subit une forme de normalisation géographique et surtout sociologique, il devient un parti attrape-tout, en écho à son évolution rapide vers une stratégie plus offensive et un discours plus clairement à droite. Mais ce tableau du soutien électoral reste sommaire, et ne décrit pas avec précision les électeurs concrets qu'il attire à lui.

RÉINTRODUIRE LES INDIVIDUS DANS L'ANALYSE

S'intéresser aux individus permet de repérer les changements tout en respectant l'originalité des combinaisons de propriétés d'un individu à l'autre. Nous ignorons, à ce stade de l'analyse, si, parmi une multiplicité d'autres combinaisons de facteurs possibles, les personnes à scolarité courte, dont nous avons montré le poids, coïncident ou s'opposent avec les protestants peu ou pas pratiquants qui se distinguent par ailleurs, ou encore si les « conquêtes » de l'UDC en terres romandes et italophones correspondent à son avancée parmi les catholiques ou parmi les plus jeunes générations. Pour ce faire, l'analyse des correspondances multiples, ou ACM, est une méthode décisive⁹. Bien qu'elles aient été examinées en détail dans la préparation de ce chapitre, les sorties graphiques (plans factoriels des modalités et des individus) et statistiques (variance expliquée, contributions des facteurs aux axes, etc.) habituelles ne seront pas exposées ici in extenso. Notre objectif est plutôt une typologie des électeurs de l'UDC accompagnée d'indicateurs riches, non seulement sur la composition des classes, mais aussi sur leur cohérence, sur la contribution des

9. L'analyse des données est supérieure à la régression pour l'exploration des combinaisons, car elle dispense de formuler des hypothèses précises. La réitération et l'ajustement de l'analyse permettent de cerner progressivement les spécificités de la population étudiée.

différents facteurs à leur construction et sur la qualité avec laquelle ces classes rendent compte de la diversité des votes pour l'UDC, du point de vue des propriétés objectives des individus, comme de celui de leur rapport à la politique et de leur vision du monde.

Nous intégrons dans l'analyse les variables suffisamment standardisées lors des trois enquêtes et présentant un intérêt sociologique, à l'exception de celles présentant des risques évidents de redondance artificielle. Sont donc prises en compte les propriétés démographiques, géographiques, scolaires, professionnelles des individus, ainsi que leur rapport à la politique (intérêt, identification, positionnement, affiliation)¹⁰. Les facteurs non politiques étant plus nombreux et menaçant d'écraser les facteurs politiques, donc de ne déboucher que sur une sous-classification peu parlante de l'ensemble de la population suisse, et en l'absence de variables communes aux trois dates qui permettent de préciser le rapport des répondants au politique (pratiques protestataires, valeurs politiques, compétence subjective), trois questions d'opinion à propos de politiques publiques (la taxation des hauts revenus, les chances à donner aux étrangers en Suisse et l'énergie nucléaire) sont intégrées en sus. De cette manière, l'analyse reflète une structure conjointement sociologique et politique qu'il s'agit à présent de décrire précisément, plutôt que d'établir des causalités entre les deux blocs de propriétés, sociologiques et politiques, comme le fait l'approche par régression.

Que se passe-t-il entre 1995, 1999 et 2003? La technique statistique vise à maximiser les variations au cours du temps afin de faire ressortir les évolutions les plus significatives. En réalisant trois classifications successives indépendantes, nous ferions ressortir la spécificité des sous-électorats à chaque date. Mais, en l'absence de correspondance rigoureuse entre classes d'une date à l'autre, nous ne ferions que repérer des similarités sans les mesurer, qui plus est entre des classes de volume parfois trop limité pour être représentatives. Nous classifions donc l'ensemble de la base cumulée en pondérant par canton et par année¹¹.

10. La typologie résulte d'une procédure de classification ascendante hiérarchique appliquée à l'ensemble des axes issus de l'ACM. Voir: «Annexe 2: Analyse des correspondances multiples et classification des électeurs de l'UDC.»

11. La pondération par année neutralise les tailles inégales des trois échantillons. L'agrégation des trois volées d'électeurs est en un sens artificielle, car celles-ci n'ont existé qu'à 4 ou 8 ans d'écart les unes des autres. Mais cette artificialité est commune à toute forme de comparaison dans le temps et/ou l'espace, qu'elle recoure ou non à des traitements statistiques. Dans tous les cas, des objets non co-présents sont mis en équivalence sur la base de propriétés postulées invariantes.

DEUX CLASSES DOMINANTES CONTRASTÉES

La classification finalement retenue comprend deux classes robustes¹² dominantes, regroupant chacune pendant toute la période entre 30 % et 40 % des électeurs UDC. La classe 1 (37 % du corpus global pondéré) est composée d'hommes mariés, âgés de 30 à 60 ans, travaillant à temps plein et dont le ménage a des revenus élevés (65 % au-dessus de 5500 francs mensuels par foyer). Ils vivent seuls ou en couple, avec ou sans enfants. Ils exercent des professions variées, d'agriculteur à cadre en passant par technicien, ouvrier qualifié et indépendant, hormis celle d'employé du tertiaire; 60 % d'entre eux ont un diplôme du supérieur, ils sont très intéressés par la politique et la connaissent bien. Cette compétence politique élevée va de pair avec un positionnement clair à droite, de 7 à 9 sur l'échelle à dix gradients, et avec la déclaration d'un attachement pour le parti pour lequel ils votent. Ils sont plutôt libéraux sur le plan économique (refus de taxer les hauts revenus) et font primer la prospérité sur l'écologie (soutien au nucléaire). La variable sur le soutien à l'attribution de droits égaux aux résidents étrangers en Suisse les montre plus souvent ouverts aux étrangers que la moyenne des autres électeurs de l'UDC¹³.

La classe 2 (33 % du corpus) s'oppose à la première sur de nombreux points. Elle est composée pour les trois quarts de femmes mariées (mais aussi d'un quart d'hommes mariés), au foyer, retraitées ou au chômage, vivant le plus souvent en couple sans enfant. Elles sont plus âgées en général que les membres de la première classe (57 ans de moyenne contre 49). Lorsqu'elles travaillent, c'est à temps partiel comme employées ou cadres du tertiaire, ou spécialistes du social et de la culture. Leur ménage perçoit un revenu compris entre 2500 et 5500 francs qu'elles déclarent en général juste ou à peine suffisant pour vivre. Elles sont cependant souvent propriétaires de leur logement (à 71 % contre 60 % pour l'ensemble des électeurs UDC). Rarement diplômées du supérieur, elles se déclarent plus que les autres électeurs UDC protestantes pratiquantes. Leur compétence politique (intérêt, connaissance)

12. La robustesse statistique désigne la résistance d'un résultat à la variation des paramètres de l'analyse. En l'occurrence, si on considère l'arbre de classification depuis le tronc, représentant l'électorat de l'UDC dans sa totalité, jusqu'aux branches les plus fines, c'est-à-dire les 1102 individus composant cet électorat, les classes 1 et 2 sont stables depuis la coupure à 6 classes jusqu'à celle à 9 classes.

13. La variable sur l'approbation du droit d'asile eût été plus explicite, mais elle n'est hélas pas disponible pour les trois volées de sondés étudiées ici.

est faible: elles ont rarement fait partie d'un syndicat, ne s'identifient pas vraiment avec un parti, ont peu participé à des mobilisations protestataires¹⁴ et choisissent souvent la position refuge au centre de l'échelle gauche-droite. Par opposition aux membres de la classe 1, elles soutiennent la taxation des hauts revenus, s'opposent au nucléaire et sont plus réticentes vis-à-vis de l'attribution de droits aux étrangers.

Ce binôme de classes stables manifeste clairement un clivage au sein de l'électorat UDC, entre des hommes chefs de ménage, dotés de ressources sociales et politiques importantes, et des femmes en situation de subordination professionnelle et de dépendance économique. La maîtrise du champ politique des premiers semble déboucher sur un vote positif pour l'UDC, ancré à la droite de l'échiquier politique, en phase avec le processus d'affirmation du parti. La relative distance à la politique des secondes laisse penser à un vote moins informé, éventuellement par tradition familiale, plutôt proche du votant UDC traditionnel, ancré dans la pratique religieuse chrétienne et dans la Suisse alémanique des petites villes et de la campagne.

Du point de vue des valeurs, les premiers affirment leur accord avec le libéralisme économique du parti, tout en relativisant leur accord avec le refus de l'immigration prôné par celui-ci, tandis que les secondes arrivent plutôt leur vote à la défense de l'État social et au refus du traitement égalitaire des étrangers. L'ambivalence du discours et de la pratique du parti lui-même semble transparaître dans cette dichotomie entre le libéralisme économique et moral des uns et la préoccupation sociale mêlée d'ethnocentrisme des autres.

UN VOTE POSITIF ET D’AFFIRMATION DE LA PART DES JEUNES GÉNÉRATIONS

La troisième classe la plus importante (11% du corpus) regroupe 95% des 21-30 ans, avec les propriétés attendues de cette classe d'âge: 80% d'entre eux sont célibataires, à parité hommes et femmes; très majoritairement locataires, ils vivent soit chez leurs parents, soit seuls. En revanche, ils ont la particularité de travailler

14. La participation à des mobilisations protestataires, disponible seulement pour les cohortes 1995 et 2003, a été ajoutée en variable illustrative. Elle ne participe pas à la construction de la classification, mais elle peut, sous certaines conditions, en qualifier les résultats.

la plupart à plein-temps, signe d'une intégration économique réussie, et de se déclarer plutôt satisfaits de leur revenu, qui est rarement faible. Ils sont tous sans exception Suisses de naissance, élément d'un ancrage identitaire que complète le fait de résider dans les villes moyennes et le rural alémaniques, en particulier dans les cantons de Saint-Gall, Thurgovie, Argovie, Bâle-Campagne et Soleure. De plus, bien que non pratiquants, ils se déclarent presque tous protestants ou catholiques. Ils exercent des métiers variés, hormis les professions indépendantes, sur la base en général d'une formation par apprentissage.

Cette classe des jeunes adultes n'est donc ni démunie économiquement, ni désocialisée. Son niveau d'intérêt et de connaissance politique est dans la moyenne des électeurs de l'UDC, ainsi que son autositionnement sur l'échelle gauche-droite et son orientation vis-à-vis des enjeux de politique publique. Ces électeurs se définissent plus par leur homogénéité démographique et professionnelle que par un rapport particulier au vote. Leurs propriétés géographiques et religieuses semblent plutôt les rapprocher des « anciens » votants de l'UDC.

La quatrième classe (la plus petite des six avec 2% des électeurs sondés) est pareillement définie par l'âge. Elle ne regroupe que les électeurs de moins de 21 ans, d'où certaines propriétés prévisibles dans cette génération: célibat, inactivité professionnelle, absence de revenus propres, résidence chez les parents, religiosité peu affirmée. Cependant, ces électeurs ont un rapport très spécifique à la politique: 72% de ses membres déclarent s'identifier à un parti (contre une moyenne de 47% parmi les électeurs UDC), et exclusivement à droite (UDC et Parti radical démocratique – PRD), 81% parlent souvent ou très souvent de politique (contre 66%), 26% se positionnent à l'extrême droite du spectre politique (contre 9%), 64% sont peu favorables aux étrangers (contre 56%), 44% sont très favorables à une augmentation des taxes sur les hauts revenus (contre 22%). Loin d'être une attitude par défaut, voter pour l'UDC lorsqu'on vient d'accéder à la majorité semble donc un acte fort, réalisé par des individus politiquement compétents et beaucoup plus formés idéologiquement que les autres personnes de leur âge.

Si la jeunesse de ces électeurs empêche encore plus que les précédents de voir en eux des représentants emblématiques du vote UDC, elle n'exclut pas que, dans la décennie qui suit, ils puissent

en acquérir certaines des propriétés (profession, scolarité, religion, situation professionnelle, voire région de résidence). D'ores et déjà, ils ont en propre leur rapport à la politique, notamment un intérêt fort pour la politique et un attachement déjà affirmé au parti.

DEUX CATÉGORIES DE VOTES MOINS HOMOGENES

Les 17% d'électeurs restants forment deux classes moins robustes, qui se subdivisent dès qu'on affine la classification de 6 à 7, puis à 8 classes¹⁵.

La portion la plus stable de ce résidu forme une classe 5 (10% du corpus) très marquée du point de vue générationnel. La majorité de ses membres ont plus de 70 ans, vivent seuls du fait du décès de leur conjoint-e et souvent dans les zones urbaines de Suisse alémanique (Zurich, Lucerne, Bâle-Ville). Leur ancienneté explique que leur scolarité ait été courte. Il s'agit de retraités aux ressources faibles, mais ne les jugeant pas insuffisantes. S'ils n'expriment pas d'opinion tranchée sur les enjeux de politiques publiques (nombre élevé de sans-réponse ou de positions centrales vis-à-vis de la taxation des hauts revenus, des droits des étrangers et du nucléaire), ils démontrent cependant une certaine compétence (intérêt, connaissance). Certains d'entre eux votent depuis longtemps pour l'UDC et déclarent s'identifier à lui, tandis que d'autres se déclarent proches du PRD, signe d'un vote de conjoncture dans le contexte de désalignement mentionné plus haut.

La sixième classe (7% du corpus) est constituée quasiment exclusivement d'hommes et de femmes divorcés ou séparés de leur conjoint et vivant en général seuls. Une proportion importante d'entre eux déclarent un faible niveau de vie (logement en location, revenu objectivement faible et jugé insuffisant), en particulier des retraités et des ouvriers non qualifiés. Mais ils sont hétérogènes, autant du point de vue professionnel que politique. La classe comprend certes un grand nombre de personnes à la scolarité courte, comme dans le reste de l'électorat UDC, mais aussi une classe surnuméraire de cadres diplômés des hautes écoles. Bien qu'assez convergents sur leur absence d'identification à un parti,

15. Les subdivisions des six classes présentées ici ne seront pas décrites dans le détail, car la taille limitée de ces classes affaiblit leur représentativité vis-à-vis de l'ensemble du corps électoral suisse.

sur le refus des baisses d'impôt et l'opposition au nucléaire, ces électeurs sont très partagés entre l'acceptation et le refus des étrangers en Suisse, variable discriminante du vote UDC¹⁶.

UNE POLITISATION DIFFÉRENCIÉE PAR GÉNÉRATIONS

En définitive, trois paramètres sociologiques contribuent principalement à la classification: l'âge, puisqu'une classe est dominée par des adultes actifs, deux par les jeunes et une par les personnes âgées; la situation maritale, qui est fortement corrélée avec l'âge; dans une moindre mesure, le sexe, qui différencie assez nettement les deux classes les plus volumineuses. La synergie entre les deux premières variables, et par suite avec la troisième et avec le nombre d'enfants, explique mathématiquement leur poids dans la construction de la typologie. Il est probable qu'une structure générationnelle proche ressortirait de l'analyse des électorats de certains autres grands partis: leur caractère attrape-tout rapproche nécessairement leur composition sociodémographique de celle de la population dans son ensemble.

En dépit de la rémanence de telles structures démographiques, la classification fait ressortir les spécificités politiques de l'électorat de l'UDC: le contraste entre un vote affirmé à droite, positif et offensif, de la part d'hommes actifs, socialement et économiquement installés, et un vote moins compétent, venant essentiellement de femmes socialement et économiquement défavorisées; le vote moins marqué par des propriétés politiques de jeunes adultes ancrés dans des structures professionnelles, dans un héritage religieux et dans un territoire national, et dont on fait l'hypothèse qu'il s'appuie sur le discours sur l'identité nationale tenu par le parti; la très forte politisation (au moins en ce qui concerne les élections fédérales) d'un petit nombre de primo-électeurs déjà porteurs d'un vote affirmé et idéologique; enfin le vote par des personnes très âgées sur un mode moins idéologique, plutôt fondé sur la fidélité personnelle, peut-être familiale, envers le parti, ou bien lié à un éloignement conjoncturel ou définitif vis-à-vis du PRD.

16. Entre 1999 et 2003, les questions d'immigration passent de la cinquième à la première place dans la hiérarchie des préoccupations des électeurs de l'UDC (Romain Lachat et Peter Selb, «Schweiz»..., *op. cit.*, p. 49). Voir aussi: Anthony McGann et Herbert Kitschelt, «The Radical Right...», *op. cit.*, p. 158.

CONTRIBUTION DES CLASSES À LA PROGRESSION DE L'UDC

La typologie a permis de montrer la diversité des profils d'électeurs et de relativiser les variables lourdes mises en évidence par la régression. En fait, dans leur contingence, les électeurs sont complètement inégaux «par ailleurs». Une comparaison des deux phases de l'analyse s'impose à présent, afin de savoir si les classes reprennent les propriétés générales du vote pour l'UDC, ou bien si certaines d'entre elles contredisent les résultats de la régression. Nous comparons donc, dans un premier temps, les résultats généraux des deux méthodes, avant de préciser comment ils s'articulent dans le temps.

VOTE UDC ET CLASSES D'ÉLECTEURS

Nous pouvons dans un premier temps rapporter les six classes à l'analyse par régression discutée initialement, en ne retenant de celle-ci que les propriétés déterminant le vote pour l'UDC qui varient peu en huit ans.

La classe 1 ne présente pas les traits les plus typiques de l'UDC par rapport aux autres électorats, hormis le travail à temps plein et, dans une proportion limitée, le sexe masculin et l'identification à un parti. Cette classe est pourtant dominante dans l'électorat UDC. De même, la classe des jeunes adultes (N° 3), d'importance non négligeable, est marquée par la localisation en Suisse allemande, facteur crucial de choix de l'UDC, mais insuffisant pour faire d'eux des archétypes de ce vote. La classe 6 trouve certes sa cohérence dans le fait d'être divorcé ou séparé de son conjoint, propriété identifiée comme spécifique par la régression; mais ce facteur contribue marginalement au modèle, et l'hétérogénéité de la classe limite de plus la possibilité d'en faire un parangon du vote UDC. Ces trois classes correspondent donc peu aux résultats de l'analyse toutes choses égales par ailleurs sur le vote UDC, qui visait à en discerner les traits spécifiques: la régression les rend en quelque sorte invisibles en niant leur spécificité.

La correspondance est plus marquée entre les trois autres classes et certains traits spécifiques des électeurs UDC. La classe 2, composée de femmes économiquement et socialement défavorisées, dont les propriétés de revenu objectif (faible), d'âge (46% de plus de 60 ans) et surtout de scolarité (courte) et de religion (protestantes plutôt pratiquantes), est assez nettement en accord avec les spécifi-

cités de l'électorat du parti. Si les électeurs de la classe 4 ne présentent que l'âge (moins de 21 ans¹⁷) pour être rapprochés du vote UDC, il n'est pas exclu que, dans la décennie qui suit, ils acquièrent certaines des propriétés attendues. D'ores et déjà, le rapport à la politique de ce petit groupe, notamment l'intérêt pour la politique et l'attachement déjà affirmé au parti, le rapproche du profil moyen. Enfin, l'âge des électeurs de la classe 5 (95% de plus de 60 ans) les rapproche évidemment des traits typiques de l'électeur UDC, ainsi que le fait d'être Alémaniques et d'avoir peu de diplômes. En moyenne sur la période, ils « représentent » donc assez bien l'électeur UDC.

Deux classes apparaissent donc comme particulièrement proches du vote UDC (N° 2 et N° 5), une troisième l'est potentiellement, tandis que trois en sont éloignées. Mais ce résultat ne vaut qu'en moyenne sur les huit années étudiées : la comparaison des six classes année par année avec la régression sur les trois échantillons séparés devrait préciser ce résultat, en mettant en évidence les classes dont la dynamique joue de pair avec celle du parti.

ÉVOLUTION DES CLASSES ET DE LEUR CONTRIBUTION AU SUCCÈS DU PARTI

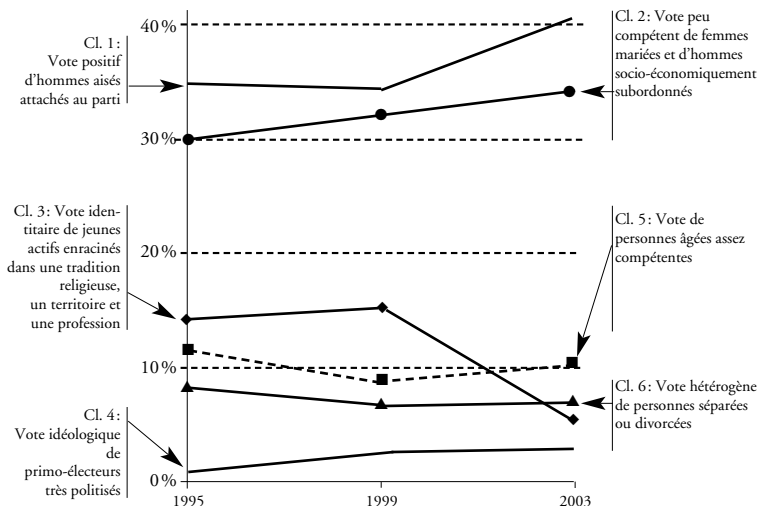
La figure 1 résume l'évolution relative des six classes au sein de l'électorat de l'UDC.

Les classes 5 et 6, les moins homogènes et les moins robustes, enregistrent des variations peu significatives dans le temps. Les électeurs âgés et les électeurs en situation de séparation maritale constituent un public stable, avec un peu moins de 20% des voix en cumul. La classe 2 des femmes dominées socialement et économiquement se renforce en gagnant environ 5% des électeurs, confirmant qu'elle contribue au renouveau du parti. Mais il en va de même pour la classe 1, les hommes mariés socialement et économiquement favorisés et compétents : ils gagnent aussi 5% et restent tout au long en tête. En fait, le clivage entre un vote masculin, socio-économiquement dominant et politiquement compétent, et son pendant, principalement féminin, s'approfondit au cours du temps.

17. Sur les huit années étudiées, le vote UDC est lié au fait d'avoir, soit moins de 30 ans, soit plus de 60 (cf. Annexe I).

Figure 1. Évolution des classes d'électeurs

100% = ensemble des électeurs UDC



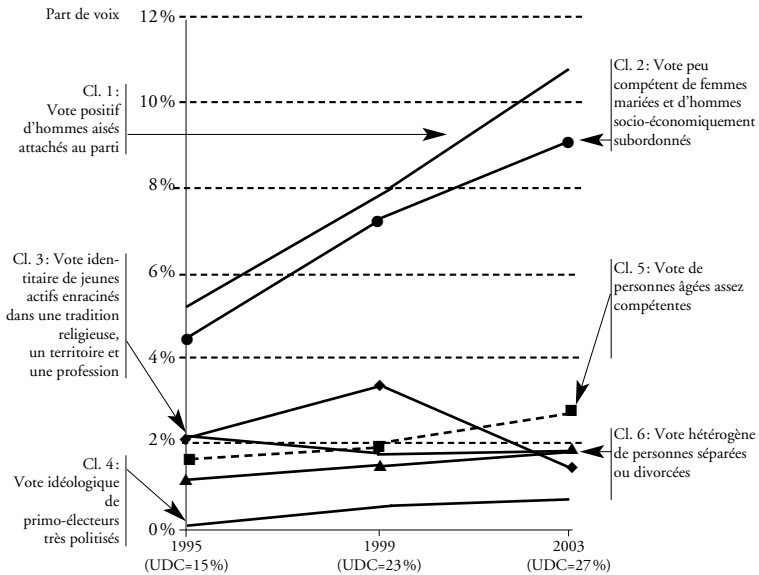
Le sexe, la situation socioprofessionnelle et économique, ainsi que la compétence, forment bien un contraste structurant d'un électorat UDC de plus en plus dominé par ces électeurs d'âge moyen à élevé: 30 à 70 ans pour la classe 1, 30 à 80 ans pour la classe 2.

Les électeurs de moins de 21 ans de la classe 4 croissent également, régulièrement, de 0,8% à 2,9%, apportant la preuve que l'UDC parvient à recruter parmi des personnes n'ayant jamais voté auparavant, à tout le moins parmi ceux qui n'en avaient pas l'âge légal – donc la majorité. L'offre de l'UDC en termes de programme, d'idéologie et de personnalités candidates séduit de plus en plus ces individus très politisés, qui déclarent de plus dès cet âge un attachement au parti. Il resterait à savoir si leur vote a été motivé par le seul discours du parti et par l'action de ses dirigeants, ou bien s'il tient à la continuation d'une tradition familiale ou locale (éventuellement à la rupture avec elle).

La classe 3, en revanche, perd les deux tiers de sa part au sein de l'électorat de l'UDC entre 1995 et 1999 (15%) et 2003 (5%). Pourquoi l'UDC ne parvient-elle plus à attirer cette catégorie des jeunes célibataires actifs, bien insérés économiquement et socialement sans

Figure 2. Évolution des classes d'électeurs

Sur la base de la part des voix obtenues à chaque élection par le parti



appartenir nécessairement à la bourgeoisie, résidant dans les villes moyennes et la campagne alémaniques? Sans pouvoir trancher ici, proposons seulement l'hypothèse que le rapport de cette catégorie à la politique a pu évoluer, rapprochant leur vision du monde de celle des urbains et donc de l'offre des partis de gauche, plus libérale du point de vue moral et moins attachée à la question identitaire. Mais nous pouvons aussi imaginer que cette catégorie d'électeurs ne se retrouve plus dans l'UDC à l'issue de l'évolution qu'a subi cette dernière.

La figure 2 redresse la précédente en fonction de la progression réelle en voix du parti. Elle montre non plus la concurrence entre les classes au sein d'un même électorat, mais la part qu'elles prennent dans l'ensemble du corps électoral. Il apparaît que les classes hétérogènes 5 et 6 croissent légèrement et que l'UDC perd la moitié des voix des jeunes adultes entre 1999 et 2003. En revanche, les trois autres classes croissent très rapidement, du simple au double pour les deux plus volumineuses.

Finalement, les trois classes identifiées comme proches des spécificités du vote pour l'UDC (N^{os} 2, 4 et 5) contribuent à la croissance du parti.

LES ÉLECTORATS DE L'UDC DANS L'ESPACE SOCIOPOLITIQUE DES ÉLECTEURS SUISSES

UNE APPROCHE GRAPHIQUE DE L'ESPACE POLITIQUE DES INDIVIDUS

L'analyse de régression a permis de repérer les traits les plus saillants des électeurs de l'UDC, par rapport aux autres votes exprimés et par rapport aux abstentionnistes, et de tracer l'évolution des facteurs abstraits (les propriétés des électeurs) de ce vote en croissance. L'analyse factorielle et la classification ont ensuite dégagé des classes au sein de cet électorat, dont certaines présentent les traits spécifiques du vote UDC, d'autres pas : les premières peuvent être vues comme emblématiques de ce vote, les secondes restaient masquées à l'analyse de régression mais n'en constituent pas moins des sous-électorats cohérents et volumineux. Les deux approches sont donc complémentaires.

Il reste à estimer la distance entre chacune de ces six classes et les électorats des autres partis. Nous ignorons encore comment se distribuent ces six profils d'électeurs UDC dans l'espace global des électeurs (votants ou non). Cet objectif peut être atteint en replongeant la classification UDC dans la même analyse factorielle, mais basée cette fois sur un corpus élargi à l'ensemble des sondés. Nous obtenons ainsi une mesure de la spécificité des classes UDC vis-à-vis des autres électorats. Sont-elles isolées ou bien réparties sur l'ensemble de l'espace des électeurs ? Leur isolement marquerait une spécificité de ce vote, leur répartition confirmerait l'idée du parti attrape-tout. Se chevauchent-elles ou au contraire sont-elles clairement disjointes ? Le chevauchement signifierait que les structures de la population générale ne sont pas pertinentes pour elles, leur disjonction nette indiquerait que ces structures correspondent à celles du vote pour l'UDC.

Les cartes factorielles qui suivent¹⁸ (figures 3 à 5) sont la projection du nuage des points-individus sur les premiers axes de l'analyse des correspondances multiples. Pour la clarté de la lecture, seulement 20% des individus ont été retenus par tirage au sort, soit 2467 sur les 12337 sondés des trois élections confondues et

18. Voir « Annexe 3 : « Les électeurs UDC dans l'espace électoral global. ACM et cartes factorielles. » Sur le traitement graphique de données électorales, voir : Jean Chiche, Brigitte Le Roux, Pascal Perrineau et Henry Rouanet, « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990 », *Revue française de sciences politiques*, Vol. 50, N° 3, 2000, pp. 463-487.

pondérées. Seuls les 220 électeurs de l'UDC (sur 1102 sondés) sont représentés par des numéros qui font apparaître la typologie. Les petits points en fond de graphique matérialisent le nuage global des autres sondés, de manière en particulier à cerner le décentrement éventuel des classes UDC par rapport à l'ensemble de la population. La plupart des variables utilisées dans la classification ont été intégrées (démographie, géographie, scolarité, profession, rapport à la politique)¹⁹. Pour les mêmes raisons de lisibilité que les individus, les variables ne sont pas représentées : leur disposition sera résumée dans la description des cartes. Le lecteur est invité à lire chaque axe comme un facteur caché contribuant à expliquer les contrastes au sein de la population étudiée. Le commentaire réduit chaque axe à ses déterminants les plus significatifs, sans prétention à une exhaustivité qui mobiliserait une description pointilleuse, dont la représentativité ne pourrait être garantie et qui découragerait l'interprétation.

Les trois cartes, soit six axes, cumulent 24% de la variance. Cette proportion limitée est habituelle lorsque des propriétés aussi hétérogènes sont mêlées. Les axes n'en dégagent pas moins les contrastes principaux entre électeurs, et donc les positions respectives des classes, des électorats et des trois échéances électorales.

TROIS CARTES FACTORIELLES, TROIS POINTS DE VUE SUR L'ESPACE DES ÉLECTEURS

La première carte (fig. 3²⁰) oppose horizontalement, dans la partie ouest, des hommes actifs, très aisés, diplômés, très intéressés par la politique et la connaissant bien, se plaçant à gauche et votant pour le Parti socialiste suisse (PSS), à des femmes âgées, souvent veuves, à faible revenu, très peu politisées, ne se positionnant pas sur l'échelle gauche-droite et s'abstenant souvent, à l'est. Ce premier axe classe clairement les individus suivant leurs ressources conjointement sociales et politiques, avec une dimension

19. Certaines des variables utilisées précédemment ont été ôtées afin de maximiser la variance prise en charge par les premiers axes. C'est en particulier le cas de la satisfaction vis-à-vis du revenu, du type de logement, de la citoyenneté suisse à la naissance et des questions d'opinion à propos des politiques publiques. L'annexe 3 présente in extenso les variables et les modalités mobilisées, leur poids respectif dans l'analyse d'ensemble et pour chaque axe, ainsi que les statistiques relatives aux modalités (coordonnées, poids, valeurs-tests).

20. La première carte sera décrite plus extensivement que les deux suivantes afin de montrer le principe du raisonnement en analyse géométrique des données. Nous renvoyons pour le détail de la construction des axes à l'annexe 3.

générationnelle en sus. Verticalement, au sud, des répondants jeunes, célibataires, en formation ou en situation professionnelle transitoire, très peu politisés et s'abstenant souvent, font face, comme pour l'axe horizontal, à des personnes âgées. Mais ces dernières déclarent être diplômées, chrétiennes pratiquantes, se montrent très compétentes politiquement. Elles s'identifient plutôt avec le PRD ou l'UDC et votent pour ces partis. Cet axe combine aussi politisation et génération, mais de manière inversée au premier axe, le pôle âgé étant cette fois plus compétent.

La classe 1 se retrouve au nord-ouest, avec l'électorat urbain diplômé. Elle est la plus proche de l'électorat du PSS²¹ : elle constitue donc le fer de lance de la conquête du vote UDC au sein des catégories sociales qui soutiennent habituellement ce parti. Cette proximité graphique ne surprend que si l'on s'en tient aux résultats de la régression, pour laquelle la classe 1, comme nous l'avons montré, est presque invisible. En revanche, elle confirme la description que nous avons faite de cette classe.

Les autres classes, en dépit de faibles contributions²², confirment les tendances dégagées dans la première partie de ce chapitre. La classe 2 des femmes économiquement et socialement subordonnées se positionne à l'est en vis-à-vis de la première, à la fois proche des abstentionnistes et du vote de droite en général. Le rapprochement des personnes âgées de la classe 5 avec la droite est attendu, puisque, comme montré plus haut, une partie de ces électeurs s'identifient au PRD et ont pu voter pour lui auparavant.

Les deux axes de la seconde carte (fig. 4) sont largement fondés sur le sexe. Sur le premier, le contraste se faisant aussi par l'âge et la situation professionnelle (à l'ouest, femmes de 30 à 60 ans, au foyer, travaillant le cas échéant dans le tertiaire, la culture et le

21. La proximité entre un nuage d'individus et une modalité, en l'occurrence les membres de la classe 1 et le Parti socialiste suisse, ne signifie pas que ces individus partagent toutes les propriétés des électeurs de ce parti. Les propriétés des électeurs de l'UDC et du PSS diffèrent trop en général (cf. par exemple: Romain Lachat et Peter Selb, *Élections fédérales...*, *op. cit.*) pour qu'une classe de l'électorat UDC soit si proche du PSS. Cette proximité indique, plus modestement, que la classe 1 et les électeurs du PSS se ressemblent du point de vue des deux premiers facteurs cachés structurant l'ensemble des électeurs, donc du point de vue de l'agrégat de propriétés décrit dans le paragraphe précédent (c'est pourquoi nous détaillons assez précisément cet agrégat). L'examen des autres facteurs cachés, à l'exemple des 3^e, 4^e, 5^e et 6^e étudiés ci-dessous, montre que la classe 1 et l'électorat du PSS diffèrent nettement par ailleurs.

22. La contribution désigne ici la qualité avec laquelle les axes considérés représentent une classe donnée.

Figure 3. Les classes d'électeurs UDC au sein de l'ensemble du corps électoral suisse en 1995, 1999 et 2003 (axes 1 et 2)
 Analyse des correspondances multiples des sondés Selects sur l'échantillon cumulé des trois élections fédérales.
 Individus tirés au sort à raison de 20% parmi N=12237. Les numéros représentent les classes. Leur taille ne vise qu'à améliorer la lisibilité.

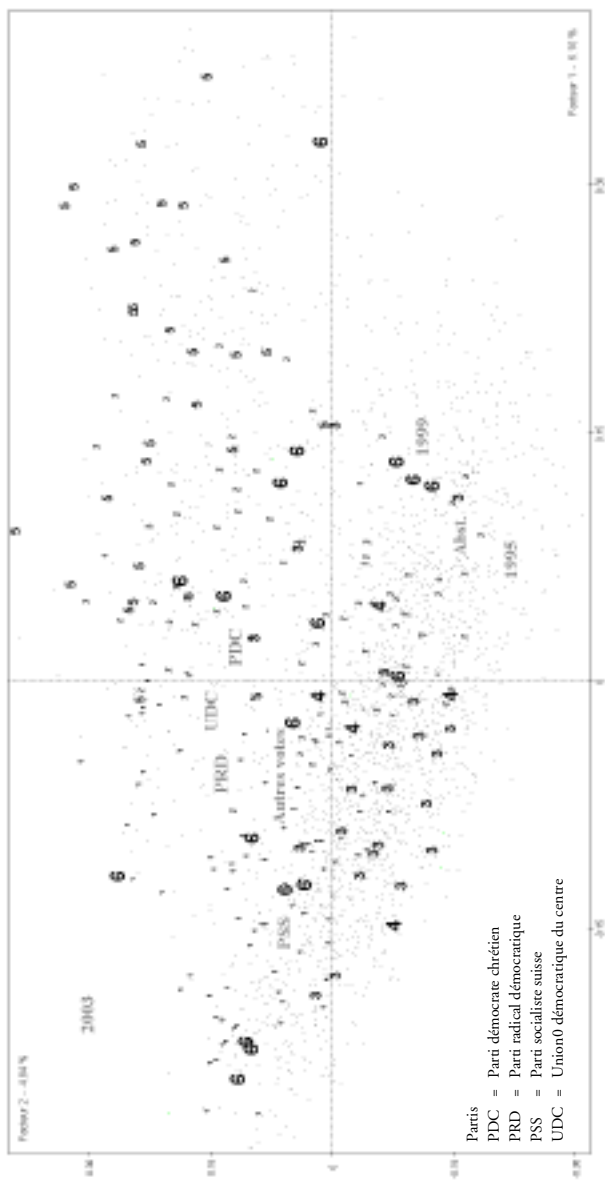


Figure 4. Les classes d'électeurs UDC au sein de l'ensemble du corps électoral suisse en 1995, 1999 et 2003 (axes 3 et 4)

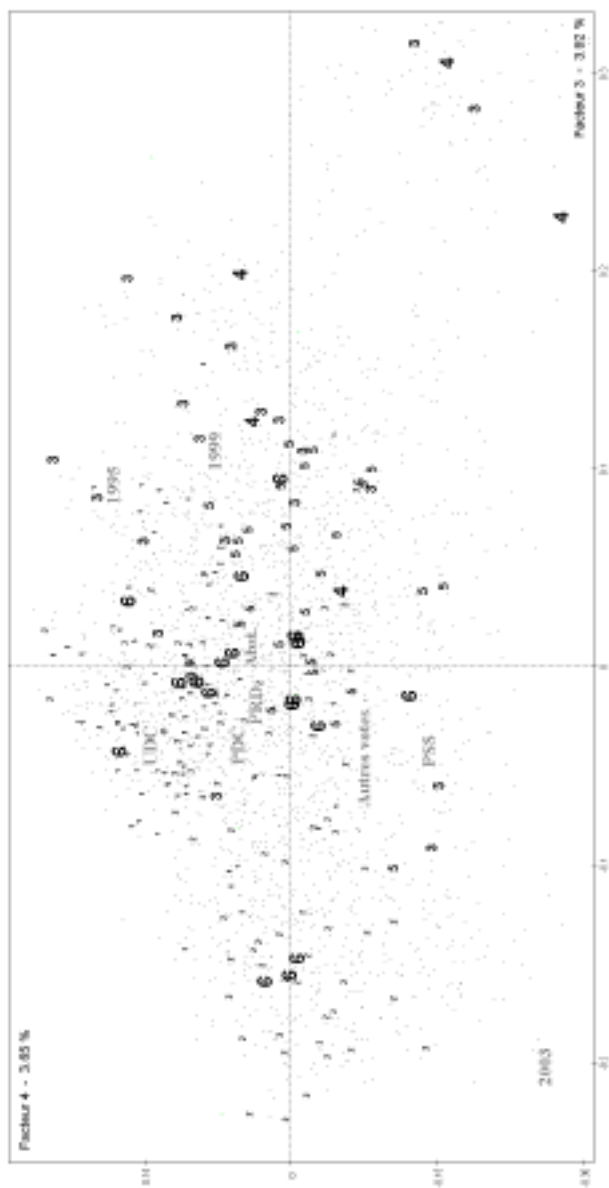
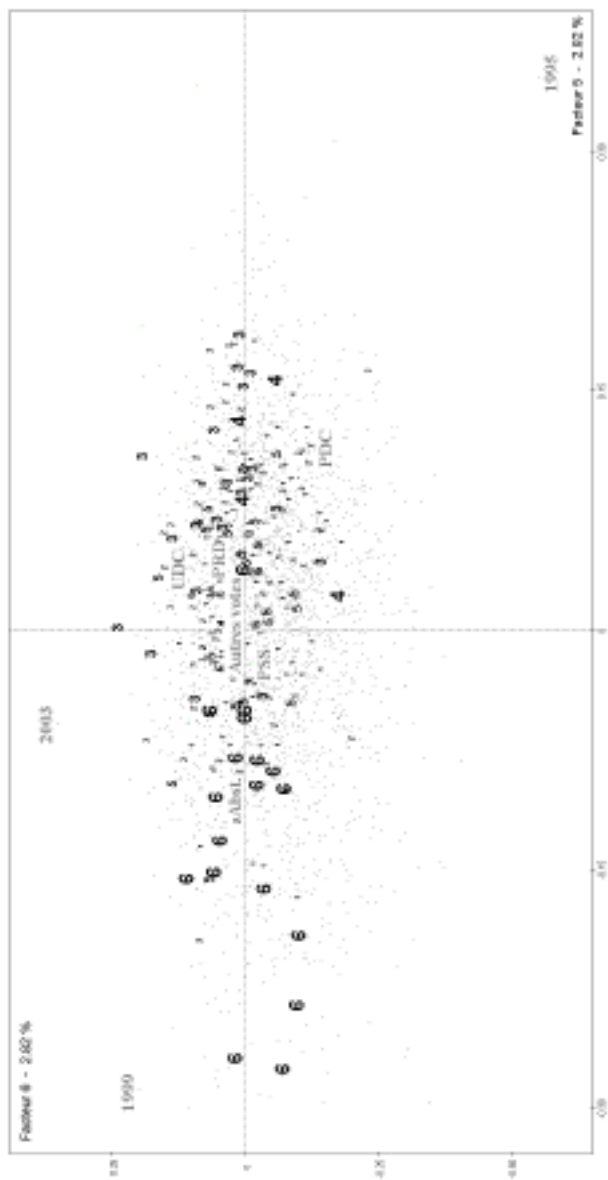


Figure 5. Les classes d'électeurs UDC au sein de l'ensemble du corps électoral suisse en 1995, 1999 et 2003 (axes 5 et 6)



social, à l'est, hommes jeunes ou très âgés, inactifs ou travaillant à temps plein). Sur le second, le contraste se fait en plus par la scolarisation et l'opposition entre modernité urbaine et ancrage rural (femmes assez diplômées, urbaines, sans religion et se positionnant à gauche au sud, hommes ouvriers, techniciens ou agriculteurs, résidant à la campagne et se positionnant à droite).

Les contributions de ces deux axes aux six classes sont plus faibles que pour les deux précédents, signe de la moindre correspondance entre les structures sociopolitiques qu'ils mettent au jour dans l'ensemble de l'échantillon et celles que traduisent les classes UDC. Néanmoins: la classe 2 est logiquement bien à l'ouest; la classe 1 se localise au nord: le sexe et surtout l'orientation politique (affirmation à droite, identification à l'UDC) décident de leur positionnement plus que la scolarisation et la compétence politique; la classe 3 des jeunes adultes que nous avons définis comme bien intégrés professionnellement, territorialement et religieusement occupe le nord-est, à proximité des abstentionnistes, mais surtout, à distance du pôle fort du vote socialiste au centre-sud. Tout le tiers sud du nuage est à peu près dégarni d'électeurs de l'UDC, ce qui corrige effectivement la superposition partielle entre électorat UDC et population globale à laquelle pouvait laisser penser la première carte.

La troisième carte (fig. 5) est essentiellement géographique et linguistique. L'axe horizontal oppose les urbains (majoritaires dans la population) aux ruraux, l'axe vertical les cantons francophones et italo-phones aux cantons germanophones (majoritaires) et urbains, avec dans chaque cas les propriétés sociologiques dominantes dans ces régions.

Pour trois classes d'électeurs UDC, les contributions sont non négligeables, bien que moindres que sur les autres cartes, et conformes aux attentes. La classe 3 des jeunes adultes occupe le nord-est rural et alémanique; la classe 2 des femmes mariées, l'est rural; la classe 6 des personnes séparées ou divorcées, l'ouest urbain. Cette carte vaut avant tout pour son aspect d'ensemble: les points-individus de l'UDC sont éparpillés sur l'ensemble du graphe, à l'exception du sud-ouest des villes francophones et italo-phones, seulement occupé par le PSS.

OCCUPATION DU TERRAIN, ZONES DE FRONT ET DIRECTIONS DE PROGRESSION

Il serait nécessaire d'examiner les facteurs axes 7 et suivants pour rendre compte complètement du positionnement des électeurs UDC par rapport aux autres. Les six principaux axes fournissent cependant un aperçu suffisant pour conclure sur plusieurs points.

Les électeurs de l'UDC sont répartis sur l'ensemble de l'espace sociopolitique des sondés, hormis la zone polarisée par le PSS sur les 2^e et 3^e cartes. Ceci confirme le processus de désingularisation examiné dans la première partie et l'accession au statut de parti généraliste, ou attrape-tout. L'occupation de presque tout le territoire de la 3^e carte, structurée par la géographie et la langue, et le brouillage des frontières entre les six classes qu'on y observe, renforcent l'idée que l'ancrage alémanique et rural de l'UDC, certes encore réel, ne fonde pas un clivage entre des classes anciennes, qui seraient alémaniques et rurales, et des nouvelles, qui seraient rurales et/ou latines. Les six classes mêlent les propriétés sociopolitiques avec les appartenances géo-linguistiques, au lieu d'être centrées sur ces dernières.

Du point de vue politique, l'UDC se positionne également clairement à la droite du champ politique, non loin du PRD et du Parti démocrate-chrétien (PDC), mais certaines portions de son électorat, de par certaines de leurs propriétés, étendent son emprise au-delà. Ces propriétés les rapprochent tantôt du PSS (classe 1 sur la carte 1), tantôt de ses concurrents de droite (classe 1 sur la carte 3, classes 2 et 5 sur la carte 1), tantôt des abstentionnistes (classe 2 sur la carte 1, classes 3, 4 et 5 sur la carte 2, classe 6 sur la carte 3). Se matérialisent ici de manière synthétique les terrains de convergence, de confrontation et de conquête de l'UDC vis-à-vis de ses rivaux. C'est cette hétérogénéité des classes qui permet au parti de conquérir de nouveaux territoires électoraux.

Enfin, un des résultats les plus intéressants de cette approche graphique est l'écart entre les trois dates, qui montre le rôle de la dimension diachronique pour l'échantillon. La cohorte 2003 est particulièrement isolée face au bloc 1995-1999 sur les deux premières cartes, c'est-à-dire du point de vue des propriétés sociologiques des individus et des ressources politiques. En effet, sur la première, 2003 polarise le quart nord-ouest, compétent et politisé, exprimant la progression du niveau de connaissance, d'intérêt et d'implication politique dans une partie du corps électoral depuis

1999. Ce pôle tire seulement avec lui la classe 1 des hommes bien dotés en ressources économiques, sociales et politiques, fraction favorisée d'un électorat UDC encore aujourd'hui moins compétent que la moyenne des électeurs. Sur la deuxième carte, la cohorte 2003 colle au pôle sud-ouest des femmes de diverses conditions sociales, peu compétentes et votant à gauche ou pour un petit parti. Semble s'affirmer ainsi depuis 1999 un électorat féminin, socialiste ou écologiste, logiquement peu présent au sein de l'électorat de l'UDC, hormis une portion de la classe 2 des femmes socialement et économiquement subordonnées. Nous identifions ici une fraction populaire de la population, traditionnellement à gauche, que l'UDC est parvenue à conquérir. Enfin, sur la troisième carte, à dominante géographique et linguistique, c'est 1995 qui se différencie, avec un lien entre la cohorte 1995 et les électeurs suisses francophones et italophones vivant dans les régions rurales. Mais, à cette date, l'UDC était encore très peu implantée dans cette région, ce qui explique que ce clivage entre 1995 et 1999-2003 soit peu pertinent pour l'électorat de l'UDC.

CONCLUSION

La méthode de régression habituellement utilisée dans les études électorales dégage les grandes tendances de l'évolution de l'électorat de l'UDC : relative normalisation géographique, sociologique et religieux, permanence de spécificités comme la scolarité courte, croissance de catégories comme les femmes au foyer et les ouvriers, affirmation de l'ancrage idéologique à droite. Mais cette description sous-estime les tendances mineures, et surtout elle masque la façon dont se combinent ces propriétés. L'addition de ces traits spécifiques ne forme qu'un profil d'électeur UDC imaginaire, dont nous ignorons s'il existe, même approximativement. En revanche, l'analyse de correspondances et la classification mettent au jour les variables qui permettent de définir des lignes de partage entre des profils sociopolitiques bien distincts. Des séparations parfois très marquées apparaissent entre les sexes, entre les générations, entre les niveaux de compétence politique et entre les positions vis-à-vis des politiques publiques.

Le clivage est notamment flagrant entre deux classes importantes, qui contribuent toutes deux à la croissance de l'UDC entre 1995 et 2003. L'une est composée d'hommes dotés en ressources

sociales, politiquement compétents, relativement libéraux en économie et tolérants vis-à-vis des étrangers, et l'autre plutôt de femmes, socialement subordonnées, peu compétentes, défendant l'État social et réticentes vis-à-vis de l'attribution de droits égaux aux étrangers et aux Suisses. Ces deux classes combinent certaines des propriétés considérées comme favorables au vote UDC par la régression, et d'autres qui lui étaient plutôt défavorables, la première classe en particulier s'avérant presque invisible par la régression. De la même manière, si la permanence d'une classe d'électeurs âgés pour partie proches du PRD surprend peu, la croissance rapide d'une classe de très jeunes électeurs déjà porteurs d'un vote affirmé et idéologique est plus originale. Ces éléments nouveaux expliquent comment l'UDC a continué à croître électoralement après 1999, en dépit de l'épuisement des réserves de voix dans les catégories socioprofessionnelles captives²³.

L'UDC ne doit donc pas seulement être définie par sa spécificité vis-à-vis des autres partis, mais aussi par son hétérogénéité interne. Cette hétérogénéité ressort tout autant lorsque les classes sont plongées dans l'espace de l'ensemble du corps électoral. Leur forte dispersion sur les cartes factorielles confirme le nouveau statut de parti attrape-tout conquis par l'UDC, hormis quelques territoires sociopolitiques et géographiques résiduels. La proximité graphique des points représentant les autres partis avec les classes UDC permet de montrer que la classe des femmes socialement défavorisées et celle des personnes âgées empiètent sur l'électorat de la droite classique (PDC, PRD) et sur la « réserve » des abstentionnistes, que celle des hommes socialement favorisés empiète sur celui de la gauche (PSS, Verts...).

La proximité graphique avec les trois dates d'enquête rend compte quant à elle de la dynamique de la progression du parti. La classe des hommes socialement favorisés colle le mieux à la progression du niveau de connaissance, d'intérêt et d'implication politique d'une partie du corps électoral entre 1999 et 2003. Mais c'est la classe des femmes socialement défavorisées qui correspond le mieux à l'affirmation, depuis 1999 également, d'un électorat féminin, socialiste ou écologiste, logiquement peu présent par ailleurs parmi les soutiens de l'UDC.

23. Voir Anthony McGann et Herbert Kitschelt, « The Radical Right... », *op. cit.*, pp. 163-164.

Les disparités dans la sociologie du vote pour l'UDC renvoient à deux phénomènes intriqués. D'une part, des tensions, voire des contradictions existent dans le discours du parti lui-même (à travers ses responsables) et dans ses objectifs programmatiques et idéologiques. D'autre part, de même qu'Oscar Mazzoleni et Damir Skenderovic identifient une « ancienne » et une « nouvelle » UDC, coexistent au moins deux générations d'électeurs UDC, auxquelles correspondent certaines des classes étudiées ici. Tensions idéologiques, pluralité sociologique : l'Union démocratique du centre traverse une période de restructuration rapide, dans un contexte (qu'elle contribue à influencer) de réaligement du système partisan. La cohésion du parti est donc garantie, à la fois par la structuration forte d'un appareil centralisé, doté de ressources financières conséquentes et mené par une personnalité charismatique, et par sa réussite électorale qui mobilise les troupes.

L'ENGAGEMENT MILITANT: UNE COMPLEXITÉ DE VALEURS ET DE DISCOURS

PHILIPPE GOTTRAUX ET CÉCILE PÉCHU

Le vote, et plus encore l'engagement dans un parti, sont souvent rapportés dans le sens commun à l'adhésion de la part des électeurs ou des militants aux prises de position publiques ou aux valeurs défendues par ce parti, laissant croire à une homogénéité des systèmes de valeurs et des représentations des supporters¹.

Cette vision réductrice se retrouve dans une partie significative de la production scientifique qui, du fait d'une focalisation sur le parti comme un tout, saisi principalement à partir de sa production discursive (idéologie, programme), en arrive à négliger les différences internes identifiables empiriquement auprès des militants. C'est le déficit d'une perspective internaliste dans l'analyse des partis, et plus particulièrement de ceux à la droite de la droite, qui explique pour partie ces lacunes. Goodwin a en effet montré, concernant les organisations dites d'extrême droite, la place privilégiée accordée dans l'analyse à la « demande » (étude des électeurs) qui relègue l'approche de l'offre partisane (le parti et ses pratiques) à une portion congrue, et, quand elle existe néanmoins, le peu d'empressement à interroger empiriquement, par des monographies ou des enquêtes approfondies, le rôle des militants². Concernant ce segment de l'échiquier politique, les études sont dès lors rares qui prennent pour angle d'attaque les militants dans leur rapport diversifié, symbolique et pratique au parti³. Notre

1. Voir notamment Daniel Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégations politiques*, Paris: Seuil, 1978, pp. 9-31.

2. Matthew J. Goodwin, « The Rise and Faults of the Internalist Perspective in Extreme Right Studies », *Representation*, Vol. 42, N° 4, 2006, pp. 347-364.

3. Parmi lesquelles: Daniel Bizeul, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris: La Découverte, 2003; Bert Klandermans et Nonna Mayer, *Extreme Right Activists in Europe, Through the Magnifying Glass*, Londres: Routledge, 2005; Violaine Roussel, « Labels politiques et construction de l'identité militante: le cas du Front national », in Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris: Albin Michel, 2003, pp. 237-277.

questionnement s'inscrit dans une telle perspective, pour insister sur la nécessité de regarder dans la boîte noire qu'est le parti, implicitement ou paresseusement pensé comme homogène, réduit à ses productions officielles ou aux pratiques et discours de ses leaders. Dès lors, l'approche par les militants et leur diversité s'avère décisive à l'intelligibilité d'un parti comme l'UDC⁴.

L'engagement à l'UDC est ainsi trop souvent pensé comme le fait de personnes partageant des valeurs xénophobes, anti-système, économiquement néolibérales et opposées au libéralisme culturel, s'agissant des rapports de genre par exemple. L'analyse qualitative, sur la base d'entretiens, des engagements militants au sein de ce parti, permet au contraire de rendre compte de la diversité des systèmes de valeurs et des représentations. S'il existe certes, au plan des valeurs, des points communs constituant des raisons d'être ensemble dans la même organisation partisane, leur déclinaison concrète par les enquêtés est toujours plurielle, complexe, contradictoire parfois. De plus, sur certaines thématiques, de réels clivages existent parmi les militants. Nous nous proposons ici d'aborder cette diversité des valeurs des militants à travers l'analyse de deux thématiques : la suspicion envers les étrangers et les valeurs néolibérales.

Le premier thème constitue l'un des axes fédérateurs que l'on a pu repérer parmi les militants (avec l'attachement défensif à la Suisse), mais il est très diversement décliné chez les enquêtés. Sur la seconde thématique, et comme pour d'autres thèmes tels que les rapports au système politique ou au « libéralisme culturel », on est en présence de positions antinomiques parmi les militants. Mais revenons d'abord sur la méthode d'enquête qui a été la nôtre.

MÉTHODE

Ce travail se base sur des données provenant d'une recherche qualitative menée auprès de militants de l'Union démocratique du centre (UDC) de Genève et Zurich, dans le cadre d'un financement du FNS (PNR 40+). L'objectif principal de notre recherche était de travailler sur les raisons et les logiques des enga-

4. Ce texte ne traite que d'une partie de la question, celle de la diversité de valeurs. Nous aborderons ailleurs les logiques complexes et plurielles de l'engagement des militants dans un ouvrage à paraître, *Militier à l'UDC*.

gements individuels au sein de ce parti. Notre angle d'approche a été une analyse compréhensive des trajectoires de militants de l'UDC. C'est dans ce cadre qu'intervient la mise au jour de systèmes de valeurs des militants. Nos résultats reposent sur l'analyse de 40 entretiens approfondis d'une durée de 1 h 30 à 4 heures (20 recueillis sur chaque site). L'échantillonnage est raisonné, opéré sur le principe de la diversification, en rapport à notre intégration progressive sur les terrains genevois et zurichois. Les entretiens comportent une partie narrative sur la carrière militante⁵ et la trajectoire sociale, sur le mode du récit de vie⁶, et une partie semi-directive, avec notamment l'utilisation de stimuli photographiques⁷, pour approcher des thèmes spécifiques que la narration des enquêtés n'aborderait pas spontanément. Nous nous appuyons aussi sur des observations directes de séances et d'activités du parti (assemblées internes, cercles de réflexion, assemblées publiques, cérémonies de l'Albisgüetli, stands de propagande) avec trois objectifs principaux : aider à conquérir la confiance des enquêtés et, pour le chercheur, à sa gestion de l'empathie ; voir évoluer les enquêtés en situation naturelle, ce qui permet un contrôle partiel des discours, l'identification d'éventuels décalages entre pratiques et discours. Enfin, par ces observations, nous désirions voir à l'œuvre les mécanismes partidaires de production de l'identité UDC et de la cohésion interne, dans l'entre-soi.

C'est un des mérites de l'approche qualitative que d'approfondir l'analyse et de ne pas homogénéiser ce qui en apparence, et sur la base de résultats d'enquêtes quantitatives par sondage, peut sembler identique ou engendré selon des logiques et modalités similaires (l'« hostilité envers les étrangers », la « méfiance envers l'univers politique », la « menace de l'intégration européenne », etc.). Le travail étroitement compréhensif n'est de ce point de vue pas

5. Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol. 51, N° 1, 2001, pp. 199-215.

6. Au sens large donné par Bertaux à cette méthode, soit la « description sous forme narrative d'un fragment de l'expérience vécue » (Daniel Bertaux, *L'enquête et ses méthodes : Le récit de vie*, Paris : Armand Collin, coll. « 128. Sociologie, 1997 », p. 9). La consigne d'ouverture de l'entretien était la suivante : « J'aimerais que vous me racontiez comment vous en êtes arrivé à vous engager en politique. »

7. Soit des photos d'une cérémonie interreligieuse, d'un homme passant l'aspirateur, d'une manifestation de « Gay Pride », d'un passeport suisse, de Glaris en Landsgemeinde, d'infirmières manifestant pour la défense du service public, ainsi que du général Guisan inspectant des soldats pendant la guerre.

évident, tant il présuppose de sortir des sentences paresseuses fournies au pire par le sens commun, au mieux par des instruments de mesures certes heuristiques pour rendre compte des distributions globales de valeurs, mais inadaptés à l'analyse fine de ces mêmes valeurs et des systèmes de représentations⁸. L'enquête qualitative, opérant sur peu de cas mais en profondeur, permet ainsi de mieux mettre l'accent sur la diversité derrière l'apparente homogénéité, tant sur le plan des contenus du discours et des valeurs, de leurs modalités d'agencement que de leurs liens avec des déterminants objectifs (trajectoires, positions, contextes).

LA DIVERSITÉ DES DISCOURS : DÉTERMINANTS, ARTICULATIONS DES THÈMES ET CONTRADICTIONS

Cette diversité ou hétérogénéité dépend de deux types de facteurs. D'une part d'*éléments contextuels* (notamment du contexte politique national, cantonal, local; des positions dans le champ politique, des spécificités partidaires, etc.) qui conditionnent ou autorisent l'expression de certains propos ou arguments. Par exemple, s'agissant du thème des étrangers, le débat sur l'immigration est plus tendu à Zurich et autorise plus d'hostilité manifeste. La tolérance sociale à des propos ouvertement hostiles envers les étrangers semble moins freiner y inclus des personnes politiquement compétentes à les exprimer⁹. On y est notamment plus spontanément sensible à une présumée menace de «l'islam» qu'à Genève, du moins au moment de la passation des entretiens. L'observation directe à Genève d'un Cercle de réflexion consacré à l'islam¹⁰ a par contre montré une focalisation nouvelle sur ce thème pourtant peu présent en entretiens. Il est probable que la passation d'entretiens après une telle séance, opérant comme une véritable socialisation politique interne structurant ou donnant

8. Cf. Daniel Gaxie, «Des penchants vers les ultra-droites», in Annie Collowald, Brigitte Gaiti (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris: La Dispute, 2006, pp. 223-245.

9. La différence entre Genève et Zurich ressort clairement des données Selects 2003. L'analyse bi-variée montre, pour l'ensemble de l'échantillon, un écart significatif entre ces cantons quant au soutien à un durcissement de la politique envers les réfugiés («pour un durcissement» aux «critères d'admission à l'asile»): Genève, 60,5%, Zurich, 73,3%, au niveau Suisse, 73,4% (Oscar Mazzoleni et Maurizio Masulin, «Valeurs conservatrices de droite et anti-establishment en Suisse. Les cas du canton de Zurich et du canton de Genève», *Rapport au FNS PNR 40+*, Annexe 2, 2006, tableau 1).

10. Cercle de réflexion Genève, 28 septembre 2006.

sens à des dispositions antérieures, verrait « le problème de l'islam » surgir spontanément dans les discours. Par contre, on trouve la présence à Genève, canton frontalier, de propos sur les travailleurs frontaliers comme perturbant le marché du travail, propos quasiment absents à Zurich. Ces propos résonnent avec la situation objective du marché du travail et la discussion publique sur cette question. De même, rares sont ceux, à Genève, qui s'opposent ouvertement à la possibilité d'être binational, positionnement doublement lié au contexte: dans le canton de Genève, plus d'un Suisse sur quatre est binationnel¹¹, et à l'UDC même, la présence de naturalisés n'est pas rare¹². Les effets de contexte se lisent aussi parfois par l'emploi de formules toutes faites empruntées directement à la propagande du parti (ex.: « le passeport suisse donné en cadeau »).

Mais la diversité des discours dépend d'autre part des *caractéristiques des personnes*: de leurs socialisation, dispositions, ressources et trajectoire/expérience de vie, et donc de leur système de valeurs, ainsi que de leur compétence politique objective et subjective. Ces attributs individuels conditionnent le choix des arguments mobilisés, leur agencement, la présence ou l'absence de certains, les éventuelles euphémisations ou au contraire les radicalisations présentes dans les propos recueillis. Dans le corpus, du moins sur Genève, ce sont les personnes les moins dotées en ressources scolaires et culturelles, du même coup les moins compétentes politiquement et qui ont le moins intégré la norme sociale et juridique antiraciste, qui vont exprimer le plus franchement et le plus spontanément une hostilité envers les étrangers, sur un mode radical. C'est encore l'effet des attributs individuels et de l'expérience de vie singulière qui explique par exemple qu'une enquêtée de milieu populaire, par ailleurs peu libérale économiquement, développe néanmoins un discours anti-bureaucratique, renvoyant à son statut particulier de propriétaire de maison. À ces deux facteurs du contexte et des caractéristiques individuelles, il convient d'ajouter les effets du dispositif d'enquête et de la relation spécifique d'entretien¹³.

Il n'y a donc pas de discours unique sur l'un ou l'autre des thèmes abordés en entretien, mais une *série d'arguments* potentiels

11. Selon des chiffres de l'années 2000 produits par l'Office cantonal de la statistique (OCS-TAT) et répercutés dans la presse (*Le Courrier*, 9 janvier 2006).

12. Au demeurant, la section genevoise s'est démarquée le 9 octobre 2004 par un communiqué de presse de la prise de position nationale officielle du parti sur cette question.

13. Cf. Gottraux et Girod dans cet ouvrage.

(au regard d'une analyse de l'ensemble du corpus) qui dans les discours concrets recueillis auprès des enquêtés peuvent être ou non mobilisés. Nous sommes donc en présence d'une diversité de propos sur un certain nombre de thèmes clés, *avec des configurations et des hiérarchisations diverses*. Des arguments essentiels pour certains ne le seront pas pour d'autres et vice versa.

Notons aussi que, indépendamment des sollicitations de l'enquêteur, les *thèmes présents* spontanément dans le discours diffèrent chez les enquêtés. De ce point de vue, l'évocation d'une question en l'absence de consigne explicite de l'enquêteur est significative des préoccupations et des valeurs des enquêtés. De même, d'un enquêté à l'autre, les *articulations* entre les thèmes varient. Par exemple, certains (uniquement à Zurich) associent, mais d'autres pas, la question de l'assurance maternité au thème de l'immigration, au point de rapporter leur refus en votation de l'assurance maternité à la menace d'une surconsommation putative par les immigrés, décrits comme faisant plus d'enfants, de ce genre de prestation.

Enfin, nous avons été attentifs aux éventuelles *contradictions* présentes chez le même enquêté sur un même thème, ou plus précisément, sensibles à ce qui apparaît au regard extérieur de l'analyste, parfois un brin scolastique et objectiviste¹⁴, comme « contradictoire », ou peu conforme à une cohérence idéologique supposée et prêtée par projection sociocentrique à l'enquêté. Ces contradictions potentielles se situent au plan des valeurs¹⁵. Elles peuvent aussi intervenir entre discours et pratiques¹⁶. Le cas classique, présent dans l'échantillon, est celui d'une hostilité discursive envers les étrangers, relativisée par l'annonce d'une pratique régulière de fréquentation d'un café d'immigrés. Ces apparentes contradictions incitent à travailler en finesse et à chercher dans la profondeur des histoires de vie les raisons de cette complexité et de ces paradoxes.

14. Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris: Minit, 1979, pp. 463-541; Pierre Bourdieu, *Méditations pascalienues*, Paris: Liber, 1997.

15. C'est le cas rencontré par exemple d'une tension chez la même personne entre une aspiration explicite à la mise en couple dans le cadre d'une famille « traditionnelle » et la perception critique des rapports de domination des hommes sur les femmes (« ma mère, c'est la parfaite dominée »; Nathalie, 23 ans, étudiante, Genève).

16. Avec la limitation de l'instrument d'observation qu'est l'entretien, à peser dans l'analyse: on recueille en fait un discours ou une description discursive d'une pratique.

UNE SUSPICION PLURIELLE ENVERS LES ÉTRANGERS

Nous optons pour le concept de *suspicion envers les étrangers*¹⁷ pour éviter de taxer péremptoirement les valeurs et les discours de ces militants de «xénophobes» ou de «racistes», ce qui présupposerait des définitions claires de ces concepts, alors même qu'ils sont controversés dans la littérature, ainsi qu'enjeux et instruments de luttes politiques. Cette option se justifie aussi par le fait que la présence de *racisme classique*, fondé explicitement sur des critères naturalistes et hiérarchisant ouvertement peuples et cultures, n'apparaît guère chez ces militants. En ce sens, il y a une différence notoire avec les propos que l'on devrait¹⁸ vraisemblablement recueillir auprès de militants d'extrême droite radicale et doctrinaire (groupes de skinheads ou parti néofascistes, PNOS par exemple).

Par suspicion envers les étrangers, il faut comprendre :

- la présence récurrente, voire permanente, des thèmes de l'immigration/de l'asile/des étrangers comme «faisant problème». C'est l'existence et la systémativité (au point qu'on peut parler de hantise) d'un point de vue spécifique sur la réalité sociale et politique qui focalise le regard sur les groupes étrangers «incarnant le problème». A contrario, nous ne trouvons pas dans notre corpus de focalisation sur «l'inégalité comme problème», ou sur «la fraude fiscale comme problème», avec la désignation concomitante de groupes «incarnant le problème» ou «responsables du problème»;

- le fait que cette lecture du monde est valorisée. Il pèse sur les étrangers une *logique profonde du soupçon*, qui appelle perpétuellement ces derniers au démenti: prouver le non-abus, faire les preuves d'une «vraie» intégration, voire d'une sur-intégration, démontrer son mérite par le travail, manifester de la reconnaissance à «la Suisse», ne pas trahir la «confiance» accordée, etc.

Une telle suspicion n'est pas propre à l'UDC, même si elle occupe une place centrale dans l'esprit des directions du parti

17. Nous trouvons l'idée de suspicion, employée différemment et dans un autre contexte, chez Christine Barats, «Immigration: carrefour de la suspicion (discours présidentiels et juridiques)», *Mots*, N° 60, 1999, pp. 43-57.

18. Idéalement, le travail d'enquête sur la suspicion devrait passer par des groupes de contrôle permettant des comparaisons (avec des groupes radicaux et doctrinaires à droite, mais aussi auprès de militants d'autres partis, ce qui est moins convenu en regard du sens commun dominant consistant à faire comme si la source de la suspicion envers l'immigration se cantonnait à l'UDC et à l'extrême droite doctrinaire). Ce travail autoriserait alors un plus grand contrôle sur les conclusions en matière de distribution en Suisse, au-delà de l'UDC, de la suspicion et de l'hostilité envers les étrangers.

comme de ses militants. Elle est ainsi présente à des degrés moindres et sous des formes diverses dans la société suisse (et au-delà), dans les discours et pratiques officiels, dans les autres formations politiques, au sein d'une partie de la population, et a été institutionnalisée en 2006 dans les nouvelles lois sur l'asile et les étrangers. L'UDC n'en incarne qu'une manifestation radicale, systématique et permanente.

Nos entretiens sont emplis de cette suspicion, malgré le fait que le dispositif d'enquête ne prévoyait pas de lancer explicitement les enquêtés sur ce thème¹⁹. Elle se manifeste lorsqu'ils sont appelés à parler de leur engagement à l'UDC (le thème de l'immigration devenant souvent un des motifs d'adhésion invoqué), ou en association spontanée à une autre question abordée dans l'entretien.

Nous trouvons évidemment dans le corpus des distinctions opérées entre catégories d'étrangers, dont certaines ne seraient pas visées par certains enquêtés. Nous pouvons lire ces distinctions comme une suspicion sélective (notamment en ciblant tout particulièrement les demandeurs d'asile²⁰), ou comme une différenciation tactique, nécessaire d'un point de vue discursif. À de rares exceptions près (souvent des personnes âgées), les enquêtés n'affichent pas une hostilité généralisée, et tentent plutôt d'argumenter dans la nuance, du moins par moments. Certains enquêtés développent même l'idée d'une immigration nécessaire au marché du travail en Suisse, reprenant alors la formule classique de «l'immigration choisie et non subie», ou bien citant le modèle australien de sélection des étrangers autorisés à émigrer en fonction de leur état de santé et de leurs compétences spécifiques. On trouve également très fréquemment dans les entretiens la mobilisation du *concept d'abus* («je ne suis pas contre les étrangers, mais contre ceux qui abusent de notre générosité»). Ce concept, par la distinction qu'il implique (détecter les «vrais» des «faux» réfugiés par exemple) porte en lui-même implicitement les germes de la méfiance, tout en permettant aux militants une prise de distance par rapport à une position de rejet complet des étrangers. Cet

19. Hormis par une consigne indirecte: la présence parmi les stimuli photographiques soumis aux enquêtés d'une image d'un passeport suisse.

20. Mais tout laisse à croire que c'est un effet de contexte temporel: la suspicion envers les étrangers voit ses cibles concrètes varier suivant les configurations historiques. Il serait aisé de démontrer les analogies frappantes de structures discursives entre les propos tenus en son temps par les partisans des initiatives xénophobes visant cette génération migratoire, et la suspicion généralisée envers l'asile déployée de nos jours.

usage de la différenciation entre catégories d'étrangers est d'autant plus probable qu'il emprunte directement à l'argumentaire UDC.

Ce thème fédérateur de la suspicion envers les étrangers est néanmoins décliné de manière multiple. Il se déploie selon deux *registres argumentatifs* qui peuvent schématiquement être classés de la sorte: *économiciste* et *culturaliste*. Nous appellerons *économiciste* le registre de discours désignant les étrangers comme source de problèmes sur le plan économique, au sens où il met d'abord au cœur du raisonnement la dimension matérielle du thème de l'immigration: les étrangers comme coût. Une autre série d'arguments sont associés au registre *culturaliste* (ou identitaire) car lié à la défense de l'identité nationale et culturelle. Ici, il en va de l'immigration et des étrangers ressentis comme une menace sur ce qu'est la Suisse, comme nation, comme ordre politique avec ses spécificités, mais aussi, pour certains, comme société judéo-chrétienne (en l'occurrence, la crainte de l'islam, centrale chez certains, absente chez d'autres, du moins en entretien). Nous qualifions de *culturaliste* ce registre argumentatif dans la mesure où la préservation d'un ordre de pratiques (« nos coutumes ») et de valeurs associées au groupe d'appartenance (« nous les Suisses ») serait compromise par l'immigration, l'asile et les étrangers.

Le découpage est idéal-typique et ne signifie évidemment pas l'absence de liens, de ponts entre ces registres: dans un discours concret, les arguments empruntés aux deux registres s'entremêlent, s'imbriquent selon des hiérarchies et des modalités variables. Un propos concret est rarement attaché à un seul registre. Ainsi, une lecture «culturaliste» s'articule au registre «économiciste» quand il est avancé que c'est par non-respect de « nos valeurs » (le sens de l'effort et du travail, l'autolimitation dans les exigences, le sens de la retenue, etc.) que les étrangers n'auraient aucun complexe pour exiger des prestations qu'il ne viendrait pas même à l'idée à un Suisse de réclamer. Un tel décalage culturel finirait par coûter à la Suisse, soit à un « nous », identifié ici aux autochtones contribuables ou aux cotisants des assurances sociales.

De plus, dans chacun de ces deux registres, la déclinaison des arguments est plurielle, et les thèmes divers, sans pour autant être exclusifs.

LE REGISTRE ÉCONOMICISTE DE LA SUSPICION

Le registre économiciste (les étrangers comme coût) comprend lui-même plusieurs facettes qui ne sont pas exclusives. Cela peut prendre l'aspect d'une rhétorique de la *concurrence sur le marché de l'emploi*. Soit l'argument se déploie sur un mode général, lorsque l'enquêté, échappant à titre personnel au problème, parle pour et au nom des autres, illustrant de la sorte une capacité de distanciation par rapport à sa propre situation, ainsi qu'une propension proprement politique à monter en généralité et à se poser en porte-parole des moins favorisés et de leurs problèmes.

«... quand je vois, par exemple, qu'on nous parle, en deux ans, de plus de 10000 travailleurs frontaliers supplémentaires (donc pour Genève), qui ont été engagés. Et 8000 permis de courte durée ont été délivrés sans aucun contrôle des salaires; alors que le nombre des chômeurs, plus de 20000 personnes, ne fait qu'augmenter. Donc dans ce référentiel de deux ans, où il y a eu 10000 travailleurs frontaliers de plus, et 8000 personnes de courte durée, c'est-à-dire 18000 personnes; et le chômage a crû de 6000 chômeurs pour arriver à 20000; eh bien, je commence à comprendre qu'il y a des formations politiques qui se posent des questions, et qui disent: «On va pas... On doit pas laisser faire! On doit pas regarder faire, sans rien faire!»

(Thomas, 55 ans, ex-cadre, reconverti par choix dans la restauration, Genève)

Soit, et c'est plus courant, le discours raisonne sur la base de la propre expérience de l'enquêté, alors en situation de chômage, de précarité, de déclassement sur le plan socioprofessionnel, ou encore d'insatisfaction subjective sur son statut social et ses conditions de vie. Ainsi, par exemple, le cas d'un enquêté doté d'une certaine sensibilité aux questions sociales, en situation de déclassement et d'insatisfaction professionnelle, travaillant au sein d'une entreprise occupant beaucoup de travailleurs frontaliers, se présente en entretien comme «syndicaliste pour Suisses» en évoquant son positionnement singulier face à son employeur.

«Et là, je suis allé chez mon directeur commercial, j'ai commencé à rouler des mécaniques, (...) j'ai commencé à le mettre en garde par rapport à, notamment... Parce qu'il m'a dit: «Pourquoi

vous venez ici? Parce que je commençais à constater que la X [nom de l'entreprise] avait une fâcheuse tendance à se débarrasser des collaborateurs de nationalité helvétique. (...) Enfin c'est connu, hein, les Suisses se font vite ratatiner, parce que le Suisse, surtout quand il est de droite et qu'il réclame une augmentation, eh ben du point de vue capitaliste, du point de vue ultralibéral, bah! c'est le pire ennemi de l'actionnaire, puisqu'il demande plus d'argent que l'étranger. (...) Ah! oui, mais maintenant, il est notoire que je suis une espèce de syndicaliste pour Suisses à la X [nom de l'entreprise].»

(Jean, 40 ans, études de lettres, vendeur, Genève)

Cet extrait illustre aussi une déclinaison particulière du registre économiciste, peu présente dans le corpus, qui procède d'abord par la désignation et la condamnation de *mécanismes structureaux socio-économiques*, ici l'importation de main-d'œuvre étrangère mal ou sous-payée qui concurrencerait les Suisses, ailleurs la pauvreté qui conduit les migrants à fuir le tiers monde, ou encore les processus de délocalisation de l'emploi, ensemble de facteurs pesant d'une manière ou d'une autre sur les Suisses. Parfois, dans ce cas de figure, les étrangers sont eux-mêmes, pour partie, perçus comme des victimes des processus décrits, et du même coup objets d'une certaine compassion, surtout si l'expérience de vie de l'enquêté peut sous certains aspects être analogue (déracinement, expérience professionnelle à l'étranger dans un pays culturellement éloigné). Pour autant, ces mécanismes et le statut de victime des étrangers ne débouchent pas, au-delà de la compassion, sur une solidarité avec ces derniers: malgré leur statut de victimes, les étrangers posent finalement toujours problème. Toutefois, le raisonnement autorise une critique plus immédiate des «responsables» présumés de ces mécanismes, comme les patrons qui profiteraient d'une main-d'œuvre étrangère moins chère ou les autorités politiques responsables de la gestion de l'immigration qui autoriseraient ou fermeraient les yeux pour différentes raisons sur ces processus.

Le registre économiciste peut prendre une seconde tournure: les étrangers sont vus alors comme (*sur*)consommateurs de prestations de l'État social auxquelles ils n'auraient pas droit. C'est donc une perception d'étrangers vivant aux crochets de la Suisse dans sa

dimension matérielle. Ce qui serait visé par ces demandes « infondées », que l'on va qualifier dans les propos les plus radicaux de comportements « parasites », terminologie du reste employée à Zurich dans la propagande officielle du parti²¹, ce serait « notre prospérité » ainsi que « notre système d'assurances sociales », payé par « nos cotisations et nos impôts ». Sans surprise, cette perception est propice aux montées en généralité hâtives, parfois sur la base de cas avérés et médiatisés de prestations d'aide sociale indûment touchées, et à l'affirmation de stéréotypes, comme par exemple « aller au bureau de l'aide sociale en Mercedes ». Chez l'enquêté utilisant cette formule, cette hypothétique pratique est rendue possible par l'anonymat de la ville, auquel il oppose, en le valorisant implicitement, le contrôle social communautaire :

« Dans un village, on voit : « Ah ! Celui-là va en Mercedes chercher de l'argent, ça ne va pas. »

(Marc, 77 ans, ancien mécanicien, Zurich)

Le discours peut aller jusqu'à l'affirmation manifeste de *préférence nationale* pour les Suisses. Dans certains cas, c'est même le sentiment qu'il existerait une préférence nationale inversée qui prévaut. Les Suisses seraient défavorisés par rapport aux étrangers dans l'accès à ces prestations, voire tout simplement oubliés, ainsi que l'explique un enquêté de milieu populaire, âgé, vivant particulièrement mal sa propre situation, ancien adhérent de l'Alliance nationale et pour qui l'immigration constitue la raison principale de son engagement :

« Quelqu'un m'a dit : « Nos parents et grands-parents ont créé les œuvres sociales et ont commencé à les payer, et maintenant arrivent tous ceux de l'étranger et ils en vivent. » Et nous comme Suisses si on veut quelque chose, il faut se défendre, sinon on n'aura rien. J'ai de l'expérience avec les appareils auditifs ici à Zurich. J'en avais seulement un. Comme j'en voulais un second, j'ai dû aller chez un spécialiste pour les oreilles, il a fait des examens et tout le reste, je lui ai demandé : « Et maintenant j'en reçois un second ? » C'était aussi un Finlandais, pas un Suisse et il m'a dit :

21. Le terme utilisé, « Schmarotzer », signifie pique-assiette, mais peut être interprété comme « parasite » selon le contexte, notamment en biologie.

«Non [!] il n'y a pas de second.» (...) Je lui ai tout dit [ton agressif]
 «Pourquoi je n'en reçois pas un second? Si j'étais étranger j'en porterais immédiatement un, pour ceux-là il y a toujours de l'argent, pour eux il y a de l'argent pour tout, mais pour nous il n'y a pas d'argent. Nous sommes juste bons pour payer!»

(Arnaud, 84 ans, maçon puis contremaître, Zurich)

Dans le cas présent, l'enquêté opère un glissement entre la question des prestations de l'État social (AI, aide sociale, etc.) en général et le refus concret qu'il a rencontré d'une prise en charge d'une prestation de soin par son assurance maladie. Ce glissement est en soi significatif autant d'une faible compétence politique que des mécanismes de désignation de boucs émissaires. S'il n'est pas nécessaire de vivre soi-même une situation de concurrence (ou présumée telle) pour se situer dans ce registre économiciste sur les prestations, constatons tout de même la force du sentiment d'injustice dans l'énonciation de la suspicion: le vécu personnel amplifie le ressentiment, et la suspicion n'est finalement pas du même ordre que celle produite sur la base d'un discours abstrait, construit et calculé stratégiquement, tel celui des idéologues du parti qui savent jouer sur ces sentiments présents dans la société et le parti:

«Cela dit, si on met bout à bout tout ce que le pragmatisme a créé de législation sociale, on est très à l'abri en matière de chômage et de quantité d'autres choses, en Suisse, par rapport au reste du monde. Mais il y a au fond quand même, ce vieux fond de calvinisme qui veut que, ouais, par pudeur, on n'en abuse pas. Alors le système meurt probablement de ça; du fait qu'on peut avoir un droit généreux, avec des gens qui, par pudeur, l'utilisent modérément. Et pis dès lors que cette pudeur a disparu, ou que les brassages migratoires font qu'on ne l'a pas du tout, au départ, le système, alors, se tire une balle dans le pied et devient infinçable.»

(Adrien, 48 ans, avocat, mandats électifs et internes, Genève)

Notons enfin une nuance entre d'un côté une déclinaison critique sur le principe même des prestations de l'État social, au nom d'une posture libérale affirmée et/ou d'un certain antifiscalisme traduisant une réticence à «payer pour les autres», et de l'autre, une

conception plus directement focalisée sur la nature « non suisse » des bénéficiaires. La première inclut certes les étrangers, mais autorise une extension à toutes catégories (les chômeurs, les bénéficiaires de l'AI, etc.) susceptibles d'« abuser », selon cette vision du monde, indépendamment de l'appartenance nationale.

LE REGISTRE CULTURALISTE DE LA SUSPICION ENVERS LES ÉTRANGERS

Comme dans le registre économiciste, la déclinaison des arguments est plurielle, et les thèmes divers, sans pour autant être exclusifs.

La menace peut prendre la tournure d'un sentiment de « *surpopulation étrangère* », concept parfois utilisé de manière explicite, mais loin d'être systématique. Ce terme, qui peut également renvoyer à une dimension économiciste, prend ici le sens d'une fragilisation de l'identité et des pratiques culturelles jugées menacées par les étrangers aux cultures, religions et comportements autres. Il est frappant de noter que le constat subjectif de « surpeuplement étranger » (autre déclinaison de la formule) peut surgir alors que l'enquêté est sollicité sur un autre thème, comme la religion. Ainsi, sollicitée par une photo représentant une cérémonie œcuménique, une enquêtée appartenant aux classes populaires, dont l'engagement UDC constitue un primo-engagement, enchaîne sur son rejet de l'islam et sa crainte de « nous » voir « disparaître », signalant plus loin dans l'entretien que son militantisme a « beaucoup à faire avec » la thématique des étrangers :

« En Suisse j'ai quand même l'impression qu'ils (les pratiquants des différentes religions) vivent pacifiquement ensemble. Ce avec quoi j'ai un peu de la peine, c'est ceux qui se sont domiciliés ici, l'islam ou le bouddhisme ou je ne sais pas quoi, surtout l'islam ça me fait le plus peur. Ils viennent ici, ils veulent qu'on leur construise des mosquées, etc. Soyons honnêtes. S'ils veulent ça, alors qu'ils restent dans leurs pays. Je ne crois pas que si on émigrerait là-bas, on pourrait aller devant l'État et dire: « On aimerait une église catholique et réformée. » Toutes les demandes qu'ils ont, pour moi ils sont un peu culottés. Eux me font le plus peur. J'ai toujours l'impression qu'ils vivent tellement d'après ce Coran. (...) Je crains que si tout est ouvert chez nous et que l'on ne ren-

voie jamais personne, un jour ils prennent le dessus et que tout à coup la Suisse devienne un État islamique. Ça me fait peur. J'ai de toute façon le sentiment que nous disparaissions à travers toute cette diversité de gens et qui arrivent toujours plus et plus personne n'est renvoyé.»

(Maria, 61 ans, secrétaire devenue petite indépendante, Zurich)

Une telle lecture dépréciative en termes de surpopulation, qui de fait se focalise sur le nombre d'étrangers, est ainsi couramment accentuée par la qualification de la nature de l'immigration, du point de vue de sa différence culturelle. Nous avons alors dans ces cas une modalité de rejet de l'autre sur des bases différentialistes²². On retrouve en entretien, sous une forme souvent radicalisée, les distinctions opérées entre une immigration de provenance européenne, jugée proche culturellement, donc finalement acceptable et intégrable (Italiens, Espagnols, principalement), et une immigration extra-européenne aux attributs inverses²³:

«Pour la plupart, les étrangers européens ne sont pas un problème. Les problèmes viennent pour la plupart des autres cultures, ce qui est encore plus loin que la Turquie vers l'Est, c'est ça la problématique, ou bien en Afrique les Musulmans, c'est clair.»

(Yves, 52 ans, formation dans la vente, employé de banque, Zurich)

L'acceptation de cette première catégorie n'empêche pas pour autant que, sur le dossier de la naturalisation, la méfiance ressorte envers les catégories d'étrangers présentées ailleurs dans le discours comme «sans problème». Mais pour certains enquêtés, caractérisés par un fort attachement religieux au protestantisme évangélique, il existe une nette hiérarchie entre les cultures. On sera alors en présence d'une lecture pessimiste et catastrophiste de la société, par la menace de l'islam en Suisse, consécutive d'une immigration non

22. Pierre-André Taguieff, *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris: Gallimard, 1990.

23. Distinction largement présente dans la société suisse, dans le sens commun et y inclus dans la législation: soit la rhétorique des deux cercles, qui a connu en 2006 une approbation et une caution en votation populaire (loi sur les étrangers).

contrôlée de type extra-européenne, menace que la perte de repères religieux du groupe d'appartenance contribue à amplifier.

C'est également à ce registre culturaliste qu'est adossée la question d'une hostilité manifeste et dominante dans le corpus à des procédures de facilitation de *la naturalisation*²⁴. Un argument revient souvent, à savoir que «le passeport se mérite», qu'il passe par l'effort et un vrai travail d'intégration de la part du candidat.

«Alors le droit du sol, je pense que c'est simplement pas la tradition suisse, et que si vous mettez une touche de droit du sol dans un système qui reste globalement régi par le droit du sang, vous arrivez avec des incohérences. Et donc, je trouve que c'est une erreur. Je suis tout à fait d'accord avec la position consistant à dire que la naturalisation, enfin la nationalité s'hérite, ou se «mérite», avec des guillemets. (...) Mais la démarche, et puis un minimum du respect du degré d'intégration, pour que la démarche soit acceptée, je pense que c'est nécessaire. Il y a une fatigue sociale très importante, du fait d'un trop grand nombre d'immigrés insuffisamment assimilables, trop différents, trop peu enclins à s'assimiler.»

(Adrien, 48 ans, avocat, mandats électifs et mandats internes à l'UDC, Genève)

Dans certains cas, en rapport à cette conception méritocratique, on rencontre l'avis qu'avec la facilitation de la naturalisation, non seulement l'effort nécessaire pour devenir Suisse se perdrait, mais aussi que le sentiment de reconnaissance envers la Suisse baisserait, ce qui éclaire du même coup la haute estime accordée au groupe d'appartenance. Nous retrouvons aussi dans les discours le sentiment profondément ancré (surtout à Zurich) que l'acquisition de la nationalité suisse ne peut se faire que par la médiation d'une intégration proprement communautaire, d'où la valorisation du vote «par le peuple» des demandes de naturalisation. Chez un enquêté parmi les plus radicaux, enfin, cette méfiance envers l'octroi facilité de la nationalité suisse est engendrée par une distinction entre des «Suisse de papier» (les naturalisés) et les «Confédérés» (les «vrais» Suisses «de souche»). Une telle opposi-

24. Le thème de la naturalisation a été suggéré indirectement par une consigne sous forme de stimulus photographique: un passeport suisse.

tion découle ici²⁵ d'une conception ethnociste de l'appartenance nationale, en termes de «droits du sang», pour ne pas dire *Völkisch*, et fixiste des groupes sociaux: l'acquisition de la nationalité, malgré les obstacles et les efforts consentis, ne garantirait pas une vraie «suisstitude»²⁶. Dans cette optique, l'obtention de la naturalisation devrait pour certains être provisoire, ou du moins suspendue aux actions de la personne, comme l'indique l'idée rencontrée de «dénaturaliser» un individu s'il se comportait de manière non conforme, par exemple en transgressant la loi²⁷. L'accès à la «suisstitude» demeure ainsi pour certains enquêtés suspendue aux pratiques du nouveau citoyen, au contraire du «vrai» Suisse qui, lui, conserve son passeport, peu important ses actes. Notons enfin que cette question de la naturalisation autorise aussi chez certains l'expression d'une critique des autorités, que ce soit celle des juges du Tribunal fédéral intervenant sur cette question, mais plus prosaïquement aussi des autorités communales jugées laxistes dans l'octroi de la citoyenneté, notamment à Zurich. Ces dernières sont supposées, selon certains enquêtés, «vendre le passeport», voire le «donner en cadeau» par manque d'attachement au pays ou par clientélisme électoral (la gauche étant alors particulièrement visée):

«On donne à beaucoup le passeport en cadeau. Nous avons voté, des naturalisations pas si aisées, et c'est logique, le Conseil communal socialiste de Zurich arrive et une grande partie des étrangers perçoivent de l'aide sociale ou ne travaillent pas, n'ont pas étudié à l'école, ne reçoivent pas de places d'apprentissage, pourquoi? Pour vingt francs le passeport suisse. C'est exagéré. (...) Tout d'abord ce sont de nouveau des gens qui renforcent le parti. C'est très clair qu'un étranger ne vote de toute façon pas pour l'UDC ni non plus pour le PRD. Ils vont à 90% au Parti socialiste. Et les États des Balkans, de toute façon, ils ont eu

25. L'usage du vocable «Suisse de papier» se retrouve aussi dans le registre economiciste, avec alors un accent sur la visée instrumentale de la naturalisation: pour le titre de séjour, et au-delà, pour accéder aux prestations sociales, à «notre prospérité».

26. Un raisonnement que l'on retrouve à l'extrême droite, sans pour autant qu'il y ait de lien direct. Ainsi, en France, la formule «Français de papier» apparaît en 1926 dans *L'Action française*: «L'illusion qui s'imagine faire un Français avec un décret inséré au Bulletin des lois est parente de celle qui s'imagine faire de la richesse en manœuvrant la planche à billets. Prenons garde à l'inflation de la nationalité et ne fabriquons pas des Français de papier.» Cité par Ralph Schor, *L'Opinion française et les Français, 1919-1939*, Paris: Publication de la Sorbonne, 1985.

27. Notons que cette idée est présente comme revendication officielle dans la propagande du parti: «La citoyenneté suisse des criminels naturalisés doit être révoquée.» *Nos règles sont valables pour tous. Document stratégique sur la politique d'asile et des étrangers*, UDC, mars 2006, p. 23.

jusqu'à avant-hier le communisme. Ils tiennent encore à cela. C'est très clair.»

(Marc, 77 ans, ancien mécanicien, Zurich)

Participant de ce registre culturaliste, une lecture *sécuritaire* associe les étrangers, de par leur culture, à des formes spécifiques de criminalité (notamment le trafic de drogue, l'usage disproportionné de la violence, mais aussi, sur Zurich, les comportements routiers dangereux attribués à des « chauffards » supposés tous venir des Balkans), ce qui conduit à leur surreprésentation dans les prisons. Cette inflexion sécuritaire est parfois dominante chez certains enquêtés, notamment à Zurich. Elle s'exprime par moments sur des bases à prétention objective, avec la mobilisation, souvent hasardeuse, de chiffres pour se donner une caution scientifique :

« Rien qu'à Genève, il faut bien se dire, on est ici dans le canton de Genève, et là, il faut quand même nommer des chats des chats, et puis rappeler que les Suisses, à Champ-Dollon... Il doit pas y avoir plus de 15 % de la population carcérale qui ont le passeport suisse dans la prison préventive de Champ-Dollon. Donc quelque part, euh... »

(Jean, 40 ans, études de lettres, vendeur, Genève)

Mais la plupart du temps, elle surgit sur le récit d'un événement, pas nécessairement vécu personnellement, monté en généralité (l'événement devenant la règle), sur le registre de l'indignation, de l'évidence, du bon sens :

« J'affirme que si nous continuons ainsi, nous aurons une fois besoin de l'armée pour rétablir l'ordre dans notre pays, si nous les naturalisons tous de la sorte et en provenance d'États qui sont dangereux. Ils commencent aussi ici ! Vous voyez tout ce qui se passe, ces chauffards, si l'un prend la place de parc de quelqu'un, il se fait descendre et ainsi de suite. Tout cela se passe déjà tous les jours. Et ça continue. Parce qu'ils sont, dans leur sang et leur chair, ils ont cette tactique et pas la nôtre. Ils ont grandi dans des clans et tout se passe avec le pistolet : « Fais cela ou sinon je te tue. »

(Grégoire, 63 ans, moniteur d'auto-école indépendant, Zurich)

Cette lecture sécuritaire est parfois accompagnée d'un sentiment que les autorités sont complaisantes face à ces comportements attribués aux étrangers, et cela en comparaison avec l'intransigeance répressive supposée s'abattre sur les délits « bénins » perpétrés par des Suisses, sur qui pleuvrait par exemple la « terreur des amendes » de circulation.

Toujours dans le registre culturaliste, les étrangers peuvent être perçus, à travers leurs enfants, comme *un danger pour le niveau scolaire*, du fait de la non-maîtrise de la langue. Ainsi un enquêté restaurateur, issu des classes supérieures à capital économique important, mais ayant sécurisé sa position sociale par l'obtention de diplômes, insiste sur cet aspect :

« Il y a toujours, de manière singulière, beaucoup de jeunes qui adhèrent à l'UDC, parce qu'ils remarquent eux-mêmes dans la vie active, sur la place de travail, ce qui se passe. Cela commence à l'école, que dans les écoles, ils sont en minorité par rapport aux étrangers. Ils sont freinés dans leur développement, parce que l'école doit tenir compte du membre le plus faible, et pour cela ils apprennent moins. Nous avons dans des classes seulement un, deux Suisses, les autres sont étrangers. »

(Pascal, 61 ans, restaurateur, Zurich)

Cette crainte de ce qu'une enquêtée désigne comme la « ghettoï-sation » de certaines écoles peut dans certains cas rejoindre la lecture sécuritaire de la présence immigrée, les enfants étrangers étant désignés comme à l'origine d'une supposée montée de la violence dans les écoles.

On l'a constaté, la suspicion envers les étrangers s'exprime donc dans des registres discursifs très différents. Il n'en reste pas moins qu'elle constitue dans ses diverses déclinaisons un thème commun aux militants de l'UDC. Au contraire, les valeurs de libéralisme économique défendues officiellement par le parti ne sont pas partagées par tous les enquêtés.

NÉOLIBÉRALISME ASSUMÉ ET NÉOLIBÉRALISME MALGRÉ SOI

Le rapport au libéralisme, ou plus largement, au conservatisme de droite socio-économique, varie fortement dans le corpus. En contraste à l'orientation idéologique ouvertement néolibérale du

parti, nous rencontrons parmi les militants des positionnements différents sur cette question.

Nous trouvons certes des discours étroitement libéraux, construits sur des raisonnements classiques de cette idéologie, avec plus ou moins de compétence politique. Ainsi en est-il de la valorisation de la responsabilité individuelle et de l'entreprise privée, mais aussi des critiques de l'interventionnisme étatique, ou d'un refus d'une pression fiscale présentée comme trop élevée et susceptible d'entraver le développement économique, sans oublier la méfiance envers le secteur public, ni les critiques d'un effet supposé pervers des aides sociales. Mais nous rencontrons également des personnes pour qui cet univers de préoccupations ne fait pas sens, du moins sous l'angle des traits idéologiques de la sorte exposés.

De manière générale, le rapport positif au libéralisme est d'autant plus présent que les enquêtés ont un rapport de proximité valorisé avec l'univers de l'entreprise, du monde de l'indépendance, y aspirent d'une manière ou d'une autre (quête explicite d'ascension sociale, projet de «se mettre à son compte»), ou le vantent par procuration, à travers la réussite socio-économique des enfants, notamment. Les personnes les plus éloignées de ces valeurs quant à elles sont issues et appartiennent aux milieux populaires. On trouve schématiquement dans le corpus trois types de positionnements par rapport à cette thématique: des militants qui sont de «purs libéraux», des militants au libéralisme tempéré par une idéologie insistant sur la cohésion nationale, des enquêtés chez qui cette thématique est réduite à quelques bribes.

LES «PURS LIBÉRAUX»

On rencontre ainsi dans le corpus de «purs libéraux», comme cette enquêtée d'origine hongroise, licenciée en économie, ayant connu professionnellement un trajet non linéaire qui lui fait occuper différents emplois liés aux secteurs financiers, connaître différentes périodes de chômage et adopter à plusieurs reprises un statut d'indépendante. Sa vision du monde est adossée à une forte valorisation de la responsabilité individuelle et du travail, qui renvoient à son parcours professionnel très lié à l'économie de marché et à son sentiment subjectif de s'être «faite toute seule», grâce à son travail, dès son arrivée en Suisse à l'âge de 22 ans en tant qu'étudiante réfugiée politique. Elle se reconnaît ainsi dans l'UDC à

travers la figure d'entrepreneur de Christoph Blocher et à travers l'ancrage du parti dans le secteur privé :

« Disons dans l'UDC, il y a quand même la garantie qu'il y a un Blocher, et aussi les autres, qui ont une activité économique réelle. Qui ont un vrai rôle dans la société. Ils sont pas là pour redistribuer ce qu'ils ont réussi à choper dans la poche des autres. Pour moi, c'est une garantie. Vous comprenez, quand vous regardez une Calmy-Rey, qui a passé toute sa vie aux frais de l'État... Toujours, elle était nourrie par l'État. »

(Amélie, 62 ans, indépendante dans l'immobilier, Genève)

Dans le même temps, elle critique le Parti libéral, pour lequel elle a voté par le passé, accusé de ne pas défendre assez les indépendants, présentés classiquement comme écrasés de charges :

« On sait qu'une entreprise peut pas tourner si elle a plus que 25% de charges, ça ne marche pas! Il faut être un escroc pour avoir du succès en produisant quelque chose, et payant 25% de taxes, honnêtement, on peut pas faire ça! Enfin l'idée d'un restaurateur qui a 17 taxes différentes, hein? Le petit bonhomme qui essaie d'être indépendant, d'être debout sur ses propres pieds, sans béquilles, sans subventions, sans... Hein! Lui ou sa femme doivent se taper 17 sortes d'impôts, taxes, et redevances, et timbres, et... N'est-ce pas, c'est un libéral qui doit dire ça, que ça va pas comme ça, on peut pas produire, comme ça, on peut pas avancer, comme ça. Mais eux font rien, ils font gentiment, tranquillement, ils laissent passer toutes les lois qui font augmenter les impôts, ça leur fait peut-être aussi un copain à placer encore dans l'administration... »

Son discours est également très critique vis-à-vis du secteur public et des fonctionnaires : bien que se défendant de vouloir « casser les services publics »²⁸, elle se lance dans un plaidoyer contre ce qu'elle perçoit comme les privilèges des fonctionnaires :

« Mais que tu bosses trente-cinq heures, trente-six heures, pendant que la Suisse entière vote les quarante-deux heures, alors là,

28. En réponse à un stimuli photo présentant une manifestation de défense du secteur public sur laquelle figurait une banderole proclamant : « Carton rouge aux casseurs des services publics. »

tu exagères un peu, quand même. Mmh? Et pourquoi est-ce qu'on doit leur payer le deuxième pilier et le fonds de pension et pis tout et pis tout et tout, quand tout un chacun paie partie employeur-employé? Messieurs-dames, ils ont décidé que c'est trop. On gagne déjà 10% de plus que dans le privé actuellement, ou 20%, ou dieu sait, parce que dans le privé, les salaires ont vachement baissé pendant les dix dernières années. Eux, non, intouchables. On va secouer ça, un petit peu.»

Amélie vise tout particulièrement la fonction publique genevoise, qui comporterait des fonctionnaires en bien trop grand nombre, qu'elle qualifie de «parasites». Sans surprise, concernant les prestations chômage, elle dénonce le fait qu'il y ait «beaucoup de profiteurs» et se dit favorable à des mesures «assez drastiques», notamment l'obligation pour un chômeur de travailler après six mois de prestations. Son insistance sur la responsabilité individuelle la conduit par ailleurs, au sujet de l'assurance-maternité, à s'emporter contre les femmes faisant des enfants seules alors qu'elles n'ont pas les moyens de les élever. Mais son libéralisme économique va aussi jusqu'à contester le principe de la progressivité de l'impôt, qu'elle dénonce avec véhémence :

«Si on part du principe que tous les hommes sont égaux; et c'est marqué dans la Constitution que tous les hommes sont égaux devant la loi. Alors pourquoi, nom d'une pipe, Pierre, Paul, qui gagne 10, il paie 10% d'impôts; mais Jacques, qui bosse beaucoup, et il gagne 100, il devrait payer aussi 10% d'impôts! Non, on lui dit: 'Tu paies 40, parce que tu es riche!' (...) mais pour moi, c'est du vol! C'est injuste! Tous les hommes sont égaux, ils sont pas égaux. Si Jacques, il bosse comme un con, et il gagne 100, il paie déjà 10, tandis que Pierre, Paul, il paie que 1, ça serait bien, s'il paie 10. Ça va à lui. Non, tu paies 40.»

Dans le cas d'Amélie, un ancrage religieux dans le catholicisme est probablement au principe du fait que l'insistance sur la responsabilité individuelle ne la conduit pas à des ouvertures en direction du libéralisme culturel, en dehors d'un discours progressiste sur la répartition des tâches ménagères entre hommes et femmes: elle est par exemple opposée au PACS. Au contraire, certains enquêtés «purs libéraux», certes minoritaires, à la socia-

lisation religieuse moins prégnante, pousseront leur discours anti-interventionniste dans cette direction, le principe de la responsabilité individuelle venant soutenir des positions favorables au PACS, à la dépénalisation de la consommation de haschich ou encore à la séparation de l'État et des Églises pour mettre fin à l'imposition en faveur de ces dernières.

UN LIBÉRALISME TEMPÉRÉ PAR L'INSISTANCE SUR LA COHÉSION NATIONALE

Si la plupart des militants issus de familles des classes supérieures partagent ces options économiques libérales, on trouve néanmoins chez certains d'entre eux, qui présentent un rapport très idéologique à l'engagement, une forme de distance à un libéralisme « dur ». Ainsi Franck, avocat, élu UDC à Genève, ayant un passé de militantisme dans la droite radicale, dans l'anticommunisme et à Vigilance, tient un discours libéral relativement modéré, qu'il veut faire reconnaître comme le discours dominant de l'UDC :

« L'UDC n'est pas un parti, contrairement à ce que certains peuvent croire, ultralibéral, hein ! Donc nous sommes pour un service public fort, mais fort veut pas dire un service public inefficace. Alors ce que nous souhaitons, c'est un service public qui soit limité, vraiment, au service du public, et qui soit très efficace. Et pour cela, il y a peut-être, quand même, des réformes à faire. Et malheureusement, bon, il y a beaucoup de gens qui ne veulent rien changer, rien réformer ; il y a des choses à réformer, tout en maintenant le service public. Et je pense, dans certains domaines comme les CFF, la Poste, en tout cas dans la plupart des sections romandes de l'UDC, nous sommes pour le maintien d'un service public efficace, dans le domaine, finalement, de la justice, de la police, et puis des domaines où on voit que le service public fonctionne – bon, il y a eu des pannes, mais enfin, on voit que ça fonctionne quand même peut-être mieux que dans d'autres pays – euh, les CFF et la Poste, je pense que le public suisse est attaché, les citoyens suisses sont attachés aux services publics dans ces domaines-là. »

(Franck, 58 ans, avocat, mandat électif, Genève)

On notera ainsi un positionnement sur les services publics très nuancé, et une insistance sur l'opposition à la privatisation de la Poste qui, après la votation sur les « Services postaux pour tous » de septembre 2004, résonne comme éloignée des consignes de vote contre l'initiative données par le parti national et cantonal. On relèvera aussi le fort lien des deux services publics évoqués, la Poste et les CFF, avec l'imaginaire national suisse, ce qui n'est pas un hasard chez ce militant se définissant comme « patriote ». Ce libéralisme tempéré de Franck s'explique par une vision de la société valorisant la réconciliation entre les classes, une réconciliation que trop de libéralisme mettrait en danger. Ce thème est développé par Franck lorsqu'il évoque le Parti libéral et ses idées :

« Ben, ce sont des thèses qui sont... qui nous paraissent souvent justes; mais bon, l'application se fait, parfois, dans le sens, au fond, un peu lutte des classes, mais à l'envers. Vous voyez ce que je veux dire? C'est un parti, pour nous, nous sommes contre le concept d'un parti de classe. Et qu'il le veuille ou non, le Parti libéral reste un parti de classe. Et donc pour nous, un parti politique doit dépasser cela. »

Si Franck est favorable au maintien d'un « service public fort », il n'est pas non plus un tenant des baisses d'impôts, contrairement à Amélie : il s'agit simplement d'éviter leur hausse. Invité à résumer ses convictions politiques, il s'exprime en effet ainsi :

« Mes convictions sont fondées sur un certain nombre de valeurs nationales, patriotiques, et opposées à la lutte des classes; c'est-à-dire, rechercher le bien commun pour toutes les couches de la société, protéger l'identité suisse à l'intérieur, et protéger la souveraineté et l'indépendance de la Suisse vis-à-vis de l'extérieur. À l'intérieur, promouvoir une économie de marché efficace, mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, le maintien de services publics dans des domaines traditionnels. Et dynamiser, dynamiser l'économie suisse, en évitant de procéder à des hausses d'impôt, et à la hausse des charges sociales. Il faut aussi, sans doute, revoir la question des allocations de chômage, et l'octroi des rentes d'assurance invalidité, parce qu'on voit que dans ces deux domaines, il y a eu des abus. »

Même si l'on note la présence dans cet extrait du thème classique des «abus» de prestations sociales, on constate que le libéralisme de Franck est limité par la centralité, dans son idéologie, de l'idée de cohésion nationale: son nationalisme vient avant son orientation libérale, et conditionne alors les inflexions que prendra cette dernière. Cette orientation libérale est néanmoins ici présente, contrairement à d'autres enquêtés issus de milieux moins favorisés, chez qui elle se réduit à quelques traces.

UN LIBÉRALISME RÉDUIT À QUELQUES BRIBES

Chez la plupart des personnes issues des milieux populaires ou y appartenant elles-mêmes, et en l'absence de liens avec le monde de l'indépendance, les rares bribes d'arguments que l'on pourrait à la limite classer comme libéraux sont énoncés sur un mode peu rigoureux et/ou centré sur le vécu individuel. C'est le cas du ressentiment contre les fonctionnaires «trop payés et qui foutent rien», que l'on trouve assez fréquemment chez ces enquêtés. Robert, militant dans le canton de Genève, ayant travaillé comme ouvrier sur les chantiers de construction avant d'émigrer à l'assurance invalidité, réagit ainsi à une photo montrant une manifestation de défense du secteur public:

«Qui c'est qui manif? Eh ben, c'est ceux qui foutent rien, en général: les enseignants, alors eux, c'est pas les derniers; enfin tout ce qui est fonctionnaires, hein, pas spécialement... Hier soir, il y avait un débat, justement, il faudrait apprendre aux fonctionnaires ce que c'est que le travail, le monde du travail. Ouais.»

(Robert, 60 ans, ouvrier, mandat interne, Genève)

Ce ressentiment anti-fonctionnaires est parfois mis en rapport à sa propre situation professionnelle. Ainsi Thierry est un élu municipal de l'UDC, et sa compétence politique l'autorise à se distancier explicitement de «l'aile blochérienne», «ultra-libérale» du parti. Pourtant, il tient un discours très critique vis-à-vis des fonctionnaires, dont il compare de façon significative la situation à celle des «vendeuses de chez Denner», lui qui a enchaîné une série d'emplois, entrecoupée de périodes de chômage, en tant qu'employé, dont justement un emploi dans cette même enseigne de grande distribution:

«Moi, je dis que c'est... Que la fonction publique a déjà passablement de chance, et ils se permettent encore de râler, des fois c'est un peu exagéré: quand on voit la police, à Genève, qui est dans les rues... On connaît leurs grilles de salaires – effectivement, ils ont des inconvénients, les horaires, et tout ça – mais ils ont des grilles de salaires extrêmement intéressantes. Quand on compare au privé, encore une fois, les caissières de la Coop, ou de la Migros, ou pire: de chez Denner, ou d'autres secteurs, dans le privé, on se dit: quand même, ils ont... C'est un peu gonflé de commencer à manifester. Donc ils ont une chance, à quelque part ils ont déjà une certaine chance, ils ne s'en rendent pas compte.»

(Thierry, 35 ans, apprentissage de commerce, sans emploi, mandats électif et interne, Genève)

Le discours anti-fonctionnaires de ces enquêtés ne vise pas toujours de manière uniforme tous les employés de l'État. Les enseignants sont particulièrement concernés par cette hostilité, alors que d'autres catégories, notamment les infirmières, et parfois les policiers, échappent à la vindicte.

Hormis le discours anti-fonctionnaires, des arguments libéraux peuvent aussi surgir sous la forme d'une hostilité aux règlements étatiques entravant une liberté de tout petit propriétaire, qui pourrait trouver à s'exprimer, en lien avec une offre politique libérale plus construite, dans un discours contre «la bureaucratie» ou l'extension des interventions législatives ou réglementaires de l'État. Ainsi, Maria, secrétaire ayant repris un emploi après son divorce, issue d'un milieu populaire, propriétaire d'une maison dont elle a hérité, dans un quartier aujourd'hui coté, mais sans autres ressources d'envergure, explique avoir des problèmes avec «notre bureaucratie» et expose son mécontentement face aux réglementations qui l'obligent à des dépenses:

«J'ai le sentiment plus généralement qu'avec tous ces règlements on est de plus en plus coincés, avec les règlements et les décisions, avec les obligations, avec tout ça. J'ai le sentiment que si tu es dans ton propre truc que les gens qui sont en ville et qui ont affaire avec ces choses, il y a toujours des gens qui sont jaloux. J'y peux rien non plus que mon grand-père a une fois acheté cette maison. J'aime cette maison et je n'aimerais pas non plus la perdre. Mais il y a une année les charges sont arrivées pour

l'électricité, l'électricien qui doit contrôler ne doit plus sonner, pour plusieurs milliers de francs on a dû faire un trou dans un mur et installer un compteur. Et ce sont des charges qui pour moi ne sont en principe pas nécessaires. (...) une maison comme ça amène beaucoup de privations, et avec ces lois qui naissent, tu dois faire tout plein de choses. On a dû faire un nouveau système de chauffage. Ici dehors dans le pré on a un réservoir de 5000 litres. On aurait pu le remplir d'un coup mais non, c'est interdit. Le réservoir est vide, on a dû le remplir avec du sable, parce que si tu voulais le sortir complètement cela aurait énormément coûté. Alors on a dû le remplir. Il y a de nouvelles obligations comme quoi on devait le remplir avec du sable. Maintenant on a seulement le petit réservoir de 2000 litres, mais on doit le remplir environ quatre fois.»

(Maria, 61 ans, secrétaire devenue petite indépendante, Zurich)

Mais de tels enquêtés s'éloignent pour le reste de l'idéologie néolibérale sur d'autres aspects, comme quand ils raisonnent en distinguant des «petits et des gros», ou lorsqu'ils désignent l'absence de morale dans les rémunérations des dirigeants de certaines entreprises, ainsi que le fait Maria, dans la suite d'une réaction très positive à une photo représentant une manifestation de défense du service public :

«Si j'entends des fois qu'ils encaissent des millions et des milliards, chez Swissair il y a des choses qui auraient pu se terminer différemment et c'est pour ça que je trouve légitime qu'ils se défendent [elle revient sur la photo]. Les gens compétents sont les médecins et les chirurgiens, pourquoi faut-il un médecin-chef, un directeur et pourquoi faut-il encore un au-dessus [sous-entendu du directeur]? Tout le monde encaisse d'énormes salaires. Et cela se termine comme ça que c'est le petit qui en pâtit. Ceux d'en haut encaissent jusqu'à ce que ça pète. Si j'entends parfois des indemnités de départ... je m'excuse (...) j'ai une poussée... [d'énervement].»

Les enquêtés peuvent aussi s'éloigner explicitement du libéralisme économique, en indiquant leurs distances avec l'aile économique ou ultralibérale de l'UDC, comme c'est le cas, nous l'avons

indiqué, pour Thierry, parlant ici de l'un des dirigeants de l'UDC Genève:

« (...) c'est un homme qui est socialement relativement ouvert, qui pense à ses concitoyens. C'est pas ce que j'appelle un ultra-libéral. Il y a certaines personnes chez nous qui sont extrêmement – qui sont plus proches au niveau économique d'une ligne blochérienne, c'est-à-dire très très libérale, moi je suis peut-être pas aussi libéral que ça... »

De même, une jeune militante de Genève, élue municipale, venue au militantisme à l'UDC essentiellement sur la question européenne, comme d'autres jeunes militants, exprime sa difficulté à se penser comme libérale et son embarras face à la photo de manifestation de défense du service public:

« Mhm. Oui, alors, les services publics... [Soupir. Silence]. Ben, ils ont pas tout à fait tort, c'est clair, mais... Actuellement, je pense que les services publics, en Suisse, c'est vraiment des gouffres à fric, donc – mais ils sont nécessaires. Mais c'est vrai qu'à un moment donné, il faut lancer une réflexion pour savoir comment on peut réduire les coûts; comme le ferait un patron d'entreprise. Donc évidemment, c'est profondément libéral, comme pensée, moi ça me convient pas spécialement, mais j'en serai pas non plus à vouloir totalement laisser... Enfin continuer à faire que l'État ait un rôle aussi grand, en fait. Enfin, je sais pas. »
(Nathalie, 23 ans, étudiante, mandat électif, Genève)

Au principe de ce positionnement, plus que la position sociale de Nathalie, étudiante menant avec succès des études de droit qui l'autoriseront très probablement à briguer une position professionnelle confortable, c'est son origine sociale qui joue probablement un rôle important: elle est issue d'un milieu de petits employés et son père est politiquement situé à gauche.

Cette diversité de positionnement face au libéralisme économique va dans le sens de nos résultats quantitatifs qui, même s'ils ne portent pas sur l'analyse des valeurs des militants, montrent qu'en comparaison avec une autre force politique de droite comme le PRD, les électeurs votant pour l'UDC sont moins portés sur les

valeurs conservatrices de droite socio-économiques que ceux du PRD²⁹. Cette hétérogénéité confirme une fois de plus que l'engagement militant ne présuppose pas nécessairement le partage des orientations idéologiques du parti dans lequel on milite. En l'espèce, si certains militants ont des dispositions et des orientations idéologiques qui s'ajustent sans difficulté à l'offre néolibérale de l'UDC, d'autres soit ne perçoivent pas même le décalage entre la ligne libérale du parti et leurs propres valeurs, soit sont conscients de l'existence d'un tel décalage, sans pour autant en tirer des conclusions symboliques ou pratiques. Tout se passe comme si la question du libéralisme n'était pas en soi décisive dans le rapport au parti, et que l'on pouvait y être sans s'aligner sur cette question. De ce point de vue, nos résultats concernant les militants vont dans le sens de ceux énoncés dans une analyse récente portant sur les électeurs UDC, à savoir que l'UDC n'était pas choisi à cause, mais malgré son programme néolibéral³⁰.

Au contraire, le thème de la suspicion envers les étrangers est lui partagé par l'ensemble de nos enquêtés, bien qu'il prenne des formes extrêmement diverses, qui renvoient, comme les différences de positionnement relevées au sujet du libéralisme, aux effets de contextes variables et aux attributs sociaux individuels des personnes. Nous avons ainsi observé que cette suspicion envers les étrangers pouvait s'exprimer dans deux registres distincts, l'un économiciste et l'autre culturaliste. Dans ses formulations les plus amples et les plus radicales identifiées dans le corpus, le discours sur les étrangers n'est pas toujours éloigné de celui porté par des personnes plus à droite, définies comme d'extrême droite ou de droite radicale par la littérature en science politique. Mis à part un racisme naturaliste explicite quasi absent, on y retrouve en effet le mélange d'arguments suivants: immigration comme menace à l'identité, à la culture et à la «civilisation chrétienne»; crainte du mélange, du multiculturalisme; logique plus ou moins euphémisée de préférence nationale (pour les emplois, pour les prestations sociales: chauvinisme de *Welfare*); criminalité largement associée à l'immigration par généralisation. Ce résultat ne fait pas pour autant de ces militants des personnes d'extrême droite, mais indique que les frontières sont poreuses entre les valeurs structurant

29. Oscar Mazzoleni, Maurizio Masulin, «Valeurs conservatrices de droite...», *op. cit.*

30. Kriesi Hanspeter et al., *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*, Zurich: NZZ Verlag, 2005.

une orientation conservatrice de droite et des postures plus radicalisées, présentes dans les marges du champ politique.

Au total, l'analyse des valeurs des militants UDC montre que, même sur des thèmes fédérateurs comme la suspicion envers les étrangers, et encore plus s'agissant de thèmes disputés comme le néolibéralisme, on est en présence d'une réelle diversité et complexité de positionnements.

LES AUTEUR·E·S

Philippe Blanchard est assistant à l'Institut d'Études politiques et internationales de l'Université de Lausanne. Il a codirigé, avec Thomas Ribémont, *Méthodes et outils des sciences sociales. Innovation et renouvellement*, Paris: L'Harmattan, 2003. Ses travaux portent sur les rapports entre médias et politique, sur les mobilisations altermondialistes et contre le sida, et sur les méthodes des sciences sociales (statistiques multivariées, traitement de données longitudinales, analyse de contenu, questionnaires).

Alexandre Dézé est doctorant en science politique, rattaché au Cevipof et chargé de conférences à Sciences Po Paris. Auteur de nombreuses contributions, il a récemment publié *Parler pour gagner. Sémiotique des discours de la campagne présidentielle de 2007*, Paris: Presses de Sciences Po, 2007 (avec D. Bertrand et J.-L. Missika) et «Le FN comme «entreprise doctrinale», in F. Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris: Presses de Sciences Po, 2007.

Michaël Girod est titulaire d'un Diplôme d'études approfondies de science politique de l'Université de Lausanne et Genève. Assistant diplômé en Histoire internationale contemporaine, il a ensuite été assistant de recherche dans le cadre du FNS. Il a publié plusieurs articles consacrés à l'UDC, parmi lesquels «L'Union démocratique du centre: les raisons d'un succès» in P. Blaise et P. Moreau (dir.), *Extrême-droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Bruxelles: CRISP, 2004.

Philippe Gottraux est maître d'enseignement et de recherche à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne. Il a publié «*Socialisme ou Barbarie*». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne: Payot, 1997, et *La science politique suisse à l'épreuve de son histoire. Genèse, émergence et*

institutionnalisation d'une discipline scientifique, en collaboration avec P.-A. Schorderet et B. Voutat, Lausanne: Réalités Sociales, 2001. Ses recherches portent entre autres sur la diversité des engagements et des rapports au politique.

Maurizio Masulin est licencié en sociologie et anthropologie à la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne. Ses intérêts portent sur la sociologie du vote, la participation politique, les rapports entre jeunes et politique, et sur les aspects méthodologiques de l'analyse quantitative.

Oscar Mazzoleni est responsable de l'Observatoire de la vie politique de Bellinzona (Ovp-Ustat) et chargé de cours dans les Universités de Genève et de Lausanne. Il a été professeur invité à l'Université Paris I-Sorbonne et à l'Institut d'études politiques de Paris, et chercheur invité à l'Institut universitaire européen de Florence et au Cevipof de Paris. Il est notamment l'auteur de *Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la « nouvelle » UDC*, Lausanne: PPUR, 2003. Ses recherches portent sur les comportements et les attitudes politiques, les partis et les élites politiques.

Cécile Péchu est maître d'enseignement et de recherche à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne. Docteur en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris, elle est notamment l'auteur (avec O. Fillieule) de *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris: L'Harmattan, 1993, et de *Droit au Logement. Genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris: Dalloz, 2006. Ses recherches portent sur les différentes formes de participation politique.

Damir Skenderovic est maître-assistant dans le cadre du Séminaire d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg. Il a été chercheur invité à la New York University, puis chargé de cours en sociologie dans les universités de Zurich et de Lucerne, ainsi que codirecteur d'un projet de recherche sur la droite populiste et la politique de migration en Suisse dans le cadre du PNR 40+ (FNS). Il codirige actuellement un projet dans le PNR 56. Il a publié sur la droite populiste, l'extrême droite, le nationalisme et le racisme.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux et Cécile Péchu	
I. PARLER DU PARTI	
Oscar Mazzoleni	
Définir le parti: un enjeu scientifique et politique	17
Philippe Gottraux et Michaël Girod	
Appréhender un parti et des engagements controversés	49
II. LE PARTI ENTRE GESTION ET PROTESTATION	
Damir Skenderovic et Oscar Mazzoleni	
Contester et utiliser les règles du jeu institutionnel	75
Alexandre Dézé et Michaël Girod	
Le « Sonderfall » en péril. Les figures de la menace dans les messages graphiques de l'UDC	107
III. LES ÉLECTEURS ET LES MILITANTS	
Oscar Mazzoleni, Maurizio Masulin et Cécile Péchu	
Dimensions socioprofessionnelles et explication du vote	123
Philippe Blanchard, avec la collaboration de Cécile Péchu	
« Nouvelle » UDC: nouveaux électeurs? Évolution de 1995 à 2003	155
Philippe Gottraux et Cécile Péchu	
L'engagement militant: une complexité de valeurs et de discours	181
LES AUTEUR·E·S	211

AUX ÉDITIONS ANTIPODES

CATALOGUE COMPLET SUR WWW.ANTIPODES.CH

LE LIVRE POLITIQUE - CRAPUL

Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux et Cécile Péchu, *L'Union démocratique du centre: un parti, son action, ses soutiens*, 2007.

LITTÉRATURE, CULTURE, SOCIÉTÉ

Jean Kaempfer, Sonya Florey et Jérôme Meizoz, *Formes de l'engagement littéraire (XV^e-XXI^e siècles)*, 2006.

GRHIC

Alain Clavien et François Vallotton, «*Devant le verre d'eau.*» *Regards croisés sur la conférence comme vecteur de la vie intellectuelle (1880-1950)*, 2007.

Alain Clavien et Nelly Valsangiacomo, *Les intellectuels antifascistes dans la Suisse de l'entre-deux-guerres*, 2006.

HISTOIRE

Valérie Boillat, Bernard Degen, Elisabeth Joris, Stefan Keller, Albert Tanner et Rolf Zimmermann (dir.), Marianne Enckell et al. (trad.), *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*, 2006.

Mauro Cerutti, Jean-François Fayet et Michel Porret, *Penser l'archive. Histoires d'archives, archives d'histoire*, 2006.

Julie de Dardel, *Révolution sexuelle et Mouvement de Libération des Femmes à Genève (1970-1977)*, 2007.

Gérard Delaloye, *La Suisse à contre-poil. Miettes historiques*, 2006.

Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco. De la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, 2006.

Raphael Gross, Eva Lezzi et Marc R. Richter (éds), Sophie Pavillon (trad.), «*Un monde qui avait perdu sa réalité...*» *Survivants juifs de l'Holocauste en Suisse*, 2003.

Hans Ulrich Jost, *À tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, 2005.

Malik Mazbouri, *L'émergence de la place financière suisse (1890-1913). Itinéraire d'un grand banquier*, 2005.

Anne-Françoise Praz, *De l'enfant utile à l'enfant précieux. Filles et garçons dans les cantons de Vaud et Fribourg (1860-1930)*, 2005.

HISTOIRE MODERNE

Karine Crousaz, *Érasme et le pouvoir de l'imprimerie*, 2005.

Miriam Nicoli, *Apporter les Lumières au « plus grand nombre ».* *Médecine et*

Physique dans le Journal de Lausanne (1786-1792), 2006.

HISTOIRE.CH

Gérald et Silvia Arlettaz, *La Suisse et les étrangers*, 2004.

Gérard Benz, *Les Alpes, la Suisse et le chemin de fer*, 2007.

Thomas David, Bouda Etemad, Janick Marina Schaufelbuehl, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, 2005.

Claude Hauser, *L'aventure du Jura. Cultures politiques et identité régionale au XX^e siècle*, 2004.

Gianni Haver et Pierre-Emmanuel Jaques, *Le spectacle cinématographique en Suisse (1895-1945)*, 2003.

Laurence Marti, *L'invention de l'horloger. De l'histoire au mythe de Daniel JeanRichard*, 2003.

MÉDIAS ET HISTOIRE

Alain Boillat, *Du bonimenteur à la voix-over. Voix-attraction, voix-narration au cinéma*, 2007.

Laurent Guido (dir.), *Les peurs de Hollywood*, 2006.

Gianni Haver (dir.), *Le cinéma au pas. Les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, 2004.

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES

Les Annuelles 10/07, *Itinéraires de femmes et rapports de genre dans la Suisse de la Belle Époque*, 2006.

Sabine Christe, Nora Natchkova, Manon Schick, Céline Schoeni, *Au foyer de l'inégalité. La division sexuelle du travail en Suisse pendant la crise des années 30 et la Deuxième Guerre mondiale*, 2005.

Hans Ulrich Jost, Monique Ceni, Matthieu Leimgruber, *Relations internationales et Affaires étrangères suisses après la Seconde Guerre mondiale*, 2006.

Julien Wicky, « *On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous* ». *Histoire sociale et politique du Parti socialiste vaudois (1945-1971)*, 2007.

EXISTENCES ET SOCIÉTÉ

Agnese Fidecaro, Stéphanie Lachat (éds), *Profession: créatrice. La place des femmes dans le champ artistique*, 2007.

Laurence Marti, Françoise Messant et Marianne Modak, *Vies de mécaniciens*, 2005.

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES

Vol. 25/2, 2006, *Santé!*

Vol. 25/3, 2006, *Sexisme, racisme, et postcolonialisme*.

Vol. 26/1, 2007, *Migrations: genre et frontières – frontières de genre*.

Vol. 26/2, 2007, *Perspectives féministes en sciences économiques*.

A CONTRARIO

Muriel Jolivet, *Tokyo memories. Journal 1995-2005*, 2007.

Impression
La Vallée – Aoste
Septembre 2007

Le « succès » politique de l'Union démocratique du centre (UDC) conduit le politologue à s'emparer scientifiquement d'un thème qui interpelle l'espace public suisse mais aussi les commentateurs et les chercheurs au-delà des frontières: la progression de la droite dite populiste en Europe, à laquelle l'UDC est souvent associée. Ce livre entend participer à ce débat. Il s'inscrit dans une sociologie des logiques plurielles (idéologiques, sociales et organisationnelles) qui caractérisent les partis politiques comme des phénomènes complexes. Il combine plusieurs angles d'attaque pour aborder une série de questions: Comment définir l'UDC, parti singulièrement controversé? Quels sont les difficultés liées à son étude? Comment expliquer sa capacité à se situer à la fois en posture de gouvernement et d'opposition? Comment son action a-t-elle influencé et tiré parti des transformations du paysage politique suisse? Que doit la progression de l'UDC aux changements affectant le champ médiatique? Qui sont ses électeurs? Comment s'exprime sa propagande politique? Comment se décline la diversité de valeurs de ses militants?

Parler sereinement de l'UDC, peser son action dans le champ politique, analyser les soutiens que sont ses électeurs et militants, tels sont finalement les objectifs de cet ouvrage.

Oscar Mazzoleni est responsable de l'Observatoire de la vie politique du canton du Tessin (OVP-USTAT) et chargé de cours dans les Universités de Genève et Lausanne.

Philippe Gottraux est Maître d'enseignement de recherche à l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'Université de Lausanne.

Cécile Péchu est Maître d'enseignement de recherche à l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'Université de Lausanne.

